هكذا من الأصل

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — Nº 11 231

DERNIÈRE ÉDITION

- MARDI 10 MARS 1981

Mme Thatcher est décidée à ne pas reculer devant la grève des fonctionnaires

LIRE PAGE 44



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 5 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 35 p. ; Italie, 800 l. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4 kr. ; Suisse, 1,30 f. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 30 din.

Tarif des abonnements page 27

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris no 650572
Tél. : 246-72-23

LES TENSIONS EN OCCIDENT ET DANS LE MONDE COMMUNISTE

Fragile Allemagne

Selon les méthodes les plus classiques, les diplomates soviétiques ont pris le relais des initiatives politiques. Après le grand discours et les petites phrases de M. Brejnev, le 24 février, devant le congrès du P.C.U.S., les professionnels se sont mis en branle. Porteurs de messages, les ambassadeurs se répandent dans les capitales européennes pour souligner l'intérêt du « signal », expliquer sa signification, amorcer la conversation, voire les négociations.

Les destinataires des messages de M. Brejnev ne sont pas tous connus. On sait seulement que M. Giscard d'Estaing, le chancelier Schmidt et le premier ministre danois, M. Jorgensen, en ont reçu chacun un pendant le week-end et que Mme Thatcher devait se voir remettre le sien ce lundi. Mais quels que soient les destinataires formels, l'initiative s'adresse essentiellement aux tenants occidentaux des « thèses neutralistes » dénoncées par le président de la République dans ses déclarations du 28 février au « Figaro », mais auxquelles il avait paru lui-même adhérer en insistant sur l'appartenance de la Pologne au « bloc » géographique et stratégique soviétique.

Les bonnes dispositions (conditionnelles) affichées par M. Brejnev à l'égard d'une initiative française — l'extension des « mesures de confiance militaire » jusqu'à l'Oural — sont tout spécialement destinées à M. Giscard d'Estaing. De même la suggestion d'examiner les affaires d'Afghanistan (en les liant à la sécurité du Golfe) constitue une bonne manière au président français, dans la mesure où elle fait suite à sa proposition de conférence sur la non-ingérence dans ce malheureux pays.

La principale cible du Kremlin reste cependant à l'évidence l'Allemagne fédérale, jadis le plus sûr et le meilleur élève de la classe atlantique et soudain frappé d'une dangereuse fragilité.

Le vice-chancelier, M. Genscher, est arrivé dimanche à Washington, où il prépare une visite du chancelier Schmidt. Cette visite ne lui pose pas à proprement parler un cas de conscience, bien au contraire. Le vice-chancelier n'aura aucun mal à convaincre M. Reagan de sa fidélité à l'alliance américaine, mais c'est dans son propre pays, et même dans la coalition gouvernementale à laquelle il appartient, qu'il a le plus de fil à retordre pour contrecarrer ce qu'il appelle l'« anti-américanisme » de ses alliés du S.P.D.

Le soutien ouvert des socialistes ouest-allemands aux révolutionnaires salvadoriens ne peut évidemment que provoquer la colère de M. Reagan, mais c'est la position de la R.F.A. au sujet des euromissiles qui a le plus de conséquences pour l'Europe.

Le moratoire proposé par M. Brejnev — et qui serait illusoire s'il n'aboutissait qu'à consolider l'actuel monopole soviétique en ce domaine — n'a pas fini d'agiter l'opinion ouest-allemande. M. Schmidt, de prime abord, l'avait jugé intéressant ; M. Genscher le fit rejeter sans équivoque en conseil de cabinet ; l'ancien chancelier Brandt estima ce rejet hâtif, et M. Schmidt a déclaré samedi que l'armement de l'Europe en fusées stratégiques était « encore évitable ».

Ce n'est pas seulement la peur d'être à la fois l'arsenal et la cible de ces engins qui provoque le malaise allemand : c'est aussi la crainte qu'une reprise de la course aux armements en Europe ne déchire les liens que l'ouverture à l'Est avait tissés avec l'Allemagne de l'Est. A la division territoriale des deux Allemagnes s'ajoutent désormais des divisions politiques au sein de la R.F.A. elle-même.

Bonn compromet par ses réductions budgétaires la coopération militaire avec Paris et Londres

Alors que Moscou poursuit ses appels du pied en direction de Washington pour que le président Reagan accepte l'organisation d'un sommet américano-soviétique, M. Hans Apel, ministre ouest-allemand de la défense, a annoncé, samedi 7 mars, d'importantes réductions budgétaires.

Ces réductions risquent de porter un coup mortel aux projets de coopération militaire à long terme qui avaient été mis au point avec la France et la Grande-Bretagne. Il y a de très fortes chances, en particulier, pour que le char franco-allemand qui aurait dû voir le jour dans les années 90 soit abandonné.

C'est dans ce contexte, et alors que la position politique du chancelier Schmidt ne cesse de s'éroder, que M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, entame, ce lundi 9 mars, à Washington, des conversations avec l'équipe de M. Reagan.

De notre correspondant

Bonn. — Le projet de char franco-allemand dont la fabrication avait été solennellement décidée en février 1980 lors de la rencontre au sommet entre le chancelier Schmidt et le président Giscard d'Estaing n'a plus beaucoup de chance d'être réalisé. Les coupes sombres dans le programme militaire de la R.F.A. qui ont été annoncées samedi par le ministre de la défense, M. Apel, ne laissent plus aucune place à une entreprise présentée jusqu'ici comme le symbole de l'étroite coopération entre les deux pays. Seule une intervention du chancelier et du président français — qui irait à l'encontre de toutes les considérations financières et techniques avancées ici — pourrait encore permettre de sauver cet ambitieux projet.

Pour sa part, M. Apel n'a guère dissimulé son attitude. Après trois jours durant lesquels le ministre et les chefs militaires ont passé en revue le programme de modernisation des forces ouest-allemandes en tenant compte de la très grave situation financière du pays, M. Apel a fait savoir qu'il ne saurait être question d'envisager le développement d'un char entièrement nouveau.

Comment le projet franco-allemand est-il affecté par cette décision ? Le ministre a répondu que ce sujet n'avait pas été mis à l'ordre du jour de la conférence politico-militaire qui vient de se tenir à Bonn. C'est la façon pour M. Apel de se laver les mains de cette affaire en suggérant que, si le chancelier et le président français veulent néanmoins aller de l'avant, il leur faudra trouver ailleurs les ressources nécessaires.

Au surplus, le ministre a mis en avant des arguments d'ordre technique. Pour lui, la capacité de combat du char ouest-allemand Léopard-2 serait tout à fait satisfaisante. Il conviendrait seulement de lui apporter quelques perfectionnements en modifiant la tourelle et en prévoyant un système automatique de chargement, ce qui serait déjà en cours.

JEAN WETZ.

(Lire la suite page 10.)

Le gouvernement polonais voit son crédit s'effriter sous les pressions de Moscou

La tension continue de monter en Pologne, où a eu lieu, dimanche 8 mars, à Varsovie, une manifestation antisémite destinée à discréditer plusieurs membres du Comité d'autodéfense sociale (KOR) proches de Solidarité. Au même moment avait lieu, à l'université, une manifestation à la mémoire des victimes des violences policières de mars 1968, qui avaient précédé une violente campagne antisémite.

Il se confirme d'autre part que c'est à la demande expresse de Moscou que les autorités polonaises ont entamé, la semaine dernière, des poursuites judiciaires contre plusieurs contestataires. Les dirigeants auraient posé cette exigence aux Polonais lors de la dernière rencontre soviéto-polonaise, la semaine dernière à Moscou. Ces pressions ont déjà considérablement miné le crédit dont jouissait le nouveau gouvernement polonais.

De notre correspondant

Varsovie. — Du frêle capital de confiance qu'avait su constituer le nouveau premier ministre, le général Jaruzelski, il ne reste plus rien ou presque. La signature des accords avec les paysans et les étudiants, le règlement de conflits locaux menaçants, n'auront au total fait croire que deux courtes semaines à la possibilité d'une trêve dans la guérilla entre les autorités et la population.

Cet espoir — qui était celui des dirigeants comme des dirigés — a été tué mercredi 4 mars par le Kremlin, et le risque est maintenant grand que la reprise de la guérilla ne mène bientôt à un affrontement violent. L'engrenage, dont l'aboutissement serait une intervention soviétique, est suffisamment terrible pour qu'on s'efforce des deux côtés de manœuvrer entre les mines dont Moscou vient de parsemer la Pologne.

Mise en demeure de « *renverser le cours des événements* » et de sévir contre les « *contre-révolutionnaires* », la direction polonaise a interprété les ordres. Les quatre animateurs de la Confédération de la Pologne indépendante (K.P.N.), dont le dossier a été transmis vendredi aux tribunaux, étaient incarcérés depuis septembre pour l'un et novembre pour les autres, et leur radicalisme nationaliste a jusqu'à maintenant limité la mobilisation en leur faveur.

Beaucoup plus populaires et très liés à Solidarité, dont ils sont les conseillers, MM. Kuron et Michnik, les deux figures de proue du KOR, ont, en revanche, été laissés libres malgré l'inculpation du premier et celle que le procureur cherche à notifier au second, qui refuse pour l'instant de déférer aux convocations.

Le syndicat, dont la commission nationale a siégé dix-sept heures durant à Varsovie, samedi 7 mars, a, quant à lui, limité sa riposte à un tir de semonce.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 8.)

POINT

L'école et les citoyens

L'école n'est plus ce qu'elle était. Tout a été écrit sur l'instituteur du village qui ne se bornait pas à dispenser l'instruction publique, mais se voulait aussi un maître de vie. De la classe au théâtre, du certificat d'études à la fête communale, de la cantine à l'étude, c'était le même homme, le même éducateur, côtoyé et écouté avec respect. Même dans les villes l'école jouait sans partage son rôle de foyer intellectuel.

Les classes ont changé. Avec l'urbanisation croissante et la désertification des campagnes le tissu social s'est distendu. En même temps, le travail des femmes gagnait la quasi-totalité des milieux. La complexité des relations dans la cité est devenue telle que le moindre accroc pose des problèmes difficiles à surmonter.

Des exigences nouvelles, et pas seulement sociales, sont ainsi apparues à l'égard de l'institution scolaire. Dans le même temps, les maîtres, concurrencés par d'autres pôles de savoir et d'influence, et inégalement payés, perdaient en considération. Domiciliés de plus en plus à l'écart du lieu où ils enseignent, doutant de leur utilité intellectuelle et réservés sur leur fonction de formation morale, ils laissaient une distance s'installer entre eux et la société.

Comment celle-ci peut-elle aujourd'hui adhérer à leurs mouvements revendicatifs ? Certains maîtres, prévenant les parents de leur absence un jour de grève, sans utiliser ce mot de grève, n'en donnent pas les raisons, pour ne pas, disent-ils, être accusés « de faire de la politique » à l'école.

Au moment où tout le monde proclame que « l'école doit être l'affaire de tous », les enseignants ne peuvent espérer obtenir gain de cause que s'ils réussissent à diminuer le fossé qui s'est souvent creusé entre l'école et les citoyens.

Lire nos informations page 16 et la page 2 (Idées) sur le thème « Enseignement et fonction publique ».

L'AVION PAKISTANAIS DÉTOURNÉ S'EST POSÉ A DAMAS OU LES NÉGOCIATIONS SE POURSUIVENT

(Lire page 48.)

AU JOUR LE JOUR

Giscardmania

Le marché de l'anti-Giscard est en plein boom. Tandis que MM. Marchais et Mitterrand s'y livrent une concurrence farouche, toute une gamme de produits dérivés est offerte au public : le holà-Giscard de M. Debré, le tant-pis-pour-Giscard de M. Chirac, le pas-Giscard de Mme Marie-France Garaud, etc.

Quant au citoyen-candidat il ne lui reste plus qu'à montrer que seul un prétendant peut faire mieux que Giscard : c'est Giscard.

BERNARD BRIS.

Chili : le second souffle de la dictature

Le général Pinochet doit se succéder à lui-même, le 11 mars, comme président de la République chilienne. Chef de l'exécutif depuis le renversement de Salvador Allende le 11 septembre 1973, le commandant de l'armée de terre entend exercer le pouvoir huit à neuf ans encore, en fonction du « mandat » qui lui a été conféré le 11 septembre dernier par un plébiscite gagné dans les conditions les plus contestables.

L'isolement international du régime a diminué depuis l'installation de M. Reagan à la Maison Blanche : les Etats-Unis ont fait plusieurs gestes de bonne volonté envers le général Pinochet. Les atteintes aux droits de l'homme ne continuent pas moins d'être nombreuses à Santiago. Cinq personnes sont actuellement jugées pour infraction à la sécurité de l'Etat et risquent la peine de mort. Le général Pinochet a déclaré le dimanche 8 mars : « Penser qu'une ouverture politique puisse se produire est très éloigné de la réalité. »

I. — L'institutionnalisation... du général Pinochet

De notre envoyé spécial
JEAN-PIERRE CLERC

Santiago. — *La Moneda* est redevenue une ruche. Silencieuse depuis que les avions du général Leigh l'avaient éventrée, le 11 septembre 1973, tragique avec ses portes cadenassées, ses balustres et ses pilastres écornés, ses fenêtres bouchées de planches, la noble bâtisse qui a abrité les travaux et les jours de tant de chefs de l'Etat chilien fait peau neuve. C'est que l'austère palais où a péri Salvador Allende s'apprête à accueillir, le 11 mars, Son Excellence le général Augusto Pinochet. L'homme dirige depuis sept ans et demi les destinées du pays. « *Président de la junte* », « *chef suprême de la nation* », puis, dès 1974, « *président de la République* » : les titres ont changé, comme croissait l'ascendant exercé sur ses pairs par le commandant de l'armée de terre. Mais le général Pinochet demeurait fidèle à l'édifice Diego-Portales : un bâtiment moderne en bordure de la principale artère de Santiago qui avait abrité, en 1972, une importante conférence des Nations unies. Au dire d'un diplomate, le chef de l'Etat se sentait à l'aise dans cette bâtisse sans grâce, mais si vaste qu'il pouvait avoir tout son monde sous la main.

Le transfert à la Moneda a donc valeur de symbole. C'est que, à partir du 11 mars, le général Pinochet assumera la présidence de la République, en vertu du « mandat » que lui ont accordé, six mois plus tôt, 67 % de ses concitoyens. Que l'opposition, démocratie chrétienne et gauche réunies, dénonce la « fraude » que fut le référendum constitutionnel n'est pas pour troubler ce Machiavel.

Le général Pinochet, dont le rôle dans la préparation du coup d'Etat de 1973 avait été bien moindre que celui de ses collègues marins ou aviateurs, a peu à peu marginalisé ses pairs. Il a, en 1978, éliminé *manu militari* le plus dangereux : le général Leigh. Le plébiscite du 11 septembre 1980, si contesté soit-il, lui confère une aura qui s'ajoute à la « *légitimité historique* » que les forces armées, dans leur ensemble, se reconnaissent pour avoir « *sauvé la patrie du chaos marxiste* » en 1973. Il lui permet de demeurer au pouvoir, avec cette nouvelle onction, jusqu'en 1990, et peut-être même 1997 si sa santé le lui permet.

(Lire la suite page 4.)

ALFRED SAUVY
la vie en plus
MÉMOIRES
L'exercice passionné de la sociologie et de la démographie n'empêche pas un sens aigu de l'humour face aux choses de la vie...
CALMANN-LÉVY
ARL

MUSÉES ET MUSÉOGRAPHIES

La dixième Muse

Le dix-neuvième siècle a fait l'objet dans ces dernières années d'une véritable réévaluation, tant sur le plan de la protection légale que sur celui du goût, de la faveur, parfois même de l'engouement. Il n'en reste pas moins que beaucoup d'édifices du siècle dernier, palais de justice, hôpitaux, écoles, ne correspondent plus, si vaillante qu'en soit l'architecture, aux besoins réels ou imaginaires de notre époque.

C'est le cas des musées, des musées de province surtout qui, maigrement dotés, municipalement mal aimés, datant pour la plupart du siècle dernier, même lorsqu'ils occupent des bâtiments anciens, ne parviennent pas à faire face à l'accroissement de leurs collections, à l'écaillement de leurs plâtres et aux exigences de la dernière en date des Muses qui est la plus sourcilleuse et capricieuse de toutes et qui se nomme la muséographie.

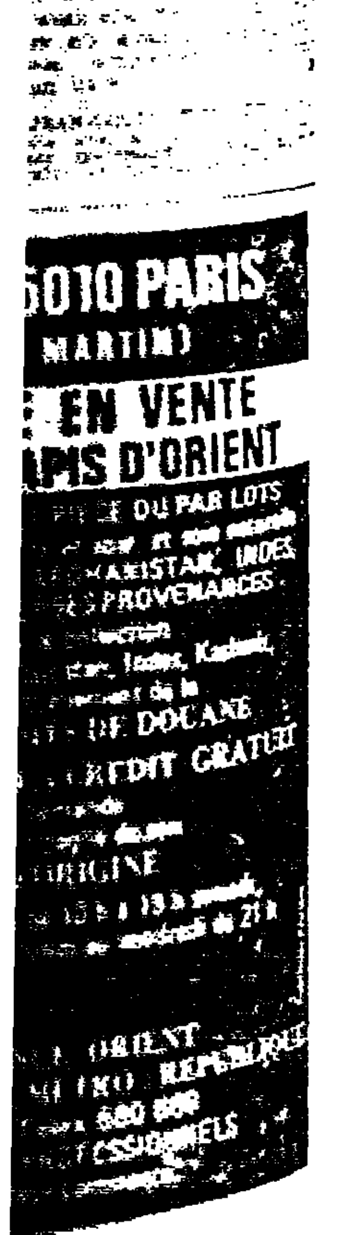
Vénérables ou charmants, fleurant bon le vieux couvent ou berçant leur nonchaloir derrière leurs frontons et leurs colonnes, faut-il les abandonner (on y a pensé, un temps, à Grenoble), les abattre, les convertir ? ou en construire d'autres ?

Si l'on excepte les fondations méridionales, le nombre de musées bâtis à neuf depuis la guerre est assez limité : Caen, Calais, le musée archéologique de Nemours, qui est achevé, mais non encore ouvert au public, le musée gallo-romain de Fourvière, celui de Poitiers.

Si l'on fait la moyenne entre la réussite et l'échec, entre la solution correcte et la rodomontade, ladite moyenne ne serait sans doute pas très élevée : Caen et Calais ont le mérite de la clarté, Fourvière utilise agréablement la colline, mais Poitiers, pour ne citer d'exemple plus cruel, offre surtout le spectacle de beaucoup de béton gâché et de plans superposés sans grande nécessité. De toute manière, rien ne vieillit plus vite qu'un musée (ce n'est pas à Beaubourg que je pense), et les partis trop ambitieux écrasent les collections plutôt qu'ils ne les mettent en valeur.

ANDRÉ FERMIGIER.

(Lire la suite page 18.)



Le Monde

idées

ENSEIGNEMENT ET FONCTION PUBLIQUE

Le SNI appelait les instituteurs à faire grève ce lundi. C'est l'occasion de réfléchir au rôle joué aujourd'hui par l'école primaire, comme aux raisons d'échecs par trop nombreux. Claude Prot met en cause ce qu'il appelle la maladie moderniste, tandis que Jean Petite réclame la définition, pour chaque étape de la vie scolaire, d'objectifs précis permettant aux élèves comme aux enseignants de se repérer. Quant à Bernard Derosier, *il élargit* le débat à l'ensemble du problème du service public, s'inquiétant de la faveur croissante dont les entreprises privées bénéficient de la part du pouvoir.

Le modernisme, cette maladie

par CLAUDE PROT (*)

EN cette année du centenaire des lois laïques de la III[e] République, le SNI-P.E.G.C. s'efforce de faire aboutir son plan de revalorisation de la carrière des maîtres qu'il est chargé de défendre. Car le but est de redonner aux instituteurs et professeurs de collège la place qu'ils eurent sous la « République radicale », puis sous la IV[e], exception faite de l'intermède fasciste de Vichy. Je laisse le soin à mes éminents confrères syndicalistes de dénoncer les perfidies qui ont contribué à créer le malaise des enseignants. Mais il est un aspect du malaise que des syndicalistes unitaires, ayant des responsabilités militantes de haut niveau, ne pourront pas aborder. Qu'on permette à un homme de la base de le faire !

La suppression des classes de fin d'études, la prolongation de la scolarité *obligatoire*, l'abaissement des effectifs, l'évolution des mentalités et des rapports humains... ont fait prendre conscience que l'école devait changer.

La pédagogie des maîtres traditionnels devint la cible des polémistes, des intellectuels de gauche, des humoristes... On ironisa sur le comportement de maîtres trop imbus de leur savoir et de leur autorité. On caricatura parfois d'une façon outrancière un traditionalisme dépassé. Et chacun pensait bien que des réformes s'imposaient. Mais la « révolution » prit souvent la place de l'« évolution » qu'on attendait ! Les instructions officielles, toujours prudentes, ont permis une libéralisation de la pédagogie. Les uns y ont trouvé prétexte à révolutionner l'enseignement, les autres n'ont pas manqué de cerner les limites à ne pas dépasser : réflexes de prudence de la tradition devant l'inconnu.

1968 : la flambée gauchiste éteinte, des idées subsistèrent. La contestation gauchiste trouva dans la corporation un terrain favorable : abandon d'un soutien officiel, découragement, paupérisation et politisation. Puisque la masse des adultes était marquée par l'idéologie bourgeoise, maints penseurs avancèrent l'idée de former un homme nouveau doué d'un esprit critique et contestataire... La révolution se ferait donc par l'école. D'où la nécessité de développer le culte de la non-directivité, du développement de l'esprit critique, d'une motivation et d'un « intérêt de l'enfant » souvent mal définis.

Les disciples de Freinet, maîtres chevronnés à la foi militante, devinrent des « idoles ». Mais les « fans » ne tardèrent pas à les trouver dépassés. Au diable les carcans ! Car les méthodes Freinet ne sont pas de tout repos pour les malheureux maîtres !

L'engouement pour la psychologie de l'enfant fit découvrir aux maîtres les tares de l'éducation familiale et sociale. On découvrait Montessori, on s'émouvait devant « les enfants de Summerhill »... Une formidable et généreuse envie d'apprendre à connaître le monde secret de l'enfant apportait un doute sur les valeurs pédagogiques traditionnelles. Et, en 1971, Ivan Illich publiait *Une société sans école*. C'est ainsi qu'on a vécu une véritable « révolution culturelle », orchestrée *par* certains formateurs des écoles normales et relayée par les médias de gauche. La critique de l'école traditionnelle et la défense des expériences pédagogiques non directives ont permis à maints journalistes de « faire du papier », et de plaire à une intelligentsia de gauche toujours prête à se laisser séduire par les fantasmes révolutionnaires.

Les penseurs de la pédagogie ont vu leur champ d'expérimentation s'étendre considérablement et ont vu l'occasion de se valoriser ! Maints professeurs d'école normale, ignorant la pratique pédagogique, ont cru faire acte de progrès en « démolissant » tout l'héritage de la pédagogie. Si les jeunes maîtres ont trop souvent succombé aux charmes de la modernité, de nombreux maîtres chevronnés soupçonnés d'encroûtement — ce *mal suprême !* — sont repartis « écœurés » de certains stages de recyclage. Car on y faisait le procès de toutes ces recettes qui permettaient d'aller droit au but et l'on ne proposait pas grand-chose de concret et de positif.

Il y eut des heurts et bien de l'amertume ! Mais devant le risque d'être catalogués de « rétrogrades », maints éducateurs de bon sens se turent. La supercherie triomphait. Les formateurs s'auréolèrent du prestige de leurs diplômes et du scientisme des psychologues et des pédagogues de renom. Arguments irréfutables pour de modestes maîtres d'école qui n'avaient que leur bon sens pratique à opposer aux nouveaux maîtres à penser !

Et comme, à l'ère des médias, les plus bavards et les plus agressifs sont souvent les plus écoutés, les adeptes du bon sens n'eurent qu'à capituler.

Pour une pédagogie traditionnelle et active

Le mythe de la modernité n'a pas tardé à naître. La ligne de conduite prescrite est le plus souvent celle d'une remise en question continuelle des méthodes. Cela est très grave, car cette attitude a fait tourner le dos à maintes expériences positives du passé. La modernité a trop souvent remplacé l'efficacité. Une efficacité démontrée ! Et la porte s'ouvrait au laxisme et au renoncement. Il faut néanmoins bien préciser que les farfelus et les malhonnêtes n'ont pas été aussi nombreux que certains médias de droite auraient voulu le faire croire. Mais leurs cris et leurs brouhahas désordonnés ont trop souvent couvert le travail sérieux et opiniâtre de la majorité silencieuse des pédagogues praticiens.

Autrefois, les instituteurs rédigeaient les livres de classe et affinaient les méthodes dans les classes d'application sous le contrôle d'un inspecteur. Aujourd'hui, les livres sont rédigés par des universitaires bardés de diplômes et on cite, dans la liste des créateurs de l'ouvrage, un instituteur, pour faire démocratique ! Le procédé gagne en modernité mais sûrement pas en efficacité. Ces ouvrages ont le mérite d'être influencés par les recherches contemporaines (par exemple, le structuralisme a permis une rénovation de la grammaire), mais ils cèdent souvent à la médiocrité d'une séduction tapageuse.

L'esprit intellectualiste du maître est flatté et l'élève est séduit. Bandes dessinées, expressions argotiques, schémas pseudo-scientifiques, exercices d'imprégnation amusants, frôlant parfois le ridicule, voire la débilité... ont fleuri dans de nombreux manuels cautionnés par d'éminents agrégés ou enseignants bardés de diplômes. Les livres sont souvent inconsistants alors que certaines idées présentées auraient pu être très intéressantes si elles avaient été testées et élaborées par de véritables praticiens. On cherche en vain des listes, des nomenclatures, des règles, des tableaux de conjugaison... Les maîtres chevronnés ont gardé les anciens manuels, mais il faut savoir que nombre de débutants n'ont pour références que des ouvrages médiocres et très incomplets.

On a trop négligé, dans une certaine école moderne, l'importance du travail écrit, de la mémoire et de l'autorité du maître. La « révolution culturelle » a permis d'abattre les derniers bastions du conservatisme étroit et de l'autorité rigide qui ont prévalu. La rénovation pédagogique a permis de faire prendre conscience aux maîtres qu'il faut savoir intéresser ses élèves, savoir les écouter, les faire participer, pratiquer des fréquences courtes et variées et développer la réflexion, source de l'intelligence.

L'enseignement traditionnel est le seul qui convienne à la masse, le seul qui puisse être pratiqué en tenant compte de la nécessité d'harmoniser le savoir dans une société très organisée. Mais cet enseignement se doit d'être actif, sinon il se couperait des impératifs d'une éducation qui se meut dans un monde en continuelle mutation. Il faut que l'enseignement traditionnel se stabilise, que les praticiens retrouvent une rigueur dans la conduite de leur pédagogie, sans toutefois revenir à un certain immobilisme passé. A force d'en faire des mercenaires d'une révolution permanente, on a fait des enseignants angoissés et perturbés. En fait, les enseignants du primaire seront à la hauteur de l'estime et de la confiance que la société leur accordera. La crise de l'enseignement est avant tout politique. Les pouvoirs publics tiennent la clé de l'avenir du système éducatif.

Peu importe qu'il faille une élite. Tout système a son élite. Mais ce qui est grave, c'est de constater que les milieux socio-culturels défavorisés n'ont pratiquement aucune chance de voir leur progéniture accéder à des postes de responsabilité. Dans ces milieux, le pourcentage d'échecs scolaires est dramatique. Si l'on admet qu'un redoublement de classe est un échec, alors on peut estimer que l'enseignement primaire produit 40 % d'échecs scolaires. Sans doute faudrait-il commencer par éduquer les parents et leur donner de bonnes conditions d'existence ! Ne rêvons pas, et cherchons ailleurs qu'en France des solutions.

Dans plusieurs pays du nord de l'Europe, la scolarité obligatoire et l'apprentissage des mécanismes se font à sept ans. Or, en France, la plupart des échecs du cours préparatoire (un mauvais C.P. hypothèque gravement l'avenir de l'écolier) sont liés à un manque de maturité, l'admission se faisant à six ans.

Dans certains pays, la moindre difficulté dès le début du cycle préparatoire est immédiatement signalée et une structure de soutien psycho-pédagogique permet de vaincre les handicaps. C'est ainsi que la Suède ou les pays de l'Est (c'est peut-être l'une des rares victoires de ces régimes !) ont un pourcentage d'échecs scolaires assez faible, de l'ordre de 4 % !

Les penseurs de l'éducation seraient bien inspirés d'étudier un processus qui permettrait de dépister efficacement les candidats à l'échec. Et les pouvoirs publics rendraient un service immense à notre peuple et à son avenir, s'ils donnaient enfin les moyens véritables d'avoir une école de qualité.

Mais j'ai le vague sentiment que notre société cherche sa perte, en ces temps de crise. Puisse l'avenir contredire cette pensée pessimiste !

(*) Instituteur.

Un service à sauver

par BERNARD DEROSIER (*)

IL est bon que le SNI mobilise ses adhérents comme l'avaient fait déjà, les 14 novembre et 3 décembre dernier, les organisations syndicales représentatives pour défendre le service public. Il serait meilleur que l'opinion tout entière prenne conscience que la politique de MM. Giscard d'Estaing et Barre n'a d'autre objectif que de retirer au service public un maximum de responsabilités pour les confier à des entreprises privées.

En effet, le service public est en danger et peut-être même en danger de mort. Il convient donc, plus que jamais, d'expliquer aux Françaises et aux Français l'ampleur et la nature de la menace qui pèse sur lui.

Le service public est-il si insignifiant dans la logique de ceux qui nous gouvernent qu'ils semblent en avoir même oublié sa valeur « étymologique » ? Rappelons qu'il s'agit de la *res publica*, de la chose publique, soumise à des règles bien précises, sur lesquelles je reviendrai plus loin.

Force est de constater que le service public est de plus en plus détourné de sa mission d'origine d'intérêt général, pour être au service particulier de l'économie capitaliste.

Les thuriféraires du néo-libéralisme ne craignent pas d'affirmer que le service public est inadapté aux réalités de notre temps et qu'il n'est d'autre remède que celui de privatiser.

De fait, on assiste non point à des coups d'éclat mais à une lente et inexorable déstabilisation d'un certain nombre de secteurs-clés de l'Etat : c'est le cas des postes et télécommunications, de la recherche, de l'éducation, de la formation professionnelle.

Il n'est que de citer l'exemple de l'A.N.P.E., dont la gestion à l'échelon départemental est confiée à un conseil composé de personnalités qualifiées du monde économique et social, désignées par le préfet. En d'autres termes, l'idée de solidarité nationale sur laquelle repose le concept du service public ne cesse d'être galvaudée.

La manœuvre est habile, mais un observateur éclairé aura vite compris que c'est une nouvelle façon pour l'Etat de se désengager en réduisant considérablement sa quote-part financière. Il y a bien volonté délibérée de démanteler le service public. Superbe marque de dédain d'un système néo-libéral envers un patrimoine pourtant durement conquis !

Il est temps de réagir, d'unir toutes les forces décidées à combattre la sournoise tentative de détournement de « fonds publics », car, en réalité, il s'agit d'une atteinte profonde à la démocratie.

Pour nous, faut-il le rappeler, l'organisation du service public doit répondre à certaines normes, tels l'intérêt général et le principe de continuité. C'est en ce sens que son organisation relève du droit administratif français et son fonctionnement est soumis au respect de ces trois règles fondamentales : égalité, adaptabilité, continuité.

On devrait en conclure que les services publics sont des entités neutres. En fait, le service public est étroitement conditionné, compte tenu du système politique actuel, par l'idéologie dominante dont se réclament nos gouvernants.

On comprend mieux alors les propos de M. Barre quand il dénonce les « *nantis de la fonction publique* ». La campagne d'intoxication est bien menée, pour démontrer à l'opinion que le service public n'est pas rentable, qu'il coûte à la nation plus qu'il ne rapporte.

Il nous faut dénoncer ce procédé fallacieux, qui ne vise qu'à déprécier un héritage issu du combat républicain pour le droit et la liberté.

La défense du service public a toujours été l'une des préoccupations de la gauche socialiste.

Jean Jaurès et Léon Blum ont publié, en leur temps, un rapport sur « L'organisation des services publics et la pensée socialiste en France ».

En aucun cas, la recherche du profit ne peut prévaloir sur le service à rendre à la collectivité. C'est un principe essentiel. Le service public constitue le fondement de base d'une société ayant pour objectif de maîtriser le devenir social au profit du plus grand nombre.

Pour ce faire, nous devons nous situer dans une perspective autogestionnaire reposant sur l'utilité sociale, moteur de l'économie tout entière, tant dans sa partie privée que publique. C'est elle qui commandera les orientations du Plan.

Aujourd'hui, que se passe-t-il, par exemple, quand la S.N.C.F. décide la suppression d'une ligne secondaire jugée par elle non rentable ? A-t-on mesuré exactement le coût social de cette suppression : augmentation du trafic sur la route ; encombrements des parkings ; consommation d'énergie ; fatigue ? Peut-on affirmer qu'il s'agit vraiment d'une mesure de rentabilité, et, si oui, rentabilité pour qui ? Il est important de poser la question.

Il nous paraît indispensable d'offrir à nos concitoyens les garanties d'un véritable service public, tendant à assurer une plus grande justice sociale.

Egalité, continuité, adaptation, ne sont pas des mots creux. Ils doivent, selon nous, témoigner d'une volonté politique d'associer véritablement les citoyens à la gestion de l'Etat en développant la prise de responsabilité personnelle et collective.

Les récentes décisions du gouvernement réuni à Rambouillet à l'égard des instituteurs illustrent bien le mépris où il tient la fonction publique. Chaque Français doit donc prendre conscience que les prochaines échéances électorales vont engager son propre devenir, ses garanties et ses droits à la liberté et à l'égalité.

(*) Député du Nord (P.S.).

Pas d'école au rabais

par JEAN PETITE (*)

L'ECOLE primaire est depuis cent ans le fait social et politique le plus important de l'école, à la fois mythe et réalité. La démocratisation est profondément liée à l'école primaire, comme jadis la République. Le second degré, en contrepoint, paraît marginal. La représentation souvent répandue le confine à la reproduction des élites et des savoirs, voire d'une certaine culture. D'un côté, tous ceux qui osent s'interroger sur l'école primaire frisent le sacrilège. De l'autre, il n'y a de progrès que dans la fin des lycées et la mise au pas des enseignements universitaires.

Pourtant, l'école secondaire n'est pas ce qu'on en dit, ni l'école primaire ce qu'on l'imagine. La première avec, depuis plus de cent ans, ses apports nouveaux, ses enseignements modernes par où sont passés le début de la promotion scolaire des filles, ses enseignements professionnels et technologiques largement diversifiés et ouverts à des couches nouvelles ; l'école primaire avec ses interrogations critiques — forgées chez les marginaux de l'école nouvelle — sur sa fonction sociale et idéologique et sa capacité de préparer les jeunes aux luttes du présent. Ces interrogations ont longuement nourri la réflexion de ceux qui ont eu affaire avec ce vaste chantier de l'école secondaire actuelle, en 1968 et après, face aux nouvelles générations d'élèves.

Ainsi est apparue une divergence entre le secondaire, qui serait à reconstruire globalement, et l'école primaire, qui cherche à se situer en inventant ses propres prolongements. Or, dans le contexte économique et social actuel surtout, ces deux démarches ne se rejoignent pas.

Inventer la suite, du point de vue de l'école primaire, c'est avant tout faire sauter ce qui a été dans le passé le butoir de l'entrée en sixième. Et, comme la suppression de l'examen ne suffit pas, l'abandon du critère d'âge est présenté comme une nécessité pédagogique. Le « à chacun son rythme » se substitue à la formule « à chacun selon ses capacités », mais il n'en est pas tellement éloigné puisqu'il reporte de quatre ans au mieux le moment d'une sélection qui, devenant alors « professionnelle », apparaît désormais acceptable dans la « société telle qu'elle est ». Ainsi, l'école primaire, devenue « fondamentale » par intégration du collège dans une structure unique, trouverait son prolongement démocratique dans le champ de l'enseignement professionnel (polytechnique ou non), accordant aux humanités la place qui revient à une certaine élite de plus en plus marginale dans la société des ordinateurs.

Or, deux faits s'opposent désormais, en 1981, à ce qui pouvait être encore une perspective des « années 30 ». Le premier est l'échec de masse à l'école primaire comme au collège, avec les refus, les rejets, les éliminations. Seulement 26 % d'élèves, dit-on savent lire en sixième. Le second est la considérable transformation en trente ans des enseignements dans leurs exigences, leurs objectifs, leurs articulations pour tous les jeunes de quatorze à dix-huit ans. La formation professionnelle aujourd'hui n'est plus séparable d'une formation de caractère technologique, scientifique, économique et sociale. Le décloisonnement de la formation professionnelle devient une obligation. C'est parce que ces deux faits ont été négligés qu'un nouvel analphabétisme est né.

L'échec de masse ne sera pas corrigé par la seule individualisation des pédagogies et les progressions différenciées selon les rythmes d'acquisition. Une stratégie sociale de l'école prenant en compte les diversités culturelles d'origine pour créer les conditions d'une appropriation des nouveaux instruments de la connaissance et de l'action s'impose. Les objectifs de la scolarité doivent prendre en compte ce qui se passe de nouveau entre quatorze et dix-huit ans. Etablir un butoir à seize ans, c'est sans doute protéger l'école primaire des nécessaires transformations, mais c'est entériner les échecs et l'inadaptation pour longtemps.

C'est à l'abri de ce butoir que M. Jean Couturier cherche à prendre le vent d'une prochaine législature comme naguère M. René Haby sous Pompidou dans des rapports discrets aux alentours du ministère de l'éducation. Mais son discours n'est pas éloigné tantôt de celui de son ancien patron, tantôt de la réalité de sa réforme au collège. Par exemple, la culture de la précocité rejoint l'école primaire à deux vitesses. Quant à la rétention des élèves à l'école primaire, elle n'est pas un projet mais un fait pour 15 % des élèves aujourd'hui.

Un défi à la démocratisation

A l'abri du butoir, c'est désormais le recul de la scolarité obligatoire qui se profile. De l'autre côté du butoir, dans le second cycle, M. Christian Beullac aussi, en laissant sans réponse les questions de lutte contre l'échec de masse, peut donner à ses aménagements une allure de défi à la démocratisation.

C'est en ne biaisant pas avec ces réalités de l'échec, en ayant le courage de définir pour l'école à chacune de ses étapes, jusqu'à dix-huit ans, des objectifs pédagogiques précis qui permettent aux élèves, aux parents, aux enseignants, de se repérer, bref en faisant bouger tout l'édifice en même temps, qu'on peut réinsérer l'école dans sa véritable mission sociale d'aujourd'hui.

Pour cela, il ne faut pas oublier ce par quoi Langevin et Wallon définissaient l'école progressive : « *La logique et l'équité exigent que les divers degrés de l'enseignement répondent à des niveaux de développement puis à des spécialisations d'aptitudes, non à des catégories sociales. C'est pourquoi, dans la structure nouvelle, l'enseignement présentera des* « degrés progressifs » *correspondant à des niveaux de développement et auxquels tous les enfants devront successivement accéder.* »

Il s'agit d'un enjeu qui nous dépasse si l'on veut bien écouter ce que les experts du tiers-monde nous demandaient, au colloque de l'UNESCO en juillet 1980, pour les prochaines décades : mieux insérer la formation dans la réalité des diversités culturelles, ne pas concevoir pour les pays en développement, voire en récession, une école au rabais.

(*) Secrétaire national du Syndicat national des enseignements de second degré (SNES).

LOTO
C'EST FACILE
C'EST PAS CHER
ÇA PEUT RAPPORTER GROS
LO 812

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

La Dominique

La secte des rastas provoque une crise politique

Le premier ministre conservateur de la Dominique, Mme Eugenia Charles, a accusé, le 7 mars, la gauche de préparer un coup d'Etat visant à la renverser. Elle a annoncé la prorogation de l'état d'urgence proclamé le 13 février, après l'enlèvement du père du porte-parole du gouvernement par des membres de la secte rastafarienne. Cinq arrestations ont été opérées, dont celles de l'ancien premier ministre travailliste, M. Patrick John, et du chef des forces armées (Defense Force), le major Frederic Newton. Nous publions ci-dessous une correspondance de la Guadeloupe à propos de la crise politique que traverse cette petite île anglophone coincée entre les deux départements d'outre-mer des Antilles.

Correspondance

Pointe-à-Pitre — Vue d'ici, la Dominique (751 kilomètres carrés, 78 000 habitants) semble appartenir à un autre univers. Pourtant, ses côtes ne sont guère qu'à quelques encablures, et ses habitants y parlent un créole bien proche de celui des Antilles françaises.

Les Dominicains ne jouissent pas, en Guadeloupe, d'une excellente réputation. Ne les accuse-t-on pas d'avoir introduit la drogue et contribué au développement du phénomène rasta dans le département d'outre-mer ? Il n'est pas de semaine sans que le quotidien local *France-Antilles* titre sur des arrestations de ressortissants de l'île voisine, accusés la plupart du temps de vols. Le 12 février dernier, Miss Eugenia Charles, premier ministre conservateur du micro-Etat anglophone, s'était d'ailleurs entretenue avec le préfet de la Guadeloupe du problème des migrants dominicains. Ils seraient plus de huit mille souvent dépourvus de visas d'entrée.

Depuis le succès international de Bob Marley, le reggae et les rastas sont devenus chose familière. Le rastafarianisme, né dans les bas quartiers de Kingston, en Jamaïque, dont les adeptes prônent le retour vers une Afrique plus ou moins mythique, a essaimé dans les micro-Etats anglophones de la Caraïbe à Grenade, à Sainte-Lucie et à la Dominique.

Dans la plus sauvage et la plus déshéritée des anciennes possessions anglaises, les rastas, appelés localement *dreads*, se sont depuis longtemps heurtés au pouvoir en place — qu'ils appellent « Babylone ». Rejet de la culture occidentale ? Recherche d'une identité culturelle ? Les *dreads*, s'ils peuvent apparaître comme des laissés-pour-compte de la société caraïbe, les enfants du colonialisme et de la misère, appartiennent aussi, parfois, à la bourgeoisie. Anciens étudiants, ils refusent les postes de responsabilités pour rechercher dans les mornes dominicains le retour à la nature, se nourrissant de fruits de la terre, fumant de la marijuana et jouant de la musique. Contre eux, l'ancien premier ministre, M. Patrick John, leader du Dominica Labour Party (travailliste), avait fait voter le Dread Act, qui facilitait la répression à leur encontre. La condamnation à mort de l'un d'entre eux, M. Desmond Trotter, avait mobilisé, en 1976, la gauche et l'extrême gauche de la Caraïbe (1). Depuis, les ravages provoqués par le passage de deux cyclones avaient quelque peu repoussé dans l'ombre le problème des *dreads*. Il resurgit soudain avec violence

Le 12 février dernier, des rastas armés de fusils, et peut-être de bazookas, enlevaient près de Roseau la capitale M. Ted Honychurch, le père du porte-parole du gouvernement, et détruisaient son habitation, pour se réfugier ensuite dans les montagnes boisées. Peu avant, deux *dreads* avaient trouvé la mort dans un accrochage avec les forces de l'ordre. Les auteurs de l'enlèvement demandent, notamment, la libération de deux des leurs, Augustus Lloyd, seize ans, et Robert Eugène, vingt-trois ans, condamnés à la pendaison pour homicide.

L'état d'urgence a été décrété par Miss Eugenia Charles, du Freedom Party (conservateur), qui a remporté une éclatante victoire aux élections de juillet dernier. Elle refuse de négocier avec ce qu'elle appelle des « *terroristes* » et des « *fanatiques* », et elle a promulgué, le 16 février, une loi anti-terroriste. Elle accuse en fait les *dreads* de ne pas être seulement des illuminés aux cheveux nattés et fumant de la marijuana, mais des individus manipulés par l'extrême gauche. La déstabilisation du pays demeure la hantise du premier ministre de la Dominique — une île qui attend beaucoup de l'aide étrangère, et en particulier de la France. L'inquiétude est d'autant plus grande que des conflits auraient éclaté récemment au sein de la Defense Force. Il y a quelques mois des armes y ont été dérobées, et échangées, a-t-on prétendu, contre de la drogue.

IAN HAM L.

(1) M. Trotter avait finalement été libéré en 1979 à la faveur d'émeutes à Rosseau.

● *L'AJALC a renouvelé son bureau.* — L'Association des journalistes spécialistes de l'Amérique latine et des Caraïbes a renouvelé son bureau lors de son assemblée générale annuelle, réunie le 28 février à Paris. Christian Rudel (*la Croix*) a été élu président. Nicole Bourdillat (*Amérique latine*), Jean-Pierre Clerc (*le Monde*) et René Lauler (Radio-France international), vice-présidents ; José Garçon (*Libération*), secrétaire générale ; Carlos Gabetta (*A.F.P.*), et Jacqueline de Linarès (*le Matin*), secrétaires adjoints ; Françoise Barthélemy (*Problèmes d'Amérique latine — la Documentation française*), trésorière. L'association, qui compte environ cinquante membres, journalistes et chroniqueurs, organisera, en novembre, un colloque sur le thème : « Le pétrole et l'Amérique latine ».

Colombie

Le linguiste américain Chester Bitterman a été assassiné

Le cadavre du linguiste américain Chester Bitterman, enlevé le 19 janvier par des guérilleros colombiens, a été retrouvé, le samedi 7 mars, dans un minibus volé stationné dans un quartier méridional de Bogota. La victime, âgée de vingt-huit ans, travaillait pour le compte de l'Institut linguistique d'été (I.L.V.), une institution américaine proche de l'Eglise évangélique, dont la mission est de traduire la Bible dans les langues indiennes, et qui catéchise des tribus amazoniennes dans plusieurs pays d'Amérique latine. Les ravisseurs de Chester Bitterman avaient exigé la fermeture de l'I.L.V., l'accusant de servir de « *paravent* » à la centrale américaine de renseignement (C.I.A.) et de « *détruire les cultures indigènes* ».

L'enlèvement a été revendiqué par *une organisation s'intitulant* Coordination de base du M-19, qui a également signé l'assassinat. Le M-19 (Mouvement du 19 avril) est une organisation révolutionnaire colombienne, née en 1970, qui s'est illustrée en particulier par la séquestration, le 27 février 1980, de douze diplomates dans les locaux de l'ambassade de la République Dominicaine à Bogota. La Coordination de base s'est déclarée en dissidence par rapport au M-19, estimant que celui-ci s'est égaré du chemin révolutionnaire.

De son côté, le plus important dirigeant de M-19, M. Jaime Bateman, a nié que son organisation soit responsable de l'assassinat. « *Nos ennemis l'ont tué pour discréditer le M-19* », a-t-il déclaré dans un communiqué publié à Popayan, dans le sud-ouest du pays. M. Bateman a assuré qu'il n'existait aucune organisation intitulée Coordination de base de son mouvement. Un autre responsable du M-19, M. Evher Bustamente, a déclaré que le linguiste américain avait, en réalité, été séquestré par un groupe para-militaire de droite.

Quoi qu'il en soit, l'assassinat de M. Bitterman a provoqué la réprobation générale en Colombie. Le gouvernement, les forces armées, les partis politiques, l'Eglise, le comité national syndical, qui regroupe les quatre grandes organisations ouvrières de Colombie, ont condamné cet acte « *lâche et inutile* ». A Washington, le général Haig, secrétaire d'Etat américain, a flétri ce « *meurtre barbare* ». Présentant ses condoléances à la femme et à la famille de Chester Bitterman, M. Haig a déclaré : « *Ils ont démontré que les Américains ne céderont pas au chantage du terrorisme.* »

L'I.L.V. a annoncé qu'il poursuivrait ses activités en Colombie. — *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

● *LE COMITE FRANCE-COLOMBIE* pour la défense des droits de l'homme et des prisonniers politiques dans ce pays (14, rue de Nanteuil, 75015 Paris) nous fait parvenir la photocopie d'un communiqué publié entre le *11 et le 18 février en Colombie* par le M-19, assurant que cette organisation n'a rien à voir avec l'enlèvement, le 19 janvier, de M. Bitterman. Pour le mouvement du 19 avril, le fait qu'une condamnation à mort ait été prononcée à l'encontre du linguiste américain « *sans jugement sur ses responsabilités d'agent des services de renseignement américains* » va à l'encontre du « *comportement révolutionnaire envers les prisonniers de guerre* ». Selon le M-19, l'objectif de cette opération, « *montée par la C.I.A. américaine et les services secrets de l'armée colombienne* » est d'accréditer l'hypothèse d'une division au sein du M-19.

Etats-Unis

L'administration républicaine supprime l'assistance judiciaire fédérale aux déshérités

De notre correspondante

New-York. — Dans sa chasse obstinée aux dépenses fédérales inutiles le président Reagan vient de trouver une nouvelle victime : le service d'assistance judiciaire aux déshérités créé par le président Johnson en 1965 dans le cadre du programme destiné à promouvoir sa « *grande société* ».

Le service qui emploie actuellement quelque cinq mille avocats, dépense une moyenne de 300 millions de dollars par an pour aider les déshérités à faire reconnaître leurs droits en matière de prestations sociales, de logement, et dans tous les domaines où leur ignorance et leurs manques de moyens financiers les mettent en position d'infériorité.

Les « clients » de l'assistance judiciaire gratuite sont essentiellement des membres des groupes ethniques minoritaires, des mères seules, des vieillards sans ressources, tous ceux que le président Johnson voulait faire entrer dans la nouvelle société américaine, égalitaire et fraternelle, dont il avait rêvé.

La « liquidation » des années 60

En quinze ans, les avocats du service d'assistance judiciaire ont eu d'innombrables occasions de se heurter à de puissants intérêts privés. Par exemple lorsqu'ils gagnaient un procès contre un promoteur décidé à faire « vider les lieux » aux habitants d'un immeuble modeste qu'il souhaitait remplacer par une construction de « standing ». Ou quand ils forçaient un Etat à abandonner un projet d'autoroute qui aurait dû traverser un « ghetto ». Ils ont souvent défendu des tribus indiennes contre les appétits des sociétés minières et permis récemment aux Navajos d'Arizona d'obtenir que des réparations soient faites dans une usine de traitement d'uranium dont les fuites menaçaient leurs puits. Les avocats du service ont aussi heurté beaucoup de convictions conservatrices dans leur lutte pour faire payer les avortements de femmes pauvres par des fonds publics ou pour faire reconnaître les droits d'enfants illégitimes.

Le service avait, tant bien que mal, résisté aux attaques de M. Nixon. Il avait eu maille à partir avec M. Reagan lorsqu'il était gouverneur de Californie : le service avait alors fait la preuve que les réductions budgétaires décidées par le gouverneur avaient, en fait, réduit le niveau de vie de certaines catégories d'assistés sociaux.

Le projet que le président Reagan compte soumettre au Congrès consistera à supprimer les 300 millions de dollars du programme fédéral d'assistance judiciaire et à en transférer aux Etats la responsabilité en leur suggérant d'utiliser, pour sa mise en œuvre, une partie de l'allocation annuelle globale de fonds fédéraux.

Le transfert aux Etats de la responsabilité des programmes sociaux est un projet cher aux républicains, mais il est activement combattu par les libéraux, qui soulignent que les pressions locales rejetteront, sans aucun doute, ces programmes au dernier plan des préoccupations des édiles. L'assistance judiciaire, destinée à entrer en conflit avec nombre d'intérêts privés, n'a que très peu de chances d'être subventionnée par les autorités locales.

Des services privés d'assistance judiciaire aux déshérités existent dans certaines villes américaines : ils ont souvent été créés par les « anciens » des luttes pour les droits civiques des années 60 et sont souvent efficaces. Mais ils ne sont évidemment pas totalement gratuits, et pas équipés pour traiter des cas généralement très compliqués.

Le projet de suppression du service d'assistance judiciaire entre dans le plan plus général de la nouvelle administration de liquidation des programmes sociaux des années 60. Applaudie pour l'instant par une bonne partie de l'opinion traumatisée par la récession économique, elle risque cependant de provoquer, à terme, des réactions sérieuses.

La question du transfert des responsabilités fédérales aux Etats touche à un problème politique plus vaste : celui dit des *State Rights*, une formule que les démocrates libéraux abhorrent, car elle évoque immédiatement le parti des sudistes « dixiécrates », brièvement formé en 1948 pour s'opposer au programme de droits civiques d'Hubert Humphrey et d'Harry Truman. Les « dixiécrates » s'étaient donné un chef de file, candidat à la présidence en 1948, M. Strom Thurmond... qui vient de succéder à M. Edward Kennedy à la tête de la commission juridique du Sénat.

NICOLE BERNHEIM.

AFRIQUE

Tunisie

Les aléas de la démocratisation

De notre correspondant

Tunis. — A la suite des assurances données jeudi dernier par le premier ministre, M. Mzali (« le Monde » du 7 mars), la grève, qui avait perturbé pendant une semaine les transports publics à Tunis, a pris fin le samedi 7 mars. Depuis, le gouvernement a tenu des réunions quotidiennes afin d'arrêter les mesures qui permettront de remédier à l'érosion du pouvoir d'achat, d'indexer les salaires sur les prix et de lutter contre l'inflation. En revanche, le calme ne paraît pas encore complètement revenu dans tous les lycées et collèges, et des établissements ont dû être fermés à Tunis et dans plusieurs villes de l'intérieur.

Après des années d'autoritarisme, la voie de la démocratisation n'est pas aisée. Depuis bientôt un an qu'il y est engagé, le gouvernement tunisien a déjà eu l'occasion de s'en rendre compte en plusieurs occasions et il vient d'en faire encore une fois l'expérience ces dernières semaines.

L'agitation qui a éclaté dans les classes terminales de l'enseignement secondaire pour déborder rapidement à l'Université et la grève des transports publics dans la capitale ne peuvent être seulement considérées comme des « *accidents de parcours* ». Elles sont à des titres divers significatives d'une opposition de plusieurs courants qui s'attachent à freiner, sinon à mettre en échec, une évolution démocratique attendue pourtant depuis longtemps.

Certes, les problèmes sur lesquels se sont cristallisés les différents mouvements de contestation existent. Ils préoccupent même de longue date la plupart des Tunisiens, et le gouvernement n'a pas toujours agi avec la sévérité qui s'imposait, principalement en matière de contrôle des prix. Si le terrain était donc favorable, il n'empêche que les récents remous enregistrés ici et là n'ont pas eu des revendications, somme toute justifiées, pour point de départ mais des rumeurs, souvent invraisemblables (telle une retenue qui devait être effectuée sur les salaires au profit des veuves et des divorcées), savamment propagées.

Sans retenir l'hypothèse avancée dans des cercles politiques d'un véritable complot des éléments d'extrême gauche ou de la droite — qu'elle soit laïque ou religieuse — ou encore de ces deux tendances occasionnellement réunies pour les besoins de la cause, il est un fait que certains se sont attachés à mettre le feu puis à l'attiser.

Aux groupuscules d'extrême gauche qui combattent depuis toujours le régime sont venus s'ajouter, depuis environ trois ans, les intégristes islamiques, beaucoup plus puissants et plus actifs et que le précédent gouvernement a laissé s'organiser dans l'espoir qu'ils contrebalanceraient l'activisme marxiste. Les deux courants perdront incontestablement une partie de leur audience et des sympathies qu'ils ont pu susciter si la politique d'ouverture est menée à bonne fin.

Chez les syndicalistes, deux tendances — minoritaires — sont plus que réservées à l'égard de l'expérience actuelle. La première, qui n'a jamais complètement admis la création sous la houlette du pouvoir de la commission nationale syndicale où siègent pourtant la plupart des anciens dirigeants d'avant l'explosion du 26 janvier 1978, s'en tient à une position radicale en exigeant entre autres la proclamation immédiate d'une loi d'amnistie générale et la levée de l'assignation à résidence de M. Habib Achour, dont elle se réclame. La seconde, constituée par des membres de la direction imposée après le « jeudi noir », elle aussi représentée au sein de la commission syndicale, n'enregistre pas sans amertume les injures dont elle est abreuvée en permanence dans les congrès des syndicats de base où elle subit des échecs répétés qui vont l'écarter presque totalement du futur congrès de la centrale ouvrière prévu avant l'été.

Dans les milieux d'affaires, grands bénéficiaires du libéralisme économique de ces dernières années, la perspective de reprise d'une activité syndicale libre et qui sera immanquablement revendicative suscite aussi nombre d'appréhensions. Enfin, dans les structures du parti socialiste destourien, principalement à l'échelon régional, des hommes mis en place pour appliquer la politique de fermeté alors en vigueur considèrent, soit par conviction, soit dans le souci de préserver leurs privilèges, que la ligne aujourd'hui suivie ne peut conduire qu'à l'anarchie.

Il est évident qu'à quatre semaines du congrès extraordinaire du parti socialiste destourien devant consacrer une ouverture qui paraît être irréversible l'escalade de l'agitation susceptible d'entraîner une répression servirait les intérêts des uns et des autres.

MICHEL DEURÉ.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● LE *DEUXIEME* CONGRES DE L'UNION PARLEMENTAIRE ARABE s'est ouvert le dimanche 8 mars à Alger. Il s'agit des premières assises tenues par cette organisation depuis sa création à Damas en juillet 1974. Les participants se fixent notamment pour objectif l'étude des moyens permettant de contrebalancer auprès d'institutions similaires, tel le Parlement européen, l'influence des « *lobbies sionistes* ». Ils doivent définir dans cet esprit une position commune en vue de la prochaine réunion au printemps à Manille de l'Union parlementaire mondiale. Les travaux porteront aussi sur le renforcement des liens avec les Parlements du *tiers-monde*, particulièrement ceux des pays africains, afin de promouvoir les idées touchant à l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial. — *(Corresp.)*.

Angola

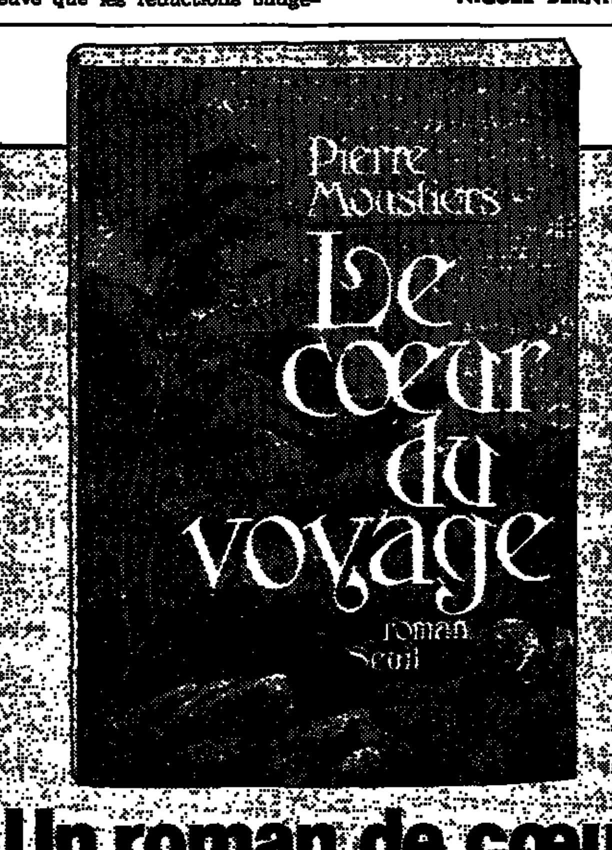
● DIX-HUIT *CONDAMNATIONS* A MORT. — Dix-huit personnes ont été condamnées à mort à Luanda, a annoncé l'agence angolaise de presse Angop. Les condamnés ont été reconnus coupables d'avoir commis des attentats à la bombe pour le compte de l'Unita, le parti de M. Savimbi. L'agence angolaise précise que treize autres inculpés ont été condamnés à des peines allant de huit à vingt-quatre ans de prison ferme. Le tribunal a notamment retenu contre les *accusés que ceux-ci « étaient parfaitement au courant de la collaboration entre l'Unita et l'Afrique du Sud, quand ce pays a envahi l'Angola pour empêcher son accès à l'indépendance »* — *(A.F.P.)*

Malawi

● LE *DOCTEUR HASTINGS* KAMAZU BANDA, président du Malawi, a nommé, jeudi 5 mars, dix femmes à des postes de député, portant le nombre de parlementaires femmes à dix-huit sur un total de quatre-vingt-dix-sept. Les huit autres députés femmes sont élues. — *(A.F.P.)*

République fédérale d'Allemagne

● ARRESTATIONS DE MANIFESTANTS. — Cent quarante et un participants à une manifestation de soutien au mouvement des squatters ont été arrêtés le samedi 7 mars à Nuremberg et inculpés de « violences ». Des affrontements avec la police se sont produits lors d'une manifestation de même nature à Fribourg. Enfin, cinquante jeunes gens qui manifestaient contre les conditions de détention des terroristes ont été arrêtés le même jour à Francfort. — *(A.F.P., Reuter.)*



Un roman de cœur au cœur de l'Histoire

"Une bouffée de fraîcheur, quelque chose de rare dans la morosité ambiante : un roman-sourire."
Ginette Guitard-Auviste / Le Monde

"Ce qui séduit dans le nouveau roman de Pierre Moustiers, c'est un admirable sentiment de la vieille France. Une poésie jaillie des pierres."
Patrice de Plunkett / Le Figaro Magazine

"Le roman d'une chevalerie paysanne, vif comme un pur sang et solide comme une bête de labour."
Jacques Paugam / Télé 7 jours

"Un vrai régal pour les yeux et l'esprit."
Jérôme Garcin / Les Nouvelles littéraires



AMÉRIQUES

Chili

Le second souffle de la dictature

(Suite de la première page.)

Le temps travaille pour lui, estiment crûment ses partisans. L'un d'eux nous déclare : « *L'histoire reconnaîtra en Augusto Pinochet le nouveau Franco de l'Amérique latine — celui qui, au terme de trente-cinq ans de régime fort, a fait de l'Espagne la dixième puissance industrielle de la planète.* »

Le général Pinochet a-t-il la stature du Caudillo ? Un de ses adversaires social-démocrate fait de lui ce portrait : « *Ses atouts ? Il a une maîtrise absolue du milieu militaire. Il a une énergie et une capacité de travail impressionnantes pour un homme de soixante-six ans : s'il n'est pas à 7 h. 30 du matin à son bureau, c'est qu'il est à Arica ou en Terre de Feu. Toujours à l'offensive. Calculateur minutieux, il aime aussi les coups de dé. C'est un homme astucieux qui a appris à gouverner en gouvernant. Il n'a que quelques concepts simples, mais il sait les marteler. L'homme est aussi tenace : il s'est déjà relevé de terre trois ou quatre fois. Les défauts de la cuirasse ? Il est d'une vanité épouvantable. Il se prend pour un leader mondial, à la différence de Franco, qui a toujours cherché à passer inaperçu : il se croit désigné pour mener la croisade contre le communisme. Il ne sait pas déléguer. Il n'accepte pas la moindre contradiction.* » Conclusion : « *Il ne vaut pas le Galicien* » (Franco).

« Durs » et « modérés » sur la brèche

Au fil des ans, pourtant, l'homme a pris de la carrure. Ses adversaires ont cessé de pronostiquer sa chute pour le lendemain. Ils sombreraient presque dans l'excès inverse : « *Il est là pour quinze à vingt ans* », soupire l'un des piliers de la démocratie chrétienne. Un opposant marxiste, qui vit depuis sept ans et demi dans la clandestinité, nous déclare : « *La démocratie autoritaire de Pinochet, ce n'est pas une dictature créole, façon Gabriel Garcia Marquez. Nous avons perdu trop de temps à croire que Pinochet était un dictateur pittoresque ou ridicule. C'est un dictateur sérieux.* »

Et un éditorialiste de gauche n'hésite pas à parler de « *révolution capitaliste* » à propos du modèle de société actuellement mis en œuvre. Il voit le Chili comme un « *laboratoire de la nouvelle droite internationale, peut-être un des lieux où se façonne le visage futur du capitalisme mondial* ». Pour lui, le régime n'est « *ni une restauration de la droite traditionnelle ni un accroc dans la démocratie mais bien un modèle inédit de transformation sociale* ».

« *Le 11 septembre 1980, les Chiliens ont dû répondre à trois questions*, nous fait remarquer un dignitaire de l'Eglise catholique. *Approuvez-vous la Constitution définitive ? Approuvez-vous la Constitution transitoire ? Approuvez-vous la désignation du général Pinochet comme président ?*

» *C'est trop pour un seul « oui » ou un seul « non »...* »

La charte du 11 septembre 1980 ne doit, en effet, s'appliquer complètement qu'en 1997. Bien qu'elle semble avoir « serré tous les verrous », ses 120 articles ont été complétés par un chapitre intitulé « *Dispositions transitoires* » qui a pour effet principal de confier le pouvoir, pour neuf années supplémentaires au moins, au général Pinochet.

La décision de soumettre à référendum une nouvelle Constitution n'a pas, selon toute apparence, été longuement mûrie. Bien qu'une charte destinée à remplacer celle de 1925 fût en gestation depuis décembre 1974, le chef de l'Etat chilien n'était nullement pressé d'aboutir.

Il s'irritait — rapportait sa fille Lucia, volontiers utilisée comme porte-parole — des « *mécanismes compliqués* », véritables entraves à l' « *élan national* », que peaufinaient de doctes juristes conservateurs.

Autour de ce texte en gestation se cristallisaient de substantiels affrontements entre partisans du régime. Deux clans, les « durs » et les « modérés », s'y déchiraient avec d'autant plus de vigueur apparente que l'opposition, faible et divisée, privée de moyens d'expression, n'avait aucune possibilité de couvrir ce cliquetis d'armes.

Pour les « durs », l'abomination serait de revenir, délibérément ou par un lent glissement, aux jeux délétères des partis et du parlementarisme, fourriers du marxisme et de l'Unité populaire. L'exception doit donc devenir la règle : régime militaire, corporatisme, qu'importe, l'essentiel est de conserver un exécutif tout-puissant dont, jusqu'à preuve du contraire, le général Pinochet est le meilleur titulaire possible. En revanche, les *duros* s'effarent, dans leur nationalisme exacerbé, d'une politique économique hyperlibérale qui brade à l'étranger les richesses du Chili et creuse, entre les profiteurs du régime et une notable partie du peuple, un fossé peut-être à terme périlleux.

Le chef de l'ex-mouvement fasciste Patrie et Liberté, M. Pablo Rodriguez, est l'un des leaders de ce clan. Il peut compter sur les colonnes d'un quotidien à grand tirage, *la Tercera*, et sur la bienveillance d'une chaîne de télévision, le *Canal 7*, dont le directeur est le mari de Lucia Pinochet. Ce courant bénéficie aussi, de toute évidence, de sympathies dans les forces armées. L'état d'esprit de « la grande muette » chilienne est, certes, assez insaisissable. Mais de bons observateurs assurent que beaucoup d'officiers, favorables à un régime à poigne, sont pourtant perplexes sur ces orientations économiques. Ils seraient inquiets, en particulier, du démembrement de l'industrie nationale qu'implique une ouverture totale des frontières aux produits et aux investissements étrangers, et irrités, à tout coup, de l'affairisme qui règne dans certains cercles proches du pouvoir.

Querelle factice ?

Les « modérés » (*blandos*, ou *aperturistas* — favorables à l'ouverture), pour leur part, sont certes reconnaissants au général Pinochet d'avoir « remis de l'ordre » dans la maison. Ils le créditent de lucidité pour avoir, en avril 1975, choisi le « *traitement de choc* » contre l'inflation, et pour s'être entouré d'une équipe économique dont les succès, par parenthèse, ont bien servi son ascension face à ses pairs plutôt sceptiques. Mais les *blandos* estiment aussi que les temps sont venus d'une « *institutionnalisation* », afin que l'avenir ne soit pas lié au destin du chef de l'Etat. Une « *démocratie limitée* », serait pour eux l'idéal. Tolérant une opposition non marxiste, elle donnerait une soupape de sécurité au régime. Et comme le général Pinochet demeure le symbole d'un coup d'Etat que la communauté internationale s'obstine, décidément, à ne pas « avaler », une relève ordonnée, point trop éloignée, devrait être prévue. Les piliers des « modérés » sont les leaders de certains des groupes économiques dont le régime a fait la fortune, mais qui sont, aujourd'hui, en quête de respectabilité. L'influent quotidien conservateur *le Mercurio* est leur porte-parole.

Querelle factice que celle des *duros* et des *blandos* ? Certains l'affirment, pour qui il s'agit plutôt de deux camarilles acharnées à l'emporter dans la faveur du prince. Le général Pinochet n'est-il pas un chef d'Etat « introuvable » donnant des satisfactions essentielles aux deux camps ? Ardent à maintenir l'ordre et partisan décidé d'une orientation capitaliste ? Pourtant, l'invective entre *duros* et *blandos* a, en 1980, atteint de tels sommets, dans la presse, qu'elle pouvait, aux yeux du général Pinochet, mettre en péril l'essentiel : lui-même.

Le 9 juillet, le Conseil d'Etat fit connaître son avant-projet de Constitution. Il prévoyait une transition « courte » de cinq ans à l'issue de laquelle un chef de l'Etat serait régulièrement élu au suffrage universel pour un mandat de six années. Le texte prévoyait, pour la période intermédiaire, un organe législatif nommé. C'était là le chef-d'œuvre des « modérés ». Le général Pinochet le reçut très mal. Des signes d'intense tension affleurèrent aussitôt. Le plus notoire fut l'assassinat, le 17 juillet, d'un colonel des services de renseignements. Selon son patron, le général Mena, l'attentat « *n'était pas dans le style du MIR* » (1). Règlement de comptes ? Des opposants furent enlevés, torturés, apparemment par des policiers effectuant des « heures supplémentaires », et peu soucieux de brouiller les pistes. Provocation ?

Soudain, le 10 août, le général Pinochet lançait son projet de référendum. La durée de la « transition » était portée à neuf ans. Le détenteur du pouvoir était nommément désigné comme son propre successeur. La junte des commandants en chef choisirait, en 1989, le candidat unique à la présidence. Toute référence à un quelconque corps législatif élargi disparaissait.

Que s'était-il passé durant les jours troubles de juillet ? Une offensive de milieux militaires liés aux civils modérés en vue d'imposer leur point de vue au général Pinochet et, à défaut, de l'écarter ? Un contrecoup des *duros*, éventuellement appuyés par l'ancien patron de la sinistre DINA, le général Contreras, aujourd'hui à la retraite, mais détenteur de lourds secrets ?

Et le chef de l'Etat n'a-t-il pas, une fois encore, retourné la situation à son profit ? Son projet de référendum n'obligeait-t-il pas « durs » et « modérés » à s'unir derrière lui ? Ne coupait-il pas court à tout appel du pied des *aperturistas* en direction de la démocratie chrétienne ? Toujours est-il que, en organisant sa permanence au pouvoir, le général Pinochet a donné satisfaction à ses « durs ». Mais, en matière économique et sociale, il n'a nullement ôté sa confiance aux « modérés », comme cela s'est vérifié lors du dernier remaniement ministériel, fin décembre.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Mouvement de la gauche révolutionnaire, qui a revendiqué, pour 1980, plus de cent attentats, dix meurtres et une vingtaine d'attaques de banques, de restaurants et de magasins de luxe.

Prochain article :

DES OPPOSANTS EN QUÊTE D'UNE OPPOSITION

JE VEUX PARTIR AVEC CEUX QUI VOYAGENT. PAS CEUX QU'ON BALLADE.

Les arbres, les ciels et les sourires sont l'autre langage d'un pays. Trop difficile à interpréter pour qu'on réduise l'accompagnateur à une bande sonore dans un autocar. Pour Delta, accompagner, c'est montrer un peu plus que ce que les yeux voient.

VOYAGES DELTA

BCRC Lic A 890



Delta : Les voyages, passionnément.

Paris : 54, rue des Ecoles, 75005. Tél : 329.21.17 Bordeaux : 45, cours Pasteur, 33000 Tél : (56) 91.71.07 Lille : 43 bis, rue de la Monnaie, 59000 Tél : (20) 51.82.28 et 31.04.71 Lyon : 5, rue Alphonse Fochier, 69002. Tél : (7) 838.00.14 Montpellier : 2, rue de la Barralerie, 34000 Tél : (67) 60.60.22 Toulouse : 16, place Saint-Georges, 31000 Tél : (61) 21.95.53 et 21.07.39.

PA

Audio-visuel grand public

Un très important groupe industriel multinational, spécialisé dans la conception, la fabrication et la vente d'une large gamme de matériel grand public, souhaite mettre en place une importante structure d'étude et de développement de produits audio-visuels. Ces postes qui dépendront du Directeur Technique du département, seront basés dans une grande ville de province. De fréquents contacts nationaux et internationaux impliquent la pratique de l'anglais. Les rémunérations seront essentiellement fonction de l'expérience offerte.

Responsables des études

Ils seront chargés de structurer et animer une équipe d'ingénieurs d'études dans leurs domaines respectifs et travailleront en étroite liaison avec chaque chef de projet.

- études électroniques (mini-électronique, analogique et digitale) — Réf. A/2034M
- études mécaniques (micro-mécanique) — Réf. A/2035M
- interfaces (laser, têtes de lecture, bandes...) — Réf. A/2036M

Chefs de projet

Ils seront responsables de la coordination des études sur des projets spécifiques. Ces postes s'adressent à des ingénieurs possédant des connaissances dans le développement de produits audio-visuels. Réf. A/2037M

Pour l'ensemble de ces postes, écrire à J. MOUNIER à Paris. Des informations complémentaires seront fournies au cours d'un entretien strictement confidentiel.

Directeur commercial — 200.000 F

Un grand groupe de presse français réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 500 millions de francs, recherche le Directeur Commercial de l'une de ses plus importantes publications : un hebdomadaire grand public à très fort tirage. Dépendant du Directeur du titre, il sera responsable de la conception et de l'élaboration de la politique commerciale ainsi que de son application par les différents réseaux de vente. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé de l'enseignement commercial supérieur, disposant d'une réelle expérience de la commercialisation (marketing, vente) de produits grand public. Une expérience de la communication serait appréciée. La rémunération, de l'ordre de 200.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé à Paris. Ecrire à J.A. DENNINGER à Paris. Réf. A/2042M

Chef de fabrication — 150.000 F

Rhône-Alpes - Une moyenne entreprise spécialisée dans des fabrications mécaniques en grandes séries recherche, pour sa nouvelle unité implantée dans la région lyonnaise, un chef de fabrication. Rendant compte à la Direction Générale, il prendra en charge, après formation, le démarrage de ce nouvel atelier sous tous ses aspects (mise au point, qualité, productivité etc...), l'organisera et le gérera progressivement de manière autonome. Il sera ensuite responsable du développement de cette production. Ce poste représente une réelle opportunité pour un jeune ingénieur (AM, INSA... ou équivalent) souhaitant se voir attribuer de réelles responsabilités. Agé de 30 ans minimum, il possèdera des connaissances et une bonne pratique de la mécanique (usinage, assemblage etc...) et aura acquis une expérience de 5 ans au moins en production dans l'industrie mécanique de grande série. Pour un élément de bon potentiel, la réussite dans ce poste doit permettre d'évoluer vers des fonctions plus élargies. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel du candidat retenu. Elle sera de l'ordre de 150.000 francs. Ecrire à R. CAROUANA à Villeurbanne. Réf. A/3580M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25
3, Quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82
78, Boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



vous connaissez l'épargne-logement
découvrez

L'ÉPARGNE RÉSIDENCE SECONDAIRE

18 mois
c'est le temps minimum d'épargne
9,5 %
c'est le taux de votre prêt principal résidence secondaire
90 %
c'est la part de crédit dont vous pouvez disposer avec un prêt complémentaire à taux privilégié
acquisition, construction, travaux

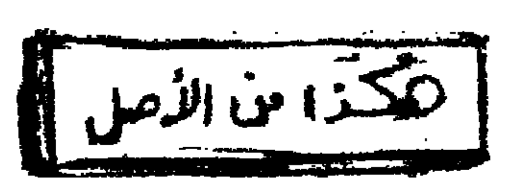
Banque de la hénin
Direction commerciale 16, rue de la Ville l'Evêque 75384 PARIS CEDEX 08 - TEL : (1) 260.35.15

la hénin & cogefimo

NOM — ADRESSE — TÉL — désire recevoir une documentation sur l'épargne résidence secondaire.

LM 10

هكذا من الأصل



Rapidement au-dessus du Gothard. Depuis 1935. Avec Swissair.

Rapidement à travers le Gothard. Depuis 1882 par le tunnel ferroviaire.

La route qui passe par la Suisse est souvent la plus rapide parce que la Suisse a depuis toujours tout fait pour.

Notre pays a eu la chance de naître en plein centre de l'Europe. Mais il en va ainsi avec la chance : celui qui ne sait la reconnaître n'en tire aucun profit. La Suisse a vu assez tôt quel destin l'attendait et s'est employée à en tirer le meilleur parti, sans matières premières ni accès à la mer.

C'est pourquoi elle s'est trouvé une vocation de pays de transit pour le monde entier. Vous en trouverez des exemples dans de nombreux livres d'histoire, lors des migrations des peuples. Ou, si vous êtes davantage préoccupé par votre prochain voyage, dans l'indicateur des Chemins de Fer Fédéraux, sur une carte routière ou dans l'horaire Swissair. Par exemple : aucune liaison de Nice à Budapest n'est plus rapide que par Swissair via la Suisse. Il en est de même pour aller de Marseille à Amsterdam le samedi et le dimanche. De même encore, de Paris à Tripoli le mardi et le jeudi.

Outre le gain de temps que la Suisse vous offre avec sa ponctualité traditionnelle, c'est aussi cette hospitalité cordiale qui vous attend et sans laquelle un pays de transit ne saurait le demeurer. Vous pourriez peut-être trouver que le temps passe presque trop vite dans les aéroports de Genève et Zurich.

La faute en incombe aux excellentes correspondances que Swissair assure avec plus de 90 destinations de par le monde.

Swissair ou votre agence de voyages IATA se fera un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements.



PROCHE-ORIENT

Iran

L'ayatollah Khalkhali demande la « mise en jugement » du président Bani Sadr

Téhéran (*A.F.P.*). — Les accusations portées contre le président Abol Hassan Bani Sadr par ses adversaires politiques se sont accentuées dimanche 8 mars, tandis que les plus hautes autorités politico-religieuses multipliaient les appels au calme, pour réduire la tension consécutive aux affrontements de jeudi à l'université de Téhéran.

Dimanche, devant le Parlement, l'ayatollah Sadegh Khalkhali, député de la ville de Qom, considéré tout récemment encore comme proche du président Bani Sadr, a accusé le chef de l'Etat d'« *avoir trahi la Constitution* ». Il a demandé son « jugement », en rappelant le processus constitutionnel qui autorise, le cas échéant, une destitution.

Le discours de l'ayatollah, ancien juge du tribunal révolutionnaire, signataire à ce titre de nombreuses condamnations à mort de dirigeants de l'ancien régime, a été accueilli de façon mitigée par les parlementaires. Ses propos très durs, retransmis en direct par Radio-Téhéran, visaient le président, qualifié de « *commandant des matraqueurs* », sa garde personnelle comparée à celles des « *immortels* » du chah, son bureau de coordination, « *successeur de la SAVAK* ».

Le Parti de la République islamique (PRI, majoritaire au Parlement) et le président n'ont pas cessé depuis jeudi de s'accuser mutuellement de provocations, rejetant l'un sur l'autre la responsabilité des incidents violents survenus lors du discours de M. Bani Sadr à l'université.

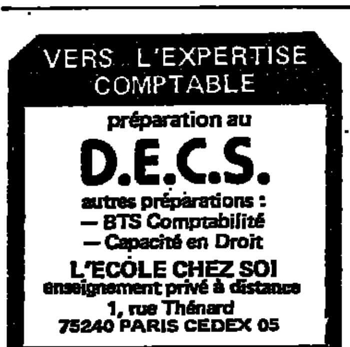
Mis en cause par celui-ci, le PRI avait accusé vendredi le président d'avoir « *mis en scène* » l'affaire de l'université, pour « *réprimer à coups de matraques les justes mouvements islamiques* ».

Les divisions au sein de la classe politique ont trouvé leur reflet dimanche dans les travées du Bazar de la capitale. Plus de la moitié de ses boutiques étaient restées fermées pour protester contre l'attitude observée jeudi « *envers la totalité des organes révolutionnaires* ». Le reste des *bazaris* avait choisi de suivre les recommandations du bureau de M. Bani Sadr leur demandant d'ouvrir pour « *éviter d'aggraver le climat* ».

Deux manifestations s'y sont déroulées, sans se croiser. La première rassemblait plusieurs centaines de partisans du président, aux cris de : « *Le Bazar ne sera pas fermé, le gourdin sera cassé.* » La seconde, à l'initiative des hezbollahi (militants du « parti de Dieu »), scandait : « *Le peuple giflera les ennemis du clergé.* »

Cinq cents manifestants brandissant des portraits de M. Bani Sadr et de l'imam Khomeiny se sont par ailleurs rendus dimanche en cortège du centre de Téhéran jusqu'au palais de justice, pour y dénoncer « *le parti des porteurs de gourdins* ».

Avant de quitter la capitale pour gagner samedi le front du Khouzistan, le président Bani Sadr, commandant en chef des forces armées, avait demandé au peuple de rester « *calme, mais vigilant* ». Cet appel a été repris par l'ayatollah Montazeri, considéré comme le successeur possible de l'imam Khomeiny, qui a demandé d'« *attendre les décisions de l'imam et de la justice* ».



Liban

Le Sommet Sarkis-Assad coïncide avec une nette aggravation de l'insécurité

De notre correspondant

Beyrouth. — Ce lundi 9 mars, s'ouvrent à Damas les entretiens entre les présidents libanais et syrien, MM. Elias Sarkis et Hafez Assad. Ce sommet se tient alors que les relations entre les deux pays passent par une phase difficile. Les pays arabes qui financent le budget des forces syriennes au Liban (FAD) ayant des réticences à renouveler le mandat de ces troupes, les dirigeants libanais s'efforcent d'exploiter la situation pour tenter de récupérer une partie de leur autorité constamment mise en question par les protagonistes du drame libanais. On croit savoir que M. Sarkis soumettra au président syrien un « plan de sécurité », dans le cadre duquel des bataillons de l'armée libanaise prendraient la relève des Forces arabes de dissuasion, le long de la ligne de démarcation entre secteurs chrétien et musulman, à Beyrouth. Le chef de l'Etat libanais est convaincu qu'une telle mesure préparerait le terrain à un processus d'entente nationale qui, à défaut du règlement de la crise dans laquelle se débat le Liban depuis six ans, permettrait au pays d'adopter une attitude unie face au problème de la présence armée palestinienne sur son sol et de faire bloc face aux mille et une ingérences extérieures qui se produisent dans ses affaires intérieures et qui paralysent l'exécutif.

C'est une véritable épreuve de force qui est engagée, dont l'enjeu n'est rien d'autre que celui du contrôle de la situation et du pouvoir de décision au Liban. L'état de la sécurité s'est très nettement dégradé au point que la population a l'impression de vivre sur un volcan, comme avant chaque négociation politique importante. Ainsi, la principale voie de jonction entre les secteurs chrétien et musulman de Beyrouth, le passage Sodeco, est-elle tous les jours fermée à la circulation, des tireurs embusqués prenant pour cible les automobilistes ou les piétons osant s'aventurer sur cet axe. On déplore quotidiennement un ou deux tués et des blessés. Chaque soir, le front de l'ancien centre-ville s'embrase sous l'effet des duels d'artillerie, qui opposent la FAD aux miliciens des « forces libanaises » de Bechir Gemayel. Dans l'atmosphère d'insécurité qui règne, la « guerre des ambassades » et des services secrets a repris dans la capitale libanaise. Jeudi dernier, une personnalité iranienne, M. Mohamed Saleh Husseini, conseiller politique de la révolution islamique, membre des Pasdaran (gardiens de la révolution) et responsable des étudiants iraniens au Liban, a été assassiné à Beyrouth-Ouest.

M. Mohamed Saleh Husseini entretenait d'excellentes relations avec les milieux progressistes et islamiques libanais, avec la révolution palestinienne, (il avait adhéré au Fath en 1967) et les partis et organisations proches de Damas. Le même jour, un attentat était perpétré contre la voiture de l'ambassadeur d'Irak. Celui-ci n'était pas à bord du véhicule. Une semaine plus tôt, un diplomate et un garde du corps irakiens avaient été abattus.

La situation au Sud-Liban ne laisse pas non plus d'inquiéter le gouvernement libanais. La semaine dernière, un raid israélien contre des bases de fedayin palestiniens et le bombardement de Saïda par l'artillerie de l'officier dissident allié d'Israël, Saad Haddad, avait fait quinze morts et quarante blessés. Beyrouth a saisi le Conseil de sécurité d'une plainte contre Israël et réclame sa condamnation. Tous ces problèmes seront examinés dans le cadre du sommet Sarkis-Assad qui doit durer deux jours et dont le résultat déterminera l'évolution de la situation au Liban sur le double plan politique et de la sécurité.

(Intérim.)

Israël

Le raid manqué de deux fedayin en deltaplane

De notre correspondant

Jérusalem. — Les militaires israéliens se sont montrés plus surpris qu'inquiets après la « première », en partie réussie par deux fedayin qui, venant du Liban, ont franchi la frontière israélienne dans la nuit du 6 au 7 mars par la voie des airs. Tentative pour le moins originale puisque les deux aviateurs pilotaient chacun le plus léger des avions de « combat », un « deltaplane » équipé d'un petit moteur — un genre d'appareil déjà utilisé par certains sportifs en Europe ou aux Etats-Unis, mais encore jamais employé pour une opération militaire.

L'alerte a été donnée en début de matinée le 7 mars quand un habitant de Galilée a averti la police qu'il avait été capturé pendant plusieurs heures par un homme armé qui voulait être conduit dans la région d'Haïfa dans le but de prendre des otages. Peu après, dans un village des environs, la police découvrait le fedayin... endormi. Cette étonnante affaire a été révélée au cours de l'après-midi, lorsque des miliciens des enclaves chrétiennes du Sud-Liban ont livré à l'armée israélienne le second pilote qui, par erreur, avait atterri dans leur secteur. Ce dernier, âgé de seize ans, n'avait lui non plus opposé aucune résistance, car il avait été également vaincu par le sommeil.

Le réseau de grillage et de barbelés constamment renforcé par les Israéliens le long de la frontière libanaise semble devenir un barrage de plus en plus impénétrable. Depuis près d'un an, tous les commandos palestiniens qui ont essayé de le franchir ont été interceptés. C'est pourquoi les fedayin ont recherché de nouvelles méthodes. Quatre d'entre eux ont péri, le 20 juillet 1980, en tentant le voyage en ballon. Leur engin avait pris feu. Les derniers essais de pénétration par voie de mer ont été autant d'échecs.

FRANCIS CORNU.

● *L'explosion d'une bombe*, dans la matinée du lundi 9 mars, sur le marché de Gaza, a fait six blessés. Les forces de l'ordre israéliennes ont immédiatement imposé le couvre-feu dans le secteur et quadrillé les quartiers voisins. La charge a explosé alors que le gouverneur militaire du territoire, le général Seguev, s'entretenait avec le maire de la ville, dans un bâtiment, à proximité du lieu de l'attentat. — *(A.F.P.)*

Le Monde

publiera dans son prochain numéro

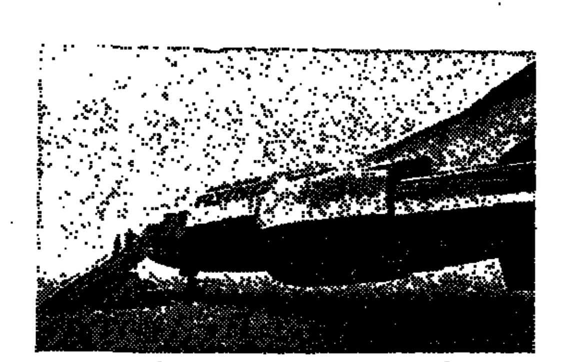
- CHILI : Le second souffle de la dictature, suite de l'enquête de J.-P. Clerc.
- IDÉES : La communication.
- ACTIF ET PASSIF D'UN SEPTENNAT (VI) : Le contraste des rémunérations.
- LIMOUSIN : Marasme d'aujourd'hui et espoirs de demain.

Digital. Sans nous, l'informatique ne serait pas ce qu'elle est.

Quand, voilà plus de vingt ans, nous avons lancé le mini-ordinateur, l'industrie a immédiatement vu en nous des pionniers. Pour la première fois, les ordinateurs sortaient des salles climatisées et étaient mis à la disposition de gens qui n'étaient pas nécessairement informaticiens. Ce fut un changement radical suivi de bien d'autres.

Au fil des années, nous avons fabriqué des ordinateurs plus petits et pourtant plus performants; moins chers et pourtant plus fiables; aux possibilités plus vastes et pourtant plus faciles à utiliser. Nous avons spécialisé nos systèmes pour qu'ils fournissent l'information à ceux qui en ont vraiment besoin pour leur travail, sur le lieu même où ils l'utilisent.

Ces changements ont permis à des secteurs entiers d'activité d'accéder à l'informatique, ce qui a en retour élargi le champ de leurs possibilités.



Aux États-Unis, les ingénieurs de la société Boeing échangent instantanément des données grâce à la technologie de pointe de Digital en matière de réseaux.

L'Union Laitière Normande (marque Elle & Vire), premier exportateur français dans le domaine agroalimentaire, s'appuie sur des ordinateurs Digital pour réaliser la gestion intégrée de ses coopératives, ses usines et ses filiales commerciales.

Aujourd'hui, avec plus de 55.000 personnes travaillant dans plus de 40 pays, un chiffre d'affaires dépassant 2 milliards de dollars, nous sommes l'une des plus grandes sociétés d'informatique du monde. Et l'une des plus respectablement connues. Nous aimerions vous faire partager notre expérience.

Nous fabriquons la plus vaste gamme d'ordinateurs de toute l'industrie informatique. Nous sommes donc sûrs de vous offrir un système à la mesure de vos besoins. De plus, tous nos systèmes étant compatibles, vous pourrez augmenter graduellement leur capacité et rentabiliser ainsi votre investissement initial.

En matière d'assistance, Digital n'a rien à envier à quiconque. Nous employons 14.000 spécialistes dans le monde, qui se consacrent entièrement à la maintenance de votre équipement (matériel et logiciel), et à la formation de votre personnel afin de garantir un fonctionnement harmonieux de votre ordinateur.

Donc, si vous recherchez la technologie, l'expérience et l'assistance d'un leader, consultez-nous.

Vous verrez que nous ne voulons pas seulement changer les choses : nous voulons qu'elles changent en mieux.



A Milan, en Italie, des ordinateurs Digital sont placés directement sur les chaines de montage des usines Alfa Romeo pour assurer le contrôle dynamique complet de chaque moteur.



En Suisse, des millions d'automobilistes traversent les Alpes en empruntant le tunnel du St-Gothard. Ce long trajet de 17 km s'effectue sous la protection d'un système de contrôle (mis en place par Brown Bovery) et utilisant des ordinateurs Digital.

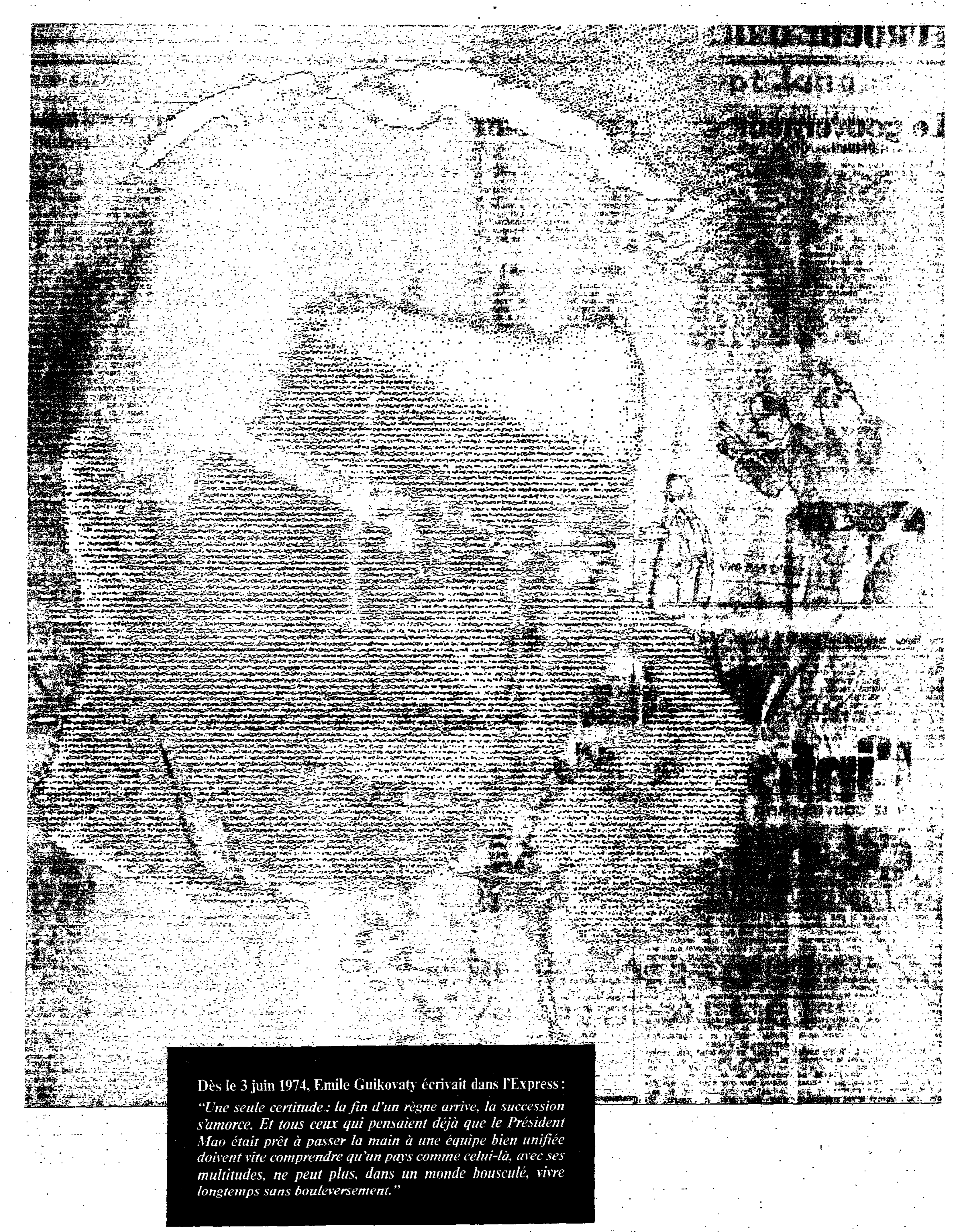
Digital Equipment France
18 rue Saarinen - Silic 225
94528 Rungis Cedex France
Tél. : 687.23.33 +

digital

Nous changeons la façon de penser du monde.

هكذا من الأصل

مكذا من الأصل



Dès le 3 juin 1974, Emile Guikovaty écrivait dans l'Express:
"Une seule certitude: la fin d'un règne arrive, la succession s'amorce. Et tous ceux qui pensaient déjà que le Président Mao était prêt à passer la main à une équipe bien unifiée doivent vite comprendre qu'un pays comme celui-là, avec ses multitudes, ne peut plus, dans un monde bousculé, vivre longtemps sans bouleversement."

Alors qu'une presse unanime avait placé, une fois pour toutes, le Grand Timonier sur le piédestal de l'éternité, l'Express fut le premier à prévoir l'inévitable démaoïsation de la Chine. Il pressentit avec la même justesse la dislocation de l'Union de la Gauche, la fièvre polonaise, l'attrait du Golfe persique pour l'URSS, etc.

Prémonition ? Sûrement pas, mais volonté constante d'observer les faits sans les déformer, de les analyser tels qu'ils sont et d'en saisir l'orientation réelle derrière le faisceau des illusions et des phantasmes. Cette récompense ultime que les grands journalistes offrent à leurs lecteurs porte un nom précieux et rare : la lucidité.

L'EXPRESS

Alice.

EUROPE

Pologne

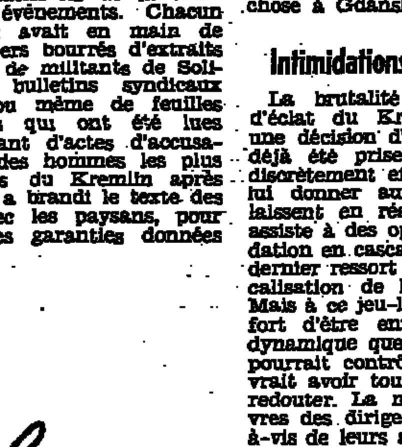
Le gouvernement voit son crédit s'effriter

(Suite de la première page.)

Il s'est contenté de demander l'ouverture de discussions avec le premier ministre, qui devraient porter en premier lieu sur le « *respect de la loi et des accords* » de l'été, auquel « *ne sont pas conformes* », a-t-il été rappelé, les incarcérations pour délit d'opinion et la répression antisyndicale. Dans le même esprit de modération, qui ne l'a emporté que d'un fil, la commission nationale a aussi dissuadé la section de Lodz d'organiser mardi une grève de protestation contre le licenciement de cinq de ses membres par l'hôpital de la milice, où ils étaient employés.

Un contact exploratoire entre MM. Jaruzelski et Walesa pourrait avoir lieu, ce lundi 9 mars, mais il risque de ne déboucher, au mieux, que sur une longue temporisation, pour deux raisons : d'abord, parce que la direction polonaise, après avoir placé l'armée à la tête du gouvernement, ne peut céder devant le syndicat sans avouer que même son ultime recours est impuissant à assurer son autorité. Ensuite, et c'est là le plus important, parce que les pressions exercées sur elle par Moscou lui interdisent pratiquement tout nouveau compromis. Malgré le « *climat de cordialité* » dont parlait le communiqué officiel, la réunion du Kremlin s'est en effet déroulée dans une atmosphère extrêmement tendue, évoquant plus une comparution devant un tribunal qu'une discussion entre « *partis frères* ».

Aussitôt terminé son tableau de la situation, M. Kania s'est fait violemment rabrouer par les dirigeants soviétiques, qui se sont déclarés insatisfaits de la tournure des événements. Chacun d'entre eux avait en main de lourds dossiers bourrés d'extraits de discours de militants de Solidarité, de bulletins syndicaux régionaux ou même de feuilles d'entreprises qui ont été lues comme autant d'actes d'accusation. L'un des hommes les plus influents du Kremlin après M. Brejnev a brandi le texte des accords avec les paysans, pour dénoncer les garanties données à la propriété privée de la terre, et celui de l'accord avec les étudiants, pour s'indigner de la suppression de l'enseignement obligatoire du russe. Seul de toute la délégation polonaise, le général Jaruzelski, qui serait resté stoïque sous l'assaut, aurait été traité avec certains égards, qui n'ont pas retenu les Soviétiques de faire une allusion brutale aux éléments sains dont devrait être composée une direction plus musclée.



Dessin de PLANTU.

Le choc a été si violent à Varsovie qu'un membre haut placé de l'équipe dirigeante n'hésitait pas, dimanche, à déclarer « *la partie perdue* » et à prédire une intervention militaire dans un délai rapproché. La prophétie est évidemment inquiétante à la veille des manœuvres du pacte, qui devraient être organisées prochainement dans le nord de la Pologne et qui suscitent une certaine psychose à Gdansk.

Intimidations en cascade ?

La brutalité même du coup d'éclat du Kremlin (inutile si une décision d'intervention avait déjà été prise) et la publicité discrètement efficace qu'on a su lui donner aussitôt à Varsovie laissent en réalité penser qu'on assiste à des opérations d'intimidation en cascade — destinées en dernier ressort à freiner la radicalisation de la base syndicale. Mais à ce jeu-là, l'U.R.S.S. risque fort d'être entraînée dans une dynamique que plus personne ne pourrait contrôler et qu'elle devrait avoir toutes les raisons de redouter. La marge de manœuvres des dirigeants polonais vis-à-vis de leurs alliés est peut-être moins étroite qu'on veut le leur faire croire et qu'ils veulent le faire croire. C'est de son ampleur réelle que dépend l'avenir de la Pologne, mais, en attendant que l'on puisse l'apprécier avec plus de certitude, les difficultés s'accumulent pour le pays.

Le procès des quatre animateurs du K.P.N. pourrait, contrairement à leur détention, susciter une réelle mobilisation en faveur d'hommes dont les idées sont plus qu'explosives. L'affaire de Lodz et aussi celle de Radom, où les syndicalistes demandent la révocation des responsables de la répression de 1976, risquent de créer de nouveaux abcès de fixation. Les paysans, dont le premier congrès syndical national s'est ouvert dimanche à Poznan, semblent tentés de relancer des actions de protestation pour obtenir la reconnaissance de leur mouvement. L'Eglise, dont ils constituent la base la plus solide, les soutient avec de plus en plus de vigueur, et la dernière entrevue secrète, samedi 7 février, entre le primat et M. Kania s'est terminée sèchement en raison de ce problème. Plus grave enfin, l'ouverture des discussions sur la renégociation des accords de cet été, souhaitée par le gouvernement afin d'arriver à un « *moratoire social* », risque d'être bloquée et l'économie, donc, de sombrer un peu plus encore.

BERNARD GUETTA.

Des nostalgiques de l'antisémitisme

De notre correspondant

Varsovie. — Un nouveau mouvement politique est né dimanche 8 mars en Pologne. Baptisé Union patriotique Grunwald — du nom de la victoire remportée en 1410 par les Polonais sur les chevaliers teutoniques, — il ne se propose pas de lutter pour des réformes démocratiques ou économiques, mais plus simplement contre les juifs — naturellement appelés « sionistes », sauf dans le feu des discours.

Ce groupuscule ne mériterait pas la moindre attention s'il n'était pas une création pure et simple de certains hauts dirigeants du parti et de l'appareil de sécurité. Dans un premier temps, il s'agissait d'organiser une contre-manifestation à l'heure où avait lieu à l'université de Varsovie une brève cérémonie en souvenir des violences policières qui avaient marqué, il y a treize ans, le début du mouvement étudiant polonais de 1968.

Né des protestations contre l'arrêt des représentations des *Aïeux* de Mickiewicz — pièce jugée antirusse, — ce mouvement avait très vite pris une grande ampleur. Plusieurs milliers d'étudiants et des dizaines de professeurs avaient été exclus, en représailles, des facultés avant que ne se développe une campagne antisémite, qui allait aboutir au départ de Pologne de quelque vingt mille juifs — otages d'une lutte pour le pouvoir à la tête du parti. Beaucoup des organisateurs de cette campagne et de la répression anti-étudiante occupent toujours de hautes responsabilités dans l'appareil. Plusieurs d'entre eux ne toléreraient apparemment pas de voir leur passé condamné par la jeunesse polonaise et tenaient à riposter. Mais il s'agissait surtout, à plus long terme, de tester les possibilités de contrecarrer la contestation en répandant à nouveau de poison de l'antisémitisme.

Très bien préparée techniquement, avec des distributions massives de tacts dans les usines par certains militants du parti, l'opération avait été aussi bien préparée politiquement, dans la mesure où cet antisémitisme-là se parait des habits de l'antistalinisme. En Pologne, où de nombreux juifs avaient rejoint le parti dès sa fondation, l'amalgame est aisé et terriblement tentant pour un bureaucrate peu regardant sur les moyens, si l'on peut insinuer, de surcroît, que le stalinisme et l'opposition démocratique d'aujourd'hui ne font qu'un, puisqu'il y a eu des juifs staliniens et qu'il y a des juifs opposants.

Il a donc fallu voir, dimanche midi, devant l'ancien bâtiment de la police politique, une poignée d'illuminés sinistres dénoncer « *la terreur sioniste de la clique Berman* (ancien responsable de la sécurité) *et Zambrowski* » (ancien responsable à l'organisation), brodant sur ce thème, énumérant des listes de noms de juifs. Ils se sont ensuite servi de l'horreur passée de ces lieux pour attaquer notamment le porte-parole de Solidarité, M. Modzelewski, dont le père a été ministre des affaires étrangères, et M. Adam Michnik, apparenté par le remariage de sa mère à un ancien procureur. Cela s'appelait « *un complot sioniste visant à prendre le contrôle de Solidarité* ». Plus encore que les plus classiques et les plus répugnantes fadaises de l'antisémitisme, c'est ce mépris de tous et de la douleur d'anciennes victimes, traînées là comme à la foire, qui soulevait le cœur.

Cette manifestation n'a réuni, curieux compris, que quelques centaines de personnes, dont un metteur en scène célèbre, Bogdan Poreba, qui semblait là très à son aise. Après ce fiasco, qu'inventera-t-on la prochaine fois d'encore plus sale ?

B. G.

Une interview de M. Walesa

« SI LE GOUVERNEMENT ÉCHOUE... »

M. Lech Walesa estime que si le gouvernement du général Jaruzelski « *devait échouer et que nos alliés n'interviennent pas, alors c'est Solidarité qui devrait gouverner* ». Dans une interview accordée à la journaliste italienne Oriana Fallaci, qui a été publiée le samedi 7 mars dans le *Corriere della sera*, le président de Solidarité ajoute : « *C'est la situation la moins probable, si peu probable qu'elle m'apparaît fantastique — mais c'est une possibilité.* »

« *Il est besoin d'un gouvernement fort en Pologne, d'un gouvernement qui gouverne véritablement*, souligne M. Walesa, *et Jaruzelski peut en être capable. Je ne veux pas, cela doit être clair, aller au gouvernement. Solidarité ne le veut pas. Nous voulons seulement contrôler, afin que les pauvres gens mangent un peu plus et soient un peu plus contents. Contrôler, et non point gouverner, je le répète, non point faire de la politique.* »

« *Mais*, ajoute-t-il, *s'il n'y avait pas d'autre choix, c'est là le choix. Si, à un certain moment, le gouvernement devait dire : « On ne » peut plus gouverner, nous » démissionnons », c'est nous qui devrions assumer la responsabilité du gouvernement. Et moi le premier je devrais prendre en main la situation. La Pologne d'après août 1980 ne sera plus jamais la Pologne d'avant, plus jamais !* »

A la question « *Comment pouvez-vous imaginer que les Soviétiques vous permettraient d'aller au gouvernement, qu'ils n'interviendraient pas pour vous « aider » ?* », M. Walesa répond : « *C'est là justement le problème. Voilà pourquoi j'ai parlé d'une possibilité à laquelle je ne crois pas, d'une éventualité fantastique. Je ne crois pas qu'une confrontation violente servirait à quelque chose, et je crois qu'eux aussi le savent. Donc, ils ne le feront pas.* »

Solidarité, affirme encore M. Walesa, ne veut pas payer un prix très élevé pour obtenir les revendications pour lesquelles il se bat : « *Voilà pourquoi nous suivons un chemin aussi tortueux. C'est justement parce que nous ne voulons pas payer un prix aussi élevé que je me bats avec tant de ferveur contre ceux qui voudraient changer la ligne modérée de Solidarité, et que je parle de patience politique quand je me dispute avec les intellectuels et avec les paysans qui font des grèves inutiles et dangereuses* », explique M. Walesa.

« *Nous ne voulons pas*, répète M. Walesa, *payer le prix d'un conflit violent. Mais s'il était nécessaire de le payer, nul ne pourra dire que nous sommes des lâches. Personnellement, je suis plus que prêt à mourir. Et j'ajoute : je ne suis pas aussi prêt à tuer. Je ne sais pas tuer, je ne sais même pas tordre le cou à une poule pour faire un bouillon, et j'ai la nausée en voyant quelqu'un le faire. Mais s'il s'agissait de défendre mon pays, ma maison, mes enfants, mes camarades de travail, je n'hésiterais pas.* »

● *Plus de mille deux cents réfugiés* sont arrivés au cours des deux derniers mois en Autriche, venant principalement de Pologne, de Hongrie et de Tchécoslovaquie, indique un communiqué, publié jeudi 5 mars à Genève, par le Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM). Cela porte à huit mille le nombre de personnes hébergées en Autriche, attendant leur départ vers un pays de réinstallation. Cet afflux de demandeurs d'asile en provenance de l'Est européen a saturé le centre de réception de Traiskirchen, près de Vienne.
(A.F.P.)

IGS LANGUES
CYCLE INTENSIF
ANGLAIS D'AFFAIRES
ALLEMAND - ESPAGNOL
19 MARS
766-23-80
INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Etablissem. privé de formation
11, rue Viète, 75017 PARIS
15, pas. Trubert-Bellier
75013 PARIS

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

(Publicité)
Fabricant Importateur
Vend directement avant inventaire un stock de :
60 CANAPÉS - 1760 F l'unité
convertibles - déhoussables - tissus chintz unis
Modèle « Oslo » visible au show-Room RAZ
179, bd Malesherbes, 75017 PARIS - Tél. 227-51-45
Offre valable dans les limites du stock indiqué

COURS INTENSIFS DE REMISE A JOUR
ET PERFECTIONNEMENT DES CONNAISSANCES EN ANGLAIS
● DATES : 1 semaine : 16-3 - 13-4 - 4-5 - 1-6-81. 2 semaines : 16-3 - 6-4 - 15-5 - 15-6-81.
● DUREE : 6 h. par jour du lundi au vendredi.
● LIEU : 350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.
● CONDITIONS : Passage préalable d'un test (gratuit). Groupes de 3 à 5 personnes - 2.000 F H.T. par personne et par semaine
Nous organisons également des cours semi-intensifs à raison de 3 heures par jour pendant 4 semaines.
Pour tous renseignements et inscriptions :
LANGUAGE STUDIES
350, rue St-Honoré - 75001 PARIS. Tél. : 260-53-70

Union soviétique

Le Bureau international du travail invite Moscou à respecter la création de syndicats indépendants

De notre correspondante

Genève. — Le conseil d'administration du Bureau international du travail (BIT) a, le 6 mars, à l'issue de sa session de printemps, adopté le rapport de son comité de la liberté syndicale concernant notamment l'U.R.S.S. et invitant ce pays à réexaminer la situation des travailleurs soviétiques.

Le BIT, qui a toujours soutenu les efforts des travailleurs polonais en vue de l'instauration d'une véritable liberté syndicale, tout en se tenant à la disposition des autorités polonaises pour les aider dans l'application des conventions internationales du travail ratifiées par Varsovie, ne semble nullement envisager d'abandonner les syndicalistes indépendants persécutés en U.R.S.S.

Depuis 1978, des plaintes avaient été déposées sur la situation de ces derniers par la Confédération mondiale du travail (C.M.T.) et la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.). En U.R.S.S. même, « *l'Union interprofessionnelle libre* » (SMOT), dont la création, interdite, avait été annoncée par ses fondateurs le 28 octobre 1978, a rappelé, une fois de plus, qu'il n'existait pas, dans le pays, d'organisme indépendant de l'Etat pouvant représenter véritablement les intérêts des travailleurs (comme c'est le cas aujourd'hui pour Solidarité en Pologne). Des membres du SMOT, dont MM. Vladimir Skvirsky, Marc Morozov, Mme Valeria Novodvorskaya, et M. Michael Koukbako, avaient été incarcérés dans des prisons ou des hôpitaux psychiatriques dès la création du mouvement. Les mêmes mesures ont frappé d'autres travailleurs au cours de 1980, dont M. Vladimir Borissov, qui, arrêté à plusieurs reprises et interné dans des hôpitaux psychiatriques, a fini par être expulsé du territoire soviétique. Le BIT fait remarquer à ce propos qu'accorder la liberté à un ouvrier à condition qu'il quitte son propre pays ne peut être considéré comme compatible avec l'exercice des droits syndicaux.

Le conseil avait prié le gouvernement soviétique, en novembre 1979, de lui fournir quelques éclaircissements sur les accusations concernant la répression des syndicalistes libres en U.R.S.S. Il « *regrette* » de n'avoir pas obtenu satisfaction.

Ainsi, les textes de jugements rendus à l'encontre des accusés ne lui ont pas été communiqués et il n'estime pas avoir reçu des réponses crédibles aux diverses questions posées.

En outre, le sous-directeur du B.I.T., l'éminent juriste M. Nicolas Valticos, n'a pas été autorisé, lors d'une mission accomplie en U.R.S.S., à rencontrer les travailleurs qui avaient été détenus, contrairement à ce qu'il avait pu faire dans d'autres pays. En fait, les autorités soviétiques s'étaient bornées à déclarer, en substance, que l'U.R.S.S. comptait cent vingt-cinq millions de travailleurs syndiqués « *libres et indépendants* » et que les personnes mentionnées dans les diverses plaintes déposées avaient commis des actes criminels, étaient des malades mentaux ou n'existaient pas. Un exemple : l'ouvrier Borissov était accusé de « *parasitisme* », mais la réponse soviétique ne mentionnait pas qu'il avait été licencié de son travail en raison de sa lutte en faveur de la liberté syndicale. De même, la travailleuse Albina Yakoreva mènerait une « *vie de vagabondage* »...

Le comité de la liberté syndicale, après avoir insisté sur le fait que les informations fournies par l'U.R.S.S., bien qu'insuffisantes, ont cependant permis de constater que des travailleurs y avaient été arrêtés aux termes des dispositions réprimant les « *activités antisoviétiques* » ou la propagande « *de calomnies contre le régime* », déplore qu'un « *nombre important* » de fondateurs du S.M.O.T. aient fait ou fassent encore l'objet d'internements dans des établissements psychiatriques.

Les recommandations du comité de la liberté syndicale portant notamment sur le respect de la convention numéro 87 de l'O.I.T. — ratifiée par l'U.R.S.S. — qui « *implique notamment la possibilité effective de créer, dans un climat de pleine sécurité, des organisations de travailleurs indépendantes à la fois de celles qui existent déjà et que tout parti politique* ». Il préconise une « *modification de la législation* » en ce sens. La répression à l'encontre des fondateurs ou des membres du S.M.O.T., estime le comité, est incompatible avec l'exercice des droits syndicaux, et des garanties nécessaires devraient mettre fin aux internements psychiatriques abusifs. Il s'élève, enfin, contre les moyens d'oppression et les sanctions exercées contre ceux qui, en dehors des organismes officiels, veulent créer ou adhérer à une organisation syndicale « *nouvelle et indépendante* ».

ISABELLE VICHNIAC.

CORRESPONDANCE

Le chancelier Schmidt et la Sorbonne

A la suite du « Point de vue » de M. Mandouze (le Monde *du 6 février) et des répliques de MM. Laloy (7 février) et Polin (11 février) concernant la cérémonie organisée à la Sorbonne en l'honneur du chancelier Schmidt, nous avons reçu les lettres suivantes :*

En ma qualité de membre du conseil de l'université de Paris-Sorbonne, je suis l'un des électeurs qui ont proposé à l'unanimité l'octroi de cette distinction à M. Helmut Schmidt. Je pense donc qu'il n'est pas inutile que je fasse connaître moi aussi mon point de vue, en expliquant les raisons pour lesquelles j'ai approuvé cette proposition.

Ces raisons sont tout à fait indépendantes des événements qui se rattachent à l'actuelle politique intérieure de la France, dont l'idée ne m'a même pas effleuré. Pour reprendre une expression chère aux historiens contemporains, je me suis placé dans la « longue durée », et non dans la courte. J'ai voulu honorer, à travers un responsable qui est à la fois un homme d'action et un « humaniste », tous ceux qui ont contribué d'une façon décisive à faire de la France et de l'Allemagne, après tant de haines, de larmes et de sang, deux nations étroitement unies, pour le plus grand bien de l'Europe tout entière, de sa puissance, de sa dignité et de sa culture. Et si, dans le domaine particulier de la science et des lettres qui est le nôtre, ce qui a été fait n'est pas encore à la mesure de ce qui est souhaitable, j'ai voulu, par cette marque d'estime, encourager les mêmes responsables à poursuivre leurs efforts et à faire davantage encore. Voilà ce que j'ai voulu dire.

PAUL TEYSSIER,
Professeur titulaire à l'université de Paris-Sorbonne (Paris-IV), Membre du conseil de l'université.

J'approuve entièrement les trois remarques de M. Jean Laloy sur le point de vue de M. Mandouze. Je me permets d'en ajouter une quatrième.

M. Mandouze a bien de la chance d'appartenir à une université qui n'a pas renié ses idéaux universitaires, je veux dire une université qui place en tête de ses préoccupations « *l'enseignement supérieur et la recherche* » et dont le conseil scientifique est composé « *des professeurs titulaires et des docteurs de l'établissement* ». Qu'il vienne donc voir ailleurs comment les choses se passent avant de se plaindre !

Dans mon université, l'unique docteur *honoris causa* reçu pendant le mandat du président sortant a été M. Soares, qui était à l'époque premier ministre en exercice du Portugal, après avoir enseigné comme lecteur, réfugié politique, à la dite université. Le discours prononcé en cette circonstance par le président consista pour l'essentiel en un éloge non déguisé de la subversion politique, seule voie d'accès à la libération des peuples dans le socialisme.

EDMOND GUITTON,
Université de Haute-Bretagne-Rennes-II.)

● RECTIFICATIF. — Dans le deuxième article de l'enquête « Etre Arménien en France » (*le Monde* du 7 mars), une erreur a entaché d'incompréhension les propos du Comité de défense de la cause arménienne (C.D.C.A.). La demande de restitution des territoires de la nation arménienne par la Turquie n'est pas celle qui « *était envisagée par le traité de Lausanne en 1920* », comme nous l'avons écrit, mais par le traité de Sèvres. Le traité de Lausanne, signé en 1924, a au contraire rendu caduques les dispositions envisagées quatre ans plus tôt.





هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

PACIFIQUE

ILES SALOMON

L'archipel aux quatre-vingt-sept langues à l'heure du nationalisme indolent



Honiara. — Deux ans et demi après une indépendance sans heurts, préparée par le colonisateur britannique et octroyée sans barguigner, il y a autant sinon plus d'expatriés — « expats » en jargon local — anglais, australiens ou néo-zélandais qu'avant dans ce gros bourg ensommeillé au bord de la mer qu'est la capitale des îles Salomon. Commerçants, fonctionnaires, experts, certains ayant même pris la nationalité de ce jeune Etat sans histoires, sont au moins aussi nombreux qu'au bon vieux temps où flottait l'Union Jack. Quelle différence avec Vanuatu voisin !

Mais il ne faut pas se leurrer. Derrière les sourires, voire même la sympathie mutuelle, entre Mélanésiens et Britanniques venus des antipodes, dans cet archipel perdu du Pacifique sud, se cache une réalité coloniale. En dépit de son caractère bienveillant, paternaliste, de l'absence de confrontation violente au cours des derniers lustres, un colonialisme même « éclairé » reste toujours un colonialisme. Développement économique minimal, communications embryonnaires, formation, à peu de frais, de l'élite strictement indispensable pour que le pays continue de tourner après l'indépendance, soumission à des schémas politiques, religieux étrangers au monde mélanésien. Plus qu'un pays à développer, les îles Salomon sont encore un pays à faire, et l'enthousiasme de ses dirigeants et de certains experts qui les assistent avec des moyens de fortune se heurte à des réalités économiques ou culturelles peu malléables.

La perception du caractère ambivalent de la colonisation britannique se ressent dans le premier roman publié aux Salomon, *l'Alternative*. Son auteur, M. John Saunana, né en 1945 dans l'île de Makira (ou San-Cristobal), était ministre de l'éducation jusqu'à sa défaite aux élections du 6 août dernier : il est actuellement l'un des quelques fonctionnaires d'un modeste ministère des affaires étrangères installé dans une

De notre envoyé spécial

vieille bâtisse de quatre pièces. Dans son livre, écrit en anglais, agrémenté de *pidgin* (patois anglais de Mélanésie), il décrit l'attirance qu'a exercée sur lui, jeune garçon choisi pour étudier dans une des rares écoles ouvertes pour *fabriquer la nouvelle élite* du pays, la civilisation britannique, et comment elle l'a progressivement éloigné de sa famille restée au village. Puis comment son caractère indépendant l'a fait chasser d'une école dont il était l'un des meilleurs, ulcéré du racisme colonial contre ces « sales Canaques » d'enseignants condescendants et de colons butés, et comment, après avoir été tabassé par la police et jeté en prison pour *six mois* par un jugement inique, il est devenu le porte-parole de ses compatriotes qui l'ont porté à la députation. Sa révolte de lycéen est contemporaine de mai 1968, et il raconte comme il se sentait conforté par les manifestations d'étudiants à Paris, dont parlait la radio !

Composées de six grandes îles, d'une vingtaine de plus petites et d'une myriade d'îlots, les Salomon sont peuplées d'environ 230 000 habitants parlant quatre-vingt-sept langues différentes, pratiquant au moins cinq variantes du christianisme en fonction des missions qui les ont christianisés à 95 % : anglicans (30 %), catholiques (19 %), évangélistes (17 %), United Church (11 %), adventistes (10 %)... panachées de survivances de leurs croyances traditionnelles. Morcelés depuis des siècles — le groupe ethno-linguistique le plus important ne dépassant pas, nous a-t-on dit, les cinq mille personnes, — ils utilisent le *pidgin* comme moyen de communication et se regroupent selon le « *wantok system* », expression venue des mots anglais « *one talk* » (une langue), qui désigne l'effort des Mélanésiens pour former un peuple.

Le champ de bataille de Guadalcanal

Rares sont les visiteurs qui s'arrêtent à Honiara : 7 359 personnes en 1977, dont 2 913 touristes, peu recherchés par un gouvernement soucieux avant tout de préserver ses traditions ancestrales et de ne pas ouvrir trop vite le pays à des influences extérieures dont rien ne lui prouve qu'elles seront positives, comme le reconnaît le projet de plan quinquennal. Rares aussi sans doute ceux qui savent que l'île de Vanikolo où mourut La Pérouse en 1788 fait partie des Salomon ou ceux qui se souviennent du rôle historique déterminant joué par elles pendant la seconde guerre mondiale. C'est dans l'île de Guadalcanal que commença le reflux des Japonais après de sanglants combats sur terre et sur mer qui firent des dizaines de milliers de morts : Honiara, qui fut au cœur des affrontements, est truffée de sites où anciens combattants américains et japonais viennent se recueillir, les premiers accueillis avec grande chaleur, les seconds ayant laissé d'épouvantables souvenirs. On retrouve encore dans les jardins des munitions, des ossements, tandis que le matériel continue de pourrir dans la jungle ou au fond des mers : la baie de Honiara a été rebaptisée « *Iron bottom sound* », le « détroit au fond d'acier », en raison des dizaines de navires coulés.

Premier ministre lors de l'indépendance, le 7 juillet 1978, M. Peter Kenilorea est âgé de trente-huit ans ; prêcheur laïc, fils de pasteur, instituteur formé en Nouvelle-Zélande et marié à une institutrice, il personnifie une vie politique où, comme on le dit à Honiara, « *rien ne peut se faire sans ou contre des Eglises* », bien qu'il n'y ait guère de rivalités entre sectes comme c'est le cas à Vanuatu. M. Kenilorea, qui a gagné les dernières élections, a donné pour devise à son parti uni, créé pour l'occasion, « *Servir l'homme, c'est servir Dieu* ». Bien que la plupart des députés sortants aient mordu la poussière — absents de leur circonscription souvent, ils avaient perdu contact avec leurs administrés, et ils s'étaient acquis un certain discrédit pour s'être attribué à chacun une indemnité de *fin de fonction* de 4 000 dollars (1) — le parti uni, soutenu par une formation d'indépendants, a conservé le pouvoir contre l'opposition du Parti progressiste du peuple de l'ancien premier ministre, M. Solomon Mamaloni, qui passe pour moins conservateur que M. Kenilorea.

Mais le débat politique, pour ne pas parler de l'idéologie, totalement absente si l'on excepte un anti-communisme unanime, demeure limité et les relations personnelles ou de *wantok* dominent. Les dirigeants, encore jeunes, formés selon des critères moraux *rigides par les missions*, continuent d'avoir des goûts modestes et l'on peut voir le premier ministre descendre de sa voiture — japonaise — en sandales et en short ou faire, comme tout le monde, la queue à la banque. L'administration, les projets de développement sont à l'échelle de ce pays sous-peuplé et morcelé, qui vient, pour des raisons d'économie, de refuser d'acheter un « *gros* » avion : il avait douze places, alors que les autres ont un maximum de huit sièges.

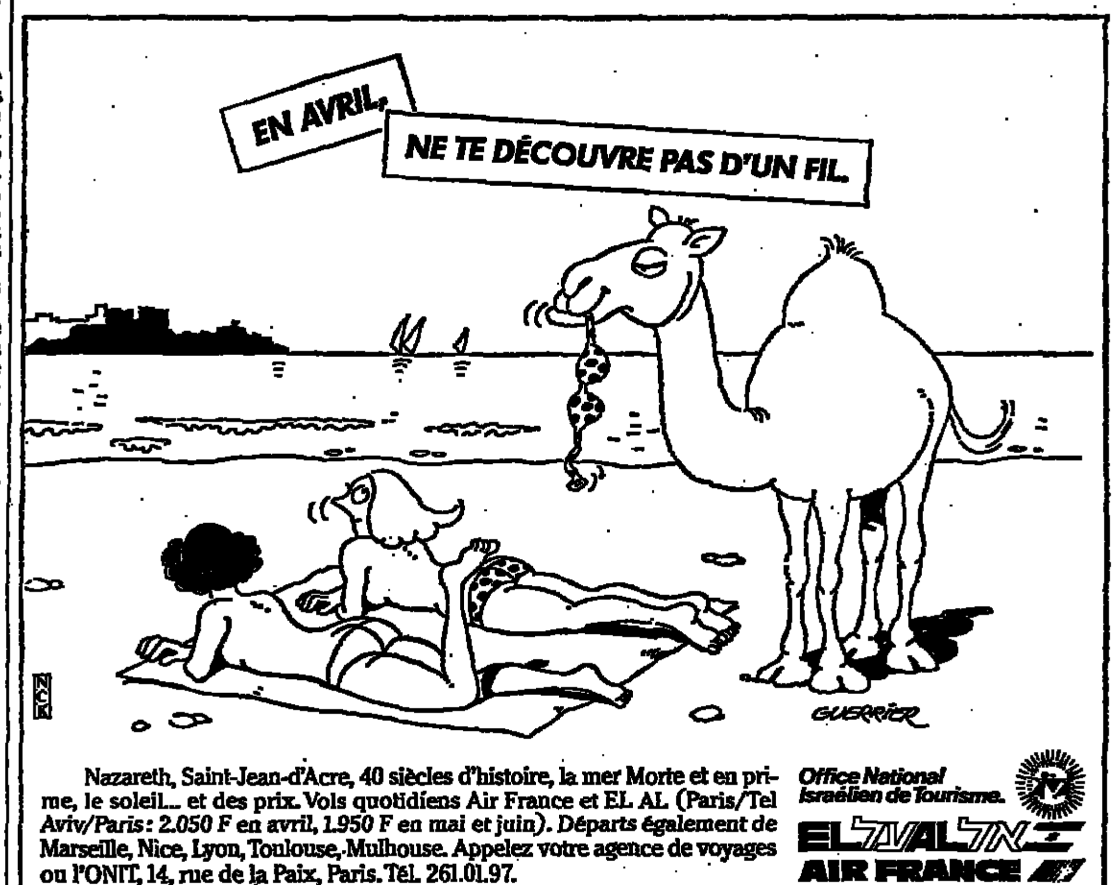
Mais il ne faut pas non plus voir, dans cette attirance pour une conception du développement chère à Schumacher, l'auteur de *Small is beautiful*, l'apologie du bon sauvage ou le retour à des *sources hypothétiques*. *Les îles* Salomon veulent se développer, mais à leur rythme, selon leurs propres méthodes, et pour le bénéfice *exclusif* d'une *population* qui, dans son immense majorité, vit encore hors du circuit monétaire : il est encore possible d'échanger dans une banque des colliers de cette superbe monnaie de coquillages fabriquée à Malaita, l'île la plus peuplée, contre de l'argent à un taux reconnu. L'élevage, la pêche, l'agriculture, la sylviculture sont des secteurs privilégiés ; mais le gouvernement est partisan de projets mixtes associant les investisseurs étrangers et les paysans locaux, sous son contrôle.

Un récent rapport de la Banque mondiale (1980 reconnaît, une fois n'est pas coutume, la nécessité de développer le secteur traditionnel non monétaire, parallèlement à l'économie de plantations destinée à l'exportation et à laquelle l'organisme international demeure fort attaché. La Banque souhaite aussi qu'une solution soit trouvée au problème des terres, si cher au cœur des Mélanésiens, réticents à les céder à des multinationales.

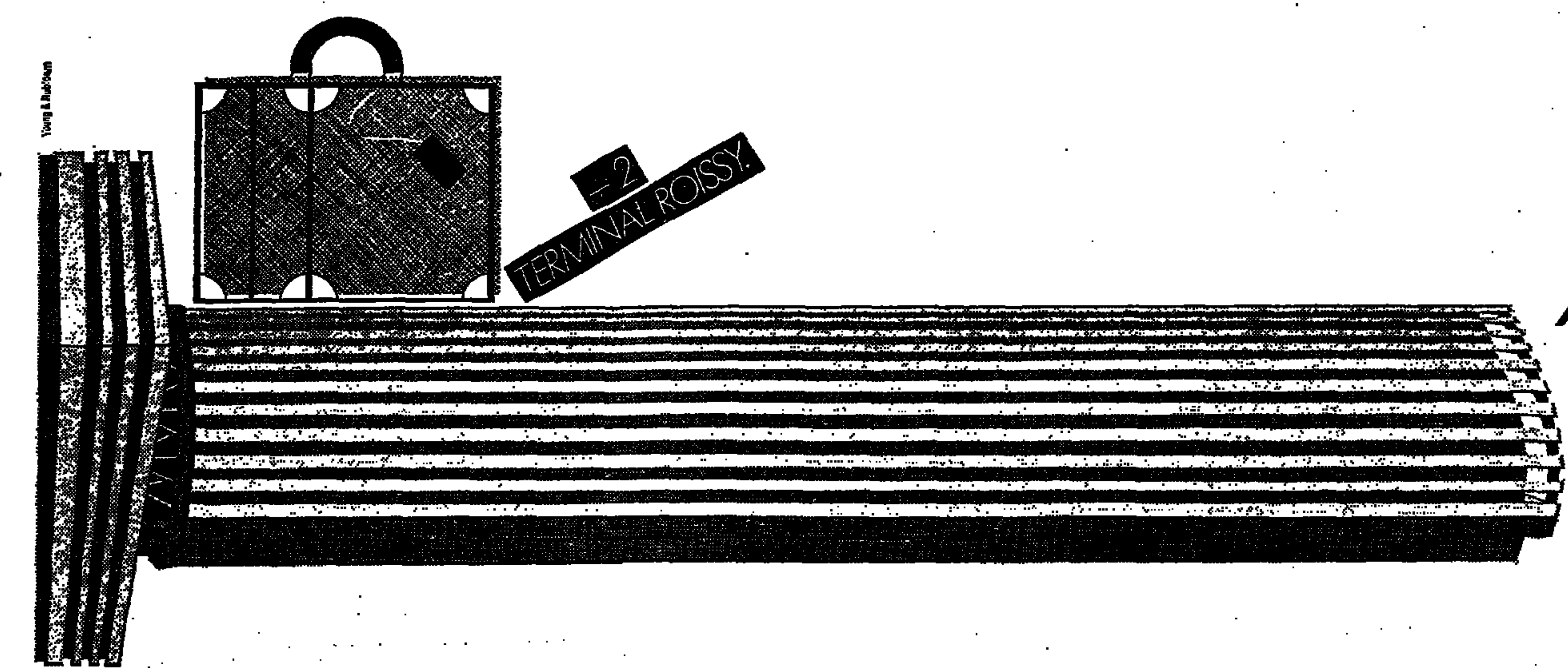
Mais, isolés dans leur archipel, les habitants des Salomon restent prudents devant les lumières du « *progrès* ». Combien de temps cela durera-t-il devant l'attrait des produits de consommaiton venus de l'extérieur : conserves, vélos, bientôt voitures dans les îles, télévision ?... Mais, pour le moment, M. Kenilorea ne veut pas que son pays vive au-dessus de ses moyens : le corps diplomatique *se limite à un seul « ambassadeur* itinérant », qui présente ses lettres de créance dans tous les pays du monde, les uns après les *autres*.

PATRICE DE BEER.

(1) 1 dollar des îles Salomon vaut environ 5 F.



HÔTEL CONCORDE LA FAYETTE,
L'AVENUE QUI MONTE AU CIEL



A Paris, Porte Maillot, l'Avenue qui monte au ciel domine le Palais des Congrès. C'est le grand hôtel où il suffit de sortir des ascenseurs pour rejoindre l'Air terminal de Roissy-Charles de Gaulle. L'hôtel Concorde La Fayette. Un grand hôtel pour les hommes d'affaires qui veulent tout, tout de suite.

Concorde Hôtel Concorde La Fayette. ★★★★ LUXE. RÉSERVATION CENTRALE : (1) 758.12.25 24/24 H, 7 JOURS SUR 7. PLACE DE LA PORTE DES TERNES - 75017 PARIS. TÉL. : (1) 758.12.84 - LIGNE DIRECTE RÉSERVATIONS SOCIÉTÉS : (1) 757.47.55.

DIPLOMATIE

LES PROBLÈMES DE DÉFENSE ET LES RAPPORTS EST-OUEST

Bonn compromet la coopération militaire avec Paris et Londres

(Suite de la première page.)

C'était là pour le ministre faire allusion à ce que sur les bords du Rhin on appelle la *« petite solution »* en l'opposant au projet adopté par le chancelier et M. Giscard d'Estaing dans l'euphorie d'une rencontre au sommet. Les discussions entre techniciens et financiers ne sont pas terminées. Les experts avancent toutefois que le recours au chargement automatique permettrait de réduire l'équipage du Léopard modernisé à deux hommes au lieu de trois, ce qui devrait permettre de *« rabaisser la silhouette »* du char.

Certains ajoutent que dans ce cas il serait possible aussi d'envisager la fabrication d'un Léopard dont la propulsion serait assurée par des roues plutôt que par des chenilles. Une telle modification aboutirait à un modèle dont le poids serait nettement inférieur à celui du Léopard-2, qui pèse plus de 50 tonnes. Cette argumentation suscite un intérêt tout particulier depuis que Bonn n'exclut plus aussi catégoriquement la vente de matériels militaires hors de la zone de l'OTAN. Le Léopard allégé serait beaucoup plus facilement utilisable dans des pays ne disposant pas de l'infrastructure nécessaire pour des chars très lourds.

M. Apel a reconnu aussi que le projet franco-allemand dans sa forme originelle s'est heurté à une opposition considérable au Bundestag. Dans les milieux politiques de Bonn, certains ajoutent d'ailleurs que cette hostilité se manifeste également au sein du gouvernement Schmidt. La rumeur veut même que le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, se soit fait le champion de ceux qui souhaiteraient une *« solution raisonnable »*.

Il reste que, selon les conceptions qui paraissent l'emporter aujourd'hui à Bonn, la fabrication d'un char Léopard modifié serait un projet ouest-allemand dans lequel la participation française ne saurait être que très modeste. Le chancelier peut-il se résoudre à entériner un tel échec de la coopération entre les deux pays ?

Les intérêts français sont touchés aussi dans d'autres domaines. Si dans la nouvelle programmation la Bundeswehr doit recevoir comme prévu cent quarante-trois exemplaires du système Roland de défense antiaérien, les cent soixante-quinze commandés par la Luftwaffe et les vingt-cinq destinés à la marine sont désormais annulés. Encore s'agit-il de savoir dans quelle mesure ces annulations, pour des raisons financières, peuvent donner lieu au paiement d'indemnités pour les fabricants.

Quant au reste, M. Apel a fait de son mieux en vue de convaincre le public que la modernisation de l'arsenal ouest-allemand se poursuivrait de façon satisfaisante. L'armée recevra les mille huit cents Léopard-2 qui lui avaient été promis. L'aviation ne sera pas privée des trois cent vingt-deux appareils Tornado qu'elle attend.

Quant à la marine, elle devra se contenter jusqu'en 1987 de six nouvelles frégates du type 122, alors qu'il en faudrait huit. Cependant, le ministre a précisé que ce programme ne sera réalisable que si le gouvernement s'engage à couvrir les hausses de prix qui interviendront d'ici à 1984.

JEAN WETZ.

Une défaillance lourde de conséquences

Traumatisés par le décuplement du prix de revient de leur nouvel avion de combat Tornado et par la nécessité de continuer à subventionner par des fonds publics la production du moyen-courrier européen Airbus, les Allemands, ou tout au moins pour l'instant leur ministère de la défense, commencent à tirer les leçons en tentant de réduire, voire d'abandonner, les projets de coopération militaire à long terme conçus avec des partenaires européens, en particulier avec la France et le Royaume-Uni.

Aujourd'hui, après la séance de travail de trois jours qu'il a eue avec les chefs militaires, M. Hans Apel annonce que l'armée ouest-allemande ne commandera pas le contingent prévu de missiles antiaériens Roland coproduits avec la France, et il laisse entendre que le projet d'un char franco-allemand, pour les années 90, ne serait pas réalisé, puisque les crédits de son ministère seront consacrés, en priorité, au développement d'une version modernisée du char Léopard de construction ouest-allemande. Pour l'avenir, ce sont le projet d'un hélicoptère de lutte antichar, avec la France, et celui d'un nouvel avion de combat, dénommé TKF-90, avec le Royaume-Uni et la France, qui apparaissent déjà compromis par les perspectives d'économies budgétaires à Bonn.

C'est tout un développement de la coopération franco-ouest-allemande en matière de fabrication d'armements classiques qui menace de disparaître, malgré la volonté politique affichée en février 1980 à Paris, lors de la rencontre entre MM. Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing, qui devait aboutir à la signature d'un protocole d'accord sur le projet d'un char de combat en commun. Il y a un an, on avait donné une certaine publicité à la conclusion de ce dernier accord parce qu'elle symbolisait, à l'époque, la volonté de Bonn et de Paris de relancer une coopération, vieille d'une vingtaine d'années, qui avait donné des résultats tangibles — comme l'avion Transall, l'appareil Alpha-Jet ou les missiles tactiques — dans ce domaine aussi sensible de la cofabrication de matériels de guerre de toutes les catégories.

Après la réunion de M. Apel avec son haut commandement, ce sont, au contraire, le désenchantement et le doute qui prévalent dans les milieux militaires et industriels en France, et c'est, aussi, le sentiment d'une certaine désillusion qui s'installe dans les milieux politiques, à l'heure où M. Giscard d'Estaing, candidat à l'élection présidentielle, pouvait arguer de la solidité des accords de coopération militaire avec la République fédérale d'Allemagne pour témoigner, au nom de l'Europe, de la vigueur du rapprochement entre les deux pays.

Cette défaillance ouest-allemande à propos du char franco-ouest-allemand était, en réalité, sinon attendue, du moins prévisible (*le Monde* du 14 novembre 1980), tant le projet a rencontré de vives résistances au sein du Parlement de Bonn, et parmi les industriels d'outre-Rhin qui s'estimaient en mesure d'aller, seuls, de l'avant, grâce à leurs traditions et à leur technologie acquise en la matière. En France aussi le programme se heurte à l'hostilité du P.C.F. et de la C.G.T., et, pour d'autres raisons, à celle d'industriels qui ne veulent pas être considérés par leurs éventuels homologues ouest-allemands comme des partenaires de second ordre. De surcroît, les états-majors des deux pays ont, encore, sur ce sujet, des divergences de points de vue techniques ou tactiques, qui n'étaient cependant pas insurmontables.

En dépit de ces obstacles de toutes sortes, qui sont réels et qui peuvent, à eux seuls, expliquer le ralentissement du programme lancé en 1980, la position exprimée par M. Apel révèle aujourd'hui que la République fédérale d'Allemagne, par la voix de son ministre de la défense, est prête à interrompre, sans autre forme de procès, toute coopération militaire d'envergure avec Londres et Paris pour des raisons financières. En ce domaine, il y a eu des précédents durant les deux dernières décennies et, à plusieurs reprises, des gouvernements français, sous les présidences de Charles de Gaulle ou de Georges Pompidou, ont eu à s'employer pour recoller les pots cassés. Mais, jamais, semble-t-il, l'ensemble du dossier n'a paru autant compromis par des propos publics d'un ministre ouest-allemand de la défense.

A moins que le chancelier Schmidt — mais est-il aujourd'hui en position suffisamment forte, dans son propre pays, pour le faire ? — ne se décide à accorder les dépenses d'études et de recherches importantes que son ministre réclame pour remettre sur pied la coopération avec les partenaires européens de Bonn. En proposant à la France de se contenter de participer à la modernisation de la nouvelle version du char ouest-allemand Leopard, M. Apel ne prend pas le chemin de cette relance des projets avec Paris.

JACQUES ISNARD.

UN DÉPUTÉ ITALIEN DÉNONCE LES « SCANDALES » DE L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

Bruxelles *(A.F.P.)*. — *Les « scandales » de l'Assemblée européenne ont fait l'objet, vendredi 6 mars, d'une conférence de presse animée de M. Marco Pannella, député radical italien, qui s'est déclaré prêt à louer des pages, chaque semaine, dans les principaux quotidiens de la C.E.E. et à répondre, le cas échéant, à des poursuites en diffamation de la part de Mme Simone Veil, président de l'Assemblée.*

M. Pannella a reproché à l'Assemblée de payer près de 72 millions de francs de loyer pour les trois sièges qui lui sont imposés (Strasbourg, Luxembourg et Bruxelles) et 1,5 million de francs pour le seul bureau d'information de Londres. Il a évoqué le cas de présidents de groupe, non nommés, qui effectueraient en moyenne 270 kilomètres par jour dans leur voiture de fonction avec chauffeur.

Un député avisé peut « améliorer » son traitement de base d'un montant d'environ 430 000 F par an, selon M. Pannella, qui a toutefois avoué être incapable de comparer les dépenses des députés européens à celles de leurs collègues nationaux.

Un porte-parole de l'Assemblée a déclaré, vendredi soir, bien avant ces accusations, que « les mesures nécessaires avaient été prises », ajoutant qu'une Assemblée de quatre cent trente-quatre membres, comprenant sept groupes politiques et sept langues de travail, ne peut fonctionner comme la précédente, qui ne comprenait que cent quarante-deux députés.

EN DÉNONÇANT LE NEUTRALISME

M. Giscard d'Estaing visait le premier ministre danois

De notre correspondante

Copenhague. — Avant le 21 mars, la Chambre danoise doit arrêter le budget de la défense pour les quatre prochaines années. Le compromis voté jadis par une solide majorité pour la période 1977-1981 expire à cette date. Or nul ne sait encore quelle décision la Chambre va prendre. Les discussions font rage depuis des mois, notamment à l'intérieur du parti social-démocrate, sur lequel s'appuie l'actuel gouvernement minoritaire (*le Monde* du 25 décembre).

Cédant à la pression de ses éléments les plus intransigeants (quelques-uns souhaitent même que le Danemark se retire de l'OTAN), le premier ministre, M. Joergensen, avait annoncé l'été dernier que son gouvernement s'en tiendrait à une simple indexation sur l'inflation.

Il semble cependant aujourd'hui que, tenant compte des très sévères critiques qui lui ont été adressées par plusieurs de ses alliés (Allemagne fédérale, Norvège et surtout Etats-Unis), il soit disposé à une augmentation de 1 % par an.

Parallèlement, le chef de l'opposition, l'ancien ministre libéral des affaires étrangères, M. Christophersen, a demandé au premier ministre des explications concernant les *« thèses neutralistes »* (anonymement dénoncées par le président français) qu'il aurait exposées lors du conseil européen de décembre 1980. L'entretien de M. Giscard d'Estaing publié le 25 février par *le Figaro-Magazine* n'avait d'abord suscité aucune réaction au Danemark (*le Monde* du 26 février). Seul, le correspondant à Paris du grand quotidien de province, le *Jylland Posten*, lui avait consacré une analyse où il avait évoqué les soupçons qui se portaient sur M. Joergensen. Mais les autres journaux — prudence ou embarras ? — étaient restés totalement muets.

Huit jours plus tard, ils ne peuvent plus l'être, car un télégramme de l'agence de presse danoise Ritzaus Bureau, se référant à des sources néerlandaises autorisées, affirmait que les propos du président français concernaient bien M. Joergensen. Pour les commentateurs scandinaves, les dirigeants de La Haye ont choisi ce moyen détourné et facile pour se laver des soupçons qui pourraient peser sur leur premier ministre. M. Joergensen a fait répondre qu'il se réservait d'évoquer cet incident au Parlement dans quelques jours.

CAMILLE OLSEN.

Moscou multiplie les appels du pied à Washington

M. Brejnev a envoyé pendant le week-end des messages aux dirigeants occidentaux. Rien n'indiquant ce lundi matin 9 mars que le chef de l'État et du P.C. soviétiques se soit adressé au président Reagan, cependant, il a été officiellement annoncé à Paris et à Bonn que le président Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt avaient reçu des messages de M. Brejnev. A Paris, le message a été remis dimanche matin par M. Tchervonenko à M. Jacques Wahl, secrétaire général de l'Elysée.

A Londres, l'ambassadeur soviétique devait être reçu ce lundi par Mme Thatcher, premier ministre. La liste des destinataires ne s'arrête cependant pas là. Le ministère danois des affaires étrangères a également annoncé que le premier ministre, M. Jorgensen, avait lui aussi reçu une lettre de M. Brejnev. On peut donc présumer qu'au moins les chefs de gouvernements européens membres de l'alliance atlantique ont reçu ce message.

Selon de bonnes sources, il s'agit d'un texte de dix pages commentant les positions exposées par M. Brejnev devant le congrès du P.C. soviétique le 24 février. M. Brejnev expliquerait, semble-t-il, la position de l'U.R.S.S. sur les situations de crise, ainsi que ses propositions dans les négociations sur la sécurité. Il devrait donc préciser sa position sur des sujets comme l'embargo sur les euromissiles et l'extension sous condition des « mesures de confiance militaires » (proposées par la France) en Europe « de l'Atlantique à l'Oural ».

A la veille de l'arrivée à Washington de M. Genscher, vice-chancelier et ministre des affaires étrangères, le chancelier Schmidt a déclaré samedi, dans un entretien radiodiffusé, que le président Reagan devrait accepter la proposition de M. Brejnev en faveur d'un sommet américano-soviétique. Le chef du gouvernement fédéral a ajouté que le réarmement occidental en fusées stratégiques en Europe « était encore évitable ». M. Schmidt a indiqué à cet égard que « l'Union soviétique a pris une telle avance que des négociations sur l'arrêt du réarmement ne seraient certainement pas faciles ». « Le déséquilibre dans ce domaine nous a toujours profondément préoccupés, parce que les fusées soviétiques pointées sur l'Europe constituent un moyen de pression politique sur les peuples et les gouvernements », a-t-il dit. Enfin, M. Helmut Schmidt ne croit pas que le président Reagan recherche une supériorité militaire des Etats-Unis plutôt qu'un simple équilibre des forces.

Pendant ce temps, la situation politique du chancelier continue de se dégrader. Selon un récent sondage, le parti du M. Schmidt n'obtiendrait aujourd'hui que 38,2 % des suffrages contre 42,9 % aux élections législatives d'octobre dernier.

De notre correspondant

Moscou. — Dans la ligne du vingt-sixième congrès du P.C. soviétique, le Kremlin a décidé de faire le forcing sur le dialogue avec les Etats-Unis, et M. Brejnev a adressé un long message dans ce sens à MM. Giscard d'Estaing et Schmidt, entre autres, tandis que la presse rappelle tous les jours les propositions soviétiques, tout en engageant les Américains à ne pas trop différer leur réponse.

Cette volonté manifeste d'ouverture n'empêche pas les critiques. Dimanche 8 mars, le journal de l'armée, *l'Etoile rouge*, s'en prenait encore aux *« déclarations militaristes »* de Washington et l'agence Tass, répondant à une déclaration américaine sur le détournement de l'avion pakistanais vers Kaboul, concluait : *« Si par ces assertions absurdes, le département d'Etat veut contribuer à aggraver la tension entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, on lui rappellera qu'il a déjà fait assez pour cela. »*

Choisir entre confrontation et détente

Ces fortes paroles ne sont pas contradictoires avec les offres de négociation. Elles soulignent le contraste entre la bonne volonté soviétique et la poursuite par Washington d'une politique de force. La nouvelle administration acceptera-t-elle les avances de Moscou ? Les Soviétiques se posent évidemment la question, mais évitent, pour l'instant, d'y répondre afin de ne pas tirer de conclusions hâtives des premiers propos de MM. Reagan et Haig.

Dans un long article de la *Pravda*, M. Gueorgui Arbatov, directeur de l'Institut des Etats-Unis, qui vient d'être élu titulaire du comité central, explique pourquoi il ne faut pas céder au découragement. Le slogan *« En avant vers le passé ! »*, qui semble avoir les faveurs de M. Reagan, n'a aucune chance de succès ici, estime-t-il, car l'administration républicaine sera, un jour ou l'autre, obligée de jeter un pont entre ses convictions et *« les réalités contemporaines, les conditions concrètes de notre monde »*, qui n'est plus celui des années 50. Le plus tôt sera le mieux, car l'*« histoire n'offre à personne un long délai de grâce »*, affirme M. Arbatov. *« Les problèmes mondiaux n'attendent pas que l'administration américaine soit prête à se déterminer. »* M. Reagan et ses conseillers doivent le faire, ajoute-t-il, en tant que dirigeants d'une grande puissance et non *« en tant qu'amateurs de vieilleries gardiennes de conceptions et de traditions du passé »*.

Il est d'autant plus urgent pour Washington de choisir clairement entre la confrontation et la détente que le congrès du P.C. soviétique a *« placé tous les gouvernements devant leurs responsabilités »*. Si l'on suit le raisonnement de M. Arbatov, la nouvelle *« offensive de paix »* soviétique a aussi pour fonction tactique de prendre Washington à contre-pied. En effet, explique-t-il, les Américains ont besoin d'une atmosphère de tension pour faire passer l'augmentation de leur budget militaire, pour mettre au pas leurs alliés, pour les faire participer à la défense commune, pour justifier d'éventuelles aventures outre-mer et ils ont besoin de rendre Moscou responsable. L'U.R.S.S. allait-elle céder aux *« provocations »*, changer de politique et abandonner la détente ? Pas du tout. Par son nouveau programme de paix, *« le vingt-sixième congrès a porté un coup particulièrement sensible aux plans américains »*, déclare M. Arbatov.

Il revient maintenant à l'administration républicaine de tenir compte de la réalité ainsi que *« des véritables intérêts et possibilités »* des Etats-Unis. M. Arbatov ne préjuge pas du choix de M. Reagan, mais il considère que *« le premier pas a été fait, et fait par l'U.R.S.S. La voie est ouverte à des changements positifs dans le monde. Il incombe à Washington de se déterminer »*.

Dans son éditorial de dimanche, la *Pravda* a rappelé que les propositions soviétiques ne portaient pas seulement sur une rencontre soviéto-américaine au sommet. C'est sur tous les sujets actuels de tension que *« l'U.R.S.S. est prête à travailler la main dans la main avec les Etats-Unis, les Etats européens et tous les autres »*. Sur les SALT, elle est disposée *« à reprendre sans délai les négociations, en gardant tout ce qui a été réalisé de positif dans ce domaine »*. A propos des eurofusées, elle insiste sur le gel non seulement quantitatif, mais aussi qualitatif, de ces armes (1). Au Proche-Orient, *« il faut revenir à la coopération entre les Etats-Unis et l'Union soviétique »*, a déclaré M. Zamiatine, chef de la section d'information internationale du comité central, en rappelant l'accord Gromyko-Vance du 1er octobre 1977 pour *« des efforts communs en vue du règlement du conflit israélo-arabe »*.

Sur l'Afghanistan, a dit encore M. Zamiatine, il y a maintenant deux propositions : la première, celle du gouvernement afghan, prévoyant des pourparlers bilatéraux avec l'Iran et le Pakistan ; la seconde, celle de M. Brejnev, en faveur d'un examen des *« questions liées à l'Afghanistan »* avec les problèmes de sécurité du golfe Persique. Quant à l'extension jusqu'à l'Oural de la zone d'application des mesures de confiance militaire en Europe et à sa contrepartie, elle pourrait faire l'objet de discussions dans le cadre de la conférence sur le désarmement en Europe. Les Soviétiques ne semblent cependant pas disposés à préciser leurs revendications sur cette « contrepartie » avant cette conférence. Les concessions qu'ils ont faites en acceptant l'extension jusqu'à l'Oural visent justement à vaincre les réticences occidentales.

Toutefois, l'ombre de la Pologne pèse sur toutes ces propositions. Paradoxalement, l'offensive de paix en direction de l'Occident est accompagnée, le lendemain même du vingt-sixième congrès, d'un net durcissement de Moscou sur la question polonaise, dont les premiers effets se sont déjà fait sentir. Les Soviétiques ont préparé leur argument traditionnel en de telles circonstances : *« La réduction de la tension internationale suppose la cohésion du camp socialiste. Tout ce qui est fait pour renforcer ce dernier sert l'approfondissement de la détente Est-Ouest. »* Mais le Kremlin peut-il vraiment croire que les Européens aussi bien que les Américains se prêteraient à des négociations sur les sujets les plus divers, s'il procédait, dans le même temps, à une remise en ordre brutale au cœur même de l'Europe ?

DANIEL VERNET.

(1) A ce sujet, M. Czyrek, ministre polonais des affaires étrangères, a tracé un parallèle, dans un article publié par *l'Etoile rouge*, entre le moratoire proposé par M. Brejnev et le plan Rapacki de dénucléarisation de l'Europe centrale dans les années 50.

M. FRANCOIS-PONCET EST REÇU PAR LE PRÉSIDENT DU VENEZUELA

Caracas *(A.F.P.)*. — M. Jean François-Poncet, ministre français des affaires étrangères, devait être reçu ce lundi 9 mars par le président du Venezuela, M. Herrera Campins. Il devait installer la commission mixte franco-vénézuélienne et participer aux travaux d'un comité ministériel comprenant, outre les deux ministres des affaires étrangères, les ministres vénézuéliens de l'industrie et de l'énergie et des mines.

A cette occasion seront abordées les questions de l'augmentation d'achats de pétrole vénézuélien par la France, des transferts de technologie et d'assistance française dans la recherche de pétrole lourd à grande profondeur. Dans ce domaine, la France possède une technique très avancée qui devrait intéresser le Venezuela. Elle a déjà signé, en mars 1980, avec le Venezuela un accord pour l'achat, à partir de 1984, de 35 000 barils par jour de lourd qui sera raffiné en France.

M. François-Poncet s'est rendu dimanche dans la « ceinture de l'Orénoque » où, sur 42 000 kilomètres carrés, se trouve l'un des plus importants gisements de pétrole lourd du monde (un milliard de barils recensés). M. François-Poncet a aussi survolé les installations de la Sidor (Sidérurgie de l'Orénoque, 1,2 million de tonnes d'acier produit en 1979) et le barrage hydroélectrique de Guri.

Deux manifestations

CULTURE ET TIERS-MONDE

Une conférence internationale pour l'identité culturelle s'est réunie récemment à Paris, sur l'initiative de l'Institut France-tiers-monde, dont le secrétaire général est M. Dominique Gallet. Un Manifeste pour l'identité culturelle a été adopté. Il affirme notamment que *« seul le dialogue propre à assurer l'émergence des identités nationales et leur sauvegarde est susceptible d'assurer l'instauration d'un nouvel ordre international où les Etats du tiers-monde trouveront la place qui leur revient de droit »*.

D'autre part, la première Quinzaine culturelle des pays arabes du Golfe a lieu à l'UNESCO jusqu'au 13 mars. Elle propose des expositions dans le domaine des arts plastiques, du livre, de l'artisanat, des costumes, de l'orfèvrerie, des spectacles de danse et de musique, des films (125, avenue de Suffren, entrée libre).

MODELAGE SUR BOIS - MAQUETTES
MENUISERIE SUR MESURE
le bois universel
6, rue Bouin - 92 700 Colombes
Téléphone : 782-40-69

LENTILLES DE CONTACT
Le 1er fabricant mondial, Bausch & Lomb lance de nouvelles lentilles souples, hyper-minces, plus perméables à l'oxygène.
Tolérance incomparable.
[illegible] le jour même.
Pour tous les sports



496 F la paire.
PRIX SPÉCIAL.
Reprise de vos anciennes lentilles : 80 F.
Adaptation par spécialiste : 230 F.
Laboratoires OSIRIS
Lyon 4e - 4 quai du Gal Sarrail (7) 824.12.46 - (Mo Foch)
Paris 1er - 20 quai de la Mégisserie (1) 233.00.20 - (Mo Châtelet)
Paris 8e - 21 avenue de Friedland (1) 563.35.99 - (Mo Etoile)

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

ASIE

Chine

Une politique de limitation des naissances trop autoritaire semble à l'origine d'infanticides

Le Nanfang Ribao (Quotidien du Sud), publié à Canton, vient de dénoncer la pratique de l'infanticide dans certaines campagnes. « *En 1980*, relate le quotidien, *dans la commune populaire de Paotai, district de Jieyang, huit nourrissons de sexe féminin ont été retrouvés morts, abandonnés, dans un sac ou un panier, devant le local du comité du parti ou devant le centre médical de la commune. La plupart avaient été préalablement étouffés.* » L'article conclut longuement sur la nécessité d'appliquer les nouvelles directives sur la limitation des naissances — *l'enfant unique est* « recommandé » — et de reconnaître le principe de l'égalité des sexes.

Les infanticides n'ont, semble-t-il, jamais totalement disparu de la société rurale chinoise. Mais leur recrudescence — que semble révéler l'article du *Nanfang Ribao* — pourrait bien s'expliquer par la politique draconienne adoptée par les autorités en matière de limitation des naissances depuis 1979. Cette politique est ressentie, en milieu rural, comme une contrainte intolérable, et se révèle difficilement applicable. Un article antérieur du *Nanfang Ribao* citait le cas d'un cadre local démis de toutes ses fonctions... parce que sa femme venait d'accoucher d'un septième enfant. « *Les cadres doivent donner l'exemple* », concluait l'article. La politique de l'enfant unique est considérée chez les paysans chinois comme une calamité : quand l'enfant unique autorisé est une fille, toute possibilité d'avoir un descendant mâle disparaît. L'infanticide apparaît alors comme la seule solution permettant d'avoir un fils sans défier ouvertement les autorités, lorsque celles-ci se montrent *inflexibles dans l'application de* la politique de contrôle des naissances. — H. L.

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT D'UN JUGEMENT RENDU LE 13 OCTOBRE 1980
par la 10e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris
Pour : La Société CHRISTIAN DIOR.
Contre : Messieurs GABISON et DOUSKILA.
Les Sociétés GAB'S et HARRY MAROQUINERIE étant civilement responsables.

Attendu que ni M. GABISON, ni M. DOUSKILA Messod, mis en cause par la Société Christian DIOR, ne contestent formellement la contrefaçon de modèle et de marque dont se plaint cette Société ;

Attendu que l'examen des pièces sous scellés fait apparaître entre le *modèle original* et *le modèle contrefaisant* une similitude frappante présentant la même taille, la même forme, la même découpe du rabat et le même système de bandoulière : ..

....

S'il n'est pas douteux que l'on se trouve en présence d'une copie servile, la mauvaise qualité du modèle contrefaisant n'a pu tromper des professionnels de la maroquinerie comme tente de le faire croire M. GABISON et celui-ci ne saurait exciper de sa bonne foi. ....

Attendu que les sacs litigieux ont été vendus avec une vignette métallique ajoutée par rapport au modèle contrefait et reproduisant le graphisme original de DIOR, faisant l'objet du dépôt de marque, alors que le sac du modèle original ne porte que les initiales C.D. en lettres majuscules ;

....

Condamne GABISON, à la peine de TROIS MILLE CINQ CENTS FRANCS d'amende, DOUSKILA à la peine de TROIS MILLE FRANCS ....

....

Condamne in solidum les prévenus et le civilement responsable à verser à la SOCIETE CHRISTIAN DIOR la somme de VINGT MILLE FRANCS à titre de dommages et intérêts,

Ordonne la *confiscation au profit* de la partie civile des objets contrefaits et saisis,

Ordonne la publication, en totalité ou par extraits, du présent jugement.

Jacques KAM,
Avocat à la Cour.

Cambodge

M. Khieu Samphan est arrivé à Pyongyang pour y rencontrer le prince Sihanouk

M. Khieu Samphan, premier ministre khmer rouge, est arrivé ce lundi 9 mars à Pyongyang, venant de Pékin, afin d'entreprendre des négociations avec le prince Sihanouk en vue de constituer une coalition anti-vietnamienne au Cambodge. Le dirigeant khmer rouge avait quitté Bangkok samedi pour la capitale chinoise en compagnie de MM. Keat Chon, ministre, et Ok Sakun, ambassadeur ; il s'y était entretenu avec le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, le vice-premier ministre, M. Huang Hua et le vice-président du P.C.C., Li Xiannian ; la rencontre avec ce dernier a été qualifiée de « cordiale » par l'agence Chine nouvelle.

A Pyongyang, le prince Sihanouk a été rejoint par deux anciennes personnalités politiques, MM. Ihiek Tioulong et In Tam ; M. Son Sann, ancien premier ministre et président du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.), a reçu vendredi une invitation à se joindre aux conversations avec les Khmers rouges. M. Son Sann a demandé par télégramme au prince des précisions sur « *les conditions et points fondamentaux à discuter en vue d'entreprendre une consultation préalable du peuple khmer de l'intérieur et de l'extérieur qui décidera de la participation éventuelle à la réunion préconisée* ».

M. Son Sann est arrivé samedi à Paris, venant de Bangkok. Avant son départ de la capitale thaïlandaise, il avait été reçu pour la première fois officiellement par l'ambassadeur américain, M. Morton Abramowitz ; l'ambassade américaine a qualifié M. Son Sann de « *dirigeant nationaliste khmer respecté* ». Ce dernier compte se rendre très prochainement aux Etats-Unis pour rencontrer des responsables Américains et espère recevoir des encouragements, ou un soutien, de la part de la nouvelle administration de Washington. Il n'a toutefois pas encore pris de décision quant à une éventuelle visite à Pyongyang.

Le prince Sihanouk compte lui aussi sur l'appui de l'équipe de M. Reagan. C'est ainsi qu'il a déclaré à l'A.F.P. qu'il allait demander aux Etats-Unis un soutien militaire, quel que soit le résultat de ses négociations avec les Khmers rouges. Cette aide éventuelle, qui s'ajouterait à celle de la Chine, devrait, selon lui, permettre à ses partisans, regroupés au sein du Moulinaka, de faire passer leurs forces armées « *tout de suite à vingt mille hommes* » et, ultérieurement, « *jusqu'à cent mille* ».

WASHINGTON N'ÉCARTE PAS L'IDÉE DE FOURNIR DES ARMES AUX INSURGÉS AFGHANS

Les Etats-Unis devraient accroître leur présence militaire dans le Golfe et, éventuellement, fournir des armes aux résistants afghans, a déclaré, dimanche 8 mars, à la télévision, M. Caspar Weinberger, secrétaire à la défense. L'administration Reagan, a-t-il dit, n'a pas encore pris la décision sur l'aide à la résistance afghane.

Pour M. Weinberger, l'absence de forces américaines dans la région du Golfe et au Proche-Orient « *constitue presque une invitation pour les Soviétiques à croire qu'ils peuvent s'emparer des champs pétroliers* ». Toutefois, les Etats-Unis n'augmenteront leur présence militaire dans cette partie du monde qu'avec l'accord des pays de la région.

D'autre part, l'agence de presse du Golfe a rapporté, dimanche, que l'Arabie saoudite avait fait don de 14 millions de dollars aux insurgés afghans. Les fonds transiteront par l'organisation de la *Conférence islamique*, que préside le Tunisien Habib Chatti. — *(Reuter, A.P.)*



Depuis 37 ans, le journal spécialisé
"Les Annonces" est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce
En Vente Partout 2,50 F et 36, rue de Malte. 75011 PARIS



Du 9 au 22 mai 1981,
La Tournée Théâtrale du "Mermoz" en Méditerranée.

Des grandes pièces classiques données dans des Théâtres Antiques, lors d'escales prestigieuses par une troupe de 23 comédiens de grand talent, sous la direction de Robert Manuel.

A bord de Mermoz, vous côtoierez les grands noms de la scène : A. Roussin, R. Gérome, P.-E. Deiber, J. Le Poulain, A. Aveline, J. Camoin et bien d'autres. Au cours de cette unique croisière, qui fera escale en Sicile, en Italie, à Malte, en Turquie, ils donneront pour vous, des représentations, et des conférences.

Au programme : Catane : "Polyeucte" au Théâtre Antique de Taormina. La Valette : "Le mariage forcé" au Théâtre Manoel. Kusadasi : "Hélène ou la Joie de vivre" au Théâtre Antique d'Ephèse. Istambul : "L'épreuve" dans un palais ottoman. Civitavecchia : "Horace" au Théâtre Antique d'Ostie.

14 jours au départ de Toulon à partir de 7.000 F*



*Hors excursions - Surcharge combustible incluse.

Renseignements et brochures
Toutes agences de voyages et Croisières Paquet

Paris 5, Bd Malesherbes - T. 266.57.59 - 3, rue Scribe - T. 742.52.03 - Bordeaux 1, allée de Chartres - T. 44.88.35 - Marseille 70 rue de la République - T. 91.91.21 - Nice 2, rue Halévy - T. 88.81.90 - Genève 42, rue Rothschild - T. 32.64.40 - Bruxelles 20, rue Ravenstein - T. 513.62.70

CROISIERES PAQUET

REJOIGNEZ L'UNIVERS ECUREUIL.

Depuis 160 ans, la Caisse d'Épargne s'attache à créer pour tous un univers de sécurité, de solidarité, de progrès.

Dans cet univers en constante mutation, les services de la Caisse d'Épargne se sont multipliés et diversifiés, pour offrir à chaque famille le moyen de réaliser ses projets tout en favorisant l'amélioration constante de la vie collective.

Aujourd'hui, l'Univers Écureuil apporte à chacun, à chacune, dans tous les moments importants de la vie, le moyen de répondre aux principales attentes individuelles et sociales : la fondation d'un foyer, l'accession à la propriété avec l'épargne-logement et les multiples prêts correspondants, la construction et l'expansion d'un patrimoine, la préparation d'une retraite paisible avec les Plans d'Épargne, les Bons d'Épargne, les SICAV.



Les deux clés de l'Univers Ecureuil

- *Le Livret A pour mieux épargner et profiter de ses économies.*
- *Le compte-chèques pour mieux gérer sa vie quotidienne.*

Quels que soient votre âge, votre activité, votre besoin, rejoignez vous aussi l'Univers Écureuil.



Pour ceux qui veulent compter plus. CAISSE D'EPARGNE



Le Monde

politique

LA PRÉPARATION

M. Mitterrand s'abstient de faire écho aux attaques du P.C.F.

M. François Mitterrand a entamé sa campagne présidentielle, samedi 7 mars en fin d'après-midi, en tenant un meeting à Beauvais (Oise), premier d'une série de vingt-quatre réunions publiques régionales, qui doit s'achever l'avant-veille du premier tour, à Toulouse.

L'échéance du 26 avril n'a été que brièvement mentionnée, pour mémoire pourrait-on dire, car le candidat socialiste a paru presque exclusivement préoccupé par les perspectives du second tour. Ayant été désigné par le président sortant, qu'il nomma le « candidat sortant », comme le seul adversaire efficace, M. Mitterrand n'a pas manqué d'insister sur l'idée, qui l'avantage par rapport au candidat communiste, que le seul choix qui s'offre aux Français est entre lui-même et le « candidat sortant », entre la droite et la gauche.

M. Georges Marchais, qui s'est adressé aux femmes le même jour, à Paris, ne s'est pas fait faute de dénoncer le « numéro de duettistes » auquel se livrent, selon lui, MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand, et qui tend à reléguer au second plan les autres candidats. Le secrétaire général du P.C.F. a implicitement reconnu qu'il craint un vote utile en faveur du candidat socialiste, le 26 avril, en soulignant qu'aucun postulant ne peut être élu à cette date et en invitant les électeurs « à faire leur choix sans se laisser impressionner ».

M. Mitterrand, pour sa part, a cherché à exploiter son avantage en consacrant l'essentiel de son discours à une attaque en règle contre M. Valéry Giscard d'Estaing. La partie la plus visible du bilan, jugé désastreux, du président sortant détermine d'ailleurs l'axe central des propositions du candidat socialiste : « d'abord l'emploi ! ». Ces « sept ans de malheur » permettent à M. Mitterrand de retourner l'argument selon lequel son élection conduirait au désordre. « Mais le désordre est là, s'est-il exclamé, c'est un million sept cent mille chômeurs. »

Le président de la République a également été accusé d'avoir manqué à ses devoirs constitutionnels, en se livrant, dans sa déclaration radiotélévisée du 2 mars à une « agression » contre les partis, M. Mitterrand « s'enorgueillit » au contraire d'avoir été désigné par le P.S. et n'en affirme pas moins sa capacité de rassembler les Français. Pour cela, il lui faut mobiliser la gauche et gagner à sa cause une partie de la droite.

Il ne doute pas de réussir la première partie de son programme, dont la réalisation dépend du comportement de l'électorat communiste. Les socialistes tiennent pour acquis un bon report en faveur de leur candidat ; en premier lieu parce qu'ils estiment que le P.C. ne peut prendre le risque d'être « radié de l'histoire de la gauche », selon l'expression de M. Pierre Mauroy, dimanche soir, au « Club de la presse » d'Europe 1 ; en second lieu parce qu'il est logique que M. Mitterrand tire profit de sa fidélité au « rassemblement populaire ». Le député de la Nièvre s'est d'ailleurs abstenu de toute allusion au P.C., préférant laisser à son porte-parole le soin de mettre en garde la direction communiste contre tout manquement à la discipline républicaine. A cet égard, M. Marchais a réaffirmé que tous les suffrages qui se porteront sur lui au premier tour contribueront « à ouvrir la voie au changement ».

L'objectif de M. Mitterrand est aussi, sinon de séduire une partie de l'électorat gaulliste, du moins de faciliter le mouvement qui peut le porter — la candidature de M. Chirac aidant — à rejeter le « candidat sortant » ; l'appel au « redressement national » devrait être agréable aux oreilles gaullistes.

M. Mitterrand mise avant tout sur les dégâts que la vigueur de la campagne du maire de Paris peut causer au sein de l'électorat majoritaire, mais les arguments « reaganiens » développés par M. Chirac pèsent sur sa propre campagne. Cela s'est vérifié à Beauvais dans deux domaines : la dénonciation du « carcan administratif » et la question fiscale. M. Mitterrand a repris à son compte cette critique de l'emprise de la « technocratie bureaucratique », mais il a rappelé qu'il propose de créer des emplois dans la fonction publique et qu'il prône une autre conception du service public. M. Mauroy s'est d'ailleurs chargé d'expliciter celle-ci en mettant l'accent sur le « bouleversement » que constituerait la mise en œuvre d'une véritable décentralisation. Quant à la réduction des impôts que propose le maire de Paris, le candidat socialiste lui oppose le plafonnement de la part du prélèvement fiscal par rapport au produit national. « J'expliquerai comment mon programme s'accorde avec cette perspective », a indiqué M. Mitterrand. Nul doute que des explications lui seront demandées en effet sur ce point et qu'il plaidera pour une autre répartition de ce prélèvement fiscal qu'il souhaite stabiliser.

Voilà bien l'un des handicaps majeurs du candidat socialiste : toute argumentation simple, telle que la nécessité de réduire les impôts ou la dénonciation des méfaits de l'administration, l'oblige non seulement à trouver une parade d'une égale simplicité, mais aussi à entreprendre un effort d'explication qu'il est souvent difficile de « faire passer » dans l'opinion. En simplifiant à l'excès on pourrait dire que, face à la « démagogie » prêtée à ses adversaires, la gauche n'a d'autre ressource que la pédagogie.

L'autre handicap est évidemment d'ordre politique : peut-on raisonnablement, comme le font les socialistes, considérer comme acquis que l'opinion a « digéré » la désunion de la gauche au point de l'ignorer désormais dans son comportement électoral ?

JEAN-MARIE COLOMBANI.

A BEAUVAIS

Un appel au « rassemblement populaire pour le redressement national »

Présenté par la présidente du comité national de soutien à sa candidature, Mme Maïté Jourdan, M. François Mitterrand explique aux quelque deux mille personnes rassemblées sous un chapiteau qu'il n'éprouve nul besoin de justifier sa désignation comme candidat à l'élection présidentielle par le P.S. « *Qui donc a décidé que le seul candidat convenable était le candidat venu de nulle part ou désigné à l'avance par la société dominante (...), représentant du pouvoir de l'argent ?* », demande-t-il ; après avoir évoqué « *la force du rassemblement populaire relancé par les socialistes* », il indique à ces derniers : « *Je ne mettrai pas votre drapeau dans ma poche.* »

M. Mitterrand parle ensuite de la candidature de M. Giscard d'Estaing, qu'il nomme « *le candidat sortant* ». « *On lui demande des comptes*, dit-il, *il fait des phrases.* »

Il lance : « *Si, par malheur, Valéry Giscard d'Estaing était réélu, cela coûterait à la France trois millions de chômeurs (...). Les Français refuseront les trois millions de chômeurs, ils refuseront à Valéry Giscard d'Estaing la possibilité de perpétuer une politique dont notre pays souffre tant (...). Sept ans, ça suffit !* »

Le candidat socialiste explique alors que le 10 mai prochain « *le choix se fera* » entre lui-même et « *l'un des deux candidats de la droite* ».

« Le désordre est là ! »

Analysant la déclaration radiotélévisée du « *candidat sortant* », il indique : « *Quand j'entends dire le désordre ce sont les socialistes, ou bien c'est le socialisme, ou bien c'est leur programme, le désordre c'est moi, alors je m'interroge : en quoi pourrais-je être synonyme de désordre par rapport au bilan que nous propose Valéry Giscard d'Estaing ? Le désordre pour demain ? Mais le désordre est là. Qu'appelle-t-on désordre, sinon un million sept cent mille chômeurs, cent mille entreprises industrielles et commerciales détruites, cent mille exploitations agricoles disparues ? Qu'appelle-t-on désordre pour demain quand hier, si proche, tant d'actions, tant de crimes encore inexpliqués ? (...) Qui craint demain ? Par rapport à quoi ? Par rapport aux forces du renouveau que j'entends incarner, ou par rapport aux forces du passé ?* »

M. Mitterrand ajoute : « *Pour Valéry Giscard d'Estaing, le désordre commence seulement à partir du moment où c'est lui qui risque de perdre son emploi.* »

M. Mitterrand juge ensuite que, dans l'interview qu'il a accordée au *Figaro Magazine* (*le Monde* du 28 février), le « *candidat sortant* » s'est livré à une « *agression* » contre les partis, et que, ce faisant, « *il ne s'est pas comporté en défenseur de la Constitution* ». Il ajoute : « *Il s'est comporté comme l'adversaire de l'exercice civique de droits que chacun est en droit de réclamer des institutions (...). Moi, je m'enorgueillis d'avoir été choisi par les socialistes.* »

Le candidat socialiste ajoute : « *La camarilla présidentielle, c'est celle qui occupe toutes les places, qui se partage les prébendes, qui tient l'Etat, d'une façon tellement jalouse que ceux d'à côté, n'y trouvant plus eux-mêmes leur aliment, se dressent dans une révolte qu'il sera tout de même difficile d'appeler convergente avec ceux qui, comme nous, luttent depuis si longtemps pour qu'un certain type de société prévale. (...)* »

Après avoir souligné que le parti du président est le parti « *d'une petite caste, d'une société d'injustice et d'écrasement, le parti des nantis* », M. Mitterrand lance, toujours à propos de M. Giscard d'Estaing : « *Il est la droite !* » Et il affirme : « *Nous sommes la gauche. La droite n'a jamais eu, ou, en tout cas, elle l'aurait bien perdu, le droit de rassembler. La gauche, c'est sa vocation même : elle est le peuple dans son mouvement et dans sa volonté !* »

« D'abord l'emploi ! »

Le candidat socialiste aborde ensuite ses propres propositions : il prévient qu'il n'a pas l'intention « *d'engager une campagne cantonnée dans la polémique* » et qu'il « *retiendra tout argument sérieux qui* (lui) *sera opposé* ». Il précise : « *Je tiendrai compte des arguments sérieux de nos adversaires, comme je dois tenir compte de ceux qui participent à la vie nationale.* »

En ce qui concerne la politique qu'il propose à la France, il indique : « *Mon premier mouvement, qui sera aussi le dernier, sera celui-ci : d'abord l'emploi, pour sauver nos capacités (...), retrouver autant qu'il est possible le chemin de la croissance. (...) Je demanderai aux Français de juger d'abord là-dessus, avant tout autre raisonnement : qui peut le mieux sauver l'emploi ?* »

Puis M. Mitterrand affirme : « *J'en appelle au rassemblement populaire pour le redressement national. En dehors du rassemblement populaire, il n'y aura pas de redressement national. Mais le rassemblement populaire devra lui-même définir son itinéraire, ses propres objectifs, s'il veut réaliser le redressement national.* »

Après avoir détaillé les six mesures principales qu'il met en avant pour « *sauver l'emploi* » (*le Monde* du 26 février), le candidat socialiste estime que « *la politique Giscard-Barre* » conduit « *au déclin* ». « *La marche s'accélère*, ajoute-t-il ; *elle ira vite si par malheur les Français devaient renoncer au changement indispensable.* »

Après avoir fait applaudir les immigrés, « *si mal compris, trop souvent rejetés* », l'orateur prend position en faveur d'une aide aux P.M.E., et d'un allégement des charges sociales dont il regrette qu'elles soient « *liées au nombre des salariés plutôt que d'être liées aux bénéfices et aux profits* ». Il plaide ensuite pour la « *conquête de la liberté et de la responsabilité* ». Il indique : « *Qu'on en finisse avec ces sept ans de malheur ! Au lieu de présenter sa candidature, M. Giscard d'Estaing aurait dû se retirer sur la pointe des pieds, en souhaitant qu'on l'oublie !* » M. Mitterrand réaffirme ensuite qu'il s'« *avance comme un homme libre* ». « *Rien n'a prise sur moi hors la conviction qui m'habite et l'amour que j'ai de mon pays. Aucune force au monde, hors celle que j'ai en moi et le sentiment de solidarité qui me lie aux Français, ne pèsera sur moi quand j'aurai la charge du pays* », précise-t-il encore.

Il ajoute : « *J'ai vécu en apprenant à connaître la marche du temps. Je ne ferai aucune promesse qui filerait à tous les vents mauvais des changements de saison (...). J'expliquerai que mon action tend à délivrer le pays du carcan du dirigisme étatique, et de la bureaucratie technologique. Je dis qu'en dehors des accusations stupides* (qu'on nous oppose), *j'entends mener mon action sans accroître la part du prélèvement fiscal et social auquel nous sommes parvenus* [c'est-à-dire 42 %] *du P.N.B. J'entends qu'il s'agit là d'une limite à ne pas dépasser.* »

Après avoir récusé l'idée selon laquelle lorsque cette part excède 40 % du P.N.B., la société devient socialiste, M. Mitterrand affirme que c'est « *par incurie, par refus de poursuivre la fraude, par refus d'atteindre les privilèges et par une déviation du système dit libéral* » que « *le candidat sortant* » a dépassé cette limite de 40 %. Il ajoute : « *Aller au-delà* [des 42 % actuels], *ce serait ruiner l'initiative, et priver ceux qui ont apporté leur travail d'un juste bénéfice.* » M. Mitterrand accuse ensuite le pouvoir d'avoir « *démoralisé les Français* ». Il demande que, « *à la tête de l'Etat, les privilèges cessent* » et invite les citoyens « *à prendre conscience du devoir qui est le leur et qui est d'exiger que les lois de la République les protègent contre ce pouvoir* ».

UNE CONFÉRENCE DE PRESSE LE 11 MARS

M. Mitterrand donnera une conférence de presse, mercredi 11 mars, à 15 heures, dans un grand hôtel parisien. Le candidat socialiste devrait ainsi pouvoir répondre à M. Valéry Giscard-d'Estaing qui se sera exprimé, la veille, sur TF 1. M. Mitterrand a également prévu de présenter, à cette occasion, les thèmes de sa campagne ainsi que le calendrier de ses déplacements.

M. MAUROY RÉAFFIRME LA NÉCESSITÉ D'UN « CONTRAT DE GOUVERNEMENT » AVEC LES COMMUNISTES

M. Pierre Mauroy, porte-parole du candidat socialiste, a souligné devant les journalistes du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 8 mars, qu'il y a « *convergences de critiques* » à l'encontre du pouvoir entre gaullistes et socialistes. « *Il n'empêche*, a-t-il ajouté, *que M. Chirac présente un programme de droite, classiquement de droite, qui est très éloigné du programme socialiste.* »

Interrogé sur la volonté du P.S. de négocier avec le P.C.F. un « *contrat de gouvernement* » dans l'éventualité d'une victoire du candidat socialiste, M. Mauroy a répondu : « *Au moment de l'union de la gauche, le programme commun était un compromis entre les thèses communistes et les thèses socialistes. Avec la désunion, chaque candidat se présente au premier tour et le problème du contrat se posera au moment des législatives qui suivront* (l'élection éventuelle de M. Mitterrand) (...). *Il sera indispensable qu'un contact soit négocié puisqu'il y a désunion, et ce sera aux Français d'arbitrer.* »

Interrogé enfin sur l'attitude du P.C.F. au second tour, M. Mauroy s'est écrié : « *Comment voulez-vous que tous ceux qui ont 300 000 (anciens) francs par mois, comment voulez-vous que l'ensemble des salariés, que tous ceux qui ont vraiment une conscience de gauche, que tous ceux qui ont fait confiance à la gauche, comment voulez-vous qu'ils ne soient pas au second tour pour le changement, pour battre le candidat sortant et permettre l'élection de François Mitterrand ? Ils seront tous au rendez-vous et personne, je dis bien personne, ne pourra empêcher ce mouvement. Quiconque se lèverait pour l'empêcher serait à jamais radié de toute l'histoire de la gauche, serait à jamais radié de l'histoire des travailleurs et de la classe ouvrière de ce pays.* »

CORRESPONDANCE

Les évasions du sergent-chef Mitterrand

M. Paul Charvet, de Paris, nous écrit :

Ancien compagnon de captivité de François Mitterrand, je réagis à la dernière phrase de l'article « Les arrière-pensées d'un pèlerinage », de Jean Wetz, publié dans *le Monde* du 7 mars. Elle tend à faire passer une difficile évasion pour une promenade.

Arrivé le 30 septembre 1940 au Kommando 1515 à Schaala, près de Rudolstadt, j'y ai connu François Mitterrand jusqu'au 5 mars 1941, jour de sa *première* évasion. Il s'agissait d'un Kommando de trois cents prisonniers jugés irrécupérables, parce qu'ils avaient déjà tenté de s'évader ou parce qu'ils ne savaient rien faire de leurs mains.

La surveillance était donc très stricte, tant au campement (ancienne usine de porcelaine) que sur les lieux de travail et les parcours pédestres allers et retours. De nombreuses sentinelles armées nous entouraient sans cesse. Le régime alimentaire était aussi dérisoire que ceux des camps de représailles connus par la suite. Aucune autre ressource que les colis familiaux.

Dans le secret de son projet, plusieurs mois avant, j'ai vu Mitterrand préparer minutieusement son évasion, mettant de côté jour après jour ses provisions de voyage, sans jamais enfreindre, bien au contraire, la règle du partage qui régnait dans notre groupe.

C'est donc sous-alimenté que, en compagnie de Xavier Leclerc, il s'enfuit, le 5 mars 1941 au matin, d'un chantier de l'intendance militaire allemande, forçant une clôture de barbelés, deux camarades, Finiftes et Berthelot, protégeant leur fuite de la vue des sentinelles.

Ils marchèrent plus de vingt-deux jours vers la Suisse, au milieu d'une population dressée par les médias nazis à rechercher tout évadé, tout suspect. Chacun sait combien fut rude et long hiver 1940-1941, surtout sur le parcours Thuringe, Franconie, Jura souabe.

Evadé malchanceux, je retrouvai Mitterrand le 24 juin 1941 au Stalag IX A près de Cassel. Avec la même ténacité, il préparait une autre évasion depuis ce camp et au travers des barbelés, qui, depuis le 28 novembre 1941 au 10 décembre de la même année, le conduisit en France après une reprise à Metz qui lui valut de s'évader à nouveau du camp de Boulay sous les balles allemandes.

M. Marchais assure à ses partisans que leurs suffrages « contribueront à ouvrir la voie au changement »

Le parti communiste a organisé, samedi 7 mars, sous un chapiteau dressé près de la place d'Italie, à Paris, un rassemblement de femmes, dont le slogan principal était : « *Pour battre Giscard et pour changer, les femmes avec Marchais.* » Le candidat communiste, qu'entouraient un millier d'élues du P.C.F., a ironisé sur les femmes dont M. Giscard d'Estaing « *s'entoure* ».

« *Ce sont*, a-t-il dit, *les baronnes et les patronnes, les héritières et les banquières, les duchesses et les princesses, les repues et les parvenues. Un seul exemple : Mme Pelletier, dont le père est ancien directeur de la banque Paribas, le mari membre de la direction de la banque Indo-Suez, le gendre dirigeant de la banque Rothschild. Elle-même, elle est — cela lui va comme un bijou Cartier — élue municipale à Neuilly, la ville des nantis.* »

M. Marchais a exposé son programme social et il s'est prononcé pour « *le développement de l'éducation sexuelle et de la contraception et le remboursement de l'I.V.G. à 100 % par la Sécurité sociale* ». Il a précisé ses propositions en matière économique, puis il s'est interrogé sur « *les conditions du changement* », qui ne peut venir, a-t-il dit, ni de M. Giscard d'Estaing ni de M. Chirac.

M. Marchais a poursuivi : « *Que répond François Mitterrand aux trois conditions nécessaires pour que ça change dans notre vie ? Il répond non, trois fois non. Non à une politique nouvelle et aux moyens de la mettre en œuvre. Non à la participation de ministres communistes pour appliquer cette politique. Non à vos luttes* »

Le candidat communiste a accusé M. Mitterrand de s'être déclaré favorable au « *travail de nuit et au travail du dimanche pour les salariées féminines* » et à « *l'organisation du chômage partiel des femmes* ».

M. Marchais a ajouté : « *Si François Mitterrand ne veut pas avoir les communistes comme partenaires, alors avec qui veut-il former une coalition pour gouverner ? Ce ne peut être, hélas ! qu'avec la droite Et donc pour faire la même politique que la droite.* » Le secrétaire général du P.C.F. a de nouveau accusé le P.S. de tenter de « *démanteler le parti communiste de l'extérieur et de l'intérieur* ». Il a poursuivi : « *Giscard d'Estaing et François Mitterrand s'accordent pour vous offrir un numéro de duettistes. Ils essaient de vous faire croire qu'ils sont seuls en piste, qu'ils ont seuls des chances, que les autres candidats sont des figurants. Au fond, ce dont ils rêvent, ce qui les arrangerait, c'est qu'il n'y ait pas de premier tour. C'est une élection à l'américaine, avec deux candidats qui vous présenteraient, pour la galerie, un match sur des questions secondaires, en étant d'accord sur l'essentiel.*

» *Eh bien ! non, ne vous laissez pas prendre ! Nous sommes en France, pas aux Etats-Unis. Ne laissez pas les politiciens vous voler votre droit démocratique de choisir au premier tour, en toute liberté, votre candidat. Imposez-leur ce pluralisme dont ils ont plein la bouche quand il s'agit de la Pologne, mais qui les gêne et auquel ils essaient d'échapper en France.*

» *Au premier tour, en tout état de cause, aucun candidat ne peut être élu. Alors, faites votre choix sans vous laisser impressionner. Sans vous laisser détourner de vos intérêts de travailleuses, de femmes. Votez pour le candidat communiste. Et, au soir du premier tour, chaque suffrage que vous aurez porté sur lui contribuera à ouvrir la voie au changement.* »

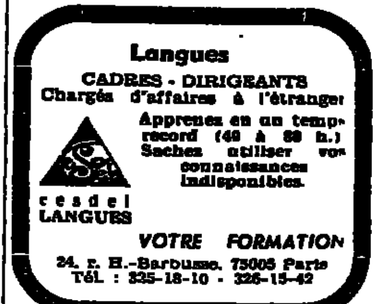
● *Soixante-sept communistes ayant participé à la Résistance* et pour la plupart, aujourd'hui, membres du comité central ou élus du P.C.F., ont signé une déclaration dénonçant « *la scandaleuse tentative de débauchage* » à laquelle se serait livré M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, en exprimant son intérêt pour la démarche, hostile à la direction du P.C.F., d'une soixantaine de membres ou d'anciens membres de ce parti, parmi lesquels d'anciens résistants (*le Monde* du 27 février).

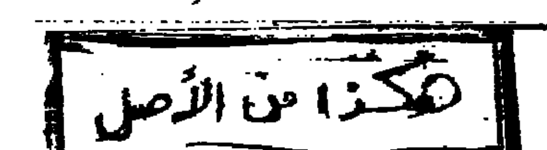
Cette déclaration est signée notamment par MM. Auguste Gillot, ancien membre du Conseil national de la Résistance ; Fernand Grenier, ancien membre du gouvernement provisoire ; Albert Ouzoulias, ancien commissaire militaire national des F.T.P. ; Henri Rol-Tanguy, ancien chef des F.F.I. d'Ile-de-France, et Mme Marie-Claude Vaillant-Couturier, ancienne déportée.

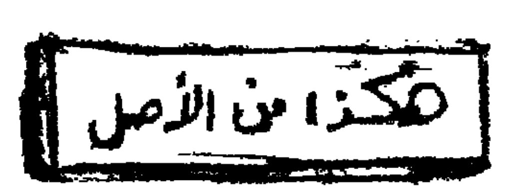
Mmes BOUCHARDEAU (P.S.U.) ET LAGUILLER (Lutte ouvrière) COMPTENT SUR LE PARRAINAGE DE PLUS DE CINQ CENTS ÉLUS

Mme Huguette Bouchardeau, candidate du P.S.U. à l'élection présidentielle, a annoncé, dimanche 8 mars, que six cent trente élus s'étaient engagés à parrainer sa candidature. Evoquant « *les pressions exercées par la direction du P.S. sur ses élus* » pour les dissuader de donner leur signature à un candidat autre que M. Mitterrand, Mme Bouchardeau a déclaré : « *Si François Mitterrand nous contraignait au silence au premier tour, il nous y contraindrait aussi au second, se retrouvant alors seul, en tête à tête avec Georges Marchais. Il s'agit de savoir s'il veut gagner ou s'enfermer dans le piège qui lui est tendu de toutes parts.* »

Mme Arlette Laguiller, candidate de Lutte ouvrière (trotskiste), a indiqué, de son côté, à Montbéliard (Doubs) qu'elle avait « *largement dépassé* » les cinq cents promesses de signatures nécessaires pour se présenter. Résumant la position de son organisation sur l'élection des 26 avril et 10 mai, Mme Laguiller a déclaré : « *Si c'est Giscard qui gagne, rien n'est encore perdu. Si c'est Mitterrand qui l'emporte, rien n'est encore gagné.* »







...RATION
P.C.F.
JEAN-MARIE COLOMBANI



DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

MM. Chirac et Giscard d'Estaing se succèdent à la télévision

La précampagne présidentielle est marquée, lundi 9 mars, par l'émission « Cartes sur table » d'Antenne 2, dont l'invité est M. Jacques Chirac, et par « Le grand débat » de TF 1, mardi 10, avec M. Valéry Giscard d'Estaing.

Le maire de Paris a poursuivi, pendant le week-end, sa tournée en province en se rendant à Nice, où il a reçu l'appui de M. Jacques Médecin, député U.D.F. en rupture de giscardisme. M. Chirac visitera la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe à partir de mercredi.

Le président de la République, après l'avoir reçu à déjeuner à l'Elysée, devait s'entretenir, lundi après-midi, avec M. Gerald Ford, ancien président des Etats-Unis. L'emploi du temps du chef de l'Etat était relativement allégé avant l'émission de TF 1 : on attendait généralement qu'à cette occasion il réponde aux accusations portées contre lui au cours du septennat. M. Giscard d'Estaing devrait être l'invité d'Antenne 2 (« Cartes sur table »), le 30 mars, où il succéderait à M. François Mitterrand, le 16 mars, et à M. Georges Marchais, le 23 mars.

Lors de la convention nationale de l'U.D.F., qui a siégé samedi à Paris, les dirigeants giscardiens se sont attachés à mobiliser l'électorat en vue du premier tour. Ils paraissent craindre, en effet, que M. Giscard d'Estaing pâtisse, le premier dimanche de l'élection, d'un relatif désintérêt du corps électoral pour le scrutin et de la volonté de certains électeurs de la majorité de « donner une leçon » au président sortant.

M. Jacques Médecin, député U.D.F., maire de Nice apporte son soutien au maire de Paris

De notre envoyé spécial

Nice. — M. Jacques Médecin, député U.D.F. des Alpes-Maritimes, président du conseil général, maire de Nice et ancien secrétaire d'Etat au tourisme de 1974 à 1976, a apporté son soutien à la candidature de M. Jacques Chirac. Le maire de Nice a accompagné tout au long de la journée du dimanche 8 mars le candidat gaulliste qui effectuait une visite électorale dans le chef-lieu des Alpes-Maritimes.

Sous le vaste chapiteau du théâtre de verdure, en bordure de la promenade des Anglais, devant cinq mille personnes, M. Médecin, après avoir fait l'éloge de son ancien premier ministre, a lancé sous les applaudissements : *« Je vous souhaite du fond du cœur la plus grande chance dans la campagne présidentielle (...) Vous savez faire l'union étroite de tous les Français. »*

Un peu plus tard, lors d'un banquet de mille personnes organisé par les *Limousins de la* Côte d'Azur, M. Jacques Médecin a confirmé son accord avec le maire de Paris. Reprenant son double refus de l' *« immobilisme actuel »* et de la *« solution socialiste »*, il a assuré : *« Il existe un autre chemin, et je vous propose de le suivre »*. Il a même ajouté : *« Je suis fier et heureux de dire à Jacques Chirac la confiance que les Niçois mettent en lui. Il est temps que nous ayons à la tête de ce pays un homme équilibré comme lui. »*

Le maire de Nice a expliqué notamment qu'il partage avec M. Chirac *« la dénonciation du dirigisme étatique dont la province se sent écrasée et de la bureaucratie envahissante »*, toutes choses, a-t-il dit, *« pour lesquelles nous n'avions pas voté en 1974 »*.

Dans l'entourage du maire de Paris, on se demandait, dimanche soir, si l'exemple de M. Médecin ne serait pas suivi par d'autres élus. On notait la présence aux manifestations niçoises de plusieurs élus « médecinistes », ainsi que celle de M. Francis Palméro, sénateur (union centriste) *des Alpes-Maritimes*, ancien maire de Menton, où son successeur, M. Emmanuel Aubert, député R.P.R., préside le comité de soutien « chiraquien » du département. M. Charles Ehrmann, député U.D.F., est venu saluer M. Chirac alors que l'autre député « giscardien », M. Fernand Icart, était absent, de même que M. Pierre Sauvaigo, député apparenté R.P.R. qui, lui, a pris position pour M. Debré.

Dans son discours du théâtre de verdure, M. Chirac a provoqué des huées d'égale intensité lorsqu'il a évoqué *« le choix désespérant »* qui s'offre entre *« la poursuite de l'étatisme inefficace et la solution socialiste, qui n'a pas changé depuis 1974 »*.

Il a rappelé ses propositions économiques, affirmé qu'il faut *« d'abord augmenter la croissance, résorber le chômage et redonner aux travailleurs et aux entreprises le sentiment que leur travail est rentable. »*

M. Chirac a aussi insisté sur la politique étrangère : *« De concession en concession, de compromis en compromis, on accepte, par légèreté ou par faiblesse, toute une série de choses qui mettent en cause la grandeur de la France dans le monde. »*

Après avoir cité l'exemple de Mme Thatcher, *« qui a plus de caractère que nous pour défendre ses intérêts nationaux »*, le candidat a évoqué l'accord international sur les problèmes sanitaires de l'Afrique (*le Monde* du 3 mars) en disant :

« Nous apprenons avec stupéfaction qu'à l'occasion d'une conférence internationale secrète et sournoise la France vient d'abandonner dans les mains des Etats-Unis toutes les responsabilités qu'elle détenait dans la politique sanitaire en Afrique. » Il répète alors à deux reprises : *« C'est proprement scandaleux »*, avant de conclure : *« Si nous voulons bientôt ne plus représenter que 1 % du monde, nous n'avons qu'à continuer dans cette voie. »*

ANDRE PASSERON.

AU TERME D'UN LOURD CONTENTIEUX

Le ralliement de M. Jacques Médecin à M. Jacques Chirac *vient clore un lourd contentieux* entre le maire de Nice et les giscardiens. Nombre de ceux-ci le considéraient, en effet, comme une personnalité quelque peu *encombrante, et il était persona non grata* dans toutes les instances et à toutes les manifestations du P.R. ou de l'U.D.F.

En 1978, alors que diverses *rumeurs s'étaient propagées* à l'occasion de la « disparition » du maire de Nice (parti en fait se marier à Los Angeles), M. Médecin avait évoqué son avenir politique dans une interview au *Monde* du 18 août. A la question *« songez-vous à quitter le P.R. où l'on vous dit mal à l'aise ? »*, il avait répondu : *« Il est évident que si je gêne quelqu'un au P.R. je m'en irai sans verser de larmes. Les chiraquiens seraient, bien sûr, très attentifs à mon départ. Car, [je suis un] homme très puissant toujours capable de renverser une majorité à Nice en faveur de l'un ou l'autre des candidats à l'élection présidentielle. »*

● *M. Jacques Chirac*, dans une interview au *Figaro* du 9 mars, estime notamment : *« Le choix n'est pas entre M. Giscard et M. Mitterrand, mais entre eux deux et moi. Je suis seul à proposer des solutions nouvelles. Si M. Mitterrand était élu, ce que je ne crois absolument pas, reprocheriez-vous à M. Giscard d'Estaing d'en être le responsable ? »*

« Je suis le seul candidat totalement dégagé des étiquettes et des idéologies » déclare M. Debré

Dans une interview publiée lundi 9 mars par le *Quotidien de Paris*, M. Michel Debré déclare notamment : *« La majorité comme l'opposition nous conduisent à présent dans une impasse, et je suis frappé de voir qu'à l'intérieur de l'une comme de l'autre il y a des hommes malheureux de cet irréalisme (...). D'un côté, une sorte d'autosatisfaction irréelle, de l'autre des illusions absurdes, de l'un et l'autre côté un refus de voir les exigences du monde et un renoncement à la grandeur de la France : voilà le spectacle qui nous est offert. J'ajouterai, ce qui apparaît encore plus nettement, qu'il y a maintenant quatre candidats soutenus par quatre formations politiques et que je suis le seul à être totalement dégagé des étiquettes et des idéologies. Je crois cette position conforme à l'esprit des institutions (...).*

» Le discours que je tiens est au-dessus de cette division de la France. Le seul regret que j'éprouve, c'est de constater l'absurdité des thèses de l'opposition. La division de la France en deux se trouve ainsi encouragée de part et d'autre. Soyons concrets : lutter pour le redressement économique, lutter pour le rajeunissement de la France, ne relève pas d'une idéologie ni d'un choix de société, mais simplement d'une volonté de satisfaire à des exigences indispensables à tous les Français quels qu'ils soient.

L'ancien premier ministre regrette, d'autre part, que la Constitution n'ait pas été modifiée, *« lors du référendum de 1962 sur l'élection du président au suffrage universel »*, afin d'y inscrire le non-renouvellement du mandat présidentiel : *« Ce que nous voyons depuis un très long temps, c'est que l'action présidentielle et l'action gouvernementale ont été orientées vers la réélection du président actuel. Et le spectacle auquel nous avons assisté — que l'historien analysera — confirme, si besoin est, que la longueur du mandat présidentiel, qui est une bonne chose en soi, doit être assortie de l'impossibilité de son renouvellement (...).*

» Dans une très large mesure, le bilan du septennat est négatif, et il est clair que la notion de renouvellement du mandat présidentiel pèse depuis longtemps sur un point essentiel : la lutte contre l'inflation. L'erreur de diagnostic dont la France souffre a été renforcée par l'idée que mieux valait suivre la pente facile de l'inflation et que cela durerait au moins autant que le septennat. Les immenses difficultés qui vont suivre ce bilan négatif montrent à quel point il eût été préférable qu'il n'y ait eu ni pensée ni espérance de renouvellement du mandat du président. »

LA TROISIÈME CONVENTION DE L'U.D.F.

M. Lecanuet recommande aux giscardiens de « mobiliser l'électorat dès le premier tour sur l'objectif du second tour »

La troisième convention nationale de l'U.D.F., qui a siégé samedi 7 mars, à Paris, salle Pleyel, n'avait pas de réelle raison d'être. L'opportunité de sa convocation avait même donné lieu à contestation au sein de l'état-major. C'est l'un des éléments qui expliquent l'atmosphère un peu morose dans laquelle se sont déroulés les débats : ni ferveur ni enthousiasme à la mesure de l'enjeu de la campagne qui s'ouvre.

L'autre explication du climat particulier de cette journée doit être recherchée dans le sentiment d'amertume mal camouflé que ressentaient la plupart des dirigeants présents : dans leur majorité, ceux qui présidaient à ces assises étaient ceux auxquels, depuis trois ans, on avait demandé de travailler sans relâche à mettre en place un « grand parti du président ». Et c'était à eux qu'on venait de demander de... se faire oublier. En effet, si un président élu a besoin d'un parti, un président-candidat doit, tout au contraire, paraître n'avoir jamais eu le moindre rapport avec une organisation politique.

Les responsables de l'Union pour la démocratie française ont donc joué leur rôle avec application et esprit de sacrifice. Mais on voyait bien que le cœur n'y était guère.

En outre, depuis quelques jours, se développe dans les rangs giscardiens, ce que l'on pourrait nommer « le syndrome de Marignan ». Il y a désormais les « élus » et les « laissés-pour-compte ». Il y a ceux qui disposent d'un bureau au quartier général électoral de M. Giscard d'Estaing et ceux qui n'en ont pas.

Ces tensions et ces amertumes s'effaceront sans doute à mesure que la bataille électorale prendra de l'ampleur. Elles ne sont, en outre, pas déterminantes pour la suite des événements. M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., s'est attaché à fixer un objectif aux quelques deux mille militants présents : *« Il faut que, dès le premier tour, Valéry Giscard d'Estaing obtienne le résultat le plus fort possible. Il faut, dès le premier tour, mobiliser l'électorat sur l'objectif du second tour. Il faut réduire le nombre d'électeurs de la majorité tentés de « donner une leçon » au premier tour, afin d'exprimer un mécontentement catégoriel. »*

« L'objectif du second tour », *c'est-à-dire* le regroupement des électeurs de la majorité autour de la candidature du président sortant, explique que les attaques contre M. Chirac aient été rares. M. Lecanuet a toutefois, sans nommer le candidat gaulliste, stigmatisé *« la versatilité qui brûle, à l'écart du pouvoir, ce qu'elle adorait au pouvoir »* et rangé parmi les *« choix conservateurs »* les options du R.P.R.

M. Mitterrand en revanche n'a pas été épargné. *« Avec lui victorieux, nanti d'une jambe socialiste et d'une jambe communiste qui n'iraient pas dans la même direction, la France aurait un président bancal. Un président de la IVe sous la Ve »*, a dit le président de l'U.D.F. *« Il conduirait le pays à une triple catastrophe : économique, politique et morale »*, a dit le délégué général, M. Michel Pinton, qui s'est, d'autre part, employé à faire valoir le bilan du septennat.

Au cours de la séance à huis clos du samedi matin, les congressistes avaient entendu MM. Philippe Pontet et Jean-François Deniau, venus leur présenter les orientations de la campagne présidentielle. A M. Deniau, ils avaient réservé un accueil chaleureux. L'ancien ministre chargé des réformes administratives les avait encouragés à préparer leurs arguments pour répondre sur trois des thèmes qui, immanquablement, nourriront les attaques contre M. Giscard d'Estaing : le déficit du commerce extérieur, l'inflation et le chômage.

Sur le premier point il a évoqué la relativité des résultats chiffrés. *« En réalité*, a-t-il dit, *un Français exporte comme deux Japonais. »* Sur le second point, l'inflation, M. Deniau a « rodé » une autre formule : *« En ce qui concerne l'expansion, la France pas connu une seule année négative, en sept ans. »* Enfin au sujet de l'emploi, il a confirmé l'importance attachée aux propositions qu'avancera M. Giscard d'Estaing en ce domaine. Ces propositions sont en préparation et c'est le candidat lui-même qui les fera connaître le moment venu.

Outre l'emploi, les deux autres axes de la campagne du président sortant seront les thèmes *« bilan institutionnel et libertés »* et *« rôle de la France dans le monde »*.

M. Deniau a aussi estimé que la campagne du chef de l'Etat ne devait pas se développer au niveau catégoriel, d'une part parce que ses adversaires ont tendance à développer la leur en ce sens, d'autre part parce qu'en tant que chef de l'Etat il devait incarner le progrès général de la collectivité nationale.

Enfin M. Deniau a réaffirmé qu'il ne saurait être question de négociation avec qui que ce soit entre les deux tours. Il a souligné — confirmant ainsi que les responsables giscardiens sont relativement inquiets sur ce point — que le résultat du premier tour devait être *« le meilleur possible »*. Mais, a-t-il ajouté, cela ne doit pas inciter les giscardiens à s'en prendre violemment à M. Chirac, même si, en privé, ils peuvent s'attacher à mettre en évidence les contradictions et le *« néo-poujadisme »* de l'ancien premier ministre.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

● *Le Journal du dimanche* a publié le 8 mars un sondage réalisé du 4 au 6 mars par l'IFRES auprès de mille cent dix-neuf personnes. Il en ressort que 13,2 % des personnes interrogées ont jugé la déclaration de candidature de M. Giscard d'Estaing *« pas convaincante »*, 5 % l'ont jugée *« pas rassurante »*, 6,2 % l'ont trouvé *« convaincante »*, 6,5 % *« rassurante »*. La même enquête fait apparaître que 65 % des personnes interrogées considèrent que M. Giscard d'Estaing est le seul candidat de la majorité capable de battre M. Mitterrand. 57,4 % estiment que les candidats devraient faire connaître le nom du premier ministre qu'ils appelleront s'ils sont élus. Interrogé sur cette dernière question, M. Pierre Mauroy a indiqué, dimanche 8 mars, au micro d'Europe 1, que *« dans l'esprit des institutions »* il ne lui paraît pas *« indiqué »* que le nom du premier ministre soit révélé pendant la campagne.

LA « MISE EN DISPONIBILITÉ » DE M. SAUZAY

Dans *la Lettre de la Nation* du 9 mars, Pierre Charpy écrit : *« Philippe Sauzay, préfet de la Sarthe, a été, au dernier conseil des ministres, placé en position de disponibilité. C'est fréquent quand un haut fonctionnaire veut temporairement changer d'activité, mais c'est le motif invoqué par la décision du conseil des ministres qui est aussi surprenant qu'anormal. Philippe Sauzay a, en effet, été « mis en disponibilité dans l'intérêt du service ». Or il quitte sa préfecture pour prendre la direction du cabinet du candidat Giscard d'Estaing. Le service de l'Etat se confond donc avec celui du citoyen-candidat. »*

Pierre Charpy qualifie cette décision d' *« astuce voyante mais choquante »*.

[La mise en disponibilité d'un préfet implique que son poste devienne vacant.

En 1974, plusieurs préfets avaient collaboré avec des candidats. Ce fut notamment le cas de M. Lucien Lanier, alors préfet du Pas-de-Calais, auprès de M. Giscard d'Estaing et de MM. André Chadeau, alors préfet de la région Nord - Pas-de-Calais, et Philippe Mestre, préfet de la région de Basse-Normandie, auprès de M. Chaban-Delmas. Ils n'avaient toutefois pas été mis en disponibilité. Ce problème avait été examiné par M. Poher, président par intérim, le 10 avril 1974 (« le Monde » du 12 avril) et il avait été admis que les préfets devraient exercer ces collaborations politiques avec une certaine discrétion, car ils demeurent, même pendant leurs périodes de vacances, soumis à l'obligation générale de réserve des fonctionnaires.]

LE NOUVEL observateur

PA-
RA-
NO ?

On le serait à moins.

Deux ministres assassinés, un troisième qui se suicide. Un haut responsable de la police qui ment au juge qui l'interroge, puis se rétracte... Un ministre de la Justice qui, au nom du droit de réponse, fait au "Monde" un procès et le perd, sa réponse elle-même contenant des manquements à la loi. Ajoutez, en deux ans, 159 attentats racistes ou fascistes restés impunis. Ajoutez, au *nom* de la *sécurité*, la limitation insidieuse des libertés de grève, de manifestation, d'aller et de venir. Ajoutez une justice mise en accusation par le gouvernement lui-même... Voilà l'Etat dont le chef demande aux Français de le réélire. Parano Le Nouvel Observateur ? On peut répondre par cette autre question : ceux qui s'apprêtent à voter pour un tel chef d'Etat, ne sont-ils pas, eux, un peu... masos ?

L'Etat hors-la-loi : le dossier d'instruction des illégalités commises par l'Etat giscardien. Plus un sondage sur le degré de confiance que les Français accordent à leurs valeurs, leurs notables, leurs médias, leurs institutions. Où l'*on* voit que règne la confiance pour les valeurs établies. Sauf précisément la... ?

(cette semaine)



L'INCROYABLE VOYAGE DE MONSIEUR BERTRAND

« Vous avez perdu un quoi ?!?! »

— Vous avez perdu un quoi ?! s'étrangla le chef de poste. A l'autre bout du fil, l'accompagnateur s'épongea le front. Il était hâve et déguenillé, n'avait pas dormi depuis trois jours. Comment allait-il expliquer qu'un des membres du groupe dont il avait la charge s'était évaporé en plein Hoggar !

Au départ d'Orly, M. Bertrand avait pourtant un air des plus convenables : la quarantaine, costume gris, agent d'assurances à Montluçon...

Mais, apparemment, M. Bertrand ne s'occupait à longueur d'année des risques des autres que pour pouvoir, un mois sur douze, en prendre lui-même... Dès l'arrivée du groupe à Tamanrasset, il s'était métamorphosé en bouillant baroudeur et avait commencé à se plaindre de la monotonie de la randonnée tout en bassinant ses compagnons avec le récit de ses prouesses passées :

— Le Zambèze en monocoque, ça c'est du vécu !

Et les coupeurs d'oreilles à Sumatra, les joueurs de couteaux à Macao, les nénuphars carnivores, l'abominable homme des neiges, l'éruption du Boulou-Boulou, les requins-marteaux...

Les autres songeaient sérieusement à le faire enlever par des Touareg, lorsque, un beau matin, il leur faussa compagnie, ne laissant qu'un mot laconique :

— J'ai soif de désert, à nous deux, le Tanezrouft !

Ils retrouvèrent bien sa land-rover, sa gourde, un short, plusieurs cartouches vides (de stylo) et une de ses pataugas, mais de M. Bertrand, rien !

Il fallut faire intervenir le Consulat, l'armée et les hélicoptères et ce n'est qu'au bout de six semaines que d'inhabituels mouvements de foule dans les parages plutôt généralement déserts de Bordj-el-Houakt permirent de lui remettre la main dessus :

installé à l'ombre d'une haute tente de laine blanche, M. Bertrand, en babouches et djellaba, vendait des assurances-vie à tous les caravaniers du Sahara...



Le circuit d'une semaine dans le Hoggar : 4 160 F.

nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage
66, bd Saint-Michel 75006 PARIS 329 12 14

POLITIQUE

Trois élections cantonales...

FINISTERE : canton de Briec (2e tour).

Inscr., 6 171 ; vot., 4 319 ; suffr. expr., 4 127. M. Pierre Nédellec, *U.D.F.-C.D.S., 3 061 voix, ELU* ; René Pétillon, P.S., 1 040 ; Pierre Jain, R.P.R., 26.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Pierre Stéphan (U.D.F.-C.D.S.), ancien maire de Briec, décédé en janvier, qui avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1976 avec 3 568 voix contre 512 à M. Robert Deniel (P.S.) et 357 à M. Marcel Tilly (P.C.). Il y avait eu 5 882 inscrits, 4 558 votants et 4 437 suffrages exprimés.

Au premier tour de cette élection partielle, M. Nédellec était arrivé en tête avec 2 289 voix contre 1 295 à M. Jain, 656 à M. Pétillon, 201 à *M. Hervé Latimier (U.D.B.)* et 178 à M. Christian Collimard (P.C.) sur 4 682 suffrages exprimés, 4 658 votants et 6 174 inscrits.

Face à M. Nédellec qui l'emporte avec 74.17 % des suffrages exprimés, le candidat socialiste obtient 25.19 % des voix soit mieux que le total des voix de gauche du premier tour qui représentait 22,31 % des suffrages exprimés.

Le candidat R.P.R., M. Jain s'était désisté après le premier tour pour M. Nédellec.]

JURA : canton d'Orgelet (1er tour).

Inscr., 3 201 ; vot. 2 314 ; suffr. expr., 2 259. MM. Joseph Michel, P.S., 1 054 voix ; Pierre Burdy, U.D.F., 894 ; Alain Vuitton, P.C., 311. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Pierre Futin (U.D.F.-rad.), décédé le 22 janvier dernier. Conseiller général depuis 1951, Pierre Futin avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars 1976 avec 1 298 voix contre 1 182 à M. Joseph Michel (P.S.) sur 2 522 votants et 2 478 suffrages exprimés. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 3 041 ; vot., 2 267 ; suffr. expr., 2 205 ; MM Futin, 976 ; Michel, 904 ; Vuitton, 325.

Par rapport au premier tour de 1976, le candidat socialiste gagne 5,66 points de pourcentage (46.65 % contre 40.99 %). En revanche, le représentant de la majorité en perd 4,69 (39,57 % contre 44,26 %) et celui du P.C. 0,97 (13,76 % contre 14,73 %).

Depuis le décès de Pierre Futin, le conseil général du Jura est composé de dix-sept conseillers généraux favorables à la majorité et de seize élus de l'opposition.]

NORD : canton de Lille-Centre (1er tour).

Inscr., 10 812 ; vot. 3 554 ; suffr. expr., 3 513. Mmes Denise Ségard, U.D.F., 2 118 voix ; Denise Cacheux, P.S., adj. au maire de Lille, 700 ; MM. Claude Sylard, P.C., cons. mun. de Lille, 278 ; Robert Valbrun, R.P.R., 277 ; Pascal Defrance, Radio-libre, 140. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Norbert Ségard (U.D.F.), ministre délégué auprès du premier ministre, décédé dans la nuit du 31 janvier au 1er février, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1976. Les résultats avaient alors été les suivants : inscr., 11 932 ; vot., 6 475 ; suffr. expr., 6 317 ; Norbert Ségard, 3 755 voix ; MM. Samy Boschner (P.S.), 1 369 ; Sylard (P.C.), 697 ; Bernard Sirot (CNIP), 253 ; Mme Nelly Werbrouck (M.R.G.), 136 ; M. César Weexsteen (sans étiq.), 107.

Bien qu'elle ait recueilli 60,29 % des suffrages exprimés (soit un peu mieux que les 59,44 % obtenus par son mari en 1976), Mme Ségard n'est pas proclamée élue, car elle n'a pas totalisé un nombre de voix égal au quart du nombre des inscrits. Face à Mme Ségard, qui avait reçu le soutien de l'U.D.F. et celui des instances nationales du R.P.R., l'ancien conseiller général de ce canton, M. Robert Valbrun, ancien député soutenu par le comité R.P.R. de la 1re circonscription du Nord, ne recueille que 7,88 % des voix.

Mme Cacheux (P.S.) enregistre, avec 19,92 % des suffrages exprimés, un recul par rapport au score de 21.67 % de son prédécesseur socialiste. Il en est de même pour le P.C.F. qui passe de 11,03 % en 1976 à 7,91 %.]

... et quatre municipales

HAUTE-CORSE : Calvi (1er tour).

Inscr. 2 670 ; vot. 2 327 ; suffr. expr. 2 303. Liste conduite par M. Xavier Colonna appr. M.R.G. et composée de 8 M.R.G., 7 mod., 2 soc., 2 U.D.F. et 3 R.P.R. : 1 024 voix en moyenne ; liste conduite par M. Jean Orabona, ancien député, ancien maire, R.P.R. et composée de 14 R.P.R. et 7 U.D.F., 869 voix en moyenne ; liste conduite par M. Jacques Sauvageot et composée de 8 div. g., 6 P.C., 4 P.S. et 3 autonomistes, 391 voix en moyenne. *Il y a ballottage pour les 21 sièges à pourvoir.*

Le 2 janvier dernier, le conseil municipal avait remis sa démission. Cette décision mettait un terme au conflit qui opposait le maire M. Xavier Colonna (app. M.R.G.) et huit de ses colistiers au « groupe des douze » animé par M. Jacques Sauvageot. Le climat au sein du conseil municipal avait connu une première et sévère dégradation lorsque, au lendemain de l'affaire de Kolwezi, M. Colonna avait fait l'éloge du colonel Erulin devant le président de la République venu en Corse en juin 1978.

En mars 1977, la liste de M. Colonna avait été réélue avec 1 124 voix en moyenne contre 795 à la liste menée par M. Marchetti (R.P.R.), sur 2 045 suffrages exprimés, 2 064 votants et 2 337 inscrits. Le scrutin ayant été annulé, une élection avait été de nouveau organisée en juillet. Sur 2 336 inscrits, 1 856 votants et 1 839 suffrages exprimés, la liste Colonna avait été élue avec 1 173 voix en moyenne contre 631 à la liste Marchetti.]

FINISTERE : Briec (1er tour).

Inscr. 2 369 ; vot., 2 250 ; suffr. expr., 2 187. MM. Pierre Le Gars, R.P.R., 750 voix ; Michel Le Du, U.D.F.-C.D.S., 636 ; René Pétillon, P.S., 532 ; Paul Schalten-Brand, div. maj., 192 ; Jacques Croizette-Desnoyers, div. maj., 77. *Il y a ballottage pour le siège à pourvoir.*

[Il s'agit de compléter le conseil municipal après le décès du maire Pierre Stephan (U.D.F.-C.D.S.). Le conseil municipal comprend actuellement 18 U.D.F. et app. et 4 R.P.R.]

FINISTERE : Guipavas (1er tour).

Inscr., 7 099 ; vot., 3 974 ; suffr. expr., 3 798. Liste pour une action communale et sociale présentée par M. Charles Kerdilès, 1 740 voix en moyenne ; liste d'union pour l'autogestion (P.S.) conduite par M. Michel Kerjean, 1 396 voix en moyenne ; liste pour l'union et le changement (P.C.), 454 voix en moyenne. *Il y a ballottage pour les neuf sièges à pourvoir.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement des neuf conseillers municipaux démissionnaires qui avaient été élus en mars 1977 sur une liste modérée d'entente de M. Jean-Noël Kerboul. Le 9 novembre dernier au cours d'une réunion du conseil municipal, un différend avait éclaté entre le maire, M. Charles Kerdilès (mod.), dont la liste avait eu en 1977 quatorze élus, et le groupe de M. Kerboul, au sujet de l'établissement de l'ordre du jour. M. Kerboul et ses amis avaient souhaité connaître la position du maire et de ses colistiers sur l'expropriation éventuelle d'une propriété par la commune. Le maire ayant estimé qu'il était le seul maître de l'ordre du jour, les neuf élus de la liste Kerboul s'étaient démis de leur mandat.]

MANCHE : Agon-Coutainville (1er tour).

Inscr. 2 391 ; vot. 1 202 ; suffr. expr. 1 157. Liste de défense des intérêts communaux 541 voix en moyenne ; liste pour une gestion plus efficace 305 voix en moyenne ; liste d'union pour une gestion sociale 165 voix en moyenne ; liste du P.C. 133 voix en moyenne. *Il y a ballottage pour les deux sièges à pourvoir*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement du maire démissionnaire, M. Boissel-Donbreval (mod.) et d'un conseiller municipal qui avait quitté la commune, M. Palvadeau (mod.). Trois des quatre listes présentées pour ce scrutin partiel sont composées de candidats modérés ou sans étiquette. La quatrième, communiste, est arrivé en dernière position.]



PUBLIE :

Le réglement pédagogique conduisant au diplôme de

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

visé par

LE MINISTÈRE DES UNIVERSITÉS

— *Ce réglement fixe le cadre général des conditions d'admission, d'études, de cursus, de contrôles conduisant à l'attribution du diplôme de l'Institut Supérieur de Gestion visé par le Ministère des Universités. Il sert à tous d'engagement contractuel et pourra être consulté par tous ceux qui sont, ou seront concernés par l'I.S.G. et plus généralement par l'enseignement supérieur de la gestion* —.

A retourner à Edition SA, 16 rue Spontini, 75116 PARIS

M ______

Adresse ______

☐ Exemplaires du réglement I.S.G.

Ci-joint la somme de 16 F x .... ☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal

L'égalitarisme démasqué ?



Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays d'Europe, les citoyens rejettent les abus de l'Etat-Providence et les illusions de l'égalitarisme.

Dans ce débat qui bouleverse les données politiques des grands pays occidentaux, il manquait un manifeste français. Le voici.

La France se libèrera-t-elle enfin du Grand Tabou ?

ALBIN MICHEL

هكذا من الأصل

Le Monde

société

La lutte anti-drogue et la campagne des communistes

Le gouvernement se défend de faire preuve de « laxisme »

Mme Monique Pelletier s'est élevée, mercredi 4 mars, en faisant le bilan de la lutte gouvernementale contre la toxicomanie, contre les accusations de laxisme lancées ici ou là, et notamment par le parti communiste, à propos de l'action menée dans ce domaine par le gouvernement. Elle a rappelé que, pour la seule année 1980, les saisies se sont élevées à 14 275 doses de L.S.D., 71 kilos d'héroïne, 57,8 kilos de cocaïne, 10,4 kilos d'opium, 13,9 kilos de morphine et 7 tonnes de cannabis ; 10 958 personnes ont été arrêtées en 1980, parmi lesquelles 278 « trafiquants internationaux », « ces gros bonnets » qui sont suspectés souvent de bénéficier de protections.

Pourtant des trafiquants en assez grand nombre restent impunis, mais moins, semble-t-il, en raison de protections politiques que de la structure des réseaux de diffusion de la drogue de plus en plus disséminés. Cette multiplication des revendeurs occasionnels qui tentent de financer ainsi leur propre consommation aurait même pris, d'après la police, le relais des gros bonnets de la drogue. « Il n'est pas question, a affirmé Mme Pelletier, de ne pas considérer ces petits revendeurs comme des trafiquants. »

Les petites « fumettes » de Nanterre

Après les incidents du mardi 3 mars au conseil général des Hauts-de-Seine — incidents qui avaient interrompu au bout de quelques minutes le débat sur la toxicomanie réclamé par les élus du P.C. (*le Monde du 5 mars*), — les communistes n'ont pas lâché prise. Dès le lendemain, ils organisaient une conférence de presse au cours de laquelle Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, député communiste, conseiller général de Nanterre, reprenait les propos qu'elle n'avait pu tenir mardi tandis que les autres conseillers communistes citaient tour à tour « *des faits précis* », comme ils avaient promis de le faire, la veille en séance publique.

M. André Aubry, maire et conseiller général d'Antony, a cité — sans les nommer mais en les situant avec la plus grande *précision* — plusieurs lieux et établissements publics suspects d'être des foyers de trafic et de consommation de drogues. « *J'ai fourni ces renseignements aux services de police,* affirma-t-il, *ainsi que l'adresse exacte d'un appartement accueillant régulièrement des drogués : rien à ma connaissance n'a été fait.* »

M. Yves Saudmont, maire de Nanterre, a mis à nouveau en cause le lycée Joliot-Curie de cette ville. A l'appui de ses dires, il a fait état du compte rendu d'un récent conseil d'établissement du lycée au cours duquel un délégué des élèves avait affirmé « *connaître des utilisateurs et l'existence d'un trafic venu de province et prospérant dans les cafés alentour* ». M. Saudmont a désigné de la même façon le quartier des Pâquerettes, et le club des jeunes des Canibouts, à Nanterre.

Les accusations ainsi portées sont de plus en plus directes. Sur le terrain, la réalité apparaît moins dramatique, tandis que se fait jour une distinction que ne prennent en compte ni les communistes ni les services officiels : drogue dure d'un côté toujours condamnée et repoussée ; drogue douce de l'autre considérée avec davantage d'indulgence ou de sérénité.

Un « problème très diffus »

En premier lieu, l'accusation de laxisme lancée contre les services de police paraît à M. Jean Terrade, préfet des Hauts-de-Seine, « *tout-à-fait inadmissible et dénuée de tout fondement* ». Il cite pour l'année 1980, dans les Hauts-de-Seine, le chiffre de 475 arrestations d'usagers de drogue douce et de petits trafiquants-usagers (soit 20 % de plus qu'en 1979), et parle de 85 trafiquants arrêtés pendant la même période. « *Seulement,* explique-t-il, *il ne suffit pas de citer des noms. Il faut procéder à des enquêtes, souvent difficiles, avec filatures par exemple et cela demande naturellement un certain délai.* » Quant à la question de savoir si les élus communistes de Nanterre lui ont effectivement fourni, comme ils le prétendent, des lieux et des personnes incriminés, *M. Terrade se montre embarrassé. « Je préfère ne pas faire de commentaire,* avait-il dit à l'issue des incidents au conseil général, *car les noms cités sont ceux de gens dont les idées ne sont pas toujours conformes à celles de ceux qui les attaquent...* »

Du côté des services de police de Nanterre, l'atmosphère n'est pas non plus à la panique. On parle d'un « *problème très diffus* » ; le quartier des Pâquerettes, dans le Petit-Nanterre, désigné par le maire, « *n'apparaît pas particulièrement touché* ». Dans ce quartier, au milieu d'une impressionnante cité H.L.M., peuplée en majorité d'immigrés, se trouve le club des jeunes des Canibouts : des locaux vétustes et exigus mais en cours de rénovation où se retrouvent des enfants pour peindre et jouer et des adolescents pour discuter, faire de la musique ou organiser des sorties en groupe. « *Nous sommes stupéfaits et scandalisés des accusations qui sont portées contre nous* », s'exclame l'animateur permanent du club, qui énumère la longue liste des débats, projections, rencontres, organisés par le club sur les problèmes de la drogue, « *dans un souci d'information et de prévention* ». « *Depuis des années,* ajoute-t-il, *nous sommes sollicités pour participer aux fêtes de la ville et le bulletin municipal nous a consacré un article très élogieux. Vous n'y comprenons plus rien !* » Des drogués aux Canibouts ? « *Il y a sûrement des petits fumeurs occasionnels de haschisch qui y viennent. Comment l'empêcher ? Je leur demande au moins de ne pas fumer ici. Mais quand un jeune vient nous voir pour nous dire qu'il est « accro »* [accroché à l'héroïne] *et nous demande de l'aider, nous n'avons pas le droit de le renvoyer et de tourner le dos à la réalité...* »

Un des cafés du Petit-Nanterre : la salle est enfumée (mais pas d'odeur suspecte !). Sur le comptoir les verres s'alignent : demis de bière, ballons de rouge et pastis pour tout le monde. Pas la plus petite limonade... Manifestement, ce n'est pas d'un problème de drogue que souffre cet établissement ! Les adolescents du quartier ne se sentent pas davantage concernés : « *On a bien d'autres problèmes à régler ; trouver du boulot par exemple.* » On n'a pas l'impression que la police soit inactive : « *Il y a toujours des descentes de flics ; la police, c'est le mal personnifié.* » Parfois, on se laisse aller à la confidence : « *Une petite « fumette » n'a jamais fait de mal à personne,* dit un adolescent de dix-huit ans, *on trouve ici du haschisch ou de l'herbe comme partout ailleurs. Cela fait deux ans que j'en fume et je n'ai pas pour autant l'intention de passer à la « blanche »...* » « *D'ailleurs,* dit un autre, *ici il n'y en a pas. Pour en trouver, il faut aller à Belleville.* » De toute façon, ces jeunes n'apprécient pas que leur quartier soit montré du doigt par le maire. « *Tout cela est politique,* dit l'un d'entre eux. *On nous attaque parce qu'on est des émigrés et que les émigrés ça ne vote pas.* »

Reste le lycée Joliot-Curie. Son proviseur, M. Jean-Pierre Aboussouan, entend rendre sa juste dimension au problème. « *Je suis formel,* dit-il, *il n'y a pas de drogue dure dans cet établissement. Pour les drogues douces, il est plus difficile de le savoir, mais, d'après mes collaborateurs, il n'y en a pas non plus. D'ailleurs, il est interdit de fumer dans les bâtiments.* » M. Aboussouan a le sens des réalités : « *Il ne faut pas s'attaquer à des choses abstraites. Ici, j'ai constaté qu'il y avait deux dangers : le tabac et l'alcool. Nanterre est une ville ouvrière, c'est plus un problème de gros rouge que nous avons. Bien sûr, aucun lycée n'est épargné, mais, ceux des communes riches sont certainement beaucoup plus touchés que le nôtre par la drogue.* »

Et si d'aventure on découvrait un « petit fumeur » ? « *Le mot d'ordre est de la discrétion,* explique le proviseur. *En faire état publiquement serait inutile et nuisible. Nous avertissons les parents et surveillons attentivement l'élève. Il est rassuré de savoir que nous savons et que nous ne dramatisons pas.* » Il y a par contre beaucoup plus grave : M. Aboussouan détient des éléments tangibles qui lui permettent de dire que « *tout se passe comme s'il y avait une action concertée entre le maire de Nanterre et l'élève membre des jeunesses communistes auteur des « révélations »* ».

Autant qu'on puisse en juger, les cibles visées par les élus nanterrois pourraient n'être pas les mieux choisies. Certes, il existe bel et bien un problème de drogue dans le département. Mais le plus fort de la campagne communiste passé, ne risque-t-on pas de voir la montagne accoucher d'une souris ?

FRANÇOIS ROLLIN.

Réunion houleuse du conseil municipal de Montigny-lès-Cormeilles

Il y avait de l'ambiance, le vendredi soir 6 mars, à la réunion du conseil municipal de Montigny-lès-Cormeilles (Val-d'Oise). « *Vous êtes l'obscurantisme et la réaction. Nous n'accepterons jamais une société fondée sur la délation et le quadrillage idéologique. Je ne souhaite à aucun de ceux qui sont venus éructer sous les fenêtres d'une malheureuse famille immigrée que cela leur arrive un jour...* » Ces quelques gentillesses, parmi bien d'autres, Patrick Thomas, conseiller sans étiquette, les a adressées à ses dix-sept collègues communistes ou apparentés. Et, au premier d'entre eux, Robert Hue, ce maire connu pour ses récentes opérations antidrogue, il dira même : « *Robert, tu ne t'es pas conduit en maire, tu t'es conduit en chef de bande. Si tu as du cran et de l'honnêteté, alors plutôt que de faire état d'une pétition fondamentale, va au suffrage universel.* »

De fait, oui ; il y avait de l'ambiance. Les citoyens, ou les claques, comme l'on voudra, avaient fait le déplacement. L'opposition aussi. Tel ce responsable R.P.R. de Montigny, qui tint à faire savoir aux journalistes avant la séance qu' « *il y avait des gens prêts à assurer la relève* », si d'aventure la municipalité de l'union de la gauche ne survivait pas à l'épreuve. Etant entendu qu'elle n'y survivrait point.

La municipalité a survécu. L'union de la gauche ? A un moment, un jeune communiste, spectateur intervenant sans y être autorisé, mais on n'était pas vraiment à cela près, s'est écrié à propos du programme commun et de l'union de la gauche : « *Forclos !* ».

Forclose cette belle équipe d'union élue en 1977 ; forclos sans le savoir leurs électeurs ; et, à dire vrai, forclos le débat.

L'équipe municipale avait à son ordre du jour deux points à étudier : la fixation du taux des impôts locaux et le problème de la drogue à Montigny. Des impôts, il en fut question, en effet, pendant trois quarts d'heure. Le temps d'un exposé fait par Mme l'adjointe aux finances, communiste, le temps des premières escarmouches sur le retard pris par la commune dans l'étude de ce dossier. « *Il est vrai qu'il aurait mieux valu étudier ce dossier plutôt que d'organiser des westerns à Montigny* », dira un conseiller socialiste.

Le ton était donné ; il n'allait plus se démentir. Après le vote la main levée sur les impôts locaux, on entra dans le vif du sujet. Le maire, Robert Hue, lut donc une déclaration. Dix pages. La longueur de ce texte contrastait quelque peu avec l'affirmation selon laquelle, sur ses interventions, « *l'homme communiste et le maire, confronté aux problèmes de la drogue, n'avait de comptes à rendre à personne* ».

De toute évidence, plutôt qu'avec sa conscience, c'est avec sa minorité P.S., dix conseillers, que le maire avait cette fois des problèmes. Parlant même de « *la campagne haineuse et anticommuniste à laquelle s'est livré le P.S. contre mon parti et moi-même* », M. Hue s'efforça de justifier sa démarche, et, ce, sous les fenêtres d'une famille émigrée. « *Des communistes de quartier, indignés de ne voir aucune intervention se faire et de voir peser toujours plus la menace sur les jeunes de la commune, ont été conduits à s'exprimer comme ils l'ont fait. Personne ne me fera me désolidariser d'une telle démarche spécifique, humaine, de solidarité avec des personnes en danger.* »

Tout le reste « *est campagne anticommuniste effrénée, anticommuniste sans borne* ». Comme dans ses précédentes conférences de presse, M. Hue a affirmé avoir l'appui de la population, deux mille quatre cents signatures, et détenir des preuves. Comme précédemment, il n'a fait que très partiellement état de ces preuves. A tel point qu'un conseiller socialiste dira : « « *Ces preuves promises, ces preuves espérées, ce qui aurait pu effectivement faire changer l'affaire, je les attends encore.* »

Au point de départ

Bref, toute la soirée, on s'est battu. L'« anti-délation » des uns devenait l'anticommunisme pour les autres. On s'est parfois accroché sévèrement. Un seul exemple : M. Patrick Thomas ayant affirmé que « *de la délation au pogrom, au fascisme, il n'y avait qu'une question de degré et de temps* », un conseiller communiste en larmes a rappelé que trois membres de sa famille étaient morts en déportation et qu' « *il savait, lui, ce qu'était le pogrom, la délation, et, à l'opposé, le combat pour l'espoir, le combat pour la vie* ».

Entre M. Ravidat, premier adjoint P.S., qui parla d' « *opération coup de poing à but publicitaire* », exigeant « *un fonctionnement réellement démocratique des institutions municipales* » et appelant « *au respect du principe de présomption d'innocence, inscrits dans le programme commun* », et M. Hue, « *fier de ce qu'il a fait pour la jeunesse de son pays* », il n'y avait pas de conciliation possible.

On en trouva une dans le vote à l'unanimité pour que, sur proposition du maire, soit créée une commission municipale *ad hoc.* Cette commission sera elle-même chargée d'étudier la mise en place d'une « *structure regroupant tous ceux confrontés à ce problème de la drogue : médecins, enseignants, travailleurs sociaux, assistantes sociales, élus locaux, services de gendarmerie et de police, pour faire le point sur l'évolution du fléau au-delà de la localité, et décider d'actions ponctuelles, surtout tournées vers l'évolution des jeunes et des familles.* » Par-delà « *la solidarité et la vigilance antidrogues organisées dans la cité, les quartiers, les écoles* », chères à M. Hue, on en était revenu à ce qui aurait dû être le point de départ : une action véritablement municipale contre le « fléau ».

PIERRE GEORGES.

Les boutiquiers ont pris le relais des grandes surfaces

Ils sont partout, occultes et ne se salissent jamais les mains. Les gros bonnets pointent leurs oreilles de loup. Ils dirigent le trafic de la drogue tentaculaire, international. Ici le démon du capital tire les ficelles, là les régimes pourris enfantent leurs dirigeants pourvoyeurs de drogue. On accuse les multinationales, les banques de laver l'argent illicite des stupéfiants. Des milliards de dollars tombent dans une seule poche tandis qu'en bas, perdus dans la foule, quelques milliers de policiers « incorruptibles » courent après ces ombres et butent contre des murs d'argent ou des façades politiques.

Ils s'y brisent, les pauvres. La drogue menée comme une guerre pour abrutir les populations et les soumettre ou pour acheter des armes et des hommes. D'un côté, la drogue qui fait triompher la morale des vainqueurs, de l'autre les victimes, les « accrochés », les épaves. Les uns, intouchables, les autres irrécupérables.

L'Office central de répression du trafic des stupéfiants (OCTRIS) réprime le trafic des truands pas assez fous pour s'intoxiquer, mais pas assez malins pour s'assurer de solides protections. En France, plusieurs centaines de policiers contre autant de fils de la pègre qui se mènent une lutte impitoyable. « *Démanteler un réseau, ce sont des filatures jour et nuit pendant des mois,* explique M. François Le Mouel, contrôleur général, chef de l'OCTRIS.

Pour mieux comprendre, il faut démonter une affaire. Giaume et Patrizzi en 1974, les parrains du milieu méditerranéen : l'enquête a commencé à Nice où un petit malfaiteur, Maurice Schoch, se comportait bizarrement. Pendant huit mois il a été suivi, puis on a saisi à New-York soixante-seize kilos d'héroïne expédiés de Bordeaux dans des meubles truqués. Coup de filet en Amérique. Schoch est arrêté avec plusieurs complices. « *Il devait faire partie d'un réseau.* » On attend. L'enquête repart, on accumule les « mises en cause », on obtient des renseignements, et en 1977, les « bonnets » sont arrêtés. Giaume est condamné à dix-huit ans d'emprisonnement, et Patrizzi à *vingt ans.*

Pour ce faire, il a fallu mobiliser l'Office central, les S.R.P.J. de Marseille, Montpellier, Bordeaux, Lyon et Rennes et la Direction nationale des enquêtes douanières. On a fait appel aux polices d'Espagne, d'Italie, de Suisse et de Belgique. Cent dix personnes ont été entendues. Les inspecteurs au cours de leurs filatures se sont rendus dans vingt-cinq villes françaises et six pays étrangers. Jusqu'aux Seychelles... Il y a eu huit cents réquisitions, la police parvint à établir que les malfaiteurs avaient commercialisé 602 kilos d'héroïne et fait un bénéfice de 5 000 516 dollars.

En 1978, pour découvrir le laboratoire de La Ciotat, il a fallu seize mois de travail. Pas moins pour l'affaire Bousquet, un ancien médecin devenu truand, impliqué dans un trafic franco-italien. Il faut surveiller, recueillir des renseignements, se référer aux fichiers : « *Pour La Ciotat, on a observé qu'un chimiste, repéré en 1971, venait d'acheter du matériel de laboratoire,* se souvient M. Le Mouel. *Mais les financiers des opérations ne vont que rarement sur le terrain, ils sont insaisissables, sauf s'ils commettent une erreur.* » Alors, on attend le faux pas. Il arrive parfois. « *Bousquet a pris un contact et c'est ce qui l'a perdu.* »

Voilà pour les grosse têtes, mais, d'après le contrôleur général de la police, le milieu ne s'intéresse plus vraiment à la drogue. « *Peut-être, à présent, s'y remet-il. En réalité, son support logistique serait plutôt la prostitution.* » Ce qu'on appelle le trafic des stupéfiants dans le monde, qui s'est accru de façon sensible en 1980, ne serait donc plus qu'une multitude de réseaux organisés par des *malfrats* ou même par des utilisateurs qui passent insensiblement de la toximanie à la délinquance. On ne compte plus les petits porteurs qui font le voyage du Maroc ou de Thaïlande.

La chaîne casse

L'Office a interpellé, en 1980, quatre mille neuf cent cinquante-quatre usagers de cannabis et trois mille trois cent cinquante et un consommateurs d'héroïne. Ils rapportent de Bangkok de 5 grammes à 1 kilo de poudre, en gardent un peu pour leur consommation personnelle et revendent le reste. Le trafic des stupéfiants est une activité lucrative et illicite parmi d'autres. Les gros bonnets ont disparu. On sait que la mafia sicilienne s'intéresse à nouveau à l'héroïne mais « *nous n'avons pas fait une saisie d'héroïne fabriquée en Europe sur le territoire national* », affirme M. Le Mouel.

La France serait épargnée. Ici le commerce *de la drogue* relèverait plutôt de la petite entreprise individuelle. Les accusations des communistes au moment de l'affaire de Montigny-les-Cormeilles seraient donc sans fondement. La drogue n'est pas une question politique et si un responsable politique est impliqué dans une sale affaire c'est que c'est une « brebis galeuse ». M. André Solères, chef de la brigade des stupéfiants de la préfecture de police de Paris, confirme ce point de vue. « *Les gros bonnets, il ne faut plus en parler. Quand j'ai pris mes fonctions en 1974 il n'y avait plus d'héroïne à Paris mais le trafic de fourmi a pris le relais.* » Constamment les boutiquiers du haschisch ou de l'héroïne sont infiltrés dans le métro, dans les bars de la capitale par des hommes de la brigade des « stups ». Ils ont interpellé en 1980 quatre mille sept cent cinquante personnes. « *A Paris, les affaires d'héroïne sont en augmentation de 30 % par rapport à 1976 et les overdoses sont passées en France de cent dix-sept en 1979 à cent soixante-douze en 1980* », constate M. Solères. C'est la photographie officielle.

Mais en Thaïlande, au Proche et au Moyen-Orient, les champs de pavots fleurissent. La Turquie ne répond plus de ses paysans. La récolte 1981 sera abondante et le gouvernement détient des stocks licites de paille de pavot pour plus d'une année. L'Espagne s'est mise à la culture de l'opium, le Maroc est couvert de chanvre, *les Siciliens ont en Amérique des* circuits de vente qui impliquent une organisation puissante. Les gouvernements ne peuvent l'ignorer, s'ils ne peuvent en venir à bout. « *Des petits trafiquants, des revendeurs, on ne remonte pas aux gros,* explique M. Le Mouel. *Ce n'est pas la bonne méthode : la chaîne casse à un moment.* »

CHRISTIAN COLOMBANI.

DU 7 AU 14 MARS DANS TOUS LES RAYONS
PRIX EXCEPTIONNELS
AUX TROIS QUARTIERS
BOULEVARD DE LA MADELEINE - PARIS
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

SOCIÉTÉ

LA « JOURNÉE INTERNATIONALE » DES FEMMES A PARIS

Les féministes en ordre dispersé

Vouloir suivre toutes les manifestations qui, à Paris, célébraient la Journée internationale des femmes, les samedi 7 et dimanche 8 mars, c'était se livrer à une sorte de marathon. Tirant les leçons de leurs divergences, les diverses « tendances » du mouvement des femmes appelaient à des réunions dans des lieux différents. Samedi, les sympathisantes du groupe Psychanalyse et Politique défilaient du métro Arts-et-Métiers au Châtelet et à Beaubourg avant d'aller à une fête sur le bateau le Nomadic *près du pont de l'Alma.*

Les autres, réunies en un Collectif féministe pour le 8 mars, comprenant notamment le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) et la Coordination des groupes femmes, manifestaient de la République à la tour Saint-Jacques.

Quant aux femmes communistes, elles étaient réunies avenue de Choisy autour de M. Georges Marchais (lire page 12).

« *M.L.F. et élections : côté cœur, pas de candidat pour les femmes. Côté raison : le programme de Mitterrand dès le premier tour pour être sûres de l'emporter au second* ». C'était la plus grande des banderoles derrière lesquelles un millier de femmes ont défilé samedi après-midi à l'appel du groupe Psychanalyse et Politique (1). Les organisatrices ont expliqué que ce n'était ni une consigne de vote ni un mot d'ordre, mais le résultat d'une analyse.

« *Traditionnellement*, dit l'une d'elles, *on vote du côté du cœur au premier tour, puis efficace au second. Le M.L.F. est un mouvement politique qui n'est pas encore capable de présenter une candidate aux élections. Du côté du cœur il n'y a donc personne pour nous. Mais la campagne électorale est une réalité. Il faut l'affronter.* » La situation actuelle leur semblant « *grave, pour les libertés, pour les femmes* », elles estiment que le programme de la gauche non communiste est celui « *qui recoupe au mieux les intérêts objectifs des femmes travailleuses, à la maison comme dans un métier* ».

Les femmes de Psychanalyse et Politique lancent une « *campagne contre la misogynie* ». Elles en ont discuté dimanche 8 mars au Bataclan, où étaient réunies, en permanence, trois cents à quatre cents femmes. Elles ont indiqué qu'elles refusaient que la période électorale soit « *un temps de refoulement de la parole des femmes* ».

Elles ont décidé de faire d'ici à l'élection, par quartier, par ville, par région, des « *cahiers de remontrances et de doléances* ». Le 1er mai une « *assemblée constituante des femmes contre la misogynie* » tirera les conclusions de ce travail.

Avec le slogan « *Médecins condamnés, c'est toutes les femmes qui sont visées* », l'affaire de la clinique la Pergola était l'un des principaux thèmes de la manifestation, qui, à partir de la République, a rassemblé mille cinq cents personnes, notamment à l'appel du MLAC, dont les militantes ont précisé qu'elles préparaient, avec les syndicats et partis de gauche, un manifeste sur l'avortement.

Des Iraniennes, des Chiliennes ont participé à ce défilé, ainsi qu'un groupe de femmes noires scandant « *Marchais, Stoleru c'est foutu, les négresses sont dans la rue.* »

A la salle Wagram, dimanche, les Carabosses (2) et les Répondeuses (3) proposaient des débats : projets et entreprises féministes, les femmes et la politique générale, les féministes et l'amour. A partir de 19 heures des spectacles, puis un bal.

Le prix d'entrée avait été fixé à 45 F « *parce que douze heures sans homme ça n'a pas de prix* », parce que la situation financière des organisatrices n'est pas excellente. Ce tarif était « *un principe* » malgré les protestations de certaines femmes contre « *cette sélection par l'argent* ». Il était valable aussi pour les journalistes « *sauf ceux dont les journaux ont annoncé gratuitement la fête* ». Curieux marché.

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Les femmes de Psychanalyse et Politique défilent sous des banderoles portant le sigle M.L.F.-Mouvement de libération des femmes. Elles ont créé en octobre 1979 une association (loi 1901) avec ce titre. D'autres femmes leur reprochent cette « *appropriation abusive* ».

(2) Carabosses est une librairie de femmes à laquelle est adjoint un café littéraire de femmes : Barcarosse, 58, rue de la Roquette, 75011 Paris. Tél. : 700-13-06.

(3) Les Répondeuses : 339-80-30 ; 545-35-35.

CORRESPONDANCE

La polémique au sujet du foyer d'accueil de Riaumont

Après la publication dans le Monde *du 27 décembre 1980 d'un article intitulé* « Nouvelle polémique au sujet du foyer d'accueil de Riaumont » *dans lequel nous rendions compte des prises de positions de magistrats et d'enseignants du Pas-de-Calais au sujet de cette institution, le Père Albert Revet, directeur, et le président, M. H. de Crécy, usant du droit de réponse, nous écrivent :*

Nombre de vos confrères, dont *la Voix du Nord*, le *Figaro-Magazine*, ont fait juste et saine justice des insinuations et accusations proférées à l'encontre de notre association et de la personne de son directeur, le Père Revet, ainsi que de ses éducateurs et de son personnel.

La meilleure réponse susceptible d'être apportée aux calomnies perverses et tendancieuses s'inscrit dans les extraits suivants de la lettre adressée au Père Revet par le colonel Rémy, incarnation de la Résistance, en suite d'une telle manœuvre d'intoxication.

« *Cher ami, qu'elle se réclame du fascisme, du national-socialisme, du communisme ou des diverses dictatures qui se camouflent de nos jours sous le masque d'une démocratie de droite ou de gauche, j'exècre la contrainte et pense l'avoir démontré de mon mieux quand l'armée hitlérienne occupait notre territoire. Si, lors de ma visite au village de Riaumont, j'avais décelé la moindre trace d'un état d'esprit que j'ai en horreur, je vous aurais vertement dit votre fait.*

» *Tout au contraire, j'ai relevé dans le regard des jeunes garçons dont vous vous employez à faire des hommes la même confiante expression que je lisais dans les yeux de ceux qui, ayant rallié mon réseau, surent montrer leur force d'âme jusque sous la torture des interrogatoires, devant le poteau d'exécution ou dans l'enfer des camps de concentration. Ne vous laissez pas impressionner par les jappements de vos contempteurs, et continuez à former des caractères dont la France a grand besoin. Bien fidèlement à vous, Rémy.* »

Nous nous contenterons d'ajouter qu'il ne nous apparaît nullement indécent ou traumatisant de :

— Voir de jeunes garçons afficher des cheveux propres et se présenter en une tenue décente ;

— Tenter d'inculquer à ces mêmes jeunes un idéal en conférant un sens ainsi qu'une dignité à leur vie et établir une discipline proscrivant tabac autant que drogue douce, ouvertement admise ou même prônée dans certains lycées ;

— Proscrire les affichages sauvages transformant, hélas, trop souvent au détriment des deniers des contribuables, nombre d'établissements publics en porcheries ;

— S'efforcer à redonner à des enfants vietnamiens, laotiens ou cambodgiens précisément victimes d'agressions totalitaires le sentiment de l'espoir dans un climat de fraternité exclusif de tous préjugés raciaux ou confessionnels.

Nous recevons de toutes parts des protestations énergiques contre la campagne mensongère et orientée dont certains journaux se sont faits l'écho.

Il est vrai que ces protestataires n'ont pas d'images fausses de l'éducation donnée à Riaumont et qu'ils ne parlent que de qu'ils ont vu et connu réellement.

De telles vérités méritaient d'être dites.

[L'article du 27 décembre 1980 était l'écho des prises de position critiques de certains magistrats et enseignants du Pas-de-Calais, très hostiles à cette institution. Le reportage effectué en décembre 1979 (« le Monde » du 21 décembre 1979, au foyer lui-même avait souligné — sans nous valoir de droit de réponse — qu'une conception pédagogique très traditionnelle régnait dans cette institution. Elle se reflète, entre autres, par des châtiments corporels, l'éloignement relatif des familles et des pressions idéologiques — toutes choses établies dans des rapports officiels. Nous notions pourtant que beaucoup d'enfants du foyer manifestent un réel attachement aux responsables de l'établissement, notamment au directeur, le Père Revet, dont le dévouement est incontestable.]

Unités de Pédagogie Active

COURS PARTICULIERS
(Math. Phys., Langues, Philo, Histoire, Géo, Sciences naturelles)

COURS DE VACANCES
(avril, juin à septembre)
6e à Terminales (A, B, C, D)

COURS ANNUELS
2e à Terminales (A, B, C, D)
du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 à 19 h, sam. de 9 à 12 h.

M. SARI, 68, avenue d'Iéna, 75016 Paris - 720-36-80

Enseignants bénévoles dans les prisons

LES MEMBRES DU GENEPI CONDAMNENT LA POLITIQUE PÉNITENTIAIRE ACTUELLE

(De notre correspondant.)

Bordeaux. — Les assises nationales du GENEPI (Groupement étudiant national d'enseignement pour les personnes incarcérées) ont eu lieu à Bordeaux les 7 et 8 mars. Quatre-vingts personnes environ y ont participé sur les deux cent cinquante membres de cette association fondée en 1975 après le mouvement de révolte dans des prisons. Les membres du GENEPI sont tous étudiants dans les grandes écoles ou les universités. A raison d'environ cent vingt-cinq heures hebdomadaires sur les périodes scolaires, ils sont les seuls enseignants bénévoles à intervenir à l'intérieur des prisons.

Le mouvement s'était fixé trois thèmes de réflexion : les changements intervenus dans la politique pénitentiaire, la réinsertion des anciens détenus et le rôle que les étudiants du groupement peuvent y jouer. Les travaux en commission ont débouché sur un texte final assez dur pour la politique gouvernementale, chose qui n'a pas été sans de longues discussions à l'intérieur d'un mouvement qui n'a jamais passé pour recruter ses membres dans l'opposition.

« *Abandonnant l'esprit des réformes de 1945, c'est-à-dire en remettant en cause le principe de l'individualisation des peines, la politique judiciaire et pénitentiaire française met au premier plan l'esprit de répression, notamment à travers la loi Peyrefitte (...). Le sentiment d'insécurité des Français sert de prétexte à l'actuelle politique mais s'appuie sur la mise en avant de cas particuliers statistiquement peu nombreux mais largement diffusés.* »

Le GENEPI a déploré l'augmentation de la répression à un moment où la crise économique augmente la délinquance ainsi que la « *plus grande emprise du pouvoir exécutif sur le système judiciaire* ». Il a enfin condamné un régime carcéral qui, dans son système actuel, « *désapprend la vie en société* » et empêche la réinsertion.

Face à ce constat, les « genépistes » ont décidé de continuer leur action à l'intérieur des prisons, mais aussi d'entreprendre une action pour la réinsertion et d'informer l'opinion publique, et particulièrement le milieu étudiant.

La conclusion accentue encore la volonté du mouvement de se démarquer : « *Le GENEPI, conscient de la carence de la politique gouvernementale en matière de réinsertion sociale, continue cependant son action bénévole en prison et à la sortie de prison. Mais il estime qu'il est devenu nécessaire d'affirmer son opposition à une politique incompatible avec les buts du mouvement. Son action bénévole ne doit pas servir à masquer la situation du milieu carcéral, qui ne fabrique aujourd'hui que des laissés-pour-compte.* »

A Montpellier

SIX ATTENTATS SONT REVENDIQUÉS PAR LE FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE DE LA CORSE

(De notre correspondant.)

Montpellier. — Dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 mars, six attentats à la bombe ont été commis, de cinq en cinq minutes, en plein centre de Montpellier (Hérault), dans un rayon de 100 à 200 mètres, autour de la place de la Comédie. Le premier engin a explosé à 23 h. 45 devant la façade du Centre d'information de l'armée de terre, et le dernier à 0 h. 15 devant la Banque Rothschild. Dans l'intervalle, d'autres engins, tous à mèche et non à détonateur, ont explosé devant la Banque La Hénin, le Crédit lyonnais, la Société générale et la Banque nationale de Paris.

Les dégâts sont relativement importants. Plusieurs voitures en stationnement ont été endommagées. D'autre part, des personnes ont été atteintes par des éclats de verre. Après des soins pratiqués par le SAMU, elles ont pu regagner leur domicile. Ces attentats ont été revendiqués par téléphone à l'A.F.P. à Marseille et au « Midi-Libre » à Montpellier par le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), groupe séparatiste clandestin. Trois militants présumés du F.L.N.C. sont actuellement jugés par la Cour de sûreté de l'Etat. — R. B.

—RÉVISION BAC—
COURS privé CARNOT
Vacances de Pâques
Révisions intensives
98, RUE PIERRE-DEMOURS 17e
763-84-31

ÉDUCATION

La grève des instituteurs et professeurs de collège

Les trois quarts des instituteurs étaient en grève ce lundi 9 mars, selon une première estimation du ministère de l'éducation. Le Syndicat national des instituteurs et professeurs d'enseignement général de collège (SNI-P.E.G.C.), qui a décidé cette action dès le 19 décembre 1980, a, depuis, été rejoint par le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) et l'Union syndicale nationale des enseignants de France (USNEF-C.G.C.). Trois « dossiers bloqués » en sont la cause : la revalorisation des salaires des instituteurs, la situation dans les collèges et la carte scolaire (« le Monde » du 7 mars).

Si le SNI demande à ses adhérents de fermer les écoles, le problème de l'accueil des enfants, les jours de grève, soulève une polémique. Ainsi, l'association parisienne de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (Fédération Schléret) déplore cette situation.

M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, a déclaré, le samedi 7 mars, aux responsables de cette fédération, que « la contrepartie au droit de grève des enseignants, c'est pour les parents le droit d'accueil de leurs enfants les jours de grève ». Plusieurs projets de textes (un arrêté, plusieurs décrets et une circulaire) ont été mis au point par le ministère de l'éducation, tendant notamment à organiser l'accueil obligatoire des élèves par les directeurs d'école en cas de grève.

A Paris « PAS DE PROBLÈME »

A l'école de la rue de la Victoire, à Paris, dans le neuvième arrondissement, la grève est suivie à 90 %. Le directeur, sur le pas de la porte d'entrée, accueille les rares élèves qui se présentent : ceux de la seule institutrice au travail, ainsi que les enfants du personnel de service.

« Pas de problème, *dit le directeur*, les parents nous soutiennent. » *De fait, ne sont venus que les enfants sûrs d'avoir leur maîtresse. Les frères et sœurs sans maître sont restés chez eux, sans plaisir car* « ils aiment l'école », *dit une mère.*

Rue Blanche, à deux pas du siège de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), la grève n'est suivie qu'à 50 %. Sept classes primaires sont au travail sur quatorze. « Tout se passe comme prévu, *explique le directeur.* Les enfants qui devaient avoir cours sont là. Les autres sont restés chez eux. » *Six élèves sans maître ont dû être répartis dans les classes au travail.*

A la maternelle, quatre institutrices sur cinq font la grève. Celle qui ne la fait pas (« pour que la directrice ne soit pas seule à assurer l'accueil des élèves »), *explique qu'elle ne veut pas s'associer à un mouvement* « totalement inutile, qui ne gêne que les parents ». *Pour elle, les grèves de vingt-quatre heures n'ont aucun poids.* « Que nous ont rapporté les grèves de l'an dernier ? Rigoureusement rien, *dit-elle avec amertume.* Ni revalorisation du salaire ni allégement des effectifs » *(le maximum est toujours de trente-cinq élèves en maternelle et non de trente voire [vingt-cinq] comme le réclament les syndicats)* « Pour moi, la seule grève efficace serait la grève illimitée à la rentrée. S'il n'y avait pas d'école du 15 au 30 septembre, le gouvernement serait obligé de céder. Mais le SNI n'ose pas. »

R. C.

SELON UN PROJET DE DÉCRET

Les directeurs d'école seraient tenus d'assurer l'accueil des élèves en cas de grève

Le problème de l'accueil des élèves les jours de grève est évoqué lors de chaque arrêt de travail d'ampleur nationale. Il se pose surtout dans les écoles maternelles ou élémentaires, où la totalité des maîtres peut être en grève, ce qui se produit moins fréquemment dans les collèges ou les lycées au personnel beaucoup plus nombreux.

L'an dernier, au moment des mouvements de protestation d'enseignants et de parents contre les projets de carte scolaire, le ministre de l'éducation n'avait pas caché ses intentions. Le 23 avril, il avait déclaré aux députés : « *En raison de l'imprécision des textes, certains directeurs se sont crus autorisés à fermer leur école* (un jour de grève) ; *cela, les familles ne l'acceptent plus.* » La veille, M. Christian Beullac avait déclaré dans une interview au *Figaro* : « *Durant ces jours de grève, l'accueil des élèves devra être assuré par les chefs d'établissement, et je prendrai toutes les dispositions pour y veiller, au prix de sanctions s'il le faut.* »

Ces dispositions ont pris la couverture réglementaire de textes que le ministère de l'éducation est sur le point de publier. Certains d'entre eux avaient déjà été soumis au Conseil de l'enseignement général et technique (C.E.G.T.) qui les avait repoussés (*le Monde* du 30 mai 1980). Ils seraient complétés par une circulaire dont un paragraphe expose les dispositions que devront prendre les directeurs d'école « *lors des arrêts de travail décidés par les personnels enseignants dans le cadre de l'exercice du droit de grève* ».

Actuellement, les textes font obligation aux instituteurs d'assurer la surveillance des élèves « *sans interruption depuis l'accueil, dix minutes avant le début de la classe, jusqu'à la sortie de tous les élèves* ». Depuis un arrêté du 26 janvier 1980, ils n'ont plus l'obligation de surveillance de l'interclasse (entre matin et après-midi), donc de la cantine. Si bien que — la précision s'impose — lorsque le S.N.I.-P.E.G.C. donne aux instituteurs comme mot d'ordre : « *Ni classes, ni cantines, ni garderies* », cela ne veut pas dire : « *Fermez les cantines et supprimez les garderies.* » Les unes et les autres sont souvent organisées par les communes, parfois par des associations loi « 190. » et hors des locaux scolaires. Les consignes syndicales signifient : « *N'y participez pas.* » A vrai dire, les syndicats préfèrent, pour la force de leur démonstration, que ces structures d'accueil n'aient pas à fonctionner, et le S.N.I.-P.E.G.C. écrit dans sa circulaire pour la grève du 9 mars : « *Il faut éviter au maximum la venue d'élèves le jour de grève.* »

En fait, peu d'incidents se produisent, les parents prenant les devants en gardant leurs enfants à la maison s'ils le peuvent, ou en les confiant à des voisins. Quant aux directeurs grévistes, il y a peu d'exemples qu'ils aient abandonné des élèves sur le trottoir.

Dans un décret que le ministère de l'éducation s'apprête à publier, aux obligations générales du directeur d'école sera ajoutée celle-ci : « *Il est responsable de l'accueil des élèves auxquels il assure l'accès des locaux du service public d'éducation aux heures prévues par le règlement de l'école. Il organise la surveillance des élèves.* »

Sécurité

Ce principe général est précisé par une circulaire où l'on peut lire : « *L'accès des locaux du service public d'éducation ne doit, en aucun cas, être empêché ou refusé aux élèves qui s'y présentent aux heures prévues par le règlement de l'école.* » Suivent, après un rappel de la nécessité du dépôt d'un préavis en cas de grève, les « *mesures particulières* » à prendre lors des arrêts de travail qui « *sont à l'origine pour les usagers du service public, en l'occurrence les parents d'élèves, de difficultés particulières tenant à l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de garder ou de faire garder leurs enfants d'âge scolaire dans ces circonstances* ».

Dans chaque école, ou dans un groupe d'écoles « *un dispositif d'accueil et de surveillance sera organisé* » comme pour les cantines et études surveillées « *c'est-à-dire soit par la commune, soit par une association loi 1901* ». Ce dispositif, sorte de plan ORSEC pour les jours de grève, il incombe aux directeurs de l'organiser « *dès la publication de la circulaire pour l'année en cours, puis dès le début de chaque année scolaire* ». Ils prendront, pour cela, contact avec les autorités municipales et avec le représentant des associations présentes ou non au comité des parents.

« *Dès le dépôt d'un préavis de grève* », le directeur d'école devra prévenir de l'organisation du service d'accueil et de surveillance ainsi prévu. Le jour de l'arrêt de travail, il veillera « *d'une part à l'ouverture effective des locaux* », d'autre part « *au bon fonctionnement du service organisé sous la responsabilité de la commune ou de l'association.* »

Si la sécurité des élèves ne pouvait être garantie, soit parce que ce dispositif n'aurait pu être mis sur pied, soit parce qu'il ne serait pas en mesure de « *fonctionner normalement* », le directeur de l'école devrait ou bien trouver d'autres moyens, ou bien informer les parents et les autorités administratives de l'impossibilité d'assurer cette sécurité.

En complétant la réglementation, le ministère de l'éducation, et, par lui, les autorités administratives, se donnent la possibilité de sanctionner les directeurs d'écoles, en cas de manquement. Au « besoin social » de la prise en charge non seulement de l'instruction mais aussi de la garde des enfants, M. Christian Beullac répond par des textes où les syndicats d'enseignants avaient déjà vu, lors de l'examen d'une partie d'entre eux par le C.E.G.T., « *l'atteinte au droit de grève* » des fonctionnaires, cachée derrière l'accroissement de la responsabilité des directeurs d'écoles.

CHARLES VIAL.

JUSTICE

SÉRIE D'INCULPATIONS APRÈS L'ARRESTATION DE GÉRARD DUPRÉ

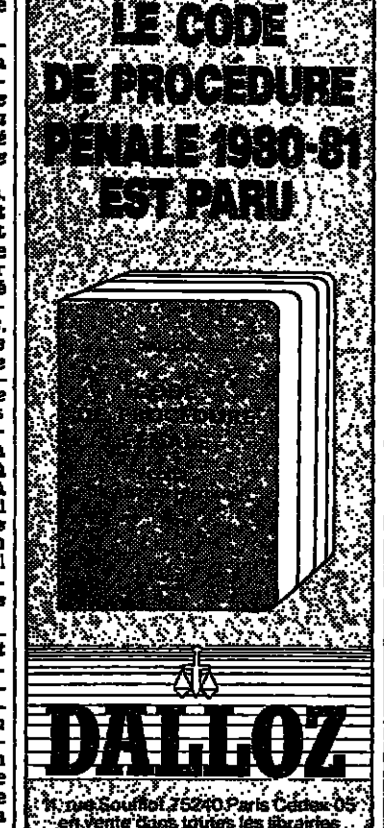
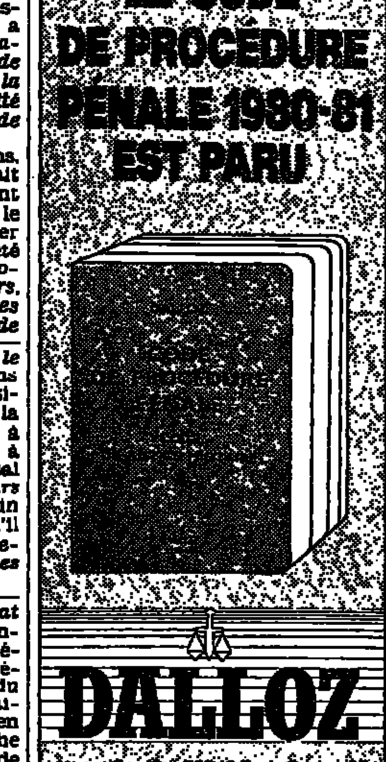
Trois séries d'inculpations ont été notifiées, dimanche 8 mars, après l'arrestation, dans la soirée du 6 mars, à Paris, de Gérard Dupré, l'un des deux malfaiteurs évadés, le 27 février, de la maison d'arrêt de Fleury - Mérogis (Essonne), à bord d'un hélicoptère (*le Monde* daté 1er-2 mars), d'André Prébet, repris de justice en fuite depuis 1977, et, enfin, de Ginette Araux, grâce à qui les policiers ont pu trouver la piste des deux hommes (*le Monde* daté 8-9 mars).

M. Gilles Boulouque, juge d'instruction à Evry (Essonne), a inculpé Gérard Dupré « *de tentative d'homicide volontaire, de prise d'otage, d'infraction à la loi sur les armes, de complicité de détournement d'aéronef et de complicité de prise d'otage* ».

André Prébet, trente-deux ans, dont il a été établi qu'il était l'un des hommes qui avaient contraint M. Claude Fourcade, le pilote de l'hélicoptère, à se poser dans l'enceinte de la prison, a été inculpé « *de détournement d'aéronef, d'association de malfaiteurs, d'infraction à la législation sur les armes, de prise d'otage et de connivence d'évasion* ». Enfin, le magistrat a inculpé Ginette Araux, trente-quatre ans, prostituée, connue sous le surnom de « Vanessa », « *d'association de malfaiteurs et de recel de criminels* ».

● PRECISION. — Dans *le Monde* du 27 février, nous avions écrit que M. Patrick Gestin, désigné comme juré pour siéger à la cour d'assises d'Ille-et-Vilaine, à Rennes, avait été condamné à trois amendes de 800 F au total « *pour avoir été absent trois jours à l'appel des jurés* ». M. Gestin nous demande de préciser qu'il a été condamné parce qu'il « *refusait de prêter serment dans les termes prévus par la loi* ».

● *En réplique à l'assassinat des deux diplomates turcs*, revendiqué par l'« Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie » (ASALA) (*le Monde* du 5 et du 6 mars), plusieurs centaines de travailleurs turcs en France ont manifesté le dimanche 8 mars à Paris entre la place de la République et la place de la Bastille.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

ÉDUCATION

AU CONGRÈS DE CRÉTEIL

Trop de tâches administratives et peu de moyens pour les chefs d'établissements du secondaire

La plus importante des organisations de responsables d'établissements scolaires du second degré a réuni, du 5 au 7 mars, à Créteil (Val-de-Marne), son congrès national. Environ deux cent cinquante délégués, représentant les quelque quatre mille adhérents du Syndicat national du personnel de direction des établissements secondaires (S.N.P.D.E.S.) affilié à la Fédération de l'éducation nationale, ont débattu pendant trois jours des projets ministériels relatifs à une modification de leur statut. Ils ont aussi examiné la situation des lycées et collèges publics, selon eux inquiétante « par manque de moyens matériels et financiers ».

Les congressistes se sont montrés satisfaits du résultat de leurs listes aux élections au Conseil de l'enseignement général et technique (CEGT) où le S.N.P.D.E.S. a obtenu 57 % et 83 % des voix dans deux collèges. Mais ils se sont inquiétés « de l'appauvrissement constant du service public d'enseignement et des privilèges accordés à l'enseignement privé ».

« Il ne s'agit pas d'un retour en arrière, à la vieille querelle de l'enseignement confessionnel. Mais tous les responsables d'établissement constatent, aujourd'hui, que les écoles privées disposent de plus de moyens que les lycées et les collèges publics ». Jeune proviseur d'un lycée de Saint-Etienne, M. Yves de Saint Do, secrétaire corporatif du S.N.P.D.E.S., affirme qu'il ne cherche pas à relancer le vieux débat de la laïcité, mais il s'inquiète. Il note, comme nombre de ses confrères que, dans le budget de l'éducation, l'augmentation de la subvention versée à l'enseignement privé est supérieure en pourcentage, à celle de l'enseignement public.

Il a remarqué, aussi, qu'il est relativement aisé d'ouvrir des écoles privées et même de créer des sections d'enseignement technologique, alors que la mise en place de ces sections est de plus en plus rare dans les lycées. *« Au niveau du corps professoral, certains établissements privés ont davantage de personnel et manquent moins d'enseignants, notamment dans les disciplines artistiques »*, explique-t-il, en évoquant encore les effectifs souvent réduits, le matériel pédagogique, la grande souplesse pour organiser des sorties, *« divers avantages souvent évoqués et enviés par nos collègues enseignants »*. Car, dans les lycées et les collèges, la situation, selon les chefs d'établissements, est bien différente.

Dans un rapport préparatoire au congrès, les syndiqués de l'académie de Toulouse ont même lancé un cri d'alarme. *« Les établissements secondaires publics sont au bord du gouffre, essentiellement par manque de moyens matériels et financiers »*. L'arrêt des constructions scolaires et la dégradation rapide du patrimoine immobilier par manque de crédits et d'agents de service sont vivement ressentis par les responsables de lycées et de collèges. Ces hommes et ces femmes passent de nombreuses heures, trop à leur avis, à tenter de trouver des solutions pour combler le déficit de leur budget. Ils puisent dans leurs réserves lorsqu'ils en possèdent, font la chasse aux lampes trop fréquemment allumées, proposent aux coopératives scolaires ou aux foyers socio-éducatifs de régler des dépenses d'ordre pédagogique.

Le travail administratif devient de plus en plus important pour ces personnels au détriment des tâches pédagogiques, du contact avec les élèves et les parents. La suppression de postes de secrétariat et d'agents de bureaux n'empêche pas une augmentation des enquêtes et des questionnaires *« qu'il faut toujours remplir très vite pour tel ou tel service du ministère »*. Pour les syndiqués de Toulouse, *« les chefs d'établissements dans le cadre de la mode de l'autonomie sont tenus pour responsables des difficultés de fonctionnement administratif de leurs établissements privés de moyens »*.

La critique des chefs d'établissements porte aussi sur les problèmes pédagogiques. Ils se plaignent de la réduction du nombre de surveillants et de conseillers d'éducation qui compromet, selon eux, la sécurité des élèves. Ils déplorent les normes en fonction desquelles un conseiller d'éducation suffit pour « éduquer » cinq cents élèves. Selon eux, ces baisses d'effectifs peuvent accentuer les phénomènes de violence trop souvent *« mis en avant par les médias »*.

Une grande disponibilité

La récente circulaire demandant aux enseignants titulaires de remplacer leurs collègues absents ne rencontre pas non plus leur approbation. Les proviseurs syndiqués à la FEN ne se satisfont pas des lettres que leur envoie leur ministre pour *« leur parler clair »*. Ils se montrent méfiants envers un ministre qui affectionne trop à leurs yeux les comparaisons entre le lycée et l'entreprise. Pour eux il s'agit d'autre chose. Au moment où l'on met si souvent Jules Ferry à contribution, ils souhaitent que l'on n'oublie pas les principes fondamentaux de l'enseignement public. Au cours de leurs réflexions en commissions ou en séance plénières pendant les trois jours de leur congrès, les chefs d'établissements ont montré qu'ils étaient attachés à leurs fonctions et à la défense de leurs lycées et de leurs collèges.

En débattant d'un projet éducatif ou en s'interrogeant sur leur propre formation, ils ont insisté sur le rôle qu'ils occupent dans chaque communauté éducative. *« Ma porte est ouverte*, explique un principal d'un collège de Touraine. *Parents, enseignants et élèves viennent me voir, m'exposer leurs problèmes, souvent contradictoires. J'essaie, dans la mesure de mes moyens, de les aider. Mais le dimanche matin, quand un professeur sonne à 10 heures, ma femme a tendance à protester... »*

M. Edmond Benayoun, le secrétaire général du S.N.P.D.E.S., a été longuement applaudi lorsqu'il a rappelé l'opposition du syndicat au projet de statut des chefs d'établissements actuellement à l'étude au ministère de l'éducation. Des mesures qui rendraient les chefs d'établissements plus dépendants des recteurs et qui *« privilégeraient les vertus de docilité et de conformisme plutôt que la personnalité et le caractère »*. Forts de leur passage par l'université, attachés à leurs établissements malgré *« leur grande misère »*, proches des enseignants et des élèves, les responsables de lycées et collèges ne veulent pas non plus devenir des « chefs d'entreprises ».

SERGE BOLLOCH.

SYSTÈMES INFORMATIQUES

SPEC
TRAL
GAMME XL
FIABLE

LES XL20, XL40, MULTICLAVIERS
TRES PERFORMANTS,
PERMETTENT EGALEMENT
LA DECENTRALISATION
DE SAISIE DE DONNEES.

spectral

126, RUE JULES GUESDE, 92300 LEVALLOIS-PERRET. TÉL. : 270.12.25.

CARNET

Réceptions

— L'ambassadeur de Chypre et Mme Jean Peristiany ont donné le vendredi 6 mars une réception à l'occasion de leur départ. Les amis de ce très sympathique ménage étaient venus nombreux exprimer leurs regrets de le voir quitter Paris.

Naissances

— M. Jean-Yves NAU et Mme Mireille ROSSINI ont la joie d'annoncer la naissance de

Jean-Clément,

le 5 mars 1981
23, rue de la Préfecture,
Tours *(Indre-et-Loire)*.

— Anne-Marie PIGEONNEAU et Daniel BONTÉ, avec Gwenhael-Alix, sont heureux d'annoncer la naissance de

Jildaz-Guillaume,

le 10 février 1981.
10, rue Corneille,
33270 Floirac.

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de

Mlle Sylvie GACHE,

fille de M. Louis Gache, décédé, et de Mme, née Simone Fleurance,
avec

M. Gérard PATIN,

fils de M. Pierre Patin et de Mme, née Emilienne Baldocchi.

Décès

— Mme Mérie Assouly,
Mme et M. Elie Ouahnon et leurs enfants,
Mme et M. Roger Assouly et leurs enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté

M. Mardochée ASSOULY.

Les obsèques sont célébrées le lundi 9 mars, à 16 h. 45, au cimetière parisien de Bagneux.
La famille ne reçoit pas.

— Mme Henri Béguelin - le Pasteuret,
Mme J.B. Couve,
Leurs enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Henri BÉGUELIN,

rappelé à Dieu, le 5 mars 1981, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.
La cérémonie religieuse a eu lieu au temple de Sanary.
351, chemin Bory,
83110 Sanary-sur-Mer.
2, rue d'Alsace,
78100 Saint-Germain-en-Laye.

— Tunis, Paris.
Mme Albert Dana,
M. et Mme Claude Dana et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Krief et leurs enfants,
M. et Mme Alain Pradat,
Les familles Dana, Krief, Pradat, Darmon, Sfez, Spinoza, Harcaut,
ont la douleur de faire part du décès de leur cher regretté,

M. Albert DANA,
dit Bébert,
ancien président de l'U.S.T.,

leur époux, père, grand-père, oncle et parent,
survenu à Paris, à l'âge de soixante-quinze ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 11 mars 1981.
Réunion porte principale du cimetière parisien de Pantin, à 14 h. 15.

17, avenue de Paris,
Tunis.
« Chez Bébert »,
17, Faubourg-Saint-Martin,
75010 Paris.

— Mme Roger Fridrici,
M. et Mme Christian Fridrici et leurs enfants,
M. et Mme Jean Fridrici et leurs enfants,
M. et Mme Jack Fridrici et leur fils,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Roger FRIDRICI,
sous-préfet honoraire,

survenu à Metz, le 7 mars 1981, dans sa quatre-vingt-quatrième année.
Le défunt ayant fait don de son corps à la faculté de médecine, il n'y a pas eu de cérémonie funèbre.
Cet avis tient lieu de faire-part.
2, rue Goussel-François,
57000 Metz.

[Né le 19 mars 1897 à Metz, Roger Fridrici fit toute sa carrière dans l'administration préfectorale. Entré dans la *Résistance dès ses débuts, il fit partie*, à la préfecture de Montpellier, des réseaux « Goelette », « Sabot » et « N.A.P. ».

Nommé sous-préfet de Sarreguemines le 1er janvier 1945, il devait être sous-préfet de Mayenne (1951), puis de Philippeville (Algérie) (1954). Après avoir été secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne (1955), il terminait sa carrière en tant qu'administrateur civil à l'Administration centrale. Roger Fridrici était chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, et titulaire de la médaille de la Reconnaissance française. Il était le père de notre collaborateur et ami Jean Fridrici.]

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme veuve Nina GUETTA,
née Saada,

survenu le 6 mars 1981, à Migron (Charente-Maritime).
Les obsèques ont lieu le lundi 9 mars 1981, à 17 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

— M. et Mme Michel Kellermann,
M. et Mme Pierre Flourens,
M. et Mme Gilles Flourens,
M. et Mme André Roi,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Désiré KELLERMANN,

leur père, grand-père et beau-père,
survenu à Nice, le 3 mars 1981, dans sa quatre-vingt-onzième année.
Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu dans la stricte intimité, le 5 mars 1981, à Nice.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'établissement,
Le personnel et les élèves du lycée Roger-Verlomme,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Geneviève MARTY,
conseillère principale d'éducation,

survenu brutalement le samedi 21 février 1981, en son domicile de *Sèvres 92310*.
24, rue Fondary,
75015 Paris.

— M. Emmanuel Monick,
M. et Mme Paul Maillard, leurs enfants et petite-fille,
M. et Mme Gérard Dangelzer, leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Mme Emmanuel MONICK,
née Madeleine Perrusson,

survenu le 3 mars 1981
Ses obsèques religieuses ont été célébrées dans la stricte intimité familiale, en l'église d'Ecuisses (Saône-et-Loire), suivies de l'inhumation dans le caveau de famille.
15, villa Madrid,
92200 Neuilly-sur-Seine.
4, avenue d'Eylau,
75116 Paris.
36, avenue George-V,
75008 Paris.

— *Florence de Montrichard,*
son épouse,
Cécile et Isabelle, ses enfants,
Claire-Hélène de Montrichard,
sa sœur,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Arnault de MONTRICHARD,

le 13 février 1981, à trente et un ans.
Cet avis tient lieu de faire-part.
94, rue de la Croix-du-Sud,
34000 Montpellier.

— Mme Ouzegane,
Et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté mari et père,

Amar OUZEGANE,
ancien ministre,
ancien premier secrétaire
du P.C.A.,
rédacteur de la plate-forme politique
du congrès de la Soummam,

survenu le 5 mars 1981, à Alger, à l'âge de soixante et onze ans.
Villa 17, rue n° 4,
Parc « Le Paradou »,
Hydra, Birmandreis, Alger.

[Ancien ministre, vieux militant de la révolution algérienne, Amar Ouzegane avait rejoint le F.L.N. dès 1954 et avait participé en 1956 à la rédaction de la plate-forme de la Soummam.]

— *M. Jean-Marie Caroly et Mme,* née Sylvie Portal,
M. Roger Portal,
Mme Louis Gardet,
Et leurs familles,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert PORTAL,

survenu à Nice, le 25 février 1981.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 27 février, à Ambert (Puy-de-Dôme).
4, rue Bernard-Jugault,
92600 Asnières.

— M. et Mme Jacques Rigaud et leurs enfants,
M. et Mme Robert Marty, leurs enfants et petits-enfants,
Mme Geneviève Megrot, ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Germaine RIGAUD,
née Megrot,

survenu le 3 mars 1981, en sa quatre-vingt-quatrième année.
Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité, à Verteuil-d'Agenais (Lot-et-Garonne), le 7 mars 1981.
15, quai Paul-Doumer,
92400 Courbevoie.
38, rue des Saints-Pères,
75007 Paris.
66, rue Guy-Môquet,
75017 Paris.

Remerciements

— Mme Guy Andruette,
Et sa famille,
très sensibles aux marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Guy ANDRUETTE,

adressent leurs remerciements à toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil.

— Mme Marcel Roufflanges,
Mme Lucile Bourqualot et ses enfants,
Mme Jeanne-Françoise Roufflanges,
très touchés par les marques de sympathie qui leur ont été adressées lors du décès de

Marcel ROUFFIANGES,

remercient toutes les personnes qui ont pris part à leur peine.

Anniversaires

— Comme chaque année, en mémoire du sacrifice du

colonel
Jean BASTIEN-THIRY,

fusillé le 11 mars 1963,
une messe sera dite le mercredi 11 mars 1981, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-des-Victoires (Paris-2e).
Dans la matinée, à 9 h. 30, une prière sera dite sur sa tombe au cimetière de Bourg-la-Reine (92)

— Il y a sept ans, disparaissait
Michel CROISET,
peu après
Emmanuelle et Chloé,
ses petites filles.
Sa femme, ses parents et frères et sœurs remercient tous ceux qui ne l'oublient pas.

— Il y a dix ans,
Jean-Pierre GUEZEC,
compositeur,
professeur
au Conservatoire national supérieur de musique, quittait sa famille, ses amis.
Une pensée est demandée à ceux qui se souviennent.

Communications diverses

— Loge J.-Th. Desaguliers n° 1. Rite français traditionnel. Jeudi 19 mars, 19 h. 30. Réception d'un candidat au premier grade.
Sur invitation. L.N.F. B.P. 81, 75160 Paris Cedex 04. Envoi de la charte de la Maçonnerie traditionnelle libre sur demande.

— L'ACORAM invite ses adhérents à s'inscrire au siège pour la Journée de l'ACORAM du samedi 14 mars 1981. Conférence sur l'épave de « la Méduse » et assemblée générale, au Musée de la marine. Dîner dansant à la Conciergerie. (Détail : « Marine », n° 110.)

PRESSE

● *Des mouvements de grève* sporadiques, lancés à l'initiative de la Fédération française des travailleurs du livre C.G.T. affectent depuis une quinzaine de jours la sortie des quotidiens régionaux.

Fin février, plusieurs journaux avaient subi soit des retards à la parution, soit des réductions de pagination ou des suppressions de certaines éditions, notamment *le Bien public*, le *Midi libre*, *Sud-Ouest*, *l'Alsace*, *les Dernières Nouvelles d'Alsace*, *Nord-Matin*, *Nord-Eclair* et *Ouest-France*.

Samedi 7 mars, *Nice Matin* était empêché de paraître tandis qu'à Toulouse, nous signale notre correspondant régional, *la Dépêche du Midi* ne pouvait sortir que sur une pagination réduite.

Selon la F.F.T.L., ces grèves tournantes visent à obtenir du Syndicat national de la presse quotidienne régionale l'ouverture de négociations pour une augmentation des salaires de 3 % au 1er février. Elles porteraient aussi sur les effectifs.

LATREILLE
QUINZAINE
DE L'IMPERMEABLE
style-30 ans-classique
du 24 février au 14 mars
62, R. St-ANDRÉ-des-ARTS - 6e
Tél. 329.44.10
PARKING ATTENANT A NOS MAGASINS



arts ménagers
CNIT / Paris.La Défense
du 11 au 16 Mars 81



50e SALON



MUSIQUE

« Lucio Silla » à Zurich

Devant un événement inexplicable, quasi miraculeux, le devoir du témoin est d'abord... de témoigner. Donc, l'Opéra de Zurich donne dix représentations, à bureau fermé, d'un opéra qui a été joué vingt-six fois au Teatro Ducale de Milan, en décembre 1772, et pour le carnaval suivant, et à peu près jamais depuis ; le compositeur avait seize ans ; il s'appelait Mozart, vous l'avez deviné. L'œuvre s'appelle Lucio Silla *et n'avait guère bonne presse auprès des musicologues sérieux (Wyzewa, Dent) ; or, pendant les quelque quatre heures que dure le spectacle (avec très peu de coupures et deux courts entractes), presque autant qu'un drame wagnérien, on n'éprouve pas un instant d'ennui et l'enthousiasme déborde comme aux plus grands soirs.*

Miracle de l'interprétation ? Certes, et l'on retrouve à la source les deux magiciens du cycle Monteverdi de Zurich, Nikolaus Harnoncourt et Jean-Pierre Ponnelle, qui ont entrepris l'an passé avec Idoménée *(le* Monde *du 11 mars 1980) le cycle complet des opéras de Mozart.*

Harnoncourt, en particulier, décape Mozart comme Monteverdi le « réduit » à l'essentiel, c'est-à-dire qu'il l'exprime totalement par sa rudesse radicale, en dénudant la valeur expressive de chaque phrase, de chaque inflexion, de chaque instrument. Avec ses gestes d'une implacable énergie, sans emphase, ses nuances millimétrées, le langage si précis de ses yeux clairs, embués de rêve, comme étonnés par la musique merveilleuse qui monte en lui, il est pour ses instrumentistes la vivante « icône » qu'il suffit de regarder pour saisir la totalité de l'expression.

*Cependant l'interprétation ne peut, à elle seule, inventer un chef-d'œuvre, et il faut bien qu'en ces six semaines de fièvre seulement que dura la composition, au cours de sa « grande crise romantique » (Wyzewa), Mozart, avec une prodigieuse science de l'*opera seria *(1), ait aussi assimilé, vécu et recréé les passions brûlantes de ses héros, huit ans avant* Idoménée.

*Le cadre de l'*opera seria *était cependant des plus contraignants par l'obligation d'offrir à chaque acte un grand air à chacun des protagonistes, et l'écriture à première vue assez stéréotypée de ce genre d'ouvrage. Mais Mozart n'en a cure : les mots lui montent au nez, le drame le prend et il mène la musique tambour battant, la plie sans peine avec une spontanéité, un bonheur et une grâce de l'expression incroyables.*

La clémence du prince

Le livret de Giovanni de Gamerra, révisé par l'illustre Métastase, offre, il est vrai, dans un langage ampoulé et surabondant, toutes les possibilités de s'émouvoir (malgré l'obligation aujourd'hui de remplacer les castrats par des travestis) : Lucio Silla (Eric Tappy), dictateur romain, a vaincu Marius et recueilli la fille de celui-ci, Giana (Edita Gruberova), qu'il aime et veut épouser ; celle-ci, noble, fixée sur le souvenir de son père, lui tient tête et reste fidèle à un proscrit, Cecilio (Ann Murray) ; ce dernier revient à Rome pour tuer le tyran avec l'aide de Cinna (Jill Gomez) qui joue double jeu, tiraillé entre sa fidélité à Marius et l'amour de Celia (Rachel Yakar).

Affaire de famille, assez embrouillée apparemment, mais les personnages sont si fortement caractérisés par Mozart, les ressorts de l'action si tendus par des récitatifs (surtout avec orchestre) orageux, plaintifs, tendres ou grandioses que l'attention ne faiblit pas jusqu'au dénouement où la clémence et la renonciation magnanimes de Silla avaient de quoi réjouir le public et son prince, toujours flatté de se voir conférer allégoriquement un aussi beau rôle.

*Jean-Pierre Ponnelle tire un maximum d'effet dramatique du côté schématique et stylisé de l'*opera seria, *de ce mélange somptueux du classicisme et du baroque. La nudité romaine s'allie à la profusion de la Renaissance. Autour du point fixe et symbolique qu'est le tombeau de Marius, les décors changent instantanément, grâce à de merveilleux rideaux de tulle où apparaissent les splendides dessins, les formidables architectures de Piranèse et de Bibiena, places, palais, ponts, grottes, souterrains, prison, vibrant dans la lumière qui les transgresse ou les transperce en faisant apparaître les arrière-plans du drame, les personnages et les actions auxquels se réfèrent les airs des héros.*

Et les attitudes de ceux-ci sont tellement simples, justes et belles, tellement accordées à l'efflorescence immobile du chant infiniment orné, qu'ainsi s'explique l'expression de temps suspendu que l'on éprouve et qui rend courte cette soirée passée dans l'« extase » musicale. Mais il faut pour cela les chanteurs à la personnalité affirmée, d'une perfection fabuleuse, réunis à Zurich, car il est impossible de dissimuler la moindre faiblesse dans ces airs où la voix est soumise à d'incessantes prouesses.

Les quatre soprani et les deux ténors ne se font nulle ombre : Ann Murray, extraordinairement poignante et généreuse, est mélancolique jusqu'au désespoir ; Jill Gomez, exquise dans le personnage un peu falot de Cinna, auquel elle prête tant d'indécisions miroitantes ; Rachel Yakar, tendue, confiante, rieuse, sûre de sa séduction ; Edita Gouberova, prodigieuse dans le rôle le plus hérissé de virtuosité, pire que la Reine de la Nuit, implacable comme Antigone dans son refus. Et puis Eric Tappy, dont la voix inondée de soleil convient si bien à la gloire, à la colère, enfin au renoncement sublime de Silla, avec Peter Straka, son double, d'une excellente présence scénique malgré certaines faiblesses techniques.

Tous sont portés au sommet de l'expression musicale par Harnoncourt et ses merveilleux instrumentistes du Mozart Orchester.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations, les 12, 18, 20, 22, 25, 27 et 29 mars ; *Idoménée*, les 11 et 26 mars.

(1) On n'oubliera pas qu'il s'y était familiarisé pendant trois ans (1770-1772) par d'importants travaux dramatiques qu'on peut étudier aujourd'hui de près grâce aux très beaux enregistrements du Mozarteum de Salzbourg dirigé par Leopold Hager : *Mithridate, la Betulia liberata, le Songe de Scipion,* ainsi que *Lucio Silla.* (Tous sur disques Deutsche Grammophon.)

ROCK

Marquis de Sade en tournée

De toute évidence, Marquis de Sade est le seul groupe français qui soit prêt à passer les frontières sans complexes. Mieux, on peut penser que ces musiciens de Rennes — Philippe Pascal (chant), Franck Darcel (guitare), Thierry Alexandre (basse), Eric Morinière (batterie), Philippe Herpin et Daniel Paboeuf (saxophones) — ont plus de chances d'obtenir un succès substantiel à l'étranger. En dépit d'une sono approximative, leur concert du Palace, le 4 février, en était la preuve. Il y a une beauté renversante dans la musique de Marquis de Sade, le lyrisme majestueux, les mélodies racées, les textes impressionnistes, l'exactitude de l'interprétation, bien sûr, mais plus que cela encore, il y a quelque chose de bouleversant, quelque chose qui ressemble à de la magie.

En 1980, Marquis de Sade, qui chantait en anglais et en français, refusait de se laisser enfermer dans une étiquette culturelle et se présentait comme un groupe européen. L'idée était bonne, elle est meilleure aujourd'hui, le groupe ayant su se renouveler pour aller au-delà de ce qui apparaît désormais comme un cliché. Il n'y a pas de secret, les musiciens de Marquis de Sade travaillent beaucoup, ils se remettent en question, transforment la construction de leurs morceaux pour leur donner un visage différent d'une année sur l'autre. Marquis de Sade varie ses effets, multiplie ses pôles d'attraction : un batteur inventif et précis comme un métronome, un bassiste solide, une structure originale qui veut que la guitare et les cuivres soient les principaux fondements de la ligne mélodique.

Ces deux cuivres dont les interventions dans le nouvel album, *Rue de Siam*, déterminent tout le brillant de cette musique qui pétille d'astuces et qui respire l'audace. Et puis le chanteur, ce garçon qui tient la scène comme personne, qui déclame les textes et perce la musique d'une voix impérieuse, sans doute le seul chanteur français qui ait le sens du drame, le seul à savoir s'entourer du mystère qui a fait les héros du rock'n roll. Si l'on ajoute les éclairages magnifiques, il ne manque à Marquis de Sade qu'une image à la hauteur de ses ambitions (la pochette du disque, les affiches du groupe, les tenues des musiciens ne sont pas toujours du meilleur goût) pour atteindre la perfection. En vérité, on l'a vu au Palace mercredi puis à Marseille samedi et à Lyon dimanche, pour un bon moment encore, les musiciens de Marquis de Sade n'ont à craindre aucune concurrence en France.

ALAIN WAIS.

★ Le 10 à Lausanne, le 11 à Genève, le 12 à Grenoble, le 13 à Hyères, le 15 à Nice, le 17 à Toulouse, le 18 à Bordeaux, le 19 à La Roche-sur-Yon, le 20 à Limoges, le 21 à Clermont-Ferrand, le 22 à Annecy, le 24 à Dijon, le 25 à Nancy, le 26 à Strasbourg, le 27 à Metz, le 28 à Massy-Palaiseau, le 5 avril au Festival international des musiques nouvelles à Reims. Discographie : rue de Siam, Pathé-Marconi 20070-72302.

THÉATRE

« LES FIANCÉS DE LA BANLIEUE OUEST » deuxième partie

Au mois de janvier, la Maison de la culture de Bobigny présentait une pièce de Louis-Charles Sirjacq, mise en scène par Bruno Bayen, *les Fiancés de la banlieue ouest*, première partie : *le Voyageur* (*le Monde* du 24 janvier). On y voyait un écrivain, Serge Valetti, chercher la solitude d'une chambre d'hôtel propre et banale pour méditer les souvenirs de son père boxeur. Des personnages flous et attachants, accrocheurs comme des désirs ou des regrets, forçaient sa retraite, il partait.

La seconde partie, *la Critique du voyage*, est écrite par Bruno Bayen qui a repris le rôle de l'ami d'enfance. On y retrouve Serge Valetti et Yves Reynaud — un type furtif et malsain — avec des femmes nouvelles : Claude Degliame, Elisabeth Bart... Le décor a changé. Les spectateurs dominent de haut, de loin, un espace noir millimétré en blanc — à la manière d'une photo très agrandie et répétée de double décimètre — adossé à un mur-miroir, qui, éclairé, devient le mur vitré d'un *fast-food*. Le voyageur erre dans une ville qu'il ne reconnaît pas. Sa balade nous entraîne au zoo, au stade qui porte le nom de son père, dans des rencontres, des croisements entre des parcelles de vies flottant incertaines, bougées par des impulsions, des impatiences. Bruno Bayen emploie toute une série de procédés et se laisse aller à un maniérisme post-godardien et durassien qu'il exploite trop systématiquement. On reste froid malgré la tendre beauté du spectacle en lui-même.

Plus qu'à une suite du *Voyageur*, on assiste au développement d'un travail réalisé avec les élèves de Strasbourg sur un texte de Sirjacq, *Square Louis-Jouvet* (*le Monde* du 3 avril 1979). Travail sur le mouvement, les effets d'éloignement, de dissociation des corps et des voix, reçues lorsque les acteurs se tiennent derrière les parois de verre, déformées par des micros-cravates. Et leurs crépitements — pas vraiment voulus — transmettent cet énervement de surface, obsédant, fatigant : le mal des villes.

Mais après l'entracte, tout change encore. Les spectateurs sont de plain-pied avec le décor : allée obscure d'un cinéma, chambre noire de photographe, dancing, terrasse de café. Un meurtre est commis, c'est sans importance. L'important est que l'on a retrouvé Bruno Bayen lui-même, et que les comédiens semblent vivre autrement, d'une manière tellement sensible, et que la beauté envoûte. En particulier dans la scène du dancing : l'unique couple qui, sur un tango ironique et répétitif de Jean-Marie Senia, fait une danse cassée, cocasse et agressive, et puis la danse solitaire du gros barman, sur le plancher jaune, devant le rideau rouge et les verres vides au bar déserté...

Qu'on ne parle pas de Bob Wilson, de qui que ce soit. Ce voile de douce cruauté, ces moments uniques appartiennent totalement à Bruno Bayen, à son art déroutant, à ce charme, à cette magie dont on ne peut pas se détacher.

COLETTE GODARD.

★ Bobigny, Maison de la culture, 20 h. 30.

« Les Pieds dans le plat »

C'est un assemblage de fragments de pages pris à droite à gauche dans les livres et les manifestes de René Crevel, écrivain qui se tua en 1935, à trente-cinq ans, après avoir été membre du groupe surréaliste et avoir espéré beaucoup du communisme.

Le Centre dramatique de la Courneuve semble avoir de l'honnêteté et de la bonne volonté, mais ces extraits de Crevel, récités comme cela à tour de rôle avec accompagnements de musique de jazz, dans une mise en scène pauvre, deviennent un défilé de banalités anticléricales, de lieux communs politiques, de rodomontades velléitaires. Tout tombe à plat.

Crevel méritait mieux. La Courneuve aussi. Le public de la salle Gémier aussi. Il n'y a donc eu personne, dans les alentours de cette troupe, pour prévenir les acteurs qu'ils allaient tout de travers. Ce que l'on peut être seuls !

MICHEL COURNOT.

★ Salle Gémier, 20 h. 30.

DANSE

Don Quichotte à l'Opéra

Le ballet *Don Quichotte* a été créé en 1869 à Moscou par Marius Petipa ; il sacrifiait au goût romantique pour l'espagnolade, une façon de caricaturer gaiement les danses et les mœurs du pays, sur une musique à flon-flon de Minkus. Mantilles, boléros et castagnettes. Le ballet parut trop long. En 1902, Gorski, le réformateur du ballet russe, entreprit de « balayer tout le fatras de Petipa. On reprocha à sa version de *Don Quichotte* ce feu d'artifice de costumes, de masses en mouvement, de numéros de danses adroitement réglés mais sans souci de la beauté scénique, du rythme et de l'action.

C'est exactement ce que l'on pourrait dire aujourd'hui de la chorégraphie proposée par Rudolf Noureev à l'Opéra de Paris. Dès le premier acte, la grande place de Barcelone, décorée par Georgiadis dans des tons verts et oranges, dans un climat à la Goya, tout part dans tous les sens. Des petites anecdotes fusent de-ci, de-là : des danses s'ébauchent. Les divertissements s'enchaînent, mais l'œil ne sait où se poser, rien ne l'arrête.

Le chorégraphe a voulu mieux intégrer la foule aux aventures du chevalier à la triste figure, de Basile et de Kitry : il n'est pas parvenu à structurer ses mouvements de danse. Plus le spectacle s'avance et plus on se dit qu'il ne se passe rien. Seule la vision de Don Quichotte échappe à ce flou artistique. On imagine bien que, lorsque Noureev interprète lui-même le rôle de Basile, il est ce fil conducteur, cet élément magnétique qui donne une cohésion à l'ensemble. Cyril Atanassof a dansé avec conviction et entrain le soir de la première, mais il ne peut guère aller plus loin.

Cette super-production pourra d'ailleurs se mettre en place avec le temps ; elle réserve d'agréables moments de danse et met en valeur la qualité de la troupe. Noëlla Pontois, une Kitry précise et enjouée ; Patrick Marty, un Don Quichotte crédible ; Georges Piletta, irrésistible en Gamache qu'il joue à la manière d'un muscadin ; Jean-Yves Lormeau, Espada un peu imprécis mais superbe ; Sylvie Clavier, danseuse des rues très typée ; et puis, plus ravissantes l'une que l'autre, Jennifer Goubé et Françoise Legrée, Monique Loudière, Karine Averty et surtout la superbe Elisabeth Platel aux équilibres élégants. Quant au chef d'orchestre, John Lanchbery, il parvient presque à donner de l'esprit à la musique de Minkus.

MARCELLE MICHEL.

PETITES NOUVELLES

■ Les deux concerts de Charles Aznavour, dimanche 8 et le lundi 9 mars, à 21 h., au Théâtre Musical de Paris (Châtelet), ont été annulés. *Les places seront remboursées* aux caisses du théâtre. Un unique concert aura lieu le lundi 13 avril, à 21 h.

■ Le Groupe Théâtre de Nancy présente dans sa ville, salle Gentilly, « Cauchemar à 4 litres 12 la veille de ses noces », jusqu'au 20 mars, et « In concerto », les 25, 26 et 27 mars.

■ La Rose des Vents présente, à Villeneuve-d'Asq, « la Fureur du paysan », de Ruzzante, du 13 au 21 mars, avant une tournée qui commence à Chelles, le 27 mars.

■ Isabelle Ehni, avec le groupe LLL (Louise Labbé Lyonnaise), joue et met en scène à la Comédie de Saint-Etienne, jusqu'au 14 mars, « la Chambre de Marguerite », d'après « la Dame aux camélias ».

■ « Pol », une pièce d'Alain Didier-Weill, créée au Festival d'Automne 1975, prix U, se joue aux Ateliers de Lyon, du 10 mars au 3 avril. Jusqu'au 4 avril, le T.N.P. présente à la salle Gérard-Philipe, de Villeurbanne, « l'Été dernier à Tchoumlinsk », de Vampilov, un spectacle proposé par Jean Bouise, Colette Dompietrini, Claude Lochy, Isabelle Sadoyan.

■ Des concerts gratuits de musique enregistrée, sur des chaînes de haute qualité, seront présentés désormais toute la journée dans la nouvelle salle « Point d'orgue » de l'immeuble Pleyel à Paris, inaugurée récemment : de 10 heures à midi pour les écoles et les collectivités ; de midi à 19 h. 30 pour tout le monde ; le soir, concerts exceptionnels sur réservation.

MUSÉES

La dixième Muse

(Suite de la première page.)

La sagesse paraît donc être d'aménager soit dans le bâtiment ancien, soit dans un bâtiment de qualité devenu hors usage que l'on préserve ainsi de la *ruine*. C'est ce que l'on a fait à Besançon, à Metz, à Bourges, à Bayonne (musée Bonnat). C'est ce que l'on fait à Paris avec l'hôtel Salé et la gare d'Orsay. Et deux des plus importants musées de province ont entrepris ou achèvent leur nécessaire aggiornamento : Fabre à Montpellier et les Augustins de Toulouse.

Là encore la réussite (Bourges en est une) n'a pas toujours correspondu à la sincérité de l'effort et à l'ampleur des moyens mis à la disposition des conservateurs. D'abord parce que certains bâtiments sont si raides et rebelles, et pompeusement incommodes, qu'ils découragent toute invention. Ensuite, et surtout, parce que rien ne vieillit plus vite qu'un musée, sinon la muséographie elle-même.

La muséographie n'est pas une science exacte. Elle est affaire de goût, de mode, côtoie souvent l'art de l'étalagiste, varie comme varient, et avec quelle rapidité, le sentiment, l'analyse historique du passé et la hiérarchie que l'on établit entre les divers aspects d'une collection. L'écologie et le tourisme aidant, nous regardons aujourd'hui avec plus de sympathie les oiseaux empaillés, les ours et les gentils cailloux de nos petits musées, et si consacrer la Grande Galerie du Louvre à l'école française fut, en son temps, une initiative intéressante, il n'a guère fallu plus de dix ans pour que l'on revienne à une conception plus italienne et « classique » de l'ensemble du département des peintures.

Miss Museography étant ce qu'elle est, dix ans est, en effet, la longévité moyenne d'une présentation nouvelle. A Florence, les Offices ont connu depuis la guerre trois réaménagements, le dernier n'étant pas le meilleur, alors que le brave Pitti, qui n'a guère changé depuis l'époque des grands ducs, poursuit vaillamment sa carrière. Quant au Petit Palais d'Avignon, on ne semble y avoir déployé la pompe et l'artifice que pour faire ressortir (ou oublier) le caractère très gonflé de la collection (Campana) qu'il abrite.

Le monstre de Marseille

Cela dit, on ne peut pas toujours ne rien faire ou s'en remettre à des solutions modestes comme à Guéret ou au charmant musée Girodet de Montargis. Certains édifices et certaines collections demandent que l'on prenne le problème à bras-le-corps. Soit deux exemples : Angers et Marseille.

Voyons d'abord Marseille. On sait quel remarquable effort a fait la conservatrice des musées de Marseille, Mme Marielle Latour, pour animer le musée Cantini, y organiser des expositions de premier ordre (Matisse, Balthus, Rouan, Daumier), y rassembler une collection très représentative et courageuse d'œuvres contemporaines.

Restait la bête, le monstre : le palais Longchamp, dont Espérandieu éleva l'immense portique sous le Second Empire, dont Puvis de Chavannes décora l'escalier (qu'il faudra restaurer) de compositions célèbres et qui seul offrait les surfaces propres à accueillir les collections de la Ville. C'est d'ailleurs pour cela qu'il a été construit.

On n'a pas boudé l'ouvrage, et le fauve semble à peu près apprivoisé. La première tranche des travaux est achevée avec d'intéressantes solutions de dégagement vers le jardin. La présentation est bonne, très claire, les œuvres principales (Pérugin, Carlo Maratta, Guerchin, Rubens) sont bien mises en valeur, et, si le parti décoratif est un peu austère, il a le mérite d'une parfaite simplicité.

Le hic, c'est la climatisation. Non que l'on étouffe ou grelotte à Longchamp, mais l'entreprise chargée de cette partie des travaux a bizarrement installé les appareils idoines contre les fenêtres ce qui rend à peu après aveugle un édifice dont le but était de s'ouvrir sur la beauté du site.

En revanche, la nuit convenant aux idoles, rien n'est plus suggestif que la salle où sont présentés les magnifiques objets africains provenant de la collection d'un amateur marseillais, Pierre Guerre, qui viennent d'être *légués* à la ville. Il y a là un ensemble de statuettes Fang, de masques et de sculptures Senoufo, Dan ou Baoulé qui signifient pour le musée un enrichissement considérable et dont on a tiré le meilleur parti. Déjà porte de l'Orient, Marseille devient ainsi un bastion avancé du continent noir.

Les plâtres de David d'Angers

Et Angers ? L'affaire est plus complexe. Installé dans un hôtel de la fin du quinzième siècle, le logis Barrault, qui naguère abritait aussi la bibliothèque municipale, le Musée des beaux-arts comprend deux étages de salles et une galerie, datant du dix-septième siècle, où furent installés du vivant même de leur auteur les grands plâtres de David d'Angers. A côté du musée, une abbaye du treizième siècle (gothique Plantagenêt, s'il vous plaît) aux voûtes effondrées qui est une fort belle ruine et que l'on appelle la ruine Toussaint.

Le musée est à l'étroit dans son logis et la ruine est en plein vent. D'où le projet mis au point par la direction des musées de France, l'architecte des monuments historiques et la conservatrice du musée, Mme Viviane Huchard, qui a déjà restauré avec goût le musée Turpin de Crissé. On récupère toutes les salles de musée (y compris la bibliothèque, dont il faudra casser le décor, ce qui est dommage), on restaure la ruine, on la couvre et on y installe David, ses bustes et ses grands plâtres.

Colère chez ceux qui, conduits par un étudiant d'Angers, M. Dominique Cellerier, disent : la galerie David est un bel exemple de muséographie ancienne qui doit être préservé, les plâtres se casseront pendant le transport, et on n'a pas idée de montrer du dix-neuvième siècle romantique dans du gothique Plantagenêt !

A quoi l'autre camp répond qu'il faut bien vivre avec son temps, que le musée n'a pas d'autre moyen d'exposer l'ensemble de ses collections et que, pour des raisons complexes de crédit, les esprits sont très échauffés, notre dixième Muse est sur les dents, la presse s'en mêle. Bref, comme aurait dit Balzac, la bataille fait rage entre Céléristes et Huchardots.

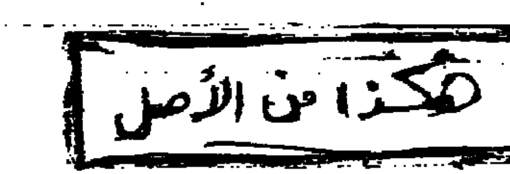
Que penser ? Il ne nous paraît pas criminel de renoncer à la galerie David : trop basse, maussade, mal éclairée, elle ne peut être comparée à la magnifique Gypsothèque Canova de Possagno, en Vénétie, qui fut aménagée par Carlo Scarpa dans les années 50 et qui méritait de l'être. Les « colosses radieux » de David dans une église médiévale ? Pourquoi pas, même si l'opération est de celles qui demandent beaucoup de doigté. En revanche, pour le transport des plâtres, on en a par avance des sueurs froides. Enfin ! *Audaces fortuna juvat*. Bonne chance, Mme Huchard.

ANDRÉ FERMIGIER.

MONTE-CARLO · IMPÉRIAL PATHE · HAUTEFEUILLE







هكذا من الأصل

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES » 704.78.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés).

Lundi 9 mars

théâtres

SPECTACLES NOUVEAUX

Colonel Cody. — Le Perreux, centre culturel (365-09-11), 20 h. 30.
Prévert-Breton. — Centre d'art celtique (258-97-62), 20 h. 30.
Domino. — Marigny (225-70-74), 21 heures.
Les Crabes. — Marie-Stuart (508-17-80), 22 h. 30.

Les salles subventionnées et municipales

Salle Favart (296-12-20), 18 h. 30 : Une heure avec Christine Barbaux.
Comédie-Française (296-10-20), 20 h. : les Plaisirs de l'île enchantée.
Centre Pompidou (277-12-33), débats, 19 h. : lecture de poèmes (J. Frenon) ; 20 h. 30 : Revue parlée (Ted Joans) ; Danse, 18 h. 30 : Viola Faber Dance Company.
Carré Silvia Monfort (531-28-34), 21 h. : Petit déjeuner chez Desdémone.
Théâtre musical de Paris (233-44-44), 18 h. 30 : P. Gallois, flûte et l'Orchestre de la garde républicaine, dir. J. Lamy.

Les autres salles

Comédie-Caumartin (742-43-41), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.
Daunou (261-69-14), 21 h. : Et ta sœur !
Espace Marais (271-10-19), 20 h. 30 : Woody Folies.
Essaïon (278-46-42), I, 21 h : la Vie en douce. — II, 21 h. 30 : Est-ce que les fous jouent-ils ?
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : J'aimerais bien aller à Nevers.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre Noir, 18 h. 30 : Compartiment non fumeurs ; 20 h. 30 : l'Inconciliabule ; 22 h. 15 : Leçon de schizophrénie. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : Jacques a dit ; 22 h. 15 : Pardon M'sieur Prévert. — Petite salle, 18 h. 15 : Parlons français.
Marais (278-53-53), 20 h. 30 : le Pique-Assiette.
Marigny (225-20-74), 21 h. : le Garçon d'appartement.
Moderne (874-10-75), 20 h. 30 : le Rêveur.
Montparnasse (320-89-90), 21 h. : l'Evangile selon saint Marc.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : Y'en a marre ; 22 h. : la Chambre infernale.
Théâtre Présent (203-02-55), 21 h. : Création de Paradis perdu.
Variétés (233-09-92), 20 h. 45 : l'Intoxe.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 30 : Jamais deux sans moi ; 21 h. 30 : Des phantasmes dans le caviar ; 22 h. 45 : la Revanche de Nana.
Café d'Edgar (320-85-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Sueur, cravate et tricot de peau.
Le Connétable (227-41-40), 20 h. 30 : le Grand Ecart ; 22 h. : M. Fanon.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : P. Lai ; 21 h. 15 : Ivres pour vivre ; 22 h. 45 : la Grande Shirley.
Croq'Diamants (272-20-06) : A propos... et popof ? 22 h. : Diable, une femme !
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : La chasse est ouverte ; 21 h. 15 : le Président.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : le Concerto déconcertant.
Sélénite (354-53-14), 21 h. 30 : Génération Hollywood.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Ma vie est un navet.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : Une étoile dans le placard ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres ; 22 h. 30 : l'Amour en visite.

Le music-hall

L'Ecume (542-71-16), 20 h. 30 : P. Gillot ; 22 h. : A. Delille.
Gymnase (246-79-79), 20 h. 30 : Coluche.
Palais des Congrès (758-21-34), 21 h. : Serge Lama.
La Tanière (337-74-30), 20 h. 45 : Marika en Bart et Claire.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h : Sept Ans de bail, bye bye.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Quand les ânes voteront.

La danse

Théâtre des Champs-Elysées (723-47-77), 20 h. 30 : la Sylphide.

Les concerts

Lucernaire, 21 h. : Cl. Baron, Ch. Beckett (Brahms, Schubert, Chopin, Chostakovitch).
Radio-France, grand auditorium, 20 h. 30 : K. Kulka, J. Marchwinski (Tartini, Knapik, Paganini, Szymanowski).
Musée Guimet, 21 h. : Orchestre de chambre H. Nafilyan (Bon, Merlet, Holstein, Israël-Meyer).
Athénée, 21 h. : Bryn-Julson, D. Sutherland (Griffes, Cage, Berg, Berio, Boone...).
F.I.A.P., 21 h. : A. Coppey, J.-L. Paya, S. Couture, Y. Bernard, P. Desvignes (Mozart, Haydn, Beethoven, Schumann, Brahms).
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Trio Deslogères (Tessier, Milhaud, Chaynes, Messiaen, Charpentier).
Théâtre 13, 20 h. 30 : M.-T. Chailley (Bach, Hindemith).
Théâtre Saint-Georges, 21 h. : N. et I. Gotkovsky (Beethoven).
Salle Gaveau, 21 h. : Trio Ravel (Beethoven, Ravel, Schubert).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillot (704-24-24) : relâche.
Beaubourg (278-35-57), 15 h., hommage à Lotte Eisner : Nosferatu le vampire, de F.W. Murnau ; 17 h. : Umberto D., de V. de Sica ; 19 h., les réalismes entre les deux guerres : Via delle cinque lune, de L. Chiarini.

Les exclusivités

AC/DC (fr., v. angl.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
ALICE DANS L'ESPAGNE DES MERVEILLES (Esp., v.o.) : Denfert, 14e (354-00-11). H. sp.
L'AMOUR HANDICAPE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86). Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
BIENVENUE Mr CHANCE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
BRUBAKER (A., v.o.) (*) U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45), 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.F. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Miramar, 14e (320-89-52).
CAFE EXPRESS (It., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Marignan, 8e (359-92-82), Parnassiens, 14e (329-83-11), Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; V.F. : Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Français, 9e (770-33-88), Nation, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
CELLES QU'ON N'A PAS EUES (Fr.) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Studio-Alpha, 5e (354-39-47), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Secrétan, 19e (206-71-33).
C'EST LA VIE (Fr.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16) H. Sp.
CES MALADES QUI NOUS GOUVERNENT (Fr.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
CHANGEMENT DE SAISONS (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) en soirée.
LE CHASSEUR (A., v.f.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
LE CHINOIS (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62). — V.o.-v.f. : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
CLARA ET LES CHICS TYPES (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).
COURTS-CIRCUITS (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) H. Sp.
LE DERNIER METRO (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80).
LE DIABLE EN BOITE (A., v.o.) : Movies-Halles, 1er (260-43-99), St-Germain-Huchette, 5e (634-13-26), Parnassiens, 14e (329-83-11), Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
EUGENIO (It., v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Colisée, 8e (359-29-46), Parnassiens, 14e (329-83-11), Athéna, 12e (343-07-48), 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79), Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Nation, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
FAME (A., v.o.) : Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82), Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
FLASH GORDON (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76), Ambassade, 8e (359-19-08) — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70), Berlitz, 2e (742-60-33), Calypso, 17e (380-30-11), Fauvette, 13e (331-60-74), Montparnasse-Pathé, 14e (329-90-10), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LES FOURBERIES DE SCAPIN (F.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), H. sp., Athéna, 12e (343-07-48), H. sp.
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéstone, 6e (325-60-34).
GLORIA (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22), Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67).
HISTOIRE D'ADRIEN (F.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74).
HISTOIRE DE LA NUIT (A., v.o.) : Action République, 11e (805-51-33) (sf J., L., mar.).
HOUSTON TEXAS (A., v.o.) : St-Germain Studio, 5e (634-13-26) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Athéna, 12e (343-07-48). — V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).
HURLEMENTS (A., v.o.) (**) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : Cin' Ac Italiens, 2e (296-80-27).
INSPECTEUR LA BAVURE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33).
JE VOUS AIME (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).
KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Olympic-Balzac, 8e (561-10-60). — V.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE LAGON BLEU (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Montparnos, 14e (327-52-37), Maxéville, 9e (770-72-86), Murat, 16e (651-99-75).
LES LONGUES VACANCES DE 36 (Esp., v.o.) : Denfert, 14e (354-00-11), H Sp.
LE MIROIR SE BRISA (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
L'OR DANS LA MONTAGNE (It., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
LA PROVINCIALE (Suis.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Calypso, 17e (380-30-11).
PSY (Fr.) Bretagne, 6e (222-57-97) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
RAGING BULL (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LE RISQUE DE VIVRE (Fr.), Panthéon, 5e (354-15-04).
LE ROI DES CONS (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ;

— ACTUELLEMENT —

10 CESARS

LE DERNIER METRO

GAUMONT LES HALLES - STUDIO MÉDICIS - LA PAGODE

OLYMPIC ENTREPOT

Ours d'Or Berlin 1980

PALERMO

Un film de Werner Schroeter

Les Films de la Marguerite



Le 11 Mars

ISABELLE HUPPERT est

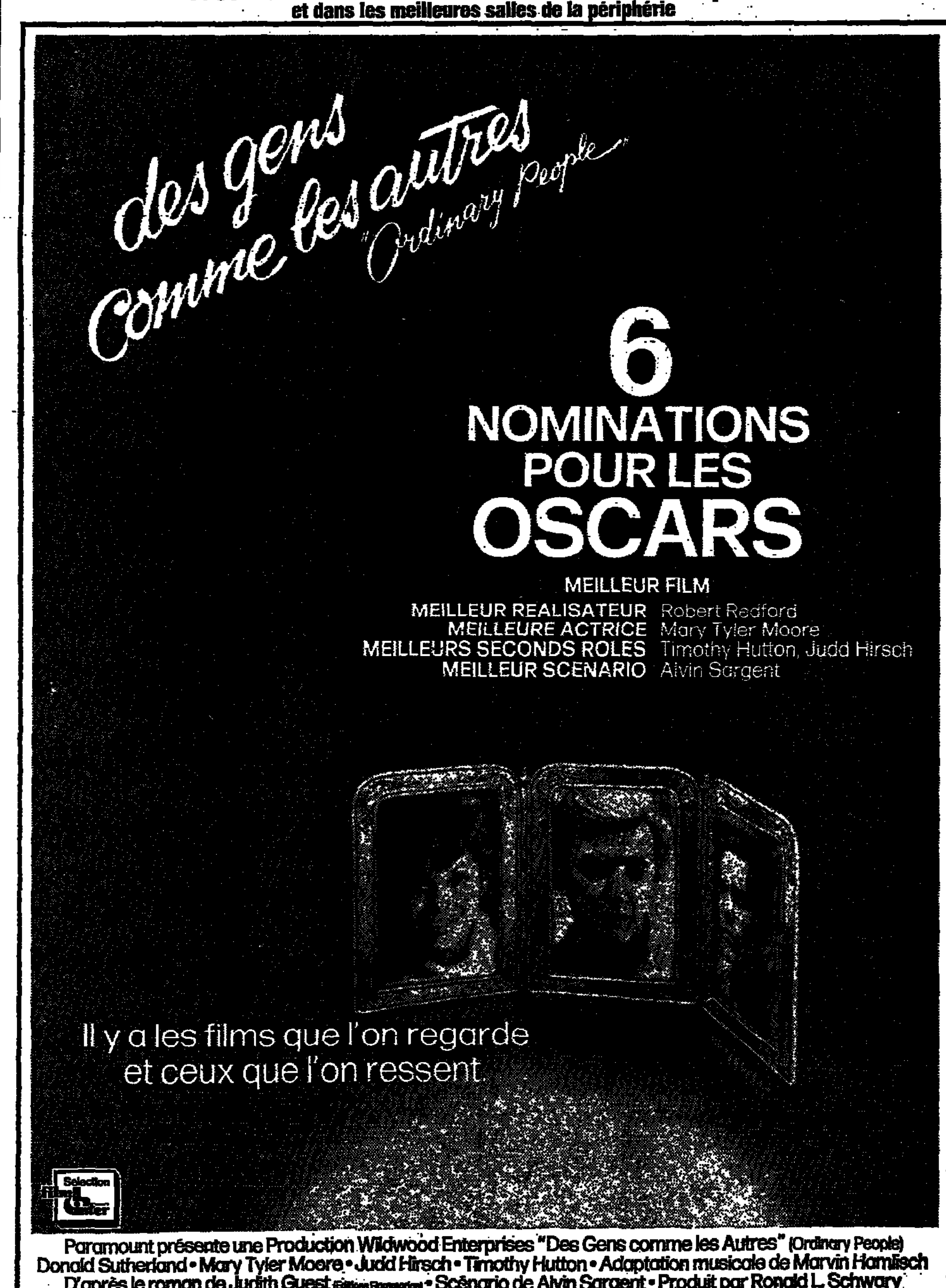
LA DAME AUX CAMELIAS

Gaumont

MERCREDI

GAUMONT CHAMPS ELYSEES VO IMPERIAL PATHE VF CLICHY PATHE VF MONTPARNASSE PATHE VF GAUMONT CONVENTION VF LES NATION VF HAUTEFEUILLE VO GAUMONT LES HALLES VO 14 JUILLET BEAUGRENELLE VO MAYFAIR VO PLM ST JACQUES VO

et dans les meilleures salles de la périphérie



Paramount présente une Production Wildwood Enterprises "Des Gens comme les Autres" (Ordinary People)
Donald Sutherland • Mary Tyler Moore • Judd Hirsch • Timothy Hutton • Adaptation musicale de Marvin Hamlisch
D'après le roman de Judith Guest • Scénario de Alvin Sargent • Produit par Ronald L. Schwary
Réalisé par Robert Redford
UN FILM PARAMOUNT DISTRIBUE PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

SPECTACLES

Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
RUDE BOY (Ang.), v.o. : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point Show, 8e (225-67-29) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
LE SALON DE MUSIQUE (Ind.), v.o. : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Balzac-Olympic, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (Fr.-Suis.) (**) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
SHINING (A., v.o.) (**) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
STARDUST MEMORIES (A.) vo. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).
SUPERMAN II (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).
LES SURDOUES DE LA 1re COMPAGNIE (Fr.) : Tourelles, 20e (364-51-98).
LA TERRASSE (It., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) (sf les 4, 5).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
TU FAIS PAS LE POIDS, SHERIFF (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
UNE ROBE NOIRE POUR UN TUEUR (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44).
UNE SALE AFFAIRE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
UN ETRANGE VOYAGE (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
UN MAUVAIS FILM (Fr.) : Paramount-Montparnasse 14e (329-90-10).
VENDREDI 13 (A., v.o.) (**) : Ermitage, 8e (359-15-71). V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
VIENS CHEZ MOI, J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

LES FILMS NOUVEAUX

ALLONS Z'ENFANTS, film français d'Yves Boisset. Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Richelieu, 2e (233-56-70), Quintette, 5e (354-35-40), UGC Odéon, 6e (325-71-08), Concorde, 8e (359-92-82), Français, 9e (770-33-88), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LA BIDASSE, film américain de Howard Zieff. V.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Bastille, 12e (343-79-71), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
DIVINE MADNESS, film américain de Michael Ritchie. V.o. : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Ambassade, 8e (359-19-08). V.f. : Français, 9e (770-33-88), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
DYNASTY, film chinois (de Taïwan) de Mei Chung Chang (en relief). V.f. : Bonaparte, 6e (326-12-12), George-V, 8e (562-41-46), Lumière, 9e (246-49-07), Images, 18e (522-47-94).
ÇA PLANE LES FILLES, film américain d'Adrian Lyne (*). V.o. : UGC Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32), Rex, 2e (236-83-93), Caméo, 9e (246-66-44), UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Montparnos, 14e (327-52-37), Mistral, 14e (539-52-43), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Secrétan, 19e (206-71-33).
L'EMMUREE VIVANTE, film italien de Lucio Fulci. V.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62). — V.f. : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45), Rio-Opéra, 2e (742-82-54), U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Mistral, 14e (539-52-43), Montparnos, 14e (327-52-37), Magic-Convention, 15e (828-20-64).
LA FEMME DE L'AVIATEUR (ou ON NE SAURAIT PENSER A RIEN), film français d'Eric Rohmer ; Impérial, 2e (742-72-52), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Monte-Carlo, 8e (225-09-83).
GRAU ZONE, film suisse de Fredi Murer. V.O. : Forum-Ciné, 1er (297-53-74).
PALERMO, film allemand de Werner Schroeter. V.O. : Olympic, 14e (542-67-42), Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Pagode, 7e (705-12-15), Studio Médicis, 6e (633-25-97).
RECHERCHE, film iranien d'Amir Naderi. V.O. : Marais, 4e (278-47-86).

Les grandes reprises

AGENT SECRET (A., v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (634-13-26).
AMERICA, AMERICA (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).
L'AMI AMERICAIN (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LES AVENTURES FANTASTIQUES DU BARON DE MUNCHHAUSEN (All., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
BABY DOLL (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-89-22).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; (v.f.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10)
LES BAS-FONDS (Jap., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
LA BLONDE ET MOI (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
BONAPARTE ET LA REVOLUTION (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04), h. sp.
LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
LE CHAGRIN ET LA PITIE (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), h. sp.
LE CHAINON MANQUANT (Bel., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).
LA CONSEQUENCE (All.) (*), v.o. : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
CRIS ET CHUCHOTEMENTS (Suéd.) v.o. : *Studio des Ursulines*, 5e (354-39-19), j. imp.
LA DAME AUX CAMELIAS (A.) v.o. : Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
DELIVRANCE (A.) (*) v.f. : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LE DIBBOUK (Pol.), v.o. : Marais, 4e (278-47-86).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.). Ranelagh, 16e (288-64-44), S., D.
FANTASIA (A.), v.o. : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90).
LA FEMME A ABATTRE (A.), v.o. : Action Christine, 6e (325-85-78).
LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.), Napoléon, 17e (380-41-46).
HAIR (A.), v.o. : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
HESTER STREET (A.), v.o. : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), h. sp.
LES HOMMES PREFERENT LES BLONDES (A.), v.o. : Studio Logos, 5e (354-26-42).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A.), v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
MACADAM COW-BOY (A.), v.o. : Champo, 5e (354-51-60).
MONTY PYTHON, SACRE GRAAL (Angl.), v.o. : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
MONSIEUR VERDOUX (A.), v.o. : A. Bazin, 13e (337-74-39).
PAIN ET CHOCOLAT (It.), v.o. : Actua-Champo, 5e (354-51-60).
LES PORTES DE LA NUIT (Fr.), Marais, 4e (278-47-86), h. sp.
RENCONTRES DU TROISIEME TYPE, EDITION SPECIALE (A.) (Nouvelle version). v.o. : Movies-Halles, 1er (260-43-99), Cluny-Palace, 5e (354-07-76), Ambassade, 8e (359-19-08), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Broadway, 16e (527-41-16) ; v.f. : ABC, 2e (236-55-54), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), Français, 9e (770-33-88), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

MERCREDI

ANDRÉ JUSOM et DOMINIQUE ANTOINE présentent
BRUNO CREMER et CATHERINE ALRIC
avec la participation de CHARLES VANEL
LA PUCE ET LE PRIVÉ
un film de ROGER KAY

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Savez-vous combien d'entre nous ont regradé vendredi, sur Antenne 2, la première partie du Molière d'Ariane Mnouchkine ? Vingt millions. Colossal, non ? D'autant que le film avait déjà fait un million six cent mille entrées dans les salles l'an passé. Remarquez, c'est assez normal : Molière, ce monument historique, cette gloire nationale, depuis le temps qu'on nous l'enseigne à l'école, qu'on nous l'explique, qu'on nous le commente, qu'on nous le joue, on ne nous l'avait jamais montré. C'est à peine si on savait à quoi il ressemblait.

Là, on le découvre à dix ans, gamin pensif, enjoué, tout bouclé, traînant ses chausses, avec les garnements de la paroisse Saint-Eustache, dans le quartier bruyant, animé des Halles aux ruelles mal pavées, boueuses, trouées d'énormes flaques où venaient s'enliser les équipages.

Un somptueux Molière

Cette maison de la rue Saint-Honoré, à deux pas du pont Neuf, où naquit Jean Poquelin, nommé Jean-Baptiste pour le distinguer de son frère cadet, également appelé Jean, cette « maison des singes » dont nous savons, grâce à un inventaire dressé après la mort de sa femme et avant son prompt remariage par le marchand tapissier, ce qu'elle contenait de la cave au grenier, on y pénètre en familiers. On se retrouve, vieux rêve enfin réalisé, en plein cœur de Paris au début du dix-septième siècle. Un miracle.

Si ça ressemble tellement à ce qu'on imaginait, c'est parce que c'est traité à la façon des maîtres hollandais de l'époque, les Pieter de Hooghe, les Vermeer, les Terborch ou encore à la façon des Le Nain. La B.B.C. a souvent eu recours à ce procédé pour son adaptation des pièces de Shakespeare. Il est très efficace. Curieusement, d'ailleurs, au lieu de desservir Molière, le petit écran l'avantage, en gommant la complaisance appuyée d'une caméra qui n'arrive pas à s'arracher à la contemplation de ce qu'elle filme tant elle semble trouver ça joli. Ainsi, au cours du deuxième épisode, la scène du carnaval interdit par les prévôts de collège — est-ce possible ? Ça paraît bizarre — encore assez longuette à la télé n'en finissait pas au cinéma.

Et puisque nous en sommes au chapitre des invraisemblances, que penser d'un Descartes poursuivi par la police, obligé de se réfugier en Suède où la reine Christine l'avait, en réalité, fait venir à prix d'or, un Descartes dont les prises de position contre les théories du docteur Harvey sur la circulation du sang et de Galilée sur la rotation de la Terre n'avaient rien pour plaire à Molière, probablement beaucoup plus séduit par Gassendi ?

Sans doute s'agissait-il d'évoquer, tant bien que mal, à cette occasion, les mœurs et les idées, la ville et la campagne, une campagne uniquement peuplée, à en juger par les rencontres de la troupe en tournée dans le Midi, de pauvres hères squelettiques, hagards, affamés, destinés à nous renvoyer aux paysans mangeurs de racines de nos livres de classe. Je serais curieuse de savoir ce qu'en diront les spécialistes invités aux « Dosiers de l'écran » qui suivront mardi 17 le dernier épisode de ce somptueux feuilleton.

CLAUDE SARRAUTE.

Sur Antenne 2

LES QUATRE PRINCIPAUX CANDIDATS A « CARTES SUR TABLE »

Les quatre principaux candidats à l'élection présidentielle seront les invités de l'émission de Jean-Pierre Elkabbach et Alain Duhamel « Cartes sur table », sur Antenne 2. Après M. Jacques Chirac, ce lundi 9 mars, MM. François Mitterrand le 16, Georges Marchais le 23, et Valéry Giscard d'Estaing le 30, participeront, en effet, à l'émission.

L'ÉGLISE DE FRANCE PRÊTE A ÉMETTRE...

● L'Eglise de France serait prête à mettre en place une antenne catholique si le monopole de l'Etat sur la radio et la télévision n'existait plus. C'est ce qu'a déclaré à Milan l'abbé Michel Dubost, expert de la conférence épiscopale française, au cours d'un symposium sur le phénomène des émetteurs privés en Italie et de leur influence sur les autres pays européens. Président des UNDA-Europe (organisation catholique pour l'audiovisuel), l'abbé Dubost a précisé que l'Eglise française se préparait à mettre en place des émetteurs afin d'être susceptible d'émettre dans les huit jours qui suivraient l'éventuelle fin du monopole.

De leur côté, les experts catholiques italiens ont dressé un bilan de l'action des quelque trois cent cinquante radios et télévisions qui émettent dans ce pays où trois mille radios et six cents stations de télévision se disputent un auditoire, ou un territoire, sinon un marché.

● *Les services de la police judiciaire d'Avignon*, agissant sur commission rogatoire, ont saisi le matériel de Radio-Libre Avignon, dimanche soir 8 mars, dans la commune des Angles (à quelques kilomètres d'Avignon). Cette radio émettait chaque dimanche entre 18 heures et 20 heures depuis cinq semaines.

● *Deux émetteurs destinés* à retransmettre en couleur les émissions de TF 1 ont été inaugurés le samedi 7 mars : le premier à St-Flour (Cantal), l'autre près de Perpignan (Pyrénées-Orientales). Deux autres installations de ce type commenceront par ailleurs à fonctionner avant le 14 mars à Gex (Ain) pour desservir le Jura. Selon M. Jean-Louis Guillaud, président-directeur général de TF 1, les émissions de cette chaîne sont désormais reçues en couleur sur 90 % du territoire français, et les régions encore non desservies obtiendraient la couleur avant la fin du mois de mai.

INSTITUT

Académie des inscriptions et belles-lettres

ÉLECTION DE M. BERNARD GUENÉE

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a élu, vendredi 6 mars, M. Bernard Guenée en remplacement de M. Pierre Courcelle, décédé.

Né le 6 février 1927 à Rennes, M. Bernard Guenée est ancien élève de l'Ecole normale supérieure agrégé d'histoire, docteur ès lettres. Il a enseigné successivement aux lycées de Colmar et de Chartres, a été assistant à la Sorbonne, chargé d'enseignement, maître de conférences et professeur à la faculté des lettres de Strasbourg. Depuis 1965, il est professeur à la Sorbonne et, depuis 1980, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages : Tribunaux et gens de justice dans le bailliage de Senlis à la fin du Moyen Age ; les Entrées royales françaises de 1328 à 1515, *en collaboration avec Françoise Lehoux* ; l'Occident aux XIVe et XVe siècles ; Histoire et Culture historique de l'Occident médiéval. *Il a, en outre, donné de nombreux articles aux publications spécialisées et a dirigé des entreprises collectives sur l'historiographie médiévale.*

Lundi 9 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Torpilles sous l'Atlantique
Film américain de D. Powell (1957), avec R. Mitchum, C. Jurgens, A. Medison, T. Bikel, R. Collins. (Rediffusion.)
Pendant la seconde guerre mondiale, un torpilleur américain poursuit, dans l'Atlantique Sud, un sous-marin nazi.
Film de guerre avec scènes impressionnantes. Et deux portraits d'officiers, tous deux grands hommes d'action dans le conflit qui les oppose.
22 h Documentaire : Cinéma et guerre
D'A. Halimi.
22 h 50 Journal

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Magazine : Cartes sur table
Avec M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du R.P.R., candidat à l'élection présidentielle.

JEAN FAVIER
LA GUERRE DE 100 ANS
PHILIPPE LE BEL
2 succès Fayard

21 h 55 Document : Archives, mémoire de l'homme
De J. Favier. Réal. L. Dèramond. Nicolas de Baye, greffier du Parlement au XVe siècle.
22 h 25 Introduction à la musique contemporaine
Nécessité et hasard : série de M. Fano et D. Jameux.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 30 Cinéma public : Dernier domicile connu
Film français de J. Giovanni (1969), avec L. Ventura, M. Jobert, M. Constantin, J. Sobieski, A. Mottet. (Rediffusion.)
Un inspecteur de police et une jeune assistante débutante recherchent un homme dont le témoignage peut faire condamner pour meurtre un trafiquant sur le point d'être jugé. Deux tueurs suivent la même piste, afin d'éliminer ce témoin. Excellente transposition d'un roman américain à Paris et dans la région parisienne. Action bien menée, vérité humaine et psychologique des personnages.
22 h 10 Journal

FRANCE-CULTURE

20 h, Electrodrome 2006, de V.P. Ferguson. (Redif.)
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : Descartes et la crise de la raison.
22 h 30, Nuits magnétiques : L'attrait, le mystère : H. Callet.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert de musique de chambre (en direct du Grand Auditorium) : « Sonate en sol mineur » (Tartini) ; « Mythes » (Szymanowski) ; « Partita pour violon et piano » (Knapik) ; « Variations sur la Molinara de Paisiello ; « Paganini », avec K. Kulka, violon, et J. Marchwinski, piano.
23 h, Ouvert la nuit : Solistes français : le Trio à cordes français interprète Beethoven, Blancquart et Copland ; 0 h 5, Les domaines de la musique électro-acoustique.

Mardi 10 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 05 Réponse à tout
12 h 25 Une minute pour les femmes
Et s'il avait fait une fugue.
13 h Journal
12 h 30 Midi première
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin Présent
Elles en question ; 14 h 5, Oiseaux dans la ville ; 14 h 25, Tout feu, tout femmes ; 14 h 35, Feuilleton : L'homme sans visage ; 15 h 30, A vos mains flash ; 15 h 35, Les recettes de mon village ; 15 h 55, Mémoire en fête ; 16 h 20, A vos mains ; 16 h 30, Dossier : Pas de femmes, pas de ferme ; 17 h, Le pour et le contre ; 17 h 15, A tire d'elles ; 17 h 20, Coup de cœur ; 17 h 35, Mini-show.
18 h C'est à vous
18 h 20 L'île aux enfants
18 h 45 Avis de recherche
19 h 20 Emissions régionales
19 h 45 Les paris de TF 1
20 h Journal
20 h 35 Le grand débat
De J.-M. Cavada, P. Duhamel, R. Vernay.
Avec M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République.
21 h 35 Des lendemains pour l'homme
De C. de Givrey.
Le rendez-vous du troisième millénaire : en finir avec la faim.
Avec MM. W. Léontief (prix Nobel d'économie et expert auprès de l'ONU), J. Poly (président-directeur général de l'Institut national de recherches agronomiques), J. Perrot (cofondateur du Centre national pour l'exploitation des océans), M. Guernier (membre fondateur du Club de Rome), et M. Elmandsra (membre de l'Académie du royaume du Maroc).
22 h 30 Traits de mémoire
De C. Miller.
L'histoire de la bande dessinée : la légende des bulles.
23 h Journal

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir
12 h 30 Série : « Les amours des années folles »
12 h 45 Journal
13 h 35 Emissions régionales
13 h 50 Face à vous
14 h Aujourd'hui madame
La mythomanie.
15 h Téléfilm : « Laura »
De L. Ripandelli (1977). Avec R. Palmer, C. Capuzzo, G. Rossi. (En v.o. sous-titrée.)
Le lien délicat, unique, qui s'installe entre une petite fille, Laura, et un homme d'une quarantaine d'années, Alberto, provoque une crise dans le couple qu'il forme avec Maria, sa femme.
16 h 15 Itinéraires
Le théâtre : l'illusion par le mot ; La fête roumaine.
17 h Fenêtre sur...
Aimer en France.
17 h 50 Récré A 2
C'est chouette ; 3-2-1 contact.
18 h 30 C'est la vie
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres
19 h 20 Emissions régionales
19 h 45 Top club
20 h Journal
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.)
20 h 40 Les dossiers de l'écran : Négociations secrètes
De P. Salinger et B. Gray.
Ce reportage sur les négociations secrètes qui ont conduit à la libération des otages américains à Téhéran est le résultat de treize mois de recherches et d'enquêtes, de deux mois et demi de tournage et de montage. L'émission originale, qui durait trois heures, est passée le 22 janvier aux Etats-Unis. Une version plus courte a été réalisée spécialement pour les Dossiers de l'écran.
22 h Débat : Les 444 jours de Téhéran
Avec MM. P. Salinger (directeur d'A.B.C.-TV en Europe), E. Rouleau (journaliste au « Monde »), H. Villalon (homme d'affaires), Mes C. Bourguet et F. Chéron (avocats), qui ont servi d'intermédiaires dans les négociations Etats-Unis-Iran, R. Armco (porte-parole du chah à Panama), M. J. Graves, (otage), J. Powell (ancien porte-parole de M. Carter à la Maison Blanche), M. F. Giuliani (porte-parole du secrétaire général des Nations unies).
23 h 30 Journal

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Ministère des universités
18 h 30 Pour les jeunes
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre
Le M.R.A.P.
19 h 10 Journal
19 h 20 Emissions régionales
19 h 55 Dessin animé
Les aventures de Tintin : le trésor de Rackham le Rouge.
20 h Les jeux
20 h 30 Cinéma : l'Homme des Folies-Bergère
Film français de M. Achard (1935), avec M. Chevalier, S. Viva, N. Paley, A. Berley, F. Ledoux, J. Louvigny, J. Raucourt. (N.)
Un acteur des Folies-Bergère, spécialisé dans l'imitation des personnalités parisiennes, prend la place d'un banquier, qui a dû faire un voyage à Londres pour une négociation financière. Il abuse tout le monde.
21 h 50 Journal

FRANCE-CULTURE

14 h, Sons : Quand la fête est finie.
14 h 5, Un livre, des voix : « les Demoiselles de Beaumoreau », de M. Gurgand.
14 h 47, Magazine international : Lutter contre la faim dans le monde.
16 h 20, Actualité : Le monde, d'A. Chave.
16 h 50, Départementale : A. Delémont.
17 h 32, Musique nature : L. Ferrari.
18 h 30, La certaine France de mon grand-père, d'après E. Guillaumin.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : La science et les inégalités de développement.
20 h, Dialogues : L'enfant sauvage, mythe et réalité, avec J. Mistler et H. Lane.
21 h 15, Musiques de notre temps : Daniel Meier.
22 h 30, Nuits magnétiques : *L'attrait, le mystère* : H. Callet.

FRANCE-MUSIQUE

14 h, Musique : Les chants de la terre ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h, Un disque pour la semaine : « Nocturnes » de Debussy, dir. B. Haitink ; 15 h 30, L'opéra de la semaine : « Euridice », de J. Peri, par le Chœur polyphonique de Milan, dir. G. Bertola, et les solistes de Milan, dir. A. Ephrikian ; « le Grand Macabre », version de concert de G. Ligeti, par les Chœurs et l'Orchestre de la radio danoise, dir. E. Howarth (enregistrement public, Copenhague, 19 janvier 1979).
18 h 2, Dix-Huit : Jazz time ; 18 h 30, Portrait par petites touches : cycle Chopin, avec François-René Duchable, piano ; 20 h, Premières loges : T. dal Monte, soprano, interprète Bellini, Donizetti et Verdi.
20 h 30, Concert : Récital de chant (Opéra de Paris, 4 novembre 1980). Jessye Norman, soprano, accompagnée par Dalton Baldwin au piano, interprète Schubert, Brahms, Gounod et Wagner.
22 h 30, Ouvert la nuit : Les chants de la terre ; 23 h, La revue de la presse et de l'édition musicale en Espagne.

TRIBUNES ET DEBATS

LUNDI 9 MARS

— *M. Jacques Chirac* est reçu à l'émission d'Antenne 2 « Cartes sur table », à 20 h. 35

— *M. Christian Beullac*, ministre de l'éducation, participe à l'émission « *Le téléphone sonne* », sur France-Inter, à 19 h. 15.

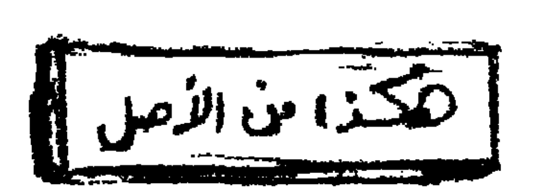
MARDI 10 MARS

— *M. Michel Debré*, candidat à l'élection présidentielle, est l'invité de l'émission « Parlons clair », sur France-Inter, à 7 h. 45

— *M. Alain Krivine*, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire, est reçu au journal de Sud-Radio, à 13 heures.

— *M. Valéry Giscard d'Estaing* est l'invité du « Grand Débat » de TF 1, à 20 h. 35.

هكذا من الأصل



Le Monde

ECONOMIE

ACTIF ET PASSIF D'UN SEPTENNAT (V)

GÉRER LA CRISE

La méthode Coué

L'arrivée de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'Elysée, en mai 1974, s'est produite à un moment crucial de l'histoire de l'économie internationale et nationale. L'année précédente avait été marquée par la fin des certitudes et des assurances sur lesquelles reposait plus ou moins l'équilibre du monde (énergie à bon marché, taux de change fixes, etc.).

Sept ans après, dans quelle situation se trouve l'économie française? A-t-elle mieux ou plus mal que les autres traversé la tempête ? Est-elle mieux préparée qu'elle ne l'était au printemps de 1974 à affronter les nouvelles épreuves que la crise, dont personne ne voit encore la *fin, lui apportera sans aucun doute ?*

Dans la deuxième conférence de presse qu'il avait donnée en sa qualité de président de la République (le 24 octobre 1974), M. Valéry Giscard d'Estaing s'était livré à une analyse pessimiste de l'état du monde, qu'il voyait courir « à la catastrophe ». Tout se passe pourtant comme si, par la suite et pendant longtemps, il n'avait tiré aucune conséquence pratique de ce jugement, donnant l'impression que les choses s'arrangeront d'elles-mêmes. La méthode Coué a servi plus d'une fois de substitut à une véritable politique. C'est ainsi que, en dépit de maintes déclarations rassurantes, les Français attendent toujours un ralentissement de l'inflation et une stabilisa*tion, sinon un recul, du chômage.*

Un libéralisme sans ligne directrice

QUE depuis la libération la France ait un grand dessein économique, associé d'abord à l'action de Jean Monnet au Commissariat général du Plan, on le sait ; que, avec le général de Gaulle, elle a aimé s'imaginer capable de rigueur, et pris le goût par la même occasion d'un franc fort envers et contre toute inflation intérieure, c'est là une autre donnée de la vie nationale ; que l'élan dont celle-ci est animée se soit transmis jusqu'à aujourd'hui est un fait difficilement contestable qui parle à sa manière en faveur des successeurs du premier président de la Vᵉ République. La question qui se pose est de savoir si, depuis sept ans, le dynamisme national a été orienté à bon escient, dans quelles conditions, favorables ou défavorables, il s'est déployé, si l'Etat a *su adapter sa politique*, en matière de monnaie, de crédit, de budget, et la législation de caractère économique et social, aux nouvelles circonstances créées par la crise.

C'est notamment à cause de *ses compétences supposées* dans tous ces domaines qu'une majorité d'électeurs avaient finalement donné leur préférence, au mois de mai 1974, à M. Valéry *Giscard d'Estaing. Dans la mesure où ils ont été déçus*, et ils l'ont été, faut-il en imputer la raison à la malchance (ce serait une bien curieuse explication à propos d'un homme qui se croit lui-même favori des dieux), à la dureté des temps, ou bien au contraire à l'insuffisante aptitude à porter un diagnostic juste sur la situation et à appliquer une thérapeutique adéquate ?

Ce n'est pas seulement entre les politiques suivies par les deux premiers ministres successifs que se manifeste un contraste frappant. Il est pour le moins difficile de trouver un fil conducteur dans la politique économique et monétaire menée au cours des vingt-sept premiers mois du septennat par l'Elysée et par Matignon, qu'occupait alors M. Chirac. Dès le mois de juin 1974, est lancé un plan de refroidissement qu'a rendu, d'une façon ou d'une autre, inévitable la formidable envolée de l'inflation (17 % en rythme annuel) provoquée par le laxisme des mois précédents qui avait atteint son comble pendant la campagne *présidentielle. En repoussant le moment* d'engager le fer contre l'inflation (la R.F.A. avait, pour sa part, réagi dès juin 1973, après avoir, en vain, invité Paris à s'associer à son effort), la France courrait un risque dont l'événement allait bientôt confirmer la réalité. Les mesures restrictives prises à la fin du printemps commençaient à peine à faire sentir leur effet que la conjoncture se retournait brusquement — en octobre-novembre — dans tous les pays industrialisés. Fait particulièrement significatif, le gouvernement se refusait à répercuter sur les prix intérieurs le renchérissement du « brut » intervenu en décembre 1973. De ce choix démagogique, M. Valéry Giscard d'Estaing se félicitait publiquement, déclarant aux téléspectateurs qu'il ne veut pas de *« rationnement par l'argent »*. Curieuse façon, pour un libéral, de présenter le fonctionnement du *mécanisme* des prix.

Les velléités social-démocrates

A contretemps sera également lancé, le 5 septembre 1975, « *le plan de soutien de l'économie* », qui est en réalité un plan de relance à tout-va. Les Etats-Unis ont commencé à sortir de « la plus sévère récession depuis les années 30 », et la reprise est en *train de gagner* progressivement l'Europe, ce que, il est vrai, les statistiques ne révèlent pas encore. Fallait-il dans ces conditions voter d'importants crédits qui vont se traduire par un considérable déficit budgétaire ?

Pratiquée de cette façon, la relance est incompatible avec la décision prise quelques mois plus tôt par M. Giscard d'Estaing de faire rentrer le franc dans le « serpent européen » à un taux de change inchangé. L'assaut de la spéculation obligera en mars 1976 le gouvernement de retirer en catastrophe le franc du serpent (comme cela avait déjà été le cas en janvier 1974). Le plan de refroidissement avait pénalisé les investissements ; le plan de soutien les favorisera. Il comporte un important programme d'équipements publics où la part lion est réservée au développement du réseau routier.

Aujourd'hui, M. Valéry Giscard d'Estaing prend bien soin de marquer la différence de nature existant entre, d'une part, la formule du « libéralisme avancé » et, d'autre part, la social-démocratie, dont l'idéologie du parti démocrate américain est, à maints égards, très proche. C'est plutôt le souci contraire qui dominait pendant les premières années du septennat. Le président de la République s'engage personnellement pour faire voter une loi sur l'imposition généralisée des plus-values dont l'extrême complica*tion empêchera qu'on puisse* l'appliquer en l'état aux transactions boursières. Il est fait grand cas de la loi foncière (dite loi Galley) destinée à contrecarrer *la spéculation dans le centre des* villes et dont le résultat sera de renchérir le coût des terrains urbains. M. Giscard d'Estaing vante à plusieurs reprises les mérites de la « taxe conjoncturelle » (la « serisette » qui restera inappliqué parce qu'inapplicable. Une grande publicité sera faite autour des travaux du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) imitée d'une initiative travailliste. Indispensable instrument de connaissance des rémunérations préparant les voies à une plus grande justice ? Ou bien, comme le pense Mme Thatcher (une de ses toutes premières décisions, en arrivant au pouvoir, aura été de supprimer l'organisme britannique correspondant), simple gadget de la social-démocratie ?

Au moment de son départ, M. Chirac dresse l'action qu'il a menée, ou essayé de mener, à Matignon en déclarant : *« les efforts du gouvernement ont tendu à limiter au maximum les effets de la crise de l'économie mondiale »*. Outre la non-répercussion de la hausse du pétrole importé sur les prix du carburant et sur les tarifs publics (électricité, chemin de fer, etc.), cette politique avait consisté à dissuader les entreprises de procéder à des licenciements, à créer de nouveaux postes dans l'administration (le candidat Chirac veut aujourd'hui les réduire). On n'a jamais été aussi loin dans cette voie — libéralisme oblige — que ne l'a fait en Suède le gouvernement de M. Olaf Palme, mais c'est un fait qu'à Paris comme à Stockholm on faisait le pari de la reprise prochaine de conditions économiques normales permettant de faire l'éco*nomie de réajustements douloureux*. Il est clair que, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, la France était entrée dans la crise sans doctrine définie.

Sept ans après, la France se retrouve en prise à l'inflation que le gouvernement Barre n'a pas pu vaincre ni même diminuer. Entre-temps, la vision des choses a changé du tout au tout. L'apport personnel de M. Raymond Barre aura été de rompre avec la *politique du « refus* de la crise », surtout après la victoire électorale remportée en mars 1978 à l'occasion des législatives. Les licenciements sont non pas encouragés, mais sauf exceptions, acceptés dans la mesure où on y voit une condition regrettable mais inévitable de l'assainissement de l'appareil productif. La libération des prix enfin acquise a contribué, plus que beaucoup d'autres mesures, à faire entrer l'économie française dans l'âge adulte. Dans le même esprit, un effort a été entrepris pour stabiliser le déficit des sociétés nationales en consentant au relèvement de leurs tarifs. La logique de cette nouvelle approche plus authentiquement libérale n'a pas été poussée jusqu'au bout, tant s'en faut. A telle enseigne que, au gouvernement Barre, on peut reprocher d'avoir été plus austère en parole qu'en fait, rendant par là même très difficile la position de son successeur, qui aura du mal à faire comprendre à l'opinion publique la nécessité de nouveaux « sacrifices ».

Cette relative modération de M. Barre s'explique par son parti pris de « gradualisme » qu'il partage avec le président de la République. Plutôt que d'accepter l'idée qu'il a échoué devant l'inflation, il sera tenté de répondre que la cure d'assainissement est encore plus longue qu'il ne l'avait prévue.

L'idée qu'on gouverne un pays en multipliant les interventions dans tous les domaines, plutôt qu'en appliquant quelques grandes directives, tirées d'une analyse claire de la situation, explicable en termes simples, conduit à une *sorte de démobilisation générale*. En sept ans, l'économie française n'a pas globalement reculé vis-à-vis de ses principaux concurrents. Mais pour faire de nouveaux progrès, elle *aurait besoin d'être sollicitée par* un appel suffisamment vigoureux et convaincant.

BUDGET ET IMPOTS

Rigueur mais réformes fiscales malheureuses

LE plan de refroidissement lancé en *juin 1974*, est la *première initiative du nouveau* président de la République alors que les prix montent au rythme annuel de 17 %. Ce plan comporte des impôts exceptionnels qui toucheront les particuliers disposant de hauts revenus. Les profits immobiliers sont davantage taxés, ainsi que les entreprises. L'investissement étant jugé, dans une certaine mesure, *inflationniste*, le système d'amortissement dégressif est modifié. Ce tour de vis fiscal se traduira par un excédent de 5,8 milliards de francs de recettes sur les dépenses. Ce sera le seul budget équilibré du septennat.

L'année 1975 va voir un renversement total de cette politique de rigueur. Depuis l'automne 1974, l'économie française est entrée en récession. Le gouvernement, qui s'aperçoit de son erreur d'analyse en voyant monter le chômage au printemps 1975, jugé alors opportun de pratiquer une politique de relance. Celle-ci s'impose d'autant plus, à ses yeux, que des élections cantonales doivent *avoir lieu en mars 1976*.

Cette nouvelle politique s'accentuera au fil des mois. En juin, a été créée une taxe professionnelle qui remplace la patente : le nouvel impôt local a comme principale caractéristique d'avantager les commerçants et les artisans au détriment de l'industrie. Début septembre, enfin, le gouvernement de M. Chirac couronne le tout par un plan de relance de grande ampleur portant sur 30 milliards de francs de l'époque. La taxe conjoncturelle est abandonnée.

Toutes ces décisions sont, encore une fois, prises à contretemps, puisque la production *industrielle* est repartie très *fort* dès la fin des vacances d'été. Entre-temps (juillet 1975), et par une suprême incohérence, le franc a réintégré le « serpent » monétaire, qu'il avait quitté en janvier 1974. Pour lui permettre d'y demeurer, le gouvernement devrait mener une politique d'austérité qui n'est plus la sienne...

● *Jusqu'à la démission de M. Chirac, fin août 1976, la politique gouvernementale va manquer à peu près totalement de cohérence*. La meilleure illustration en sera fournie (outre la sortie du franc du « serpent » monétaire en mars) par le vote, le 10 juillet 1976, d'une *loi* imposant les plus-values : jusqu'au bout de la discussion à l'Assemblée nationale, l'U.D.R. tentera de faire capoter le projet de loi *que le président de la République a lui-même voulu et dont il* a conçu les grandes lignes pour *« améliorer la justice sociale »*.

En arrivant à Matignon, M. Barre s'empresse de mettre *au point un plan d'austérité*, confirmant ainsi la politique que tentait de faire prévaloir M. Fourcade contre M. Chirac. Un impôt exceptionnel sur le revenu est créé pour indemniser les paysans victimes de la sécheresse en même temps qu'un coup de frein est donné à la progression des dépenses publiques. Le déficit sera réduit de plus de moitié, revenant de 37,8 milliards de francs en 1975 à 17,2 milliards de francs en *1976*.

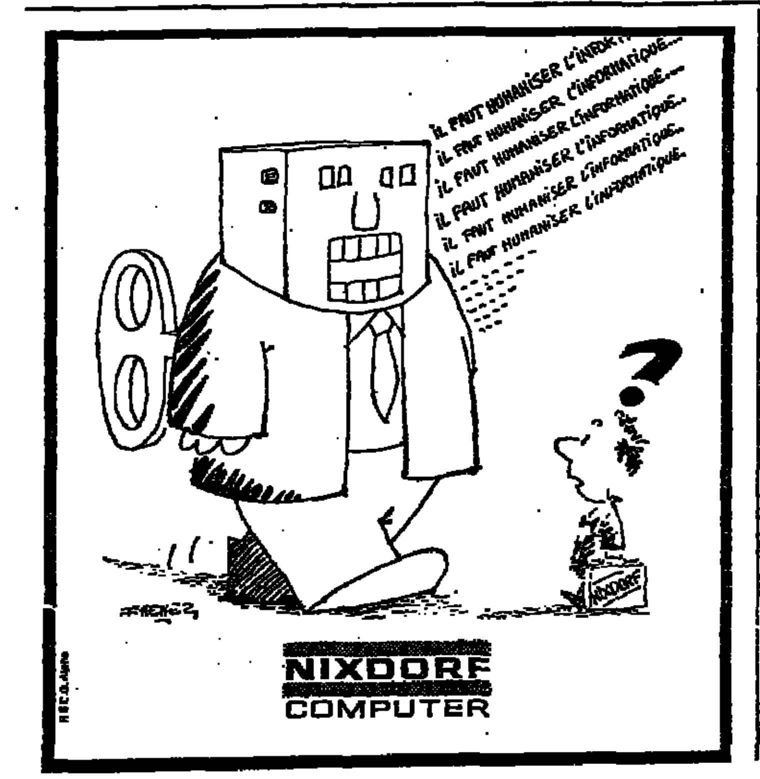
Mais déjà se profilent les élections municipales de mars 1977 : le gouvernement accepte d'étudier un allégement de la taxe professionnelle demandé par l'U.D.R.

● *Le budget d'austérité de 1977*, préparé par M. Fourcade pendant l'été 1976, dans une atmosphère de crise politique, est voté en équilibre par le Parlement. Il sera rapidement modifié par M. Barre, et dès avril 1977, affichera un déficit de 10 milliards de francs. Après avoir décidé en avril de reporter au 1ᵉʳ janvier 1979 l'application de la loi relative aux seules plus-values mobilières, le premier ministre annonce trois semaines plus tard un pacte national pour l'emploi des jeunes, financé en partie par un emprunt d'Etat. De même en août, après qu'a été annoncé un nouvel allégement de la taxe professionnelle pour les entreprises qui s'engageront à embaucher, M. Barre décide des mesures de soutien pour les familles et de relance pour les investissements. Ces largesses sont pourtant limitées, et le déficit budgétaire ne s'accroît pas trop par rapport à 1976 : 19,5 milliards de francs contre 17,1 milliards de francs.

● *Le budget de 1978 confirme le début de relâchement amorcé en 1977*. Il se soldera par un doublement du déficit qui atteindra 32,8 milliards de francs. Les élections législatives devant avoir lieu en mars, M. Barre annonce, dès janvier, un ensemble de mesures (il y en a cent dix au total) plus connues sous le nom de « programme de Blois » : *4,5 milliards de francs dès 1978*, le reste de la facture s'échelonnant jusqu'à 1982 (22 milliards de francs pour cette dernière année).

Dès la fin de 1977, le budget de *1978* est présenté en déficit de 8,9 milliards de francs, M. Barre assurant qu'« *il ne faut pas avoir un respect dogmatique de l'équilibre* ». On est bien loin des déclarations du président de la République.

(Lire la suite page 22.)



INDUSTRIE



Le marché mondial comme objectif

LA prise de contrôle de l'empire Empain-Schneider par le groupe Paribas, annoncée quelques semaines avant la fin du septennat de M. Giscard d'Estaing, illustre le bouleversement qui a secoué l'industrie pendant ces sept années.

Car c'est bien de bouleversement qu'il faut parler si l'on songe que durant cette période sont nés des ensembles aussi vastes que CII-Honeywell Bull, *Matra-Hachette*, la S.N.E.A., Peugeot-Citroën-Chrysler, Renault Véhicules Industriels (Berliet-Saviem), Alsthom-Atlantique, Boussac-Saint-Frères, sans parler de la redistribution des cartes *dans le téléphone*, de l'engagement massif de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson dans l'informatique, du renforcement du groupe C.G.E. dans la bureautique et les travaux publics, de la cession de la chimie de base de Rhône-Poulenc à la S.N.E.A., de celle des activités verrières de B.S.N.-Gervais-Danone à l'anglais Pilkington, de la prise de contrôle d'American Motors par Renault, de la décision du cimentier Lafarge de se lancer dans la bio*technologie* : autant d'opérations — et la liste n'est pas exhaustive — qui en leur temps ont alimenté la chronique du monde des affaires.

Faut-il parler pour autant de *rupture* ? Non. En fait, si l'on considère l'évolution de l'industrie française sur une plus longue période, on constate que l'on a simplement assisté à une poursuite de la concentration *de certains secteurs et à une* accélération du processus d'intégration dans l'économie mondiale, phénomènes amorcés depuis de longues années. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que ces *adaptations se sont faites dans* des conditions plus difficiles puisque caractérisées par une forte augmentation des matières premières de base et de l'énergie, un ralentissement de la croissance, l'apparition de nouveaux concurrents industriels, enfin l'émergence *d'une filière électronique* en passe de bouleverser l'économie de nombreux secteurs d'activités et, partant, bien des positions acquises.

Pour les industriels, il ne s'est plus agi de produire sans trop se soucier de vendre et en exportant le surplus comme aux beaux temps de la croissance, mais bien plutôt de produire ce qui se vendait et de préférence sur le marché *mondial*. La *sélection* s'est faite plus rude et ses conséquences ont été plus durement ressenties.

Ces effets apparaissent clairement au travers de deux chiffres. *De 1974 à 1980*, le nombre des faillites d'entreprises industrielles a augmenté de 70 %. De 1974 à 1979, les effectifs employés dans l'industrie sont revenus de 5 424 600 à 4 800 100 (— 8,5 %), le recul étant beaucoup plus sensible dans les biens intermé*diaires (1 578 500 contre 1 739 800)* et dans les biens de consommation courante (1 427 000 contre 1 609 900) que dans les biens d'équipement (1 805 500 contre 1 895 900), ces évolutions divergentes mettant en relief le comportement respectif de ces activités.

(Lire la suite page 24.)

Ce dossier a été réalisé avec le concours de Bruno Dethomas, Josée Doyère, Paul Fabra, Philippe Labarde, Philippe Lemaitre et Alain Vernholes.

CRÉDIT

Un encadrement sclérosant

SOUCIEUX de limiter la création de monnaie par les banques lorsqu'elles accordent des concours à l'économie (aux entreprises et aux particuliers), le gouvernement, dès le début du septennat, s'est efforcé de durcir l'encadrement du crédit qui avait été rétabli fin 1972. L'objectif était de ramener le rythme de croissance de la masse monétaire (M 2) au-dessous de celui du produit national brut. Il a été finalement atteint, puisque, en 1980, la masse monétaire n'a augmenté que de 10,6 %, alors que le P.N.B. a progressé d'un peu plus de 15 %. La politique suivie a consisté à « rationner » sévèrement les banques pour l'octroi de crédits à l'économie « intérieure », tout en accordant de très larges dérogations pour l'exportation et le logement, ce qui conduisit les pouvoirs publics à revenir assez largement sur ces dérogations, sans vouloir les supprimer complètement.

Si le problème de l'efficacité réelle d'une politique « quantitative » du crédit continue à faire l'objet d'un vaste débat, le maintien d'un tel encadrement a certainement exercé des efforts stérilisants et sclérosants sur l'activité des établissements rendus incapables de se faire vraiment concurrence. A la fin du septennat, les difficultés causées par la coexistence au sein d'un même système de banques commerciales et d'organismes mutualistees, tel le tout-puissant Crédit agricole, n'ont pu trouver de solution que dans un « gel » autoritaire et tout relatif des positions acquises, ce qui n'est pas une solution satisfaisante pour l'esprit.

A défaut de pouvoir régler cette question, le gouvernement s'est efforcé de faire appliquer une partie des conclusions du rapport Mayoux d'avril 1979 sur la décentralisation du pouvoir bancaire et sur la publicité des tarifs, mesures qui ont reçu un commencement d'application. Autre préoccupation, celle de rétablir les fonds propres des banques, fort insuffisants, notamment pour les banques nationales : un calendrier a été fixé, avec pour objectif d'obtenir, d'ici à 1982, une couverture des engagements à 5 % par les mêmes fonds propres bancaires.

Relevons enfin la création, dans le courant de 1980, d'un établissement bancaire spécialisé dans le financement des petites et moyennes entreprises, idée personnelle de M. Giscard d'Estaing. Cette création a résulté essentiellement de la fusion de la Caisse nationale des marchés de l'Etat et du Crédit hôtelier au sein du Crédit d'équipement des P.M.E., qui prend place ainsi aux côtés du Crédit national pour l'octroi de prêts à long et moyen terme.

Pendant les premières années du septennat, la défense de l'épargne n'a pas constitué le souci dominant du gouvernement. En novembre 1976, faisant écho à une proposition de M. François Mitterrand, M. Giscard d'Estaing demandait, par lettre, à M. Raymond Barre de « *définir pour les petits épargnants un instrument d'épargne simple et spécialisé, qui, en contrepartie d'un taux d'intérêt limité et d'une stabilité effective des dépôts, assure la sécurité durable des avoirs* ». Il s'agissait, en fait, d'instituer un livret de caisse d'épargne peu rémunéré, mais à capital indexé. Ce projet resta lettre morte, en raison des difficultés de mise au point (définition de l'indexation, notamment) et de son coût budgétaire.

En revanche, à partir du début de 1980, sous l'impulsion de M. Raymond Barre, il fut décidé de privilégier l'épargne longue aux dépens de l'épargne courte, afin de stabiliser les liquidités et de les orienter vers l'investissement productif. A cet effet, le taux d'émission des obligations fut massivement relevé, passant en un an de 12 % à près de 15 %, c'est-à-dire supérieur au taux d'inflation. Le résultat fut un énorme gonflement des émissions d'obligations (110 milliards de francs en 1980, contre 67 milliards en 1970) aux dépens des dépôts sur les livrets de Caisse d'épargne, de ceux des banques et de l'épargne-logement, dont la rémunération ne fut que très faiblement relevée (7,50 %, contre 6,50 % pour le compte sur livret).

Signalons enfin, en faveur de l'épargne, les incitations fiscales à l'achat d'actions, du fait de la loi Monory.

BUDGET ET IMPOTS

Rigueur mais réformes fiscales malheureuses

(Suite de la page 21.)

Après la victoire de la majorité aux législatives, le gouvernement annoncera un deuxième pacte pour l'emploi des jeunes, source de nouvelles dépenses budgétaires. Le même mois sera adoptée une loi modifiant l'imposition des plus-values mobilières. D'autre part, une commission d'étude chargée d'examiner une éventuelle imposition du capital est mise en place en juillet. Ses auteurs (MM. Ventejol, Blot, Méraud) proposeront des modifications importantes du régime des droits de succession, rejetant le principe d'un impôt sur le capital. Mais leurs idées seront enterrées par le gouvernement et le Parlement.

● *Le budget de 1979 est bâti sur une vision optimiste des choses :* la reprise qui s'est amorcée doit être soutenue par la dépense publique. M. Giscard d'Estaing s'y était engagé à Bonn en juillet 1978 lors du sommet occidental. Un déficit de 15 milliards de francs est donc accepté d'emblée. Il fera plus que doubler en cours d'année pour s'établir à presque 39 milliards de francs du fait notamment de dépenses supplémentaires concernant les entreprises nationales, la prise en charge partielle des dettes de la sidérurgie, des aides sociales aux familles et aux personnes âgées...

● *Dans le budget de 1980,* les impôts rapportant beaucoup plus *que prévu du fait de l'inflation,* (11,5 milliards de francs de T.V.A. supplémentaires) et du rétablissement des profits des entreprises (10 milliards de francs d'impôts supplémentaires sur les sociétés), le gouvernement pourra encore subventionner deux fois la Sécurité sociale *(3 milliards de francs en tout),* soutenir la consommation en septembre et accorder en fin d'année environ 4 milliards de francs d'aide aux agriculteurs, afin de maintenir leur pouvoir d'achat. Le déficit budgétaire de 38,9 milliards de francs en 1979 sera ramené à 35,8 milliards de francs en 1980 par le relèvement de plusieurs taxes.

● *Le budget de 1981* n'apparaît pas complètement crédible à cause de la proximité de l'élection présidentielle et du changement de gouvernement qui suivra. S'il ménage les contribuables (le barème de l'impôt sur le revenu est corrigé pour tenir compte de l'inflation comme il ne l'avait pas été depuis quatre ans, et les familles nombreuses obtiennent une demi-part supplémentaire de quotient familial), s'il accorde aux entreprises industrielles et commerciales des aides importantes à l'investissement, qui ressemblent fort à une réduction de l'impôt sur les bénéfices, il alourdit la fiscalité pétrolière et ne crée pratiquement aucun emploi dans la fonction publique. De plus, il économise 13 milliards de francs sur les charges de l'Etat.

Tout compte fait, la politique budgétaire du septennat aura soit manqué de cohérence quand elle était vigoureuse (relance de 1975 après le tour de vis de 1974 et avant le serrage de 1976), soit joué un rôle mineur dans la lutte contre l'inflation qu'on prétendait pourtant combattre par tous les moyens (mollesse de l'action en 1977, en 1978 et en 1979).

Elle n'en a pas moins été marquée par un certain nombre de changements : ralentissement des dépenses de fonctionnement entraîné par une progression de plus en plus faible au fil des ans du pouvoir d'achat des fonctionnaires et des créations d'emplois dans la fonction publique ; poursuite (sauf en 1980) du gonflement des dépenses d'intervention entraînées par les charges en faveur de l'emploi ; dépenses militaires progressant régulièrement.

Stabilité des impôts d'État

Si le poids des prélèvements obligatoires s'est régulièrement accru en France, c'est à cause des cotisations de sécurité sociale et, dans une moindre mesure, de la fiscalité locale, les impôts d'Etat restant, quant à eux, complètement stables.

En francs constants, le déficit du budget de l'Etat s'est progressivement amenuisé, ne représentant plus en 1980 que 1,3 % du produit intérieur brut, soit le pourcentage le plus faible des pays industrialisés développés. Surtout, il a été financé dans des proportions croissantes par de l'épargne que l'Etat a drainée à coups d'emprunts de plus en plus cher payés.

Une autre évolution est restée plus discrète : celle des interventions répétées du ministère de l'économie — par le biais du Trésor — dans le domaine de l'industrie.

Enfin, les deux réformes fiscales du septennat auront été des réformes malheureuses : la loi sur les plus-values imposée par M. Giscard d'Estaing pour amener plus de justice sociale n'a probablement pas atteint son but. Les pouvoirs publics ont, d'autre part, échoué dans leur tentative d'améliorer la fiscalité locale : mésaventures de la taxe professionnelle, millions de réclamations en attente concernant la taxe d'habitation.

LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE VA EN S'AMENUISANT

(en millions de francs)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (provisoire)	1981 (prévision)
Dépenses définitives ..	242 995	305 244	345 051	383 973	442 344	506 661	577 425	624 425
Recettes	261 899	269 927	323 667	363 469	408 523	477 959	536 182	599 008
Solde des opérations temporaires (prêts - remboursements)	— 12 134	— 2 496	+ 4 815	+ 1 056	— 4 366	— 10 184	+ 5 448	— 3 967
SOLDE GENERAL D'EXECUTION .... (Déficit ou excédent du budget de l'Etat)	+ 5 770	— 37 813	— 17 169	— 19 457	— 38 187	— 38 895	— 35 795	— 29 384

Le déficit budgétaire de l'Etat est relativement faible en France (1,3 % du produit intérieur brut en 1980 contre 2,9 % en R.F.A., 4 % en Grande-Bretagne, 12,2 % en Italie). Il a de plus tendance à diminuer puisqu'il représentait 1,6 % du PIB en 1978 et 1979. Si l'on prend en compte non pas seulement les finances de l'Etat mais aussi celles des collectivités locales et de la sécurité sociale, c'est-à-dire l'ensemble des administrations publique, on constate que seuls les Etats-Unis les ont équilibrées (depuis 1978). Mais le déficit de la France est le plus faible de tous les autres pays : 0,8 % du P.N.B. en 1979, dernier chiffre connu, contre 9,4 % en Italie, 5,2 % au Japon, 2,9 % en R.F.A. et au Royaume-Uni.

SI LA PRESSION FISCALE EST RESTÉE STABLE LE POIDS DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES N'A CESSÉ D'AUGMENTER

(en pourcentage du produit intérieur brut)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 (Prévis.)
Poids des cotisations sociales	14	15,3	15,9	16,6	16,6	17,6	18	18
Pression fiscale	22,3	22,1	23,5	22,9	23	23,4	24	23,9
Destinataires :								
Etat	17,7	16,7	18	17,5	17,3	17,9	18,3	18
Collectivités locales	4	4,2	4,2	4,4	4,4	4,4	4,6	4,7
Divers (1)	0,6	1,2	1,3	1	1,3	1,1	1	1,1
TOTAL des prélèvements obligatoires.	36,3	37,4	39,4	39,5	39,6	41	42	41,9

Source : Comptes de la nation.

(1) Prélèvements opérés par l'Etat mais bénéficiant à la C.E.E. et aux administrations de sécurité sociale.

C'est la charge grandissante des cotisations sociales et des impôts locaux qui alourdit le poids des prélèvements obligatoires. Car, depuis dix ans, la pression fiscale d'Etat est restée stable aux environs de 18 % du PIB, pourcentage atteint en 1971.

gestion de personnel :
escadre
INFORMATIQUE
un service de haut niveau pour les grandes entreprises
341.66.66
GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE
ENTRE LA RÉGIE NATIONALE DES USINES RENAULT ET SOFRAGEM-ORDISOR

(Publicité)
Destiné aux responsables d'entreprise
le séminaire :
CONNAISSANCE PRATIQUE DES ROUAGES ÉCONOMIQUES
(Cycle 1981 - 1982 des conférences-débats)
organisé autour de personnalités de la vie économique française s'ouvrira le
JEUDI 2 AVRIL 1981
et se poursuivra au rythme d'un jeudi par mois jusqu'au 24 juin 1982 (6.500 F)
Renseignements et inscriptions
« Les Jeudis de l'Université Paris-Nord »
CENTRE DE FORMATION CONTINUE DE L'UNIVERSITÉ
PARIS-XIII PARIS NORD, av. J.-B. Clément, 93430 Villetaneuse
Tél. : 821-61-70, postes 4012, 4013, 4014

COMMENT FAIRE UN PLACEMENT A VOS MESURES ?



RENSEIGNEZ-VOUS.
Vous disposez d'une certaine somme. Que voulez-vous en obtenir ? Revenus ? Plus-values ? Retraite tranquille ? Quels sont les placements qui vous conviendront le mieux ?
Pour obtenir réponse à toutes vos questions et rencontrer un Agent de Change, venez 4, Place de la Bourse, Paris 2e, Bureau d'Accueil des Agents de Change, ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi écrire ou téléphoner : Paris 297.55.55/Bordeaux (56) 44.70.91/Lille (20) 55.68.20/Lyon (7) 842.54.71/Marseille (91) 39.70.32/Nancy (8) 336.56.97/Nantes (40) 48.41.96.
BUREAU D'ACCUEIL DES AGENTS DE CHANGE
4, Place de la Bourse, Paris 2e.

L'AVENIR DES RETRAITES
dans le dernier numéro de
POLITIQUE ÉCONOMIQUE
Lettre bimestrielle
dirigée par
JEAN-JACQUES ROSA
Sommaire des numéros précédents :
● La réinterprétation du chômage.
● Faut-il réduire les dépenses médicales ?
● Quiproquo pétrolier.
● L'Etat ou le marché : un faux dilemme.
Exempl. gratuit sur simple dem. mentionnant cette annonce à Politique Economique S.A., 30, rue Le Peletier, 75009 Paris. Tél. : 504-57-55.

SPÉCIAL ENTREPRISES
Voici l'oxygène de vos charges
Le Fisc et l'Administration prélèvent leur dû sur les bénéfices et les salaires des Sociétés.
Le Chèque-Déjeuner n'est pas assimilé à un salaire, heureusement. C'est la raison pour laquelle il est exonéré d'impôts.
Avec le Chèque-Déjeuner, les salariés bénéficient d'une véritable pause-repas. Plus de 40.000 restaurants honorent le Chèque-Déjeuner.
Toutes les entreprises peuvent bénéficier du Chèque-Déjeuner. Même celles de moins de 10 salariés.
Voici 3 bonnes raisons pour mieux vous informer sur le Chèque-Déjeuner.



Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement, votre documentation sur le Chèque-Déjeuner. M81.3
Nom
Fonction Raison sociale
Adresse
Code postal Ville
A retourner au Chèque-Déjeuner CCR - 46, rue des Acacias B.P. 555 — 75831 Paris Cedex 17 - Tél. 766.04.56
midi...
chèque déjeuner
un avantage social quotidien



هكذا من الأصل

مكبر من الأصل

ENERGIE

Une moindre dépendance

PLUS dépendante de l'extérieur que la plupart des grands pays industrialisés pour son approvisionnement énergétique, la France a réagi rapidement au « choc pétrolier » de 1973. Sept ans après, le bilan présenté apparaît positif : on a assisté, en effet, à un très net ralentissement de la croissance de la consommation d'énergie primaire. De 175 millions de tonnes d'équivalent pétrole en 1973 celle-ci est passée à seulement 191,8 millions de TEP en 1980, soit une progression sensiblement moins rapide que le produit national.

De plus, la consommation de pétrole a non seulement décru en valeur relative puisque sa part dans le bilan énergétique *qui était de 66 % au début du* septennat n'est plus que de 53,2 % en 1980, mais elle a aussi baissé en valeur absolue : de 117 millions de tonnes en 1973, elle est tombée à 102,1 millions de tonnes.

Si l'on fait abstraction du fait que la production nationale couvrait encore 62 % des besoins en 1960 (contre à peine plus du quart en 1980) et que l'accélération du programme nucléaire — principale alternative française du pétrole — a été décidée par M. Messmer, alors premier ministre de Pompidou, dès mars 1974, on peut comprendre l'insistance des pouvoirs publics sur leur réussite dans ce secteur-clé.

Mais les chiffres, là comme ailleurs, cachent l'essentiel : le choix des structures industrielles, la définition d'une politique des prix de l'énergie définissent plus *sûrement une politique* que ses résultats à un moment donné.

Les grandes manœuvres

Fort d'un programme nucléaire déjà sur rail, le pouvoir giscardien s'est attaché d'abord aux structures industrielles. Principalement à la mise sur pied de « champions » français capables de rivaliser avec les grands groupes internationaux à l'exportation.

C'est cette politique qui aboutit au choix, en 1975, d'un seul constructeur de chaudières nucléaires au profit de Framatome, filiale du groupe Creusot-Loire, titulaire de la licence Westinghouse, d'un seul constructeur aussi de turbo-alternateurs, Alsthom Atlantique, que l'on a « forcé » à absorber le département correspondant de l'usine CEM du Bourget.

C'est ce même esprit qui pousse, en 1976, à l'apport des actifs de l'ERAP à la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (S.N.P.A.), fruit de la fusion d'une société publique à fort potentiel industriel, mais qui manque de moyens, avec une entreprise florissante grâce au gaz de Lacq. Le nouvel ensemble a vocation à être géré comme le serait une « société privée ».

A côté de ces « grandes manœuvres » industrielles, la création d'une agence pour les économies d'énergies, d'une délégation aux énergies nouvelles, puis d'un commissariat à l'énergie solaire paraît presque anecdotique. Jamais le budget annuel de ces organismes ne dépassera *500 millions de francs quand le* programme nucléaire coûte plus de 20 milliards de francs par an.

Mais il y a dans toutes ces actions une certaine cohérence philosophique : partout où l'initiative privée est possible, c'est à elle d'agir (ce qui amène à « privatiser » *sinon le capital du* moins l'initiative de groupes comme Elf-Aquitaine). Partout ailleurs, à la technocratie d'opérer, car elle seule est efficace.

Aussi, lorsque l'Assemblée nationale veut se doter, à l'instar de ce qui se fait aux Etats-Unis, d'un office d'évaluation des choix technologiques — une espèce de « contre-technocratie », — M. Giraud, ministre de l'industrie, impose un vote bloqué de son projet de loi. La technologie est chose trop importante pour laisser des parlementaires s'en occuper. L'efficacité technocratique n'est d'ailleurs pas niable. Au-delà du programme Messmer, un second contrat (dit CP2) prévoit la commande de dix réacteurs *supplémentaires* de 900 MW avant que ne soit décidé de passer aux 1 300 MW. Et l'accélération des procédures administratives a permis d'éviter une dérive des délais de construction. Un mort sur le site du Tricastin, de violentes manifestations aussi à Plogoff sont cependant venus rappeler qu'une politique bien expliquée aurait été préférable à une politique imposée.

La politique des prix

Second volet des choix giscardiens, la *« vérité des prix »* permet de souligner le renchérissement du coût de notre approvisionnement énergétique : de 15 milliards de francs à la veille du septennat, la facture pétrolière est passée à 110 milliards de francs en 1980 et c'est près de 140 milliards de francs qu'il faut débourser pour acheter à l'extérieur, pétrole, gaz et charbon. Les prix intérieurs ont suivi, la répercussion intégrale des hausses extérieures ayant été affirmée comme un principe. Les tarifs de l'électricité ont ainsi augmenté nettement plus vite *que l'inflation, ce qui permettait* au National Utility Service de décréter la France « leader des hausses de prix de l'électricité en Europe » ces dernières années ; le prix du gaz a lui aussi été relevé et la liberté commerciale recouvrée par les Charbonnages de France, du fait du contrat passé avec les pouvoirs publics, lui a permis de rehausser fortement ses barèmes. Dans les secteurs non monopolistiques, la liberté des prix était accordée pour le fuel lourd et le naphta, tandis qu'une formule était mise au point pour les carburants et le *fuel domestique, afin de tenir* compte de l'évolution des prix du brut à la production et du cours du dollar. Une évolution vers la *liberté qui, là comme dans les* autres secteurs de l'économie, serait intervenue sans la seconde crise pétrolière.

Mais ce renchérissement justifié de l'énergie a largement fait fonction de politique d'économie d'énergie. Malgré le *triomphalisme* gouvernemental, en effet, la France était loin derrière le Danemark, l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, *si l'on considère les budgets* des programmes d'économie d'énergie en 1978 ou en 1979 en Europe par tonne d'équivalent *pétrole consommée*. De plus, au nom du libéralisme retrouvé, les pouvoirs publics se sont toujours opposés à l'imposition d'une taxe sur les consommations de l'industrie qui, seule, aurait obligé les industriels à investir dans ce secteur.

Les deux gouvernements qu'a connus le septennat ont tenté — sous l'impulsion directe du chef de l'Etat — de promouvoir *une certaine coopération énergétique* internationale.

Si, par les contrats d'Etat à Etat, la France a assuré ses approvisionnements pétroliers, mais accentué sa dépendance à l'égard de trop rares fournisseurs (Irak, Arabie Saoudite), l'amorce de dialogue avec les pays producteurs a tourné court avec l'échec de la conférence Nord-Sud en 1975 et *l'avortement de l'initiative d'une* rencontre entre les pays du Golfe et ceux de la C.E.E. en 1979.

Avec les pays industrialisés, le succès a été là encore mitigé : hostile dès avant l'arrivée au pouvoir de M. Giscard d'Estaing *à la création, sous l'impulsion de* M. Kissinger, d'une agence internationale de l'énergie, la France a donné l'impression au fil des ans d'avoir un pied dedans et l'autre dehors ; et si après la révolution iranienne le sommet de Tokyo a permis de faire prévaloir le point de vue français, donc d'envisager une réduction des importations pétrolières, un contrôle des marchés libres et la relance des programmes nucléaires et de l'extraction du charbon, cette belle unanimité a duré le temps de la crise, et Paris n'a pas craint de montrer les limites de la solidarité internationale dès lors que ses stocks semblaient menacés.

LOGEMENT

Une priorité oubliée

LE logement et la construction *auront connu, ces dernières années,* sinon une révolution, du moins le premier changement de cap sérieux intervenu *depuis la fin de* la deuxième guerre mondiale. Non seulement l'aide à la pierre dispensée par l'Etat diminue pour *faire place à une aide à la personne*, mais le gigantisme des tours et des barres, ayant cessé de plaire, est remplacé par un engouement très encouragé pour la maison individuelle. L'accession à la propriété est devenue l'ambition des ménages de plus en plus nombreux, aux dépens du secteur locatif.

Jouant quelque peu les apprentis sorciers, le mouvement H.L.M., au terme d'une réflexion collective, suggérait, en 1975, une transformation profonde du financement de la construction, devenu au fil des années un maquis réglementaire d'une douzaine de systèmes variés, sécrétant ségrégation par tranches *de revenus et qualité contestable* de l'habitat. Deux rapports, l'un sur le financement du logement, présenté par une commission *présidée par M. Raymond Barre* (pas encore ministre), l'autre sur l'habitat ancien, rédigé par M. Simon Nora, au début de 1976, préludèrent à l'adoption, un an plus tard, de la loi unifiant le financement du logement. Il ne reste plus désormais que quatre systèmes de financement : le prêt locatif aidé (P.L.A.) assorti de l'aide personnalisée au logement (A.P.L.), le prêt à l'accession à la propriété (P.A.P.), lui aussi assorti de l'A.P.L. ; les deux types de prêts bénéficient d'une aide à la pierre ; le prêt conventionné (P.C.) assorti de l'A.P.L. sous conditions de ressources, et, enfin, le secteur libre. C'est donc l'accent mis sur l'aide à la personne et non plus sur l'aide à la pierre.

Une chute considérable

Simultanément, la construction de logements neufs a connu une chute considérable : on est passé de 549 000 logements mis en chantier en 1974 à 399 600 en 1980, soit une baisse de 27 %. Cependant, le VIIIe Plan continue à évaluer à 450 000 le nombre de logements qu'il faut construire pour répondre aux besoins nés de l'installation des jeunes ménages et du renouvellement d'un parc ancien très inconfortable — huit millions de résidences *principales sur dix-huit millions* ne comportent pas tous les éléments du confort retenus par les statisticiens : eau, w.-c., installations sanitaires, chauffage central.

Les entreprises du bâtiment, dont l'activité est constituée à 40 % par la construction de logements neufs, ont subi lourdement cette évolution, sans que la réhabilitation des logements anciens (24 % de l'activité) leur procure une activité suffisante. Elle intéresse d'ailleurs plus l'artisanat que les entreprises moyennes, et plus le second œuvre que le gros œuvre. Plusieurs plans de relance ou de soutien en 1977, 1978 et 1979 ne calmèrent pas les inquiétudes du secteur.

En fait, on peut dire que, au-delà du discours traditionnel sur la politique sociale de l'habitat, il semble bien que le logement ait cessé d'être une réelle priorité pour le gouvernement, sans que, pour autant, la crise ait cessé d'être quantitative pour devenir uniquement qualitative. Tout au contraire, le centre des villes exerce un attrait nouveau sur des familles soucieuses de diminuer à la fois leurs frais de transports et leur fatigue quotidienne, à un moment où la cherté des terrains et la hausse des coûts de la construction rendent l'accession à la propriété aussi bien que la location libre totalement inaccessibles à la grande majorité des salariés. Simultanément, la qualité du logement, en surface comme en sérieux, commence à décroître.

Publicité

LES DOCUMENTS DU VIIIe PLAN 1981-1985

☐ Les options du VIIIème Plan 23F
☐ Le VIIIème Plan de développement économique et social 1981-1985
Projet soumis par le Gouvernement au Parlement 60F

RAPPORTS DES COMMISSIONS OFFICIELLES
☐ Rapport de synthèse (commission du développement) 65F
☐ Energie et matières premières 50F
☐ annexes : *L'utilisation rationnelle de l'énergie. Le charbon et l'énergie nucléaire. Les énergies nouvelles. La production hydraulique en France. etc* 65F
☐ L'industrie 50F
☐ annexes : *La compétitivité de l'industrie française. Aéronautique, chimie, construction, électronique, mécanique* . (2 volumes) 120F
☐ Agriculture, industries agricoles et alimentaires 55F
☐ L'emploi et les relations du travail 55F
☐ annexes : *Economie et emploi. Système d'emploi. Conditions de travail et relations professionnelles. Formation professionnelle* 55F
☐ Habitat et cadre de vie 35F
☐ annexes : *Maîtrise des coûts et adaptation des financements. Comment adapter l'habitat aux besoins et aspirations des français* 50F
☐ La protection sociale et la famille 50F
☐ annexes : Santé et personnes âgées. Famille, action sociale . (2 volumes) 95F
☐ Financement 35F
☐ annexes, tome I : *Problèmes monétaires et bancaires* 70F
☐ tome II : *Epargne et marchés financiers; financement des entreprises et du logement* 60F
☐ tome III : *Finances publiques : politique de désinflation* 80F
☐ Aménagement du territoire 35F
☐ annexes : *Mutation de l'économie française (Energie, redéploiement industriel). Aménagement spatial (Villes - zones rurales - planification décentralisée)* 55F
☐ Economie internationale et échanges extérieurs 45F
☐ annexes : *Politique de l'exportation, perspectives des échanges extérieurs. Aspects monétaires et réels de l'environnement international* 60F
☐ La recherche 35F
☐ D.O.M. T.O.M. 30F
☐ Emploi et revenus 55F
☐ Les transports 40F
☐ annexes : *Transports et compétitivité économique. Les infrastructures de transport et leur financement. Scénario de pénurie en produits pétroliers. etc* 70F

RAPPORTS DES GROUPES LONG TERME
☐ Demain la France dans le monde 40F
☐ L'Europe, les vingt prochaines années 50F
☐ La société française et la technologie 45F
☐ Réflexions sur l'avenir du travail 50F

RAPPORTS DES GROUPES DE TRAVAIL
☐ Matières de base, approvisionnement et compétitivité 60F
☐ Vieillir demain 60F
☐ *Groupe de travail environnement* 45F
☐ Prospective de la famille 45F
☐ Prospective de la consommation d'énergie à long terme 40F
☐ annexes, tome I : *Secteur de l'habitat et du tertiaire* 45F
☐ tome II : *Secteur de l'industrie* 50F
☐ tome III : *Secteur des transports* 40F
☐ L'emploi dans les services 60F
☐ Mer et littoral 70F
☐ Emploi et formation 55F
☐ L'impact de la microélectronique 48F
☐ Du téléphone à la télématique 58F
☐ La contribution des régions à la préparation du VIIIème Plan 30F
☐ Les bilans de la politique énergétique 40F
☐ Agriculture et alimentation 45F
☐ L'éducation au service d'une politique d'innovation 30F
☐ Gestion et protection des espaces naturels méditerranéens 40F
☐ Quelques éléments pour un bilan des établissements publics régionaux 30F
☐ La démographie de la France, situation et perspectives 30F
☐ Habitat 2 000, rapport de synthèse 30F
☐ annexes : *Contributions au groupe de travail* 45F

Cocher les cases correspondant aux titres choisis

A nous retourner : 124 rue Henri Barbusse
93308 AUBERVILLIERS CEDEX

Nom
Adresse
Profession
Signature

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

Librairies : 29-31 quai Voltaire 75340 PARIS CEDEX 07
165 rue Garibaldi 69401 LYON CEDEX 03

En vente également aux JOURNAUX OFFICIELS
26, rue Desaix
75015 PARIS

Ces prix s'entendent prix de vente par correspondance
Paiement à réception de la facture

Forfait pour toute commande de l'ensemble des documents :
1 875F (soit 30% de réduction)

INDUSTRIE

Le marché mondial comme objectif

(Suite de la page 21.)

Porter un jugement d'ensemble sur l'action de la puissance publique dans ce domaine n'est pas chose aisée. S'il fallait s'en convaincre, il suffirait de relever ce que certains ne manquent pas de dénommer son interventionnisme socialisant, tandis que d'autres condamnent l'absence de politique industrielle. A la vérité, et au-delà du vieux débat sur la politique industrielle — où commence et où s'arrête le champ d'une telle politique ? — ces deux reproches sont dans une certaine mesure fondés, tant il est vrai que l'Etat a tâtonné avant de définir sa stratégie industrielle.

Pour les tenants d'un libéralisme à tout crin, le début du septennat de M. Giscard d'Estaing fut une déception. L'Etat prit en effet une part importante sinon déterminante dans la constitution de CII-Honeywell Bull, dans celle de Renault-Véhicules industriels (en contraignant M. Michelin à céder Berliet à la régie Renault), dans le rachat par Alsthom de la division turbo-alternateurs de la C.E.M., dans la réorganisation de l'industrie du téléphone, enfin dans la restructuration du capital de Framatome, filiale de Creusot-Loire, à qui fut confié le monopole de la construction des réacteurs nucléaires français. Cet interventionnisme musclé sous-tendait une doctrine, celle du « *champion national* ». Partant du constat — exact — que les marchés tendaient à se mondialiser, les pouvoirs publics estimaient nécessaire d'« *élire* » dans des secteurs considérés comme stratégiques des « *champions nationaux* » portant haut — et sous les couleurs de la France — ou à défaut de susciter des alliances avec les concurrents de firmes détenant une position mondiale, afin de leur faire pièce (cas de CII-Honeywell Bull). En novembre 1974 fut également créé, sans doute parce que l'on pensait que la crise serait brutale mais de courte durée, le Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI), organisme chargé de venir en aide aux entreprises en difficulté...

Quelques hirondelles ne font pas le printemps

La nomination de M. Barre comme premier ministre et surtout la victoire de la majorité aux élections législatives marquent un net infléchissement de la doctrine. Les aides aux firmes en difficulté se firent plus rares. L'intervention de l'Etat devait être l'exception. Plus d'analyses ou d'actions sectorielles. Plus de secteurs peu ou prou condamnés. Retour à la cellule de base de l'industrie : l'entreprise. C'est à elle qu'il appartient de relever le défi, de s'adapter aux nouvelles conditions, d'inventer, de créer, de vendre le produit qui trouvera sa place sur le marché mondial. La tâche de l'Etat ? En premier lieu améliorer le cadre économique — c'est la libération des prix et la loi sur les SICAV Monory, — en second lieu, offrir aux firmes un large éventail d'aides horizontales : à l'innovation, à la recherche, à l'exportation, aux économies d'énergie.

Retour au libéralisme pur et dur ? *Non bien sûr. Comment* pourrait-il en être ainsi dans un pays où l'Etat est un client considérable et où se côtoient depuis des lustres fonctionnaires et cadres de l'industrie, souvent sortis du même moule ? Ce qui est vrai, en revanche, c'est que l'intervention publique, dans les grandes décisions industrielles, se fait plus discrète, plus feutrée bien qu'aussi efficace. Et puis les circonstances parfois commandent : les pouvoirs publics se voient ainsi contraints, en septembre 1978, de sauver la sidérurgie d'une faillite certaine en procédant à ce qui ressemble fort à une quasi-nationalisation. L'Etat, enfin, ne pouvait manquer de retomber dans les délices de l'aide sélective : ce fut la création du CODISE (Comité ministériel chargé de fixer les orientations des actions de développement industriel à caractère stratégique), un organisme chargé d'aider, par le biais de contrats de développement, les entreprises prêtes à se lancer dans le développement de produits d'avenir dans cinq secteurs : la bureautique, l'électronique, les ateliers flexibles, la bio-industrie et l'offshore, auxquels fut adjoint le textile. Choix qui ne relève que de la seule administration.

Au sortir de ces sept années *difficiles, quel est l'état de l'industrie* française ? Nul doute qu'un certain nombre de mesures prises *en sa faveur n'aient porté* leurs fruits et en premier lieu la libération des prix. Cet événement, car c'en était un, a incontestablement permis à bon nombre d'entreprises, notamment les plus grandes, d'assouplir leur gestion et d'accroître leurs profits. Globalement, la situation financière des firmes s'est améliorée : l'endettement a diminué et, sans retrouver leur niveau « d'avant la crise », les marges *ont progressé surtout* par rapport à 1975 : l'année terrible.

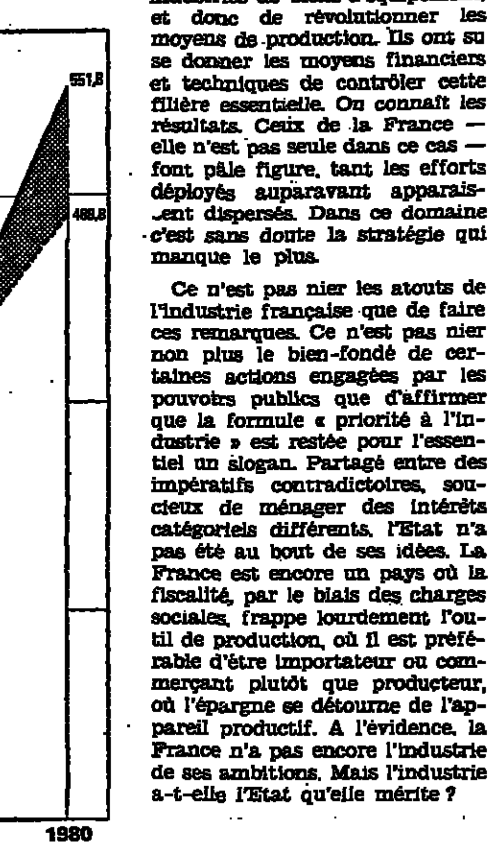
Dans le même temps, des positions mondiales ont été acquises ou confortées dans des secteurs de pointe. L'armement bien sûr, mais aussi le nucléaire, l'aéronautique, le spatial, les services informatiques et, bien qu'à un moindre titre, le téléphone. Faut-il pour autant conclure que l'industrie française, débarrassée *de sa mauvaise graisse*, est aujourd'hui à la veille de lende*mains qui chantent ! Ce serait* aller bien vite en besogne.

En premier lieu parce que son adaptation est loin d'être terminée. Les difficultés rencontrées par la sidérurgie ou un groupe comme Rhône-Poulenc pour retrouver leur équilibre, l'augmentation constante, depuis un an, du nombre des faillites, en témoignent. Cet accroissement est préoccupant. Tout se passe comme si la gangrène gagnait peu à peu le tissu industriel français, et ce au moment même où l'automobile, qui pèse d'un poids considérable — trop considérable — dans l'économie française, donne des signes d'essoufflement.

Ce n'est pas non plus faire preuve d'un pessimisme excessif que de s'interroger sur l'évolution de notre balance commerciale vis-à-vis des autres grands pays industrialisés. « *Ce sont là nos véritables concurrents* », *aime affirmer M. André Giraud.* Si la chose est vraie, et elle l'est, il *faut craindre que ces concurrents* ne soient en passe de nous déborder puisque notre balance vis-à-vis d'eux ne cesse de se dégrader. Il ne s'agit pas là de nier les résultats parfois remarquables obtenus par les entreprises françaises, y compris dans ces pays, mais il faut bien constater qu'ils ne cessent de gagner des parts de notre marché intérieur. Ce phénomène — au-delà d'une division du travail inévitable — traduit *parfois* un retard technologique qu'il sera difficile de combler.

C'est maintenant qu'il faut agir. L'affaiblissement de la filière métallique et l'émergence de la filière électronique sont les événements majeurs de ces deux dernières années pour l'industrie mondiale. Les Japonais les premiers ont compris l'importance d'un phénomène qui est en passe de bouleverser la machine-outil et plus généralement les industries de biens d'équipement, et donc de révolutionner les moyens de production. Ils ont su se donner les moyens financiers et techniques de contrôler cette filière essentielle. On connaît les résultats. Ceux de la France — elle n'est pas seule dans ce cas — font pâle figure, tant les efforts déployés auparavant apparaissent dispersés. Dans ce domaine *c'est sans doute la stratégie qui* manque le plus.

Ce n'est pas nier les atouts de l'industrie française que de faire ces remarques. Ce n'est pas nier non plus le bien-fondé de certaines actions engagées par les pouvoirs publics que d'affirmer que la formule « priorité à l'industrie » est restée pour l'essentiel un slogan. Partagé entre des impératifs contradictoires, soucieux de ménager des intérêts catégoriels différents, l'Etat n'a pas été au bout de ses idées. La France est encore un pays où la fiscalité, par le biais des charges sociales, frappe lourdement l'outil de production, où il est préférable d'être importateur ou commerçant plutôt que producteur, où l'épargne se détourne de l'appareil productif. A l'évidence, la France n'a pas encore l'industrie de ses ambitions. Mais l'industrie a-t-elle l'Etat qu'elle mérite ?



LA SANTÉ DES ENTREPRISES A CESSÉ DE S'AMÉLIORER A PARTIR DE 1980

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (provisoire)
1) REVENU DISPONIBLE BRUT DES ENTREPRISES							
• En valeur (millions de F)	62 610	69 834	82 747	89 145	110 841	129 348	133 200
Variation en volume ...... (par rapport à l'année précédente)	— 15 %	— 1,1 %	+ 7,8 %	— 0,7 %	+ 13,3 %	+ 5,5 %	— 8 %
2) INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES							
• En valeur (millions de F)	111 296	113 054	135 136	142 944	153 744	168 445	193 600
Variation en volume	— 2,2	— 9,5	+ 7,3	— 3,3	— 0,5	0	+ 2,1

Le revenu disponible brut des entreprises est après paiement des impôts et versement des dividendes ce qui reste aux firmes pour investir, pratiquer leurs amortissements, se désendetter. C'est donc une bonne mesure de la capacité des firmes industrielles et commerciales à se développer. Les chiffres du tableau ci-dessus ne concernent pas les grandes entreprises nationales, ni les petites entreprises individuelles du commerce et de l'industrie, ni le secteur bancaire. On voit que la situation des entreprises s'est améliorée après les mauvaises années 1974-1975. Mais en 1980, leur capacité d'investissement s'est à nouveau dégradée du fait d'une activité économique médiocre à partir du second semestre et d'un impôt sur les bénéfices relativement important (+ 24,3 % par rapport à 1979) puisque calculé sur les résultats de 1979. Finalement, entre 1974 et 1980, le revenu disponible des entreprises n'aura — en valeur réelle — pas du tout augmenté. Quant aux investissements, ils auront pour les mêmes entreprises et au cours de la même période régressé de 6,8 % en volume.

EUROPE

Une politique en porte à faux

AUSSITOT après son élection, M. Giscard d'Estaing avait manifesté publiquement son souci de relancer le processus d'unification européenne, et c'est avec le chancelier Schmidt, choisi comme partenaire privilégié, qu'il s'est tout de suite concerté afin de dégager la ligne à suivre. Il a donc tenu à s'affirmer comme un Européen convaincu, ce qui, déjà, constituait un changement — le maître mot en 1974 — par rapport à l'attitude du général de Gaulle, voire à celle de Georges Pompidou.

Dans bien des cas, les efforts du président de la République sont apparus comme peu adaptés à une Communauté en perte de vitesse et dans laquelle, comme il l'a déploré lui-même, l'accord n'est le plus souvent possible que sur la base du plus petit commun dénominateur. Ses initiatives institutionnelles illustrent ce décalage. Le Parlement européen, à l'élection duquel il a donné le feu vert tant attendu par nos partenaires, et le conseil européen, qu'il souhaitait comme une instance d'impulsion d'une Communauté en mouvement, sont des institutions qui auraient un sens si les gouvernements membres avaient progressé avec détermination vers l'union politique.

Le conseil européen constitue une déception majeure. Depuis sept ans qu'il existe, les chefs de gouvernement y consacrent l'essentiel de leur temps soit à se débattre dans les difficultés considérables que suscite la Grande-Bretagne dans la Communauté, soit à jouer avec un succès limité le rôle normalement assigné aux « directeurs politiques » de leurs ministères des affaires étrangères respectifs.

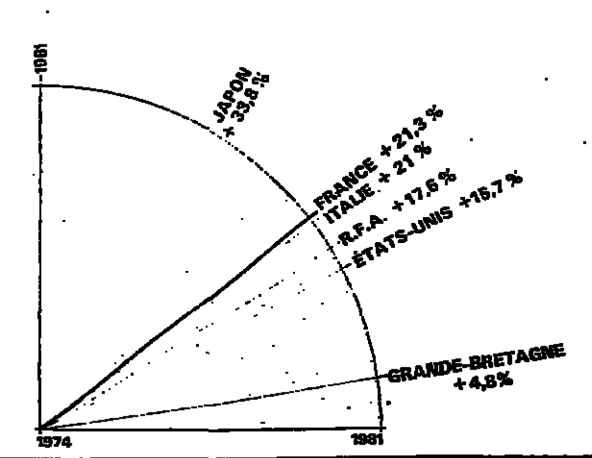
Le succès le plus important aura été la création du système monétaire européen (*voir l'article consacré au franc*). Il est le fruit de la détermination franco-allemande. La livre sterling est restée en dehors du mécanisme de change sans que quiconque y trouve motif à mélancolie. Des dispositions spéciales ont été prises en faveur de l'Italie pour l'inciter à adhérer au club. Le S.M.E., illustration non formulée de l'Europe à plusieurs vitesses, est le prélude de la seule forme que pourra revêtir le progrès dans la C.E.E.

Davantage encore, les initiatives persévérantes prises par l'Elysée en faveur de l'instauration puis de la relance du dialogue Nord-Sud, ou encore d'une présence plus active de l'Europe dans les affaires du Proche-Orient, se situent tout à fait en dehors du schéma communautaire. L'action de M. Giscard d'Estaing ne s'est inscrite dans le moule communautaire tel qu'il existe que lorsque le besoin s'est fait sentir de sauver l'acquis menacé : depuis 1976, Paris suscite et appuie les efforts accomplis par la Commission pour empêcher l'éclatement du Marché commun de l'acier ; c'est avant tout pour écarter le risque d'un blocage fatal du Marché commun agricole que M. Giscard d'Estaing a accepté en mai 1980 de s'incliner devant les demandes exorbitantes de Mme Thatcher.

Le président de la République et, dans son sillage, le gouvernement français se trouvent en porte à faux parce que le rythme qu'ils voudraient imprimer à la construction européenne ne coïncide pas avec les contraintes de la vie quotidienne communautaire. Le sentiment de frustration qui en résulte, lié au fait qu'il n'est pas dans la manière de M. Giscard d'Estaing de se conduire comme un négociateur d'airain, peut expliquer les revers de la politique européenne de la *France face à l'Angleterre* en 1980, ainsi que le sentiment de flottement, voire d'inexistence, que cette politique donne aujourd'hui.

Comment s'expliquer qu'un président compétent appuyé par une administration de qualité se révèle souvent, dans le corps à corps bruxellois, aussi étonnemment inefficace ? Cette situation regrettable, mais malheureusement *vécue de façon* répétée presque à chaque négociation, paraît la conséquence de deux facteurs. M. Giscard d'Estaing se montre énigmatique, secret, tout en se réservant le droit de trancher. Aussi, ministres et fonctionnaires perdent l'habitude d'évaluer les dossiers sur leurs mérites propres. Echaudés par plusieurs expériences douloureuses, ils sont pris de panique à l'idée qu'ils pourraient être désavoués. Leur unique souci est d'essayer de deviner ce que sera la réaction du président. Il se développe une peur collective du « château » ridicule mais paralysante.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE : BONNE PERFORMANCE DE LA FRANCE
VARIATION (EN VOLUME) DU P.N.B.



LA FINANCE AU CESA (HEC-ISA-CFC)
FORMATION DE HAUT NIVEAU AUX RESPONSABILITES FINANCIERES

Le Centre de Formation Continue du CESA propose aux Cadres Supérieurs ayant des responsabilités financières

CESA-FINANCE

PROGRAMME DE FORMATION DE LONGUE DUREE
— Le diagnostic et la prise de décision financière.
— La maitrise de la fonction financière.

1° partie : 2 semaines du 22 juin au 4 juillet 81
• des états financiers à leur interprétation
• la logique des décisions financières
• la conduite des stratégies financières
• l'intégration des flux financiers internationaux
• la gestion de la trésorerie : prévisions, arbitrage, gestion des coûts, maitrise du crédit.

Un diagnostic concret d'entreprise sera effectué par chaque participant.

2° partie : 2 semaines du 22 février au 6 mars 82
• détermination des stratégies de croissance
• savoir évaluer une Société
• la pratique de la Direction Financière
• savoir utiliser les intermédiaires financiers
• analyser et comprendre les marchés financiers.

Un mémoire de réflexion avancée sur un thème financier sera élaboré par chaque participant.

SEMINAIRES INTENSIFS

DE COURTE DUREE
— Les domaines-clé de l'exercice de la responsabilité financière.
— Maitrise des outils de gestion.

• Analyse financière 19 - 22 mai 81
• Gestion de trésorerie 4 - 6 novembre 81
• Politique de financement 27 - 29 avril 81
• Décisions et politiques d'investissement et de désinvestissement 3 - 5 juin 81
• Evaluation et regroupement d'entreprises 30 novembre - 4 décembre 81

Les programmes longs et les programmes intensifs seront animés par des professeurs spécialisés de l'Ecole des HEC et de l'ISA et par des directeurs financiers ou des conseils de Grandes Sociétés Françaises et Internationales.

Je désire recevoir la brochure — CESA-FINANCE ☐
— SEMINAIRES INTENSIFS de courte durée ☐
Nom .... Fonction ....
Société .... Tél. ....
Adresse de la Société ....
Bulletin à retourner à
CESA-FINANCE - 1, rue de la Libération 78350 JOUY-en-JOSAS
Tél. (6) 941.80.90 Madame MORIN
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires (HEC, ISA, CFC)

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

LE FRANC

L'opiniâtre construction du S.M.E.

LE septennat aura été marqué par une sensible érosion de la valeur du franc. Non pas vis-à-vis du dollar, dont le cours a connu des hauts et des bas, enregistrant d'amples fluctuations entre un peu plus de 5 francs et un peu moins de 4 francs, pour se retrouver aujourd'hui légèrement au-dessus du point de départ. Mais la perte de valeur est nette vis-à-vis du mark allemand, dont le cours officiel au sein du S.M.E. (notre graphique) est aujourd'hui de 36 % plus élevé que ne l'était la parité officielle au sein du « serpent » européen réintégré en avril 1975. Cela correspond à une baisse de 26,5 % du franc par rapport au DM. Par rapport au franc suisse, la baisse est, en prenant pour point de départ le 27 mai 1974, de 35 % environ. Remarquons toutefois que, depuis le dernier trimestre de 1978, la glissade s'est interrompue, le franc français regagnant même depuis lors un peu de terrain perdu vis-à-vis du franc suisse.

Parmi les domaines réservés au chef de l'Etat, on devrait compter celui de l'union monétaire européenne. M. Giscard d'Estaing aura montré autant de constance dans l'objectif recherché que de persévérance dans l'action pour l'atteindre. Le 19 janvier 1974, le gouvernement Messmer, dont il était le ministre des finances, avait décidé de retirer le franc *« pendant une période de six mois »*, du « serpent » européen. Quelques jours après cette décision, M. Giscard d'Estaing déclarait devant les élèves de l'Ecole centrale : *« La construction de l'union monétaire n'est pas interrompue »*.

Cet engagement du ministre des finances, le président de la République allait le tenir malgré de nouveaux déboires.

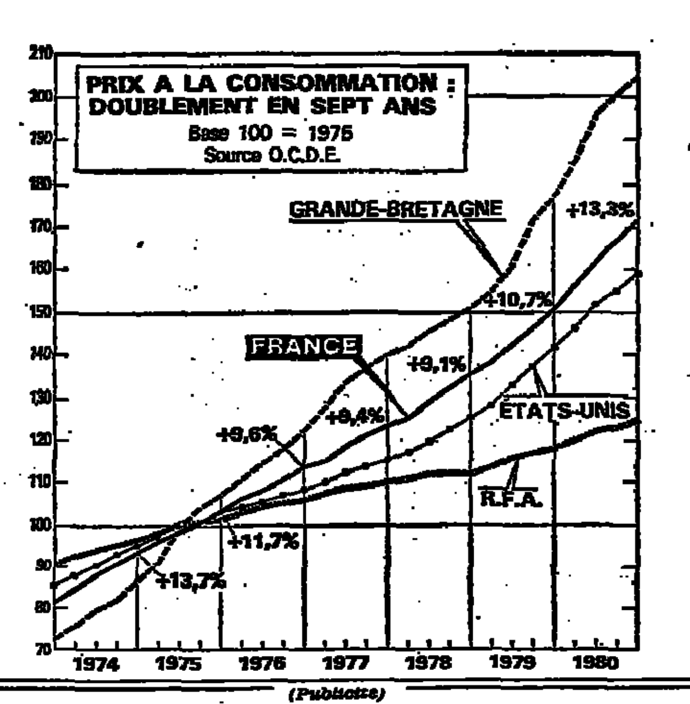
L'application du plan de refroidissement de juin 1974 et la remontée du dollar, qui devait avoir lieu l'année suivante, ayant favorisé la tenue du franc sur le marché des changes, celui-ci se retrouvait, en avril 1975, à l'intérieur des marges de fluctuation du « serpent ». Le 9 mai, M. Giscard d'Estaing annonçait lui-même que le franc pouvait, de nouveau, participer au mécanisme des changes européens. Sa rentrée devenait officielle le 10 juillet. Mais, conséquence du plan de relance de septembre de la même année, le franc devait quitter derechef le « serpent » le 15 mars 1976, après que la Banque de France eut perdu en vain plusieurs milliards de dollars pour en défendre le cours.

Aussi est-ce avec un grand étonnement que fut accueillie, deux ans plus tard, l'initiative prise conjointement par le président de la République et le chancelier Schmidt de reprendre la coopération monétaire européenne. Avec la libération des prix, ce fut la décision la plus spectaculaire qui suivit la victoire électorale de mars 1978. Fait exceptionnel, c'est au sein du conseil européen, c'est-à-dire à l'échelon des chefs d'Etat et de gouvernement, que se déroula la négociation. Elle aboutit, le 2 décembre de la même année, à la signature de l'accord monétaire européen donnant naissance au S.M.E. Voilà, de nouveau, le franc lié par une parité fixe (admettant, comme dans l'ancien « serpent » une marge de fluctuation de 2,25 %) au deutschemark et aux autres monnaies des pays continentaux de la C.E.E., la livre sterling continuant, pour sa part, à flotter. Ouvert dans l'incrédulité quasi générale, le pari a été jusqu'à maintenant bien tenu.

Le 8 janvier 1976, la France avait signé les accords de la Jamaïque qui consacraient juridiquement l'abandon de fait du système monétaire de Bretton-Woods. La France acceptait la démonétisation de l'or et la généralisation des changes flottants devenus le régime de droit commun des monnaies. Le combat donquichottesque de la France gaulliste contre le dollar était bien oublié. Le gouvernement français estimait, pour sa part, qu'il avait, sur le plan pratique, fait admettre par les Américains la possibilité d'utiliser à nouveau les réserves métalliques. Le gouvernement Barre dut, toutefois, renoncer à faire voter la ratification par le Parlement devant l'opposition des gaullistes à des accords conclus sous le gouvernement de M. Chirac. Le Fonds monétaire ayant obtenu le nombre nécessaire de ratifications, les accords sont entrés en vigueur le 1er mai 1978.

Francs français — 21 janv. : le franc quitte le "serpent" — 10 juil. : retour officiel du franc dans le "serpent" — Retour "de facto" du franc dans le "serpent" — 15 mars : le franc quitte à nouveau le "serpent" — 22 sept. : lancement du plan Barre — CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE — 24 sept. : réévaluation de 2% du DM — 13 mars : le franc entre dans le S.M.E. — SERPENT "PLAFOND" "PLANCHER" — Taux central DM/FF au sein du serpent — S.M.E. — Taux central

DU SERPENT AU S.M.E., LE COURS OFFICIEL DU MARK ALLEMAND EN FRANCS A MONTÉ DE 36%



Prochain dossier :

ÉCONOMIE : Le contraste des rémunérations

(Publicité)

ASSISTANT ESSEC *

PRÉPARATION A L'ENSEIGNEMENT, A LA RECHERCHE ET AU CONSEIL EN GESTION

VOUS ETES TITULAIRE D'UN D.E.A. EN GESTION

L'ESSEC offre un nombre limité de postes d'Assistants de Recherche pour les candidats titulaires d'un D.E.A. souhaitant s'orienter vers l'Enseignement, la Recherche et le Conseil en Gestion.

Les assistants travaillent avec un Professeur de l'ESSEC de leur choix qui les guide dans leur enseignement et les dirige dans leurs recherches doctorales. Ils bénéficient, par ailleurs, d'un encadrement rigoureux (séminaire de méthodologie, séminaire de suivi d'avancement des travaux de recherche), du concours d'un corps professoral diversifié et des moyens en bibliothèque et informatique.

Durée des travaux : 1 à 2 ans.

VOUS ETES TITULAIRE D'UN DIPLOME DE SECOND CYCLE : GRANDES ECOLES D'INGENIEUR OU DE GESTION

Grâce aux accords passés entre l'Université d'Aix-Marseille-III et l'ESSEC, il vous est possible de poser votre candidature pour l'admission au Programme de D.E.A. Sciences de Gestion, organisé par ces deux institutions, à l'I.A.E. d'Aix-en-Provence.

Si vous ne possédez pas de formation de base très solide dans les diverses disciplines de la Gestion des Entreprises (150 heures au minimum), vous pouvez vous faire inscrire au Programme d'Eté (août-septembre), qui dispense une telle formation.

L'obtention du D.E.A. vous permet de postuler à un poste d'Assistant à l'ESSEC.

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS ET DOSSIER DE CANDIDATURE

S'adresser au Directeur du Programme Doctoral, ESSEC, B.P. 105, 95021 CERGY-PONTOISE CEDEX. Tél. : 030-40-57.

Date limite des candidatures : 15 MAI 1981

(Pour les candidats n'ayant eu aucune formation à la gestion, la date limite est le 30 AVRIL 1981).

L'Assistanat ESSEC, Programme Doctoral en Sciences de Gestion, reçoit le support de la F.N.E.G.E. (Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises)

* Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales : Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur.

BOURSE

Un effort en faveur des marchés financiers

L'INTERET des pouvoirs publics pour les marchés financiers, et notamment la Bourse, ne s'est véritablement manifesté qu'à partir des élections de mars 1978. Auparavant, l'évolution du cours des valeurs françaises avait suivi la conjoncture mondiale aussi bien que nationale : véritable effondrement, en 1974, sur la crainte d'une crise profonde déclenchée par le quadruplement des prix du pétrole, suivi d'une reprise en 1975 et 1976, et d'une nouvelle et grave rechute en 1977. L'hypothèse politique — peur d'une victoire électorale de la gauche — avait pesé de tout son poids.

Mais la victoire de la majorité aux élections de mars 1978 déclenchait une violente reprise, par un phénomène de décompression fort logique.

C'est alors que le gouvernement et spécialement M. Monory, ministre de l'économie, firent voter successivement deux lois importantes. La taxation des plus-values boursières, votée en juillet 1976, trop complexe et qui ne fut d'ailleurs jamais appliquée, fut refondue dans le sens de la simplicité et de l'efficacité (notamment un prélèvement libératoire de 15 %).

Puis, en juillet 1978, fut votée la loi Monory, qui permet de déduire du revenu imposable des particuliers le montant de leurs achats annuels d'actions, dans la limite de 5 000 F. Les achats, réalisés le plus souvent par l'intermédiaire de SICAV spécialisées, se sont élevés à 5 milliards de francs, chacune des deux années 1979 et 1980 contribuant ainsi à soutenir les cours. Par ailleurs, la libération des prix industriels fin 1978 a permis aux sociétés de reconstituer leur marge et d'augmenter leurs dividendes. Le résultat a été une hausse moyenne des cours de près de 100 % depuis mars 1978 (mais seulement de 20 % depuis la fin de 1973).

Mais les vedettes incontestées du septennat, à part l' « explosion » de Matra (près de dix fois), ont été les emprunts indexés sur l'or : le cours du 4 1/2 %, dont la base de référence est le napoléon, a pratiquement décuplé (2 500 F, contre 250 F). Il en est de même de l'Emprunt 7 % 1973, dont les formules avaient été élaborées par M. Giscard d'Estaing, alors ministre des finances. Assorti d'une *garantie de change* (variation entre le poids d'or de l'unité de compte européenne et celui du franc), il a littéralement « explosé » à partir de 1978, lorsque les *monnaies mondiales* ont été officiellement détachées de l'or, et son cours a été multiplié par 10 à la fin de 1980 (7,5, à l'heure actuelle), faisant peser *sur le Trésor la lourde charge* d'un intérêt annuel de 4 milliards de francs en 1980 (pour 6 milliards de francs recueillis à l'émission) et l'hypothèque d'un énorme remboursement à l'échéance de 1988 (plus de 60 milliards de francs, sur les bases actuelles).

HAUSSE DES ACTIONS TRÈS INFÉRIEURE A L'INFLATION ; MONTÉE VERTIGINEUSE DE L'EMPRUNT 7 % GISCARD

Cours de l'emprunt 7% 1973, en francs — EMPRUNT 7% 1973 — BOURSE (Indice INSEE) — Indice hebdomadaire INSEE : base 100 : 29.12.1972

CONSOMMATION

Un secrétaire d'État éphémère

DE janvier 1976 à avril 1978, la France, après le Canada et la Grande-Bretagne, a eu le privilège de compter dans son gouvernement un secrétaire d'Etat à la consommation. Il s'agissait d'un secrétariat d'Etat rattaché au ministère de l'économie et des finances, qui n'a à aucun moment disposé des moyens humains et financiers nécessaires au fonctionnement d'un vrai ministère. L'action de Mme Christiane Scrivener, animée d'une foi inébranlable dans les vertus de la concurrence et de la concertation, a cependant été largement législative et réglementaire : loi sur la protection et l'information des consommateurs, loi sur le crédit à la consommation, loi sur la concentration économique et les ententes, proposition du projet de loi sur le crédit au logement, rajeunissement de la « circulaire Fontanet » sur le refus de vente et les prix imposés...

La disparition du secrétariat d'Etat ne permit pas d'assurer vraiment le suivi de l'application de ces textes, d'autant que la venue de M. Monory rue de Rivoli mit plus que jamais l'accent sur la concertation entre professionnels, pouvoirs publics et consommateurs. C'est ainsi que fonctionnent encore les boîtes postales 5 000, tandis que les agents de la direction de la concurrence et de la consommation voient leurs rangs s'éclaircir et leurs tâches changer de nature.

(Publicité)

ISSEC

Groupe ESSEC

ÊTRE MANAGER c'est

— comprendre l'environnement et les mécanismes internes de l'entreprise ;
— maîtriser d'une manière équilibrée l'ensemble des techniques propres à chaque fonction ;
— animer et conduire des hommes ;
— mettre en œuvre et contrôler la politique générale de l'entreprise ;
— et enfin, c'est décider.

Tels sont les pôles autour desquels s'articule

MANAGEMENT GÉNÉRAL

programme créé par l'ISSEC, l'Institut de perfectionnement des cadres, de l'ESSEC, l'une des toutes premières écoles de gestion françaises.

Ce programme de 36 journées réparties sur 9 mois commence le 15 OCTOBRE 1981.

QUI PARTICIPE AU PROGRAMME ?

FONCTIONS	%
Directeur Général	27
Directeur commercial, des ventes / Directeur marketing, publicité	26
Directeur de production	12
Directeur du personnel	4
Directeur financier et administratif	4
Directeur et responsable centre de recherches et développement	8
Responsables de départements	19

SECTEURS	%
Chimie, para-chimie, industrie du verre	20
Equipement électronique, informatique	12
Bâtiment, matériaux de construction	8
Caoutchouc, pneumatiques	4
Métallurgie	12
Industrie agro-alimentaire hôtellerie	8
Editions, industrie du papier	4
Textile	4
Distribution	8
Services	20

ISSEC - Institut Supérieur des Sciences Economiques et Commerciales
Etablissement privé de formation continue
35, boulevard de Sébastopol, 75001 PARIS - Tél. 233-21-88

VOUS VOULEZ EN SAVOIR PLUS

Nom ....
Prénom ....
Fonction ....
Société ....
Adresse personnelle / professionnelle ....

A RETOURNER : ISSEC
Et privé de formation continue
35, bd Sébastopol - 75001 Paris
Tél. : 233-21-88.

RUGBY

Vainqueur du Pays de Galles (19-15) le XV de France gagne le Tournoi

La quatrième journée du Tournoi des cinq nations, marquée par les victoires de la France sur le Pays de Galles, à Paris (19-15), et de l'Angleterre sur l'Irlande, à Dublin (10-6), a clarifié les positions avant les ultimes rencontres du 21 mars : la France jouera pour le grand chelem face à l'Angleterre, à Londres, alors que l'Irlande tentera d'éviter la cuiller de bois contre l'Ecosse.

Quoi qu'il arrive, la France, qui aura créé la surprise de la saison, est assurée de terminer en tête, et l'Irlande, qui partait favorite avec l'Angleterre, aura apporté la plus grosse déception, tandis que le Pays de Galles, qui a joué le 7 mars son dernier match du Tournoi, aura manqué la commémoration de son centenaire rugbystique.

Cette victoire du XV de France, qui semblait avoir touché le fond contre la Roumanie, vient combler le nouvel homme de terrain de l'équipe, Jacques Fouroux, qui a su forger un moral d'acier à son « clan ». Toutefois, la violence du « combat » contre les Gallois a été particulièrement relevée par les observateurs anglais avant le match de Twickenham.

Signé Fouroux

On se sent devant ce match dans l'embarras de la marquise douairière victime d'un pincement sournois : « *Chers amis, il faudrait voir à ne pas confondre paillardise et grossièreté.* » Chers amis rugbymen ! N'ont-ils pas confondu courage et violence, combativité et envie de démolir ? Détestable match, match sublime, ce France-Galles (19-15). On ne sait trop s'il faut regretter qu'il ait été ainsi ou se féliciter de l'avoir vu.

Deux équipes front contre front. « *Ils ne passeront pas* », se dit « *Ich Diem* » sur les emblèmes gallois. Que le président Ferrasse célèbre la « *vertu retrouvée* » ; que le président Giscard d'Estaing vole au secours de la victoire ; que Jacques Fouroux crie : « *Cette fois, la démonstration est faite* », *tant pis !* On a vu simplement un pauvre arbitre anglais avec son maillot bleu pâle de candide gentleman incapable d'officier, assis sur le volcan du cher Malcolm Lowry.

La violence, l'absolue violence. Voilà le maître mot et l'ordre du jour, d'un France-Galles à la Stanley Kubrick, fascinant et inadmissible. La violence alimentée par un de ces contentieux interminables qui font la pérennité des querelles de voisinage, type Marcel Aymé ou Jean Giono, ou les guerres de cent ans. La violence jamais démentie pendant 80 minutes d'un affrontement où se coucher sur le ballon revenait à dire adieu aux siens, où le coup de sifflet final retentit comme un clairon de 11 novembre pour le brave Dospital, presque mort au champ d'honneur.

Qui prétendrait encore que le rugby n'est pas la guerre ? Ce rugby fut la guerre. Le crachat, le poing, le pied dans la gueule. Ce rugby-là prit des allures de règlement de comptes en champ clos, de western-spaghetti. Sauf que le sang n'était pas de la sauce tomate.

La guerre, cette guerre avec ses faits d'armes et son incertitude, eut ses tristes sires et ses héros, ses coupables et ses victimes. Des premiers, on ne parlera pas trop, dans l'incapacité de faire le tri ou dans l'impossibilité de dire qui fut pour quelque chose dans cette affaire. Peu importe d'ailleurs de savoir qui commença, puisque cela ne finira jamais. Peu importe, car ni les Français ni les Gallois ne furent des ingrats en la matière. Entre le Catalan Imbernon, qui n'est pas un tendre, et Wheel, le combattant de Swansea. Il n'est pas vraiment nécessaire de choisir. Il arrivera un jour au premier ce qui arriva naguère au second : se faire sortir du terrain par un arbitre du Tournoi des cinq nations.

Et, d'ailleurs, ces exécutants sont-ils vraiment les premiers, les seuls responsables ? Même le rugby n'échappe pas à l'air du temps. Si ce match fut un succès, ce fut un succès des temps de crise, une revanche obscure sur le sort et la peur, un débat au bazooka entre un XV de France promis il y a peu au licenciement collectif et un XV gallois en chômage de gloire.

Ce fut pour les Français un match à la Fouroux. On dirait presque un nouvel épisode du feuilleton signé Fouroux. Finalement l'appel du petit Fouroux au chevet d'une équipe de France en plein désarroi fut la meilleure et la pire des choses. La meilleure, car l'ancien demi de mêlée de l'équipe du grand chelem en 1977 est une forte personnalité, un de ces types capables dans les périodes de doute et de marasme, de ne pas s'enliser. Un Jacques Fouroux ne doute jamais. Ni de lui-même, ni de la victoire. Du moins ne le fait-il pas savoir. L'homme peut amener l'adhésion, provoquer la réaction, arracher la collectivité à ses angoisses.

La pire des choses aussi, tant ce responsable use d'une arme à double tranchant pour arriver au résultat. Jacques Fouroux joue de la critique comme d'un violon, des hypothèques posées sur les qualités de son équipe comme d'un remontant pour les joueurs. D'un jugement, il fait une cabale, de l'article de presse une provocation, de la réserve émise, une vexation. Jacques Fouroux en somme est un expert dans l'exploitation de ce qu'il présente immédiatement comme de l' « *antifourisme* ». Là encore, le procédé appartient à l'air du temps.

« Les prendre devant »

Il faut le dire : au sortir du stade, on s'est demandé ce qui arriverait si les joueurs des deux équipes étaient conduits à faire pipi dans l'éprouvette. En clair, si on procédait à un contrôle antidopage. C'est dire l'impression ressentie. A la réflexion, la question ne se pose peut-être pas. Il est d'autres moyens que les amphétamines ou quelque obscure chimie pour « remonter » une équipe, pour doper des joueurs, pour leur faire accroire qu'il n'est d'autre choix que de sortir vainqueurs ou les pieds devant : la vexation, le conditionnement psychologique... Les Français certainement, les Gallois sûrement étaient dans cet état d'esprit à leur entrée sur le terrain, pas bien loin du « *on les aura* », « *on va les crever* » de grand-papa.

Cela devait faire des étincelles. Cela en fit. Surtout dès lors que l'équipe de France avait choisi de porter le débat là où elle était présumée la plus faible, devant. Un an après, certains n'avaient pas oublié la leçon, l'humiliation, la violence de 1980 à Cardiff. Le défi était beau : provoquer le Gallois avec ses propres armes, aller opposer à la grande force statique du pack rouge la fureur dévastatrice et revancharde de huit avants français.

« *Les prendre devant* », maître mot d'ordre, et par exemple pour un Dospital « *prendre* » le pilier gauche de Pontypool, Price, terreur du Tournoi. Les prendre en mêlée fermée ces Gallois, eux qui avaient dynamité la mêlée irlandaise, elle-même impitoyable il y a peu pour la mêlée française. « *Les prendre* » partout, dans ces mêlées ouvertes en fusion, dans cette énorme partie de bras de fer que fut la première mi-temps. « *Les prendre* » au départ, les scier à ras de terre par les placages dévastateurs d'un Rives revenu samedi à son meilleur niveau, par l'omniprésence d'un Joinel, joueur immense, par la puissance de percussion d'un Lacans.

On a suffisamment dit ce que ce match eut de détestable pour ne pas souligner ce qu'il eut d'admirable : cette volonté permanente des Français de mordre dans le ballon, dans le match, contre l'ambition persistante des Gallois de faire la loi, toute la loi, faute de faire le jeu.

Le bras de fer dura une mi-temps. Trois pénalités françaises, deux par l'ouvreur Laporte, une par l'arrière Gabernet, trois pénalités galloises par leur arrière Evans. Neuf points à neuf. La parité absolue, y compris dans les mauvais coups qui firent plusieurs fois intervenir l'arbitre et conduisirent Rives lui-même à tenter de calmer Wheel. La parité absolue avec, cependant, deux essais manqués d'un rien par les Français ; le premier après une échappée de Berbizier, bien meilleur ce samedi, et une charge féroce, titanesque, d'Imbernon passant sur le corps de deux Gallois pour, avec la filouterie d'un troisième, perdre le ballon dans l'en-but. Et surtout le second, une balle manquée d'un rien par Gabernet après un admirable redoublement de passe entre Laporte et Berbizier. Le plus beau mouvement du match.

On ne gagne pas une partie avec des essais manqués et des mouvements avortés. Il fallait à ce moment-là avoir des inquiétudes pour le pack français, pied au plancher depuis le départ, lancé pleine vitesse dans son pari revanchard. De fait, le début de seconde mi-temps lui fut dur. Très dur. Après une heure de jeu, le naufrage était bien proche pour les Français, bloqués sur leurs 22 mètres, pris comme dans un filet par l'hydre rouge. Une première fois, la troisième ligne française prise à contre-pied et mise dans le vent, tant était grande sa hâte de raboter la ligne adverse, ne rattrapa le coup que par un retour fantastique de Rives sur le centre gallois Williams. Puis, il y eut une deuxième fois, et ce fut la bonne, pour le même Williams filant à la cinquantième minute dans l'en-but après une escapade à contre-pied. Avec la transformation d'Evans, l'accroc coûtait 6 points (15-9). Et, surtout, l'affaire tournait au vinaigre.

Du moins, le croyait-on. C'était faire erreur. En bien, comme en mal, la plus grande qualité de cette équipe de France est de ne jamais s'avouer battue, de rester combative, même dos au mur, peur au ventre. *Les vingt dernières minutes furent* en ce sens flamboyantes, admirables, non point tant par la qualité du jeu pratiqué que par la volonté impressionnante des Français d'échapper à l'enfer. Du talonneur Dintrans, un tonitruant celui-là, au centre Mesny, remplaçant, aussi teigneux que Bertranne, k.o. debout, qu'il suppléa, d'un Berbizier revanchard à un Rives inlassable, chacun prit sa part dans cette relance furieuse. Une fureur symbolisée par les charges sabre au clair de l'ailier Blanco, deux fois, trois fois stoppées à un mètre de la ligne, par les raids perforants d'un Joinel increvable ou d'un Revailler portant sur son dos quatre Gallois.

Ce match de « muerte », ce match de fou comme un combat au finish entre deux boxeurs ivres de coups, ne pouvait se terminer que par un k.o. Il vint par un essai de Gabernet, après une échappée de Joinel bien sûr et une passe de Berbizier (13-15). Puis à la soixante-douzième et à la quatre-vingt-deuxième minute par deux pénalités de Laporte et Gabernet, sanctionnant les fautes ou plutôt les expédients utilisés par les Gallois pour se sortir de la tourmente (19-15).

La France avait gagné le Tournoi. Bien. On ne gagne pas un Tournoi des cinq nations, même moyen, par le jeu du hasard ou la seule chance. L'équipe de France peut maintenant envisager le troisième grand chelem de son histoire en cas de victoire le 21 mars prochain à Twickenham. Très bien. Ce n'est pas diminuer ses mérites réels, discuter ses possibilités évidentes ou gâcher à plaisir son bonheur que de lui rappeler un fait : après le grand chelem de 1977, les dirigeants français furent invités par leurs chers amis britanniques à faire un peu de ménage dans le pack dinosaurien de l'époque. Dans quelques jours, le bon président Ferrasse va rencontrer les mêmes gens. Il est probable que plus encore que les ténébreux démêlés du rugby à XV français avec le jeu à XIII, le débat sur la violence viendra à l'ordre du jour. Le rugby français, comme le gallois d'ailleurs, pourrait bien s'entendre dire à cette occasion quelques vérités. A commencer par celle-ci : même un pareil bonheur ne mérite pas semblables compromis.

PIERRE GEORGES.

McCann-Erickson

1. La première lame coupe le poil et le tire.
2. La deuxième lame peut le recouper avant qu'il ne se rétracte.

DUR-DUR AVEC LES POILS.
Doux-doux avec la peau !
Gillette® GII
2 lames c'est mieux qu'une.

TENNIS

La victoire de l'Australie sur la France en Coupe Davis

McNamara : un grand modeste devenu héros

De notre envoyé spécial

Lyon. — *Pour le premier tour de la Coupe Davis — seize équipes, rappelons-le, qui s'affrontaient par élimination directe sans notion de zone géographique. — l'Australie a battu la France, du 6 au 8 mars à Lyon, sur le score de trois victoires à deux. Les Australiens se sont ainsi qualifiés pour rencontrer les Suédois en quart de finale. Quant à la France, elle devra affronter le Japon et gagner à tout prix cette rencontre pour ne pas être reléguée, l'an prochain, en deuxième division, dans l'anonymat des groupes géographiques, ceux-ci étant répartis comme naguère en zones européenne, américaine et asiatique.*

Malgré leur défaite des mains des Daviscupem australiens, les joueurs français n'ont nullement démérité. Il suffisait d'un rien — le point du double comme toujours — pour que le résultat fût inversé. Soyons juste : qui aurait imaginé seulement l'an dernier que Noah et Portes pouvaient prétendre à quelque chance de succès devant l'équipe des antipodes ? Celle-ci, alignant, outre les excellents joueurs de simple McNamara et Warwick, la paire de double championne d'Australie Warwick-Edmondson, était imbattable théoriquement.

Nos représentants avaient, certes, l'avantage de jouer devant leur public du palais des sports lyonnais, lequel ne se priva pas de les encourager. Mais les Australiens, volleyeurs-nés depuis qu'ils tiennent une raquette, avaient pour eux de jouer sur une surface synthétique, rapide, qui s'apparente plus à l'herbe de Melbourne qu'à la terre battue de Roland-Garros. Par-dessus tout ils bénéficiaient de la présence, sous la chaise d'arbitre, de leur capitaine Neale Fraser. Ancien joueur de Coupe Davis, ancien champion de Wimbledon, celui-ci égalera-t-il Harry Hopman dont les « wonder boys », Hoad et Rosewall, ne discutaient pas les directives ?

Je doute que sans Fraser, Peter McNamara, qui s'est affirmé le meilleur joueur de la rencontre, n'eût pris le dessus sur Yannick Noah. Attaquant d'une classe digne de ses célèbres aînés, McNamara est un grand modeste que j'ai souvent vu perdre par manque de confiance à Roland-Garros ou à Wimbledon. Or, durant ses deux matches de simple — le premier gagné en cinq sets sur Noah, le second en trois sets sur Portes — il ne mollit jamais, remonté à chaque changement de côté par son capitaine. Même remarque en ce qui concerne l'équipe de double chevronnée, Kim Warwick-Marc Edmondson, qui fut tancée d'importance pour avoir laissé tomber inconsidérément le troisième set de ce match-clé. A ce jeu-là, dûment chapitrés, Edmondson et Warwick ne manquèrent plus ni un service ni un retour, les deux paramètres du jeu du double.

On n'en finit pas d'épiloguer sur la paire française introuvable. En l'absence de toute autre formation, l'équipe composée par Noah et Portes justifiait sa sélection. Mais il ne suffit pas d'être amis dans la vie pour bien s'entendre sur le terrain. Pascal Portes, comme partenaire de double, fut samedi l'ombre de celui qui avait magnifiquement battu à l'arraché Warwick la veille.

Sans doute dut-il à la hantise de cette mauvaise performance et à la fatigue accumulée durant les trois journées d'être surclassé par McNamara, homme frais, dans son simple essentiel de dimanche. Ce qui n'empêche que Noah, avec son grand service, ses volées fracassantes et les qualités athlétiques supérieures qu'il démontra en battant Warwick dans le dernier simple disputé pour l'honneur, fut l'homme de base de l'équipe de France.

On peut changer les règlements et commanditer à présent les joueurs qui représentent leur pays. Il reste que l'honorable Dwight Davis, en créant sa formule des trois journées, fut un génie à la manière de Corneille et de ses trois unités. L'amphithéâtre de Lyon, riche de six mille cinq cents spectateurs et comble jusqu'aux cintres pour les ultimes rencontres du dimanche, aura ainsi fait vibrer, dans les transes de la passion, cette épreuve des nerfs auprès de laquelle les tournois à la petite semaine des professionnels du tie-break restent de grelottantes machinettes. Quand enfin les champions australiens, dont les jolies femmes jouaient les héroïnes passives aux premières loges, donnèrent le spectacle de kangourous bondissant en l'air à l'annonce du résultat, on eut, une fois de plus, la preuve que, à part les grandes finales à sensation, la Coupe Davis seule était du tennis théâtral.

OLIVIER MERLIN.

FOOTBALL

Le F.C. Barcelone sous le choc de l'enlèvement de « Quini »

De notre correspondant

Madrid. — La rencontre Atletico de Madrid - F.C. Barcelone, qui se disputait dimanche 8 mars au stade Vincente-Calderon de la capitale espagnole, aura constitué à plusieurs titres le match-phare du championnat espagnol de football. Ce n'était pas seulement l'explication décisive, à sept journées de la fin de la saison, contre les deux premiers classés de la première division, séparés au classement par 2 points à peine (Atletico 37 et F.C. Barcelone 35). C'était aussi la première rencontre que le club catalan disputait depuis l'enlèvement, dimanche 1er mars, de sa principale vedette, l'avant-centre Enrique Castro, dit « Quini », le grand « goleador » (buteur) de l'actuel championnat.

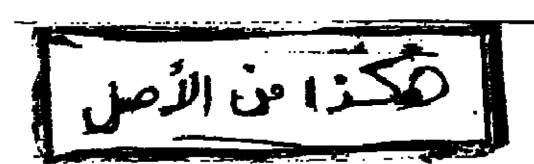
L'Atletico de Madrid a gagné par 1 à 0 et, avec 4 points d'avance sur son rival, devrait maintenant remporter le championnat, malgré une fin de calendrier difficile. Mais une ombre plane sur ce succès : le résultat aurait-il été identique si les joueurs du F.C. Barcelone ne s'étaient pas trouvés sous le choc psychologique de la disparition de leur compagnon ? La nervosité était évidente dans leurs rangs au début de la rencontre, et l'unique but, marqué dès la dix-neuvième minute par le n° 7 de l'Atletico, Marcos, était dû avant tout à une grave erreur de la défense barcelonaise. Plusieurs joueurs, comme Schuster, l'une des principales vedettes du club, étaient de toute évidence loin de posséder la plénitude de leurs moyens.

Il est vrai que la tension n'a cessé de croître au sein du F.C. Barcelone depuis l'enlèvement de « Quini ». Chacun craint d'être bientôt victime d'un autre rapt et les deux étrangers de l'équipe, l'Allemand Bernd Schuster et le Danois Allan Simonsen, ne se déplacent plus qu'accompagnés de gardes du corps. Chaque séance d'entraînement a été l'occasion de discussions sur l'opportunité de jouer ce dimanche. Après avoir failli renoncer au match, ce qui aurait vraisemblablement entraîné le report de toutes les rencontres prévues étant donnée la solidarité qu'étaient prêtes à leur témoigner plusieurs autres équipes, les joueurs du F.C. Barcelone avaient finalement décidé, jeudi 5 mars, de disputer la rencontre « *pour aider psychologiquement Quini* ».

En attendant, l'avant-centre du club se trouve depuis une semaine aux mains de ses ravisseurs. On sait maintenant qu'il s'agit de délinquants communs, vraisemblablement latino-américains, qui réclament une rançon de 100 millions de pesetas (environ 5,8 millions de francs). La somme aurait été rassemblée par la direction du F.C. Barcelone et versée dans la nuit du 6 au 7 mars en devises et en dehors du territoire espagnol (peut-être dans le sud de la France s'il faut en croire le journal *El Pais*). On s'attendait ensuite à une rapide réapparition du joueur, mais elle ne s'est pas produite. Les auteurs du rapt reportent-ils la libération pour des raisons de sécurité ou s'apprêtent-ils à réclamer plus d'argent ? Ni les proches de « Quini » ni les dirigeants du club qui ont été en contact difficile avec les ravisseurs, ne savent, apparemment, à quoi s'en tenir.

L'affaire « Quini » a pris une dimension nationale et fait tous les jours la une des journaux de Barcelone et de Madrid. Des centaines de messages de soutien sont parvenus à la famille du joueur dont l'un du roi Juan Carlos lui-même. Quatre mille policiers suivent l'affaire en permanence en contact étroit avec leurs supérieurs de Madrid et avec le gouvernement régional de Catalogne. Les principales formations politiques de la région, le P.S.U.C. (le parti communiste catalan) en tête, ont publié des communiqués indignés. Les commissariats de police de Barcelone sont submergés d'appels téléphoniques de personnes ayant cru apercevoir « Quini » aux quatre coins de la ville ou ayant observé « *quelque chose de suspect* » dans le voisinage. Mais cette mobilisation générale n'a toujours pas permis de retrouver le populaire avant-centre.

THIERRY MALINIAK.



هكذا من الأصل

SPORTS

LES RÉSULTATS

Basket-ball

Treizième tour des matches retour de Nationale 1 : Le Mans, Tours, Orthez et Villeurbanne joueront la poule des As à partir du prochain week-end.

*Le Mans b. Nice B.C.	98-75
*Tours b. Caen	105-101
*Orthez b. Limoges	90-82
Villeurbanne b. *Nice U.C.	122-107
*S.F.-Evry b. Mulhouse	88-80
*Avignon b. Challans	103-79
*Antibes b. Monaco	99-97

Classement. — 1. Le Mans, 70 pts ; 2. Tours, 66 ; 3. Orthez, 62 ; 4. Villeurbanne, 61 ; 5. S.F.-Evry, 56 ; 6. Avignon, 54 ; 7. Caen, 53, 8. Antibes, 50, etc.

Cyclisme

Le néo-professionnel irlandais Stefen Roche a gagné, samedi 7 mars, le Tour de Corse, précédant Michel Laurent de 30 sec. et Bernard Hinault de 38 sec.

Football

COUPE DE FRANCE
Seizièmes de finale
matches « aller »

Entre clubs de première division :

*Nantes bat Paris-S.-G.	2-0
Bordeaux bat *Angers	4-1
*Sochaux bat Monaco	2-1
Nancy bat *Nîmes	4-2
Lens bat *Tours	2-1
*Bastia bat Auxerre	2-1

Entre clubs de première et de deuxième division :

*Orléans et Metz	0-0
*Lille bat Thonon	3-1

Entre clubs de première et de quatrième division :

Saint-Etienne bat *Valence	1-0

Entre clubs de première division et de division d'honneur :

Strasbourg bat *Fécamp	3-0

Entre clubs de deuxième et de troisième division :

*Poissy et Le Havre	0-0
Angoulême bat *Le Bourg-sous-la-Roche	1-0
Montpellier bat *Cuiseaux	2-1
*Thionville bat Pont-de-Chéruy	2-0
*Malakoff et Martigues	1-1

Entre clubs de deuxième et de quatrième division :

Châteauroux bat *Maubeuge	3-1

Les matches « retour » auront lieu mardi 10 et mercredi 11 mars.

Patinage artistique

Les Britanniques Jayne Torvill et Christopher Dean sont devenus champions du monde, samedi 7 mars, à Hartford, dans le Connecticut, devant le couple soviétique Moisseva-Minnenkov. Le couple français Nathalie Hervé et Pierre Béchu s'est classé huitième. La compétition individuelle est revenue à la Suissesse Denise Biellmann, devant l'Américaine Elaine Zayak. La Française Anne-Sophie de Christophy a pris la quatorzième place.

Ski

Le slalom géant d'Aspen (Colorado) a été remporté par l'Américain Phil Mahre, qui a devancé son grand rival, le Suédois Ingmar Stenmark, de 14/100. Au classement de la Coupe du monde, Ingmar Stenmark compte 360 points contre 234 à Phil Mahre. Le géant dames a été gagné par l'Américaine Mc Kinney, Perrine Pelen s'est classée quatrième.

Tennis

COUPE DAVIS
(huitièmes de finales)

A Lyon, Australie bat France, 3-2.

Double :
Edmonson-Warwick (Austr.) b. Noah-Portes (Fr.), 6-3, 6-2, 5-7, 6-4.

Simples :
McNamara (Austr.) b. Portes (Fr.), 6-3, 6-0, 6-2 ; Noah (Fr.), b. Warwick (Austr.), 6-2, 5-7, 10-8.

A Munich, Argentine b. R.F.A., 3-2.

Double :
Vilas-Clerc (Arg.), b. Gehring-Zipf (R.F.A.), 6-3, 4-6, 6-4, 6-3.

Simples :
Gehring (R.F.A.) b. Clerc (Arg.), 6-1, 4-6, 6-3, 6-1 ; Vilas (Arg.) b. Pinner (R.F.A.), 6-3, 6-2, 3-6, 6-1.

A Timisoara Roumanie b. Brésil, 3-2.

Doubles :
Segarceanu-Dirzu (R.), b. Koch-Kirmayr (Br.), 0-6, 8-6, 6-4, 7-5.

Simples :
Segarceanu (R.) b. Koch (Br.), 4-6, 6-3, 7-5, 4-6, 6-0 ; Kirmayr (Br.) b. Dirzu (R.), 6-3, 6-0.

A Brighton, Angleterre b. Italie, 3-2.

Simples
Mottram (G.-B.) b. Panatta (It.), 9-7, 3-6, 6-3, 6-4 ; Barazzutti (It.) b. Lewis (G.-B.), 6-4, 1-6, 6-8, 9-7, 6-4 ; Panatta b. Lewis 6-4, 6-2, 6-4 ; Mottram b. Barazutti, 6-3, 6-2, 6-2.

Double :
Smith-Jarrett (G.-B.) b. Panatta-Bertolucci (It.), 6-1, 3-6, 6-3, 3-6, 6-1.

A Séoul, Nouvelle-Zélande b. Corée, 5-0.

Double :
Lewis-Simpson (N.-Z) b. Young-Dae-Bong-Soo (Cor.), 6-3, 6-2, 6-4.

Simples :
Lewis (N.-Z) b. Seang-Dai (Cor.), 6-1, 6-4, 7-5 ; Simpson (N.-Z.) b. Young-Dae (Cor.), 6-2, 8-6, 6-0.

A Yokohama Suède b. Japon, 5-0.

Double :
Jarryd-Simonsson (S.), b. Kamiwazumi-Hirai (J.), 6-0, 8-6, 6-2.

Simples :
Hjertquist (S.) b. Fukui (J.), 6-4, 6-2, 6-0 ; Johansson (S.), b. Nishio (J.), 6-1, 3-6, 6-2 6-1.

A Zurich Tchécoslovaquie-Suisse, 3-2.

Double :
H. et M. Gunthardt (S.) b. Lendl-Smid (Tch.), 6-3, 3-6, 2-6, 6-3, 6-4.

Simples :
Smid (Tch.) b. Gunthardt (S.), 7-5, 6-2, 8-6 ; Stadler (S.) b. Lendl (Tch.), 6-6, abandon après contestations.

A Carlsbad, Etats-Unis b. Mexique, 3-2.

Double :
Ramirez-Lozano (Mex.) b. Riessen-Stewart (E.-U.), 6-4, 3-6, 9-7, 0-6, 6-3.

Simples :
Tanner (E.-U.) b. Lozano (Mex.), 6-3, 6-2, 6-3 ; McEnroe (E.-U.), b. Ramirez (Mex.), 6-4, 6-3, 6-0.

Volley-ball

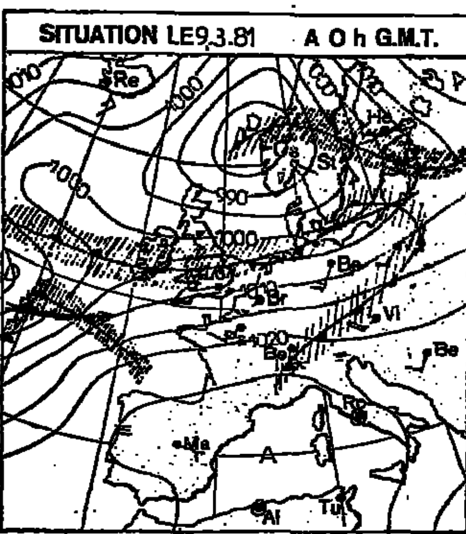
CHAMPIONNAT DE FRANCE DE NATIONALE 1
(Septième journée des matches retour.)

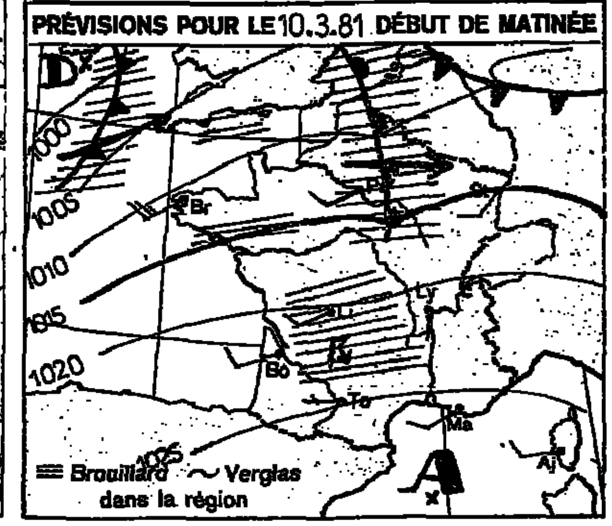
*Cannes bat Asnières	3-0
*Stade français bat St-Maur	3-2
*Sète bat Montpellier	3-2
*Lyon bat Clamart	3-1
Grenoble bat PUC	3-0

Classement. — 1. Cannes, 30 pts ; 2. Grenoble, 29 pts ; 3. Asnières, 28 pts ; 4. Sète, 27 pts, etc.

INFORMATIONS « SERVICES »

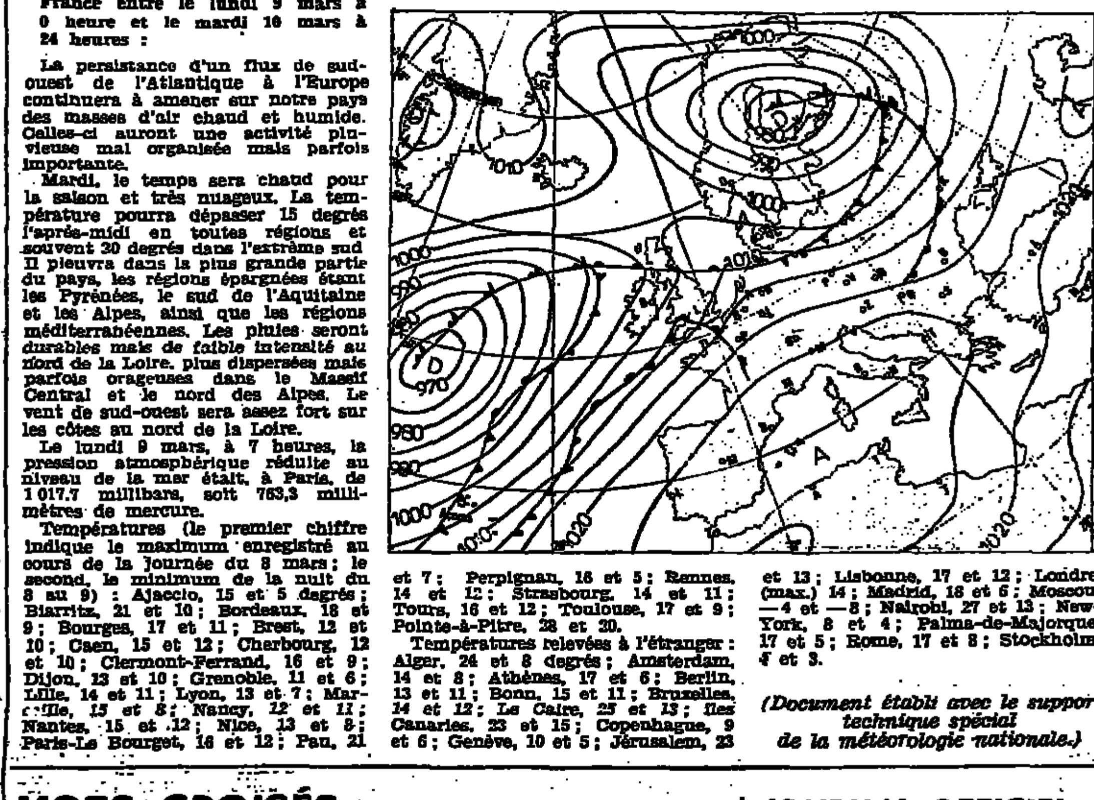
MÉTÉOROLOGIE





Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas
Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 nœuds, 10 nœuds, 50 nœuds
Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

PRÉVISIONS POUR LE 10 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le lundi 9 mars à 0 heure et le mardi 10 mars à 24 heures :

La persistance d'un flux de sud-ouest de l'Atlantique à l'Europe continuera à amener sur notre pays des masses d'air chaud et humide. Celles-ci auront une activité pluvieuse mal organisée mais parfois importante.

Mardi, le temps sera chaud pour la saison et très nuageux. La température pourra dépasser 15 degrés l'après-midi en toutes régions et souvent 20 degrés dans l'extrême sud. Il pleuvra dans la plus grande partie du pays, les régions épargnées étant les Pyrénées, le sud de l'Aquitaine et les Alpes, ainsi que les régions méditerranéennes. Les pluies seront *durables mais de faible intensité* au nord de la Loire, plus dispersées mais parfois orageuses dans le Massif Central et le nord des Alpes. Le vent de sud-ouest sera assez fort sur les côtes au nord de la Loire.

Le lundi 9 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 017,7 millibars, soit 763,3 millimètres de mercure.

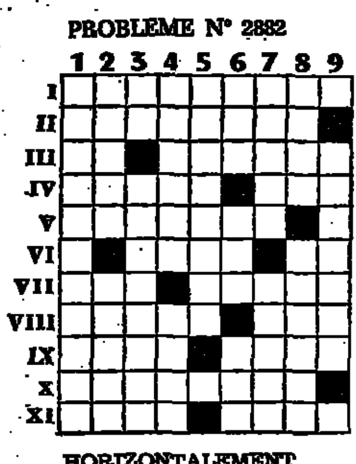
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 mars ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9) : Ajaccio, 15 et 5 degrés ; Biarritz, 21 et 10 ; Bordeaux, 18 et 9 ; Bourges, 17 et 11 ; Brest, 12 et 10 ; Caen, 15 et 12 ; Cherbourg, 12 et 10 ; Clermont-Ferrand, 16 et 9 ; Dijon, 13 et 10 ; Grenoble, 11 et 6 ; Lille, 14 et 11 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 15 et 8 ; Nancy, 12 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 13 et 8 ; Paris-Le Bourget, 16 et 12 ; Pau, 21 et 7 ; Perpignan, 18 et 5 ; Rennes, 14 et 12 ; Strasbourg, 14 et 11 ; Tours, 16 et 12 ; Toulouse, 17 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 8 degrés ; Amsterdam, 14 et 8 ; Athènes, 17 et 6 ; Berlin, 13 et 11 ; Bonn, 15 et 11 ; Bruxelles, 14 et 12 ; Le Caire, 25 et 13 ; îles Canaries, 23 et 15 ; Copenhague, 9 et 6 ; Genève, 10 et 5 ; Jérusalem, 23 et 13 ; Lisbonne, 17 et 12 ; Londres (max.) 14 ; Madrid, 18 et 6 ; Moscou, —4 et —8 ; Nairobi, 27 et 13 ; New-York, 8 et 4 ; Palma-de-Majorque, 17 et 5 ; Rome, 17 et 8 ; Stockholm, 4 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2882



HORIZONTALEMENT

I. Il est imprudent de la laisser sans surveillance, mais personne n'aime qu'elle soit surveillée. — II. Son assortiment est beaucoup plus vaste que son nom ne le laisse supposer. — III. Note. Danse populaire. — IV. Directeur écouté d'une classe sans entendement. Sa prise donne lieu à des échanges acides. — V. Irritation qui porte sur les nerfs. — VI. Ignorer Courteline, mais imiter la biche. *Bras coupé.* — *VII. Brillante* partie d'un lustre. Quand on le met en tôle, il n'en sort plus. — VIII. Vieille personne bien conservée. Elimine. — IX. Dieu. Huile que l'essence enrichit. — X. Vilains vers de vase ou ravissantes baigneuses. — XI. Centre intellectuel. Charge les cargos et gonfle la trésorerie des armateurs.

VERTICALEMENT

1. Un ministre le redoute, un ministrable l'espère. — 2. Sans elle, une reine de beauté manquerait de piquant. Dotée d'un piètre héritage. — 3. Ouvre la voie à des projets branlants. Knock-out après avoir pris coup sur coup. — 4. Cas plutôt chinois pour un sujet de Pékin. Professeur de diction. — 5. Train d'atterrissage. — 6. Moins prospère après les élections que dans les discours qui les précèdent. Distinction parmi les gens de lettres. Sigle d'un organisme *vendant très cher ses produits* de luxe. — 7. Symbole de la haute coiffure. Tout le monde l'a dans le nez. — 8. Excellent produit d'une quête forestière. On en taxe implicitement les gens qu'on dit trop bons. — 9. Placer hors circuit.

Solution du problème n° 2881

Horizontalement

I. Accident. Nimbes. — *II. Liège.* Oiseliers. — III. Cruor. Mausolée. — IV. Octroi. Ressorts. — V. Tua. Brie. Ru. — VI. El. Péon. Asialie. — VII. Sentences. Crier. — VIII. Trot. Iole. Ere. — IX. Ségur. Boule. — X. Crêpe. Ne. Messes. — XI. Râ. Fissurée. — XII. Endroit. Aigu. Or. — XIII. Tiret. Oued. Soie. — XIV. Ho. NN. Messe. — XV. Nasse. Piste. Tes.

Verticalement

1. Alcotest. Crétin. — 2. Circuler. Rani. — 3. Ceuta. Note. Drus. — 4. Igor. P.T.T. Pore. — 5. Dérobée. Se. Othe. — 6. Ironie. Fi. — 7. Nom. Incognito. — 8. Tiare. Elues. Uni. — 9. Sue. Aser. Saëns. — 10. Nessus. Muid. — 11. Ilos. Iceberg. Me. — 12. Milo. Arroseuse. — 13. Béer. Lieuse. Ost. — 14. Erétrie. Le. Oise. — 15. SS. Suer. Estrées.

GUY BROUTY.



Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
222 F	371 F	521 F	670 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
387 F	762 F	1 016 F	1 330 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
254 F	436 F	618 F	800 F
II. — SUISSE, TUNISIE			
324 F	576 F	828 F	1 080 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur *demande une semaine* au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde.*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57 437.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 8 mars 1981 :

UN ARRETE

● Modifiant un précédent arrêté portant réforme de l'examen du brevet d'études du premier cycle du second degré.

DES LISTES

● D'admission à l'examen pour le recrutement de greffiers en chef des cours et tribunaux réservé aux candidats admissibles au concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature ;

● D'aptitude aux fonctions d'inspecteur d'académie (fonctions administratives) ;

● D'aptitude aux fonctions d'inspecteur d'académie à compétence pédagogique.

TROISIÈME AGE

Une nouvelle réglementation des soins à domicile

« Nous ne voulons pas de soins à domicile au rabais ! » L'affirmation est nette et claire. Jean-B., tutur responsable d'une association gestionnaire d'un service de soins à domicile pour personnes âgées, ne veut engager ni les soignants ni les « clients » dans une aventure insatisfaisante.

Un tel service de soins à domicile doit offrir aux personnes âgées tous les actes infirmiers courants (piqûres, pansements, etc.), les soins d'hygiène, de toilette et éventuellement l'intervention d'un kinésithérapeute et celle d'un pédicure. C'est dire qu'il complète l'aide ménagère pour permettre le maintien des malades dans leur cadre de vie habituel.

Pour le bénéficiaire de ces soins, l'avantage est double. A la garantie de la continuité et de la stabilité de son traitement s'ajoute la satisfaction de n'avoir aucune avance d'argent à faire, le personnel étant soit directement employé, soit rémunéré par l'association. Or malgré l'intérêt de la formule et les recommandations figurant dans les VIe et VIIe Plans, on recense, actuellement, moins d'une centaine de réalisations prenant en charge dix à trente personnes, en moyenne. *Pourquoi ?* La première explication tient à l'existence du « forfait journalier », sorte de prix de journée que tous les administrateurs de services de soins à domicile accusent de couvrir insuffisamment leurs dépenses (1). Autre frein, semble-t-il, au développement de ces services : le secteur infirmier libéral, qui craint de voir se développer une « concurrence ».

Et pourtant, les services de soins à domicile font la preuve de leur utilité (2), puisque, à Juvisy, *en région parisienne,* une association, née à l'automne 1980 a, en moins de deux mois, atteint l'effectif de malades (huit personnes) pour lequel elle a été agréée. Une convention signée avec un groupement d'infirmières libérales, auquel toutes les soignantes de la commune ont adhéré, permet d'accorder les soins à toutes les personnes *âgées de la ville. Le groupement* est d'ailleurs ouvert aux infirmières des localités voisines ayant des clients sur Juvisy. Le personnel propre de l'association comprend donc deux aides soignantes à mi-temps, une secrétaire médicale et une assistante sociale, directrice, à temps partiel.

Lorsque le médecin traitant — qui demeure responsable du traitement — demande une prise en charge de soins à domicile, le service intervient en principe dans les quarante-huit heures. Mais les lenteurs administratives qui entourent son fonctionnement risquent de compromettre sa survie, malgré les subventions de démarrage attribuées par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Aussi, les associations de soin *à domicile attendent-elles* beaucoup des dispositions prévues dans un décret en préparation. Le « forfait journalier » serait remplacé par un « budget global » établi à partir des prévisions budgétaires du service, sans qu'il soit tenu compte des résultats de l'exercice précédent.

Budget et association devraient recevoir l'aval du préfet, les caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) restant chargées de la prise en charge financière. Autre amélioration : la kinésithérapie, source de dépenses importantes, ne ferait plus partie obligatoirement de l'éventail des possibilités du service et serait assurée en collaboration avec le secteur *libéral* (3).

Ce futur décret et les progrès qu'il contient devraient inciter les services de soins à domicile à se multiplier afin de correspondre *aux souhaits conjugués* de la population âgée et des rapporteurs de la commission sur l'action sanitaire pour le VIIIe Plan, qui estiment que *« un million cinq cent mille personnes âgées de plus de soixante-dix ans courent le risque d'être hospitalisées ou orientées vers un établissement d'hébergement au cours d'événement sanitaire, dont certains par manque de solution à domicile adaptée ».*

CHRISTIANE GROLIER.

(1) Pour 1981, le « forfait journalier » devrait être de 77 francs par personne prise en charge.

(2) Les statistiques nationales montrent que ce sont les personnes les plus âgées qui font appel aux *soins à domicile* (70 % d'entre elles ont plus de soixante-dix ans) et qui sont les plus gravement handicapées (48 % des effectifs).

(3) La réglementation actuelle se fonde sur la loi n° 78-11 du *4 janvier 1978* relative aux institutions sociales et médico-sociales complétée par une circulaire n° 21 du 20 mars 1978.

PARIS EN VISITES

MARDI 10 MARS

« Passages autour du Palais-Royal », 14 h. 30, entrée du Louvre des Antiquaires, place du Palais-Royal, Mme Allaz.

« Hôtels d'Augny et Boni », 15 h., 6, rue Drouot, Mme Chapuis.

« Hôtel des Monnaies », 15 h., 11, quai Conti, Mme Garnier-Ahlberg.

« Hôtel de Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Meyniel.

« Le Procope », 16 h., 13, rue de l'Ancienne-Comédie, Mme Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« Vieux Montmartre », 15 h., devant l'église Saint-Pierre (Approche de l'art).

« Chez un doreur-argenteur », 15 h., métro Arts-et-Métiers (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Saint-Sulpice », 15 h. 30, parvis de l'église (Mme Fleuriot).

« La vie à la cour de Louis XV », 25, boulevard des Capucines (M. de La Roche).

« Arènes de Lutèce et Thermes de Cluny », 15 h., métro Cardinal-Lemoine (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

9 h. 30, 195, rue Saint-Jacques, MM. A. Mauffret et J. Letouzezy : « Les dépôts salifères ».

20 h., 13, rue Etienne-Marcel : « L'épanouissement du cœur et de l'esprit » (Méditation transcendantale) (entrée libre).

20 h. 30, 26, rue Bergère, M. J. Baryosher : « La Kabbalah ou tradition cosmique » (L'Homme et la Connaissance).

20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires : « Les grandes heures de la civilisation anglaise : les rois hanovriens ».

20 h. 30, Maison des polytechniciens, 12, rue de Poitiers, M. T. Pontzen : « L'opposition doctrinale est-ouest ».

20 h. 30, Centre Albertus-Magnus, 34, rue Saint-Jacques, Mme F. Parel : « Dieux et amulettes dans l'Egypte » (Nouvelle Acropole).

19 h., 63 bis, rue du Cardinal-Lemoine, M. R. Amadou : « L'univers total : contenant et contenu ».

BREF

ASSOCIATION

AU CERCLE DE L'OPINION, M. Xavier de la Fournière, président de la Confédération nationale de l'épargne, ancien vice-président du Conseil économique et social, a été désigné par le collège des présidents de commission du Cercle de l'opinion pour succéder à M. Gabriel du Chastain, fondateur *de l'association, qui ne sollicitait* pas le renouvellement de son mandat. Celui-ci assurera désormais la présidence du Comité de relations internationales (1-3, rue Lulli, 75002 Paris).

ENQUÊTE

UN QUESTIONNAIRE POUR LES VEUVES. — La FAVEC (Fédération *des associations de veuves chefs* de famille) réalise actuellement une enquête auprès des veuves de moins de cinquante-cinq ans (revenus, enfants, travail...), et souhaite la participation du plus grand nombre de personnes concernées. Le questionnaire est disponible à la FAVEC, 28, place Saint-Georges, 75442 Paris Ced. 09. Tél. : 526-05-42.

TRANSPORTS

VOLS AIR FRANCE ANNULES. — Les vols Air France prévus pour le lundi 9 mars, en provenance et vers la Grande-Bretagne, sont annulés en raison de la grève du contrôle aérien britannique décidée pour ce jour, indique la compagnie nationale.

CEINTURE DE SÉCURITÉ ET CONTRE-INDICATION MÉDICALE. — L'arrêté du 26 décembre 1974 fixant les conditions du port de la ceinture de sécurité prévoit, dans son article 2, *trois catégories* de personnes pouvant bénéficier d'une dispense du port de la ceinture de sécurité (personnes dont la taille est manifestement inadaptée au port de la ceinture, personnes *justifiant d'une contre-indication* médicale au port de la ceinture et munies d'un certificat médical à cet effet, conducteurs de taxis).

Le titulaire d'une attestation médicale selon laquelle le port de la ceinture est contre-indiqué est donc en règle.

ef SÉJOURS LINGUISTIQUES
PAQUES — ÉTÉ
GRANDE-BRETAGNE · ALLEMAGNE · ETATS-UNIS

— 4 formules de séjour en famille.
— Avec ou sans cours.
— Options sportives : voile - tennis - équitation

ef ECOLE EUROPÉENNE DE VACANCES
9, rue Pasquier - 75008 PARIS
Tél. 266-20-13

Bon - retourner pour recevoir une documentation complète.

NOM ....
ADRESSE ....
VILLE .... Code postal .... F. 9.3.



REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADREES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37.00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10.00	11,76
IMMOBILIER	28.00	32,93
AUTOMOBILES	28.00	32,93
AGENDA	28.00	32,93



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)
emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

Ἡ Ἐπιτροπή τῶν Εὐρωπαϊκῶν Κοινοτήτων

διοργανώνει γενικό διαγωνισμό βάσει ἐξετάσεων, γιά τήν κατάρτιση πίνακα προσλήψεως.

ΜΕΤΑΦΡΑΣΤΩΝ

(ἑλληνικῆς ἰθαγενείας)

Οἱ ὑποψήφιοι πρέπει: □ νά ἔχουν ὡς μητρική γλώσσα τήν ἑλληνική □ νά εἶναι κάτοχοι πανεπιστημιακοῦ πτυχίου □ νά διαθέτουν ὁρισμένη μεταπτυχιακή ἐμπειρία σχετική μέ τή φύση τῆς ἐργασίας □ νά ἔχουν γεννηθεῖ μετά τίς 31.3.1949 □ νά κατέχουν πολύ καλά δύο ἀπό τίς ἀκόλουθες γλῶσσες: ἀγγλικά, γαλλικά, γερμανικά, δανικά, ἰταλικά, ὀλλανδικά.

ΤΟΠΟΣ ΔΙΟΡΙΣΜΟΥ: Βρυξέλλες ἤ Λουξεμβοῦργο.

ΠΡΟΘΕΣΜΙΑ ΠΑΡΑΛΑΒΗΣ τῶν αἰτήσεων ὑποψηφιότητος: 31 Μαρτίου 1981.

Γιά συμπληρωματικές πληροφορίες οἱ ἐνδιαφερόμενοι παρακαλοῦνται ν'ἀπευθυνθοῦν στίς ἀκόλουθες διευθύνσεις ὅπου μποροῦν νά ζητήσουν τό ΕΝΤΥΠΟ ΥΠΟΨΗΦΙΟΤΗΤΟΣ ἀναφέροντας τήν ἔνδειξη COM/LA/331 τό ὁποῖο πρέπει νά χρησιμοποιηθεῖ ΥΠΟΧΡΕΩΤΙΚΑ:

□ Bureau de Presse et d'Information de la Commission des Communautés Européennes, rue des Belles-Feuilles 61, F-75782 Paris Cedex 16.

□ Commission des Communautés Européennes, "Division Recrutement", Secteur Concours Généraux, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

Pour suivre la constante expansion de notre société, nous recherchons des candidats dynamiques pour travailler dans le domaine intéressant du

management consulting

Nous comptons parmi nos clients un grand nombre de sociétés internationales les plus connues en Europe.

- Nous ne recherchons que des collaborateurs ambitieux, sachant faire preuve d'initiatives, possédant une grande facilité de communication. L'âge idéal serait entre 25 et 30 ans environ et nous ne voyons pas d'inconvénient à rencontrer des candidats en début de carrière.
- Nous vous apprendrons nos techniques qui permettent d'exceptionnelles améliorations dans tous les domaines de la rentabilité des sociétés, techniques qui ont fait leurs preuves dans des activités aussi diverses que le management, la fabrication, l'administration, les ventes et la formation du personnel. Vous devez être de ceux qui apprécient les progrès tangibles et qui aiment voir le succès couronner leurs efforts.
- Ceci concerne principalement ceux qui considèrent qu'une solide formation sur le tas a plus de valeur qu'un salaire de départ, mais pour les éléments les plus dynamiques nous offrons la possibilité d'une carrière à évolution rapide tant soit sous l'aspect responsabilités que salaire.
- Les déplacements fréquents imposent d'être domicilié près d'un aéroport à grand trafic (Paris, Lyon).
- La pratique courante de l'anglais est indispensable, la connaissance d'une autre langue (italien ou allemand) constituerait un atout supplémentaire. Si vous êtes intéressé par cette opportunité, envoyez votre curriculum vitae (en mentionnant votre salaire actuel et, de préférence, le numéro de téléphone où l'on peut vous joindre aux heures de travail).

INSIGHT PUBLICATIONS S.A.

boulevard de la Cambre 42 - Boîte 13 - 1050 Bruxelles (BELGIQUE)

sous la référence LM 9/3/81, qui transmettra.

Recherchons

INGÉNIEUR COMMUTAT. ÉLECTRON.

de langue maternelle française anglais courant afin d'assurer la formation technique au Japon pour une période de 2 à 3 ans.

Rémunération élevée.

Ecrire s/nº 8.013 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Société belge cherche pour créer et diriger bureau d'études de sa filiale en Afrique centrale (sucrerie)

UN INGÉNIEUR CIVIL OU ÉLECTROMÉCANIC.

Ecrire avec C.V. et références Agence Rossel, R.P. nº 528238, 112 r. Royale, B-1000 Bruxelles.

ÉCOLE PRIVÉE BILINGUE, SITUÉE A TORONTO (CANADA)

recherche pour septembre 1981,

PROFESSEURS

avec expérience au niveau préscolaire, primaire et secondaire. Invitons également spécialistes en informatique au niveau secondaire à soumettre leur résumé. Adres. C.V. à : W.H. GILES A.S. PASTORIA HOTEL St-MARTINS STREET, LONDON WC 2.

Pour faire face au développement croissant de ses activités dans le monde entier
IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE DU SECTEUR PARA-PETROLIER
recherche
pour Paris et l'Etranger

ingénieurs

Débutants et confirmés

Vous êtes ingénieurs diplômés Centrale, ENSTA, AM, TP, ENSI ou équivalent. Vous êtes débutants ou vous pouvez faire état d'une expérience de 5 à 10 ans de préférence dans une société d'ingénierie pétrolière ou de travaux maritimes. *Une expérience de chantier est un atout supplémentaire.*

Nous vous proposons, à des échelons de responsabilités différents, l'un des trois types de postes suivants :

1° / Au siège à Paris, vous accomplirez votre mission dans le cadre de nos services Engineering. Vous pouvez être débutant ou posséder une première expérience de deux ans environ acquise dans le domaine de la tuyauterie et des structures métalliques. (Réf. 1217)

2°/ Basé au siège avec de fréquents déplacements sur barge ou sur yard, vous vous intégrerez à un groupe d'ingénieurs de projets dans le domaine des installations pétrolières offshore. Une expérience confirmée vous permettra d'assurer la préparation et le suivi des procédures techniques liées à l'exécution d'importants contrats offshore.

Une évolution à moyen terme est possible vers une direction de projet. (Réf. 1218)

3°/ A l'étranger, après une période de formation au siège, vous aurez des responsabilités de manager de projets et d'affaires. Ce type de poste suppose une solide expérience acquise dans des fonctions similaires. Vous pourrez exercer votre mission au Moyen-Orient, en Afrique Centre-Ouest, en Extrême-Orient, dans le Golfe du Mexique ou en Australie... (Réf. 1219)

Pour l'ensemble de ces postes, il est indispensable que vous maîtrisiez parfaitement la langue anglaise.

Des perspectives d'évolution de carrière intéressantes sont possibles dans le Groupe pour des candidats de valeur.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à P. LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

DIRECTEURS DE FILIALES

16-19 millions de francs C.F.A. — **Afrique francophone**

Un groupe spécialisé dans la diffusion de véhicules automobiles (VL et PL) d'une grande marque internationale et dans la vente de biens d'équipement sur l'Afrique francophone recherche le Directeur de deux de ses filiales (C.A. : 4 à 7 milliards de francs C.F.A. - Effectif de 200 à 300 personnes, selon l'importance de la filiale). Dépendants de la Direction Générale du groupe, ils seront entièrement responsables de l'animation commerciale (analyse du marché, fixation d'objectifs, ventes, après-vente) et de la gestion de leur centre de profit (bilan, budget, trésorerie, relations avec les banques, recouvrement des créances, paiement des fournisseurs). Ils devront accroître la pénétration des marques représentées sur leur zone géographique. Ils disposeront de l'assistance technique des directions fonctionnelles du groupe. Les candidats retenus, âgés d'au moins 35 ans, de formation supérieure, posséderont surtout plusieurs années d'expérience professionnelle acquise en tant que responsables de la gestion et du commercial dans une entreprise du secteur automobile. Cette expérience aura été acquise, si possible, outre-mer. A la rémunération s'ajouteront les avantages liés à l'expatriation : congés annuels, logement, voiture de fonction, frais médicaux... Ecrire sous la référ. 420 M à :

G. R. H. Conseils,
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

CO.TE.BA INTERNATIONAL

seeks

a PROJECT MANAGER

in his middle thirties

For Major Hotel project in WESTERN AFRICA.

The candidate chosen will be a permanent adviser to the owner and will assist him in all technical decisions.

Send handwritten letter, C.V., photo and desired salary in enclosed sealed envelope marked «confidential» to CO. TE. BA. INTERNATIONAL 92 à 98, boulevard Victor Hugo 92115 CLICHY.

Un groupe français de Travaux Publics recherche pour le
GOLFE PERSIQUE

directeur administratif et financier

de l'une de ses filiales

Gestionnaire expérimenté et rigoureux, le candidat retenu aura déjà effectué un ou plusieurs longs séjours Outre-Mer.
C'est une forte personnalité, qui bénéficiera de larges délégations de pouvoir.
Son niveau de rémunération sera élevé.
Il résidera dans une ville agréable et appréciée des cadres français.

Adressez lettre manuscrite + C.V., sous référence 2638/B à :

ORGANISATION et PUBLICITE
2 rue de Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

POUR AFRIQUE NOIRE

Importante Société Commerciale recherche

HOMME JEUNE

dynamique, libéré O.M., possédant diplôme

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE

ou niveau équivalent, désireux se créer situation d'avenir. Possibilité après période de formation, d'assumer poste comportant responsabilités. Ecrire avec C.V. détaillé + photo sous nº 13.342 M. BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS recherche pour AFRIQUE FRANCOPHONE

JEUNES DIPLOMÉS E.S.C.

Débutants célibataires
Langue anglaise souhaitée
Situation intéressante
Perspectives d'avenir après formation
Libre rapidement.

Adress. C.V., photo et prétent. s/nº 89.891, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris.

THE CHASE MANHATTAN BANK

ABIDJAN (COTE D'IVOIRE)
recherche

ADJOINT DIRECTEUR DES OPERATIONS

Pour assurer la gestion quotidienne de la filiale dans les domaines suivants : opérations bancaires, comptabilité et contrôle financier, administration du personnel.

Ce poste requiert :
- une expérience de 3 à 5 ans des opérations bancaires acquises dans une banque internationale, de solides connaissances comptables, de bonnes notions informatiques, une parfaite maîtrise de l'anglais.

Nous vous offrons le statut d'expatrié et de larges perspectives d'évolution de carrière en Afrique francophone.

Merci d'adresser CV, photo, rémunération souhaitée à :
Elisabeth LAMIRAL, Sce Recrutement et Formation, 41 rue Cambon, 75001 Paris.

média-system

Importante entreprise française de Bâtiment et Génie Civil
recherche
pour MOYEN-ORIENT

INGÉNIEURS

ayant 4 à 5 ans d'expérience en conduite de travaux T.C.E.
Connaissance parfaite de la langue anglaise nécessaire.
Postes à pourvoir immédiatement.

Env. C.V. + Photo et prétentions à nº 90.104 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ENGENEERING recherche EUROPE ET ÉTRANGER

3 INGÉNIEURS
Structure OFF'SHORE

2 INGÉNIEURS
Calculateurs, structure métallique

3 PROJETEURS
Tuyauterie OFF'SHORE

2 SUPERVISEURS
en électricité
Bilingue anglais

Ecrire ou se présenter à notre Centre de Recrutement : TAI
113-115, rue du Cherche-Midi, PARIS (6e) - Tél. : 548-41-82.

Pour Mission Afrique du Nord

Bureau d'études français
recherche

Ingénieurs hydrauliciens

Spécialisés en urbanisme
Nombreux avantages expatriation
Ecrire en précisant sur l'enveloppe la référence 2702 à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES cherche à étoffer son portefeuille de CONSULTANTS

Pour missions de courtes durées (2 à 6 mois) dans les pays du Tiers-Monde.

Anglais et/ou espagnol.

Env. CV lettre manuscrite domaine de compétence, photo et prétentions sous réf. ESAR (mentionnée sur l'enveloppe) EMPLOIS ET CARRIÈRES 30, rue Vernet, Paris-8e

---

Importante société africaine cherche architecte - intérieur - concepteur - étude - réalisation. Expérience dix ans exigée. KOBYLKO, 32, rue Montpensier. Tél. : 296-83-37 avant 13 mars.



emplois régionaux

Etablissement Financier Régional

bien implanté, en croissance continue
crée un poste de

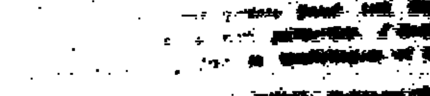
cadre comptable et de gestion

Missions ● Responsabilité de la Comptabilité Générale, et direction du Service (5, 6 personnes) ● Supervision des différents comptes ● Préparation et établissement du bilan ● Participation au développement de l'informatique ● Co-responsabilité du bon fonctionnement du Département.

Profil ● 30 ans environ ● Formation supérieure en comptabilité et gestion ● Expérience quelques années, dans un établissement financier de préférence ● Bonne familiarisation avec l'informatique ● Rigueur mais aussi capacités prouvées de communication, et d'innovation.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite sous référence 7292 EM avec C.V., photo et niveau de rémunération, à :

AVISO conseil
11 quai Rambaud
69002 LYON
Membre de Syntec





هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Equipements et Services
Electromécanique et Electronique

Directeur marketing

X, ECP ou équivalent
250 000 F

Une entreprise industrielle française, CA 450 millions, filiale d'un groupe international, développe, en dehors du marché dont elle est un des leaders européens, de nouveaux secteurs d'activités pour lesquels elle a déjà pris une avance en France.

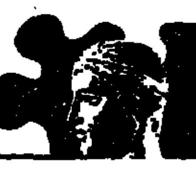
Le Directeur Marketing de ce département (CA 300 millions), membre du Comité de Direction, basé en région méditerranéenne, est promu à d'autres fonctions. Il s'agit tout d'abord de lui succéder en poursuivant notamment la diversification entreprise, vers des services de haute technologie (automatismes et micro-processeurs) pour l'industrie, les collectivités, et les administrations. *Un plan de carrière est prévu pour cet ingénieur grande école, parlant l'anglais,* ayant 10 à 15 ans d'expérience, à fort potentiel d'évolution, qui saura nous convaincre qu'il sait piloter la stratégie marketing par la technique et la qualité.

sélé CEGOS

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 23579/M à Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux,
204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.
Discrétion totale assurée.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis.

Membre de SYNTEC



Systèmes Automatisés de Production

Robotique industrielle – Ateliers flexibles

Filiale d'un groupe industriel français en fort développement, notre Société occupe une place de premier plan sur un marché porteur. Nous exportons dans le monde entier et en particulier aux USA. Nous *fabriquons en moyenne série des pièces mécaniques usinées et disposons aujourd'hui d'un parc de* 500 machines-outils. La stratégie du groupe implique que nous devenions dans les trois ans le leader mondial de notre spécialité. Pour atteindre ce but, nous créons la fonction développement des procédés et de l'industrialisation. Nous recherchons un ingénieur grande école.

Interlocuteur du Directeur Général de la filiale et du Président du groupe, il aura pour mission, à partir d'un savoir faire existant dans l'entreprise de maintenir la Société à la pointe du progrès technologique dans le domaine des machines-outils, des techniques de coupes et de l'engeneering de production en moyenne série. Il proposera et réalisera des transformations fondamentales de l'outil de production d'aujourd'hui. Il guidera les choix d'investissements en fonction de l'évolution prévisible de ces technologies.

Cette fonction, basée en région Lyonnaise, requiert une très solide expérience de l'engeneerie de produc*tion mécanique de moyenne série, automobile, tracteurs agricoles, moteurs par exemple. Ce spécialiste* possédera une très bonne maitrise de l'un des domaines suivants : robotique industrielle, ateliers flexibles, composants pour automatismes ... Sera à même de gérer des projets importants en liaison avec des services extérieurs (fournisseurs, sous-traitants ...) et suivra les évolutions techniques à l'échelle mondiale. *La pratique courante du français, de l'anglais et/ou de l'allemand est indispensable. Nous avons confié* à notre Conseil le soin de traiter confidentiellement chaque dossier.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Messieurs OSTROWSKI ou RICHARD, sous référence 861 M à :

EMPLOI centor

CENTOR RHONE ALPES
«Le Viking» 17, rue Louis Guérin
69100 VILLEURBANNE - Tél : 16 (7) 889.37.16



Jeune Ingénieur
Développement Produits

MÉTALLURGIE - MÉCANIQUE - USINAGE — Filiale d'un groupe français en fort développement, notre client fabrique en moyenne série des pièces mécaniques complexes destinées aux constructeurs de matériel roulant. Développant son avance technologique, la Société renforce sa structure technique et recherche un jeune ingénieur. Sous la responsabilité du Directeur Technique, il lui sera confié des programmes d'essais : *choix des aciers et des fontes, résistance à la fatigue des matériaux, traitements de surfaces, en vue d'appli*cations concrètes. Son action amènera l'entreprise à progresser dans la maîtrise de la conception des produits et des coûts de fabrication. Ce poste, basé dans la Loire, conviendrait à un jeune ingénieur (mécanique, métallurgie, physique des matériaux) ayant complété sa formation par des travaux dans la *recherche ou dans un laboratoire d'application, souhaitant par cette fonction, évoluer vers un poste* opérationnel. La maitrise de l'allemand ou de l'anglais est indispensable.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 860 M à R. OSTROWSKI qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor

CENTOR RHONE ALPES
«Le Viking» 17, rue Louis Guérin
69100 VILLEURBANNE - Tél : 16 (7) 889.37.16



sovac

ADJOINT DE DIRECTION

CREDIT IMMOBILIER TOULOUSE

- Vous avez 30 ans minimum et une solide première expérience dans une banque à un poste d'étude de risque.

Après une formation de quelques mois
- Nous vous proposons de devenir l'Adjoint du Responsable Régional « Crédit Immobilier » d'un important groupe bancaire.
- Votre mission :
- Etudier les dossiers de crédit,
- organiser le travail d'une petite équipe administrative,
- participer à la formation technique des équipes de vente.

Votre aptitude à la négociation vous permet à terme de parvenir à un poste de direction dans un groupe diversifié.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à
SOVAC - D.R.H. (sous réf. 9/03)
19-21, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS

SUD-EST FRANCE
INGÉNIEURS
ARTS et MÉTIERS
ou INSA Génie mécanique.
Débutants ou moins de 2 ans.
CRIT Intérim
37, rue de Miromesnil, PARIS-8e.
Téléphone : 265-28-25.

Expert comptable
Provence
cherche
STAGIAIRE E.C.
Exp. cab. Env. C.V., photo, prét.
s/nº T025725M, à Régie-Presse,
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Association de Tourisme Social
(loi 1901) rech. pour village de vacances.

DIRECTEUR

pour son centre en construction qui ouvrira à Noël 1981.

Ce centre de près de 300 lits ouvert toute l'année sous forme de gîtes avec ou sans pension est situé dans la station des CARROZ - ARACHES - LA FRASSE (Haute-Savoie).

- Libre au plus tard en septembre, le candidat doit être un gestionnaire et aussi un animateur social.
- Responsable de la gestion, de l'administration, du personnel et de la commercialisation, il doit être bon organisateur, meneur d'hommes, avoir le sens du social et avoir de très bons contacts humains.

Ce poste s'adresse à un cadre de 28 ans minimum ayant déjà une expérience de gestion, de forma*tion INFAC, ISFAL ou équivalente.*

Salaire mensuel de départ proposé : 6500 F - Logement assuré.

Adresser dossier détaillé de candidature manuscrit et références à SOLLAR, 28, rue Garibaldi 69006 LYON - Tél. : 16 (7) 889.24.24

Publicités Réunies

BANQUE PRIVÉE
Haute-Savoie

recherche

pour diriger son département

GESTION de PATRIMOINE

CADRE, âge minimum 35 ans, ayant large expérience *dans la spécialité, capable d'animer un réseau.*

Adr. C.V. manuscrit, photo et prét. à O.C.B.P., 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS, qui transmettra sous la référence nº 9500M.

THOMSON-CSF grenoble

composants optoelectroniques technologie silicium

Les recherches que nous avons menées depuis plusieurs années nous placent parmi les leaders mondiaux dans le domaine des **analyseurs d'image à l'état solide** *destinés* à la **Télématique** et la **Télévision** (Télécopie, Prise de vue Vidéo).

Afin d'assurer le développement technique et industriel de ce domaine nouveau en forte expansion nous recherchons :

INGENIEURS

Grandes Ecoles, Universitaires, Spécialistes et Débutants

- CONCEPTION CIRCUITS
- TECHNOLOGIE MOS et VLSI
- AUTOMATISATION DE PROCESSUS DE TRI
- ORGANISATION DE LA PRODUCTION
- ASSURANCE QUALITE

TECHNICIENS

DUT, BTS ou équivalent, Confirmés et Débutants

- ETUDES ET MISE EN OEUVRE D'EQUIPEMENTS AUTOMATISES DE PRODUCTION (Tri, Montage en boitier...)
- MESURES ELECTRONIQUES ET OPTIQUES
- GESTION DE FABRICATION
- CONTROLE DE PROCESSUS (MOS et VLSI)

Envoyer dossier de candidature, C.V., photo et prétentions à
THOMSON CSF - Service du Personnel TDI - B.P. 55
38120 ST EGREVE

POUR SON UNITE DE FABRICATION ULTRA-MODERNE (500 personnes) DANS LA REGION DE NANTES, UNE IMPORTANTE FIRME DE CONSTRUCTIONS MECANIQUES

recherche un

CHEF DU PERSONNEL

Rattaché au Directeur de l'usine et doté d'une grande autonomie, *il prendra en compte les données de l'environnement éco*nimique et social pour :
— promouvoir une politique de personnel dégagée des schémas traditionnels,
— *veiller à l'application* et à l'évolution des réglementations du travail,
— établir des relations constructives avec les représentants du personnel.

Si vous êtes un homme de terrain aux idées novatrices, diplômé de l'enseignement supérieur (Droit, Sciences Po, Ecoles d'Ingénieurs...) avec pratique de l'anglais.
— ayant une expérience d'une dizaine d'années dans la fonction personnel en milieu industriel (mécanique de préférence),
— attaché à faire progresser la gestion prévisionnelle du personnel au sein d'une unité en plein développement,

Veuillez adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous référence No 90261 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01
qui transmettra.

INGENIEUR DEVELOPPEMENT
AM ou équivalent – région CENTRE

La filiale française d'un important groupe multinational d'équipements automobiles, recherche un ingénieur d'une Grande Ecole (AM ou équivalent) débutant ou ayant une 1ère expérience de courte durée au sein de son unité de fabrication de Moulins (Allier) sous l'autorité du Chef *du Service Méthodes et en liaison étroite avec le Chef des Fabrications* il devra suivre le lancement et le développement des produits nouveaux.

Nous offrons une rémunération motivante et de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions
à Société D.B.A. - 176, Route de Lyon
03400 YZEURE.

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GROUPEMENT FRANÇAIS DE CONSEILS



GFC

350, RUE DE VAUGIRARD
75015 PARIS
TEL. 828.92.20

patron des services comptables

150/180.000 F an

Important organisme financier multinational, nous recherchons le Responsable des services comptables de notre filiale française.
Il s'agit d'un homme d'au moins 30 ans, de formation supérieure (DECS +) possédant 5 ans d'expérience dans le fonction, acquise dans une entreprise anglo-saxonne, et une bonne connaissance de l'informatique.
Bras droit du Directeur Financier, il animera une équipe de 7 personnes couvrant l'ensemble des opérations comptables et plus particulièrement l'élaboration et la mise en place de nouvelles procédures.
La connaissance de l'anglais est requise pour ce poste basé dans une *agréable grande ville de Bourgogne.*

M 894 DS

homme de personnel à fort potentiel

180/220.000 F an

Grand groupe multinational (mécanique) nous recherchons *le chef du personnel* de l'une de nos principales unités *(2.000 personnes).*
Le candidat idéal, d'environ 35 ans (± 5 ans), est un homme de terrain dont l'expérience a été acquise en usine. Il est apte à maitriser et à coordonner l'ensemble des problèmes inhérents à la fonction.
Pour ce poste à pourvoir dans la *région lilloise* de très sérieuses possibilités d'évolution de carrière sont prévisibles après réussite dans la fonction sur Paris, ou éventuellement pour une carrière internationale.

M 904 RS

Envoyez votre CV en précisant la référence du poste aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.
Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement

---

RAPIDASE

membre du groupe GIST BROCADES, leader mondial en fermentation, implantée à SECLIN, près de LILLE, *recherche*

MICROBIOLOGISTE

pour prendre la responsabilité d'une équipe de recherche chargée de la sélection et de l'amélioration de micro-organismes. Sa fonction l'amènera à avoir de nombreux contacts avec des laboratoires français et étrangers.
Un tel poste conviendrait parfaitement au titulaire d'un doctorat en microbiologie complété par une formation en génétique. Une expérience industrielle est souhaitée. La connaissance de l'anglais est obligatoire.
La *rémunération* annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 F, tiendra compte des compétences et de l'expérience présentées.

Adr. lettre man. C.V. + ph. à RAPIDASE, Direction du Personnel, 15, rue des Comtesses, 59113 SECLIN.

Société d'ingénierie générale
pour développer ses activités en province (infrastructure - bâtiment - équipement) recrute des

INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE
+ Formation Complémentaire

35 ans environ.

1°) Fonction : Technico-commerciale

Prospection des maitres d'ouvrage. rédactions offres et contrats. élaboration des prix de prestations intellectuelles.

+ Formation CPA - IAE
Ces postes sont à pourvoir à AMIENS - BORDEAUX - NANTES - RENNES.

2°) Fonction : Études de structures

Calculs informatisés, conception architecturale, connaissances BA, métal, bois, culture VRD.
Connaissance prix - aptitude commandement.

+ Formation CHEBAP - ISBA
Ce poste est à pourvoir à BORDEAUX.

3°) Fonction : Chef de projet (Chargé d'affaires)

Participation. élaboration offres et prix. Coordination études et chantiers.
Responsable vis-à-vis du client et de la gestion d'affaires dans la société.
Expérience 10 ans études et chantiers - 5 ans chef de projets type bâtiments.

+ Formation IAE - ICG
Ce poste est à pourvoir à RENNES.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et copie des diplômes, sous réf. 71078 M. à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

LE DIRECTEUR DU MARKETING DE

V.B. CONSTRUCTIONS
important constructeur national de
MAISONS INDIVIDUELLES
recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL

Son profil :
- Formation supérieure ;
- Véritable expérience de la Maison individuelle ;
- Parfaite connaissance de la formation et de l'animation d'une force de vente ;
- Homme de terrain et d'action, aimant les responsabilités.

Ce poste comporte de réelles possibilités d'évolution vers de larges fonctions opérationnelles.

- Forte rémunération.
- Lieu de travail : EST de la FRANCE.

Veuillez adresser C.V. manuscr. + photo à :
VB CONSTRUCTIONS
M. VALEZ, 29, Bd des Italiens, 75002 PARIS.

C.E. R.N.U.R. recherche pour Village vacances 300 personnes bord de mer

DIRECTEUR (TRICE)
ECONOME - CUISINIERS
Ecr. 78, rue des Bons-Raisins, 92500 RUEIL-MALMAISON.

VILLAGE DE VACANCES 400 LITS
Recherche
Personnel qualifié
Exp. Village - Mini 3 saisons

- Animateurs adultes - bonne culture générale et dynamisme - connaissance Village appréciée.
- Econome - Chef de cuisine.
- Responsables de Bar.
- Barman et Commis de Bar.
- Assistants Animateurs adultes.
- Animateurs disc.-jockey.

Envoyer C.V. détaillé manuscrit, photo et prétentions à :
M. J. DIGUERHER
Village Arc-en Ciel
40480 VIEUX-BOUCAU
Tél. : (58) 48-17-71.

DIRECTEUR COMMERCIAL

Cette société, 450 personnes, filiale d'un des premiers groupes industriels français, est un des leaders nationaux dans son domaine : le matériel de loisirs.
Le marché national, en évolution rapide, nécessite la création du poste de directeur commercial. Rattaché au directeur général, il est chargé de concevoir, d'élaborer et de proposer une politique commerciale qu'il met en oeuvre et contrôle.
Sa fonction va de l'animation sur le terrain jusqu'au suivi et contrôle des livraisons en passant par le marketing, les ventes, l'administration des ventes et le service après-vente. Il anime différentes équipes représentant environ 45 personnes.
Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement commercial supérieur, de 35 ans minimum. Il justifie d'une parfaite connaissance de la distribution par l'intermédiaire des concessionnaires. Une partie au moins de ses 10 ans d'expérience professionnelle a pu être acquise dans le domaine automobiles.
Anglais indispensable.
Basé dans une belle ville, proche de LYON, le poste nécessite de fréquents déplacements, de courte durée, sur l'ensemble du territoire.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M15459A, à

groupe egor Tour Crédit Lyonnais 129 rue Servient 69431 Lyon Cédex 3 Tél. (7) 863.62.20

média system

Nous sommes une importante société métallurgique spécialisée dans les biens d'équipements, chaudronnerie, inox et métaux nobles pour les industries nucléaires, chimiques et alimentaires, et nous recherchons pour notre usine de SOISSONS (950 personnes)

INGENIEUR
CHEF DE PROJET TRAVAUX NEUFS

qui sous l'autorité du chef des services matériels du groupe, et dans le cadre d'une large délégation aura pour mission de concevoir les projets qui lui seront confiés depuis leur étude jusqu'à leur réalisation et mise au point complète, dans les domaines de l'automatisation, des lignes de fabrication et du formage des métaux. **(réf. 2701 M)**

INGENIEUR PROGRES-TECHNIQUES

hiérarchiquement rattaché à l'ingénieur en chef d'un important département de fabrication et dans un souci de réduction des coûts, il améliorera et optimisera les moyens de production et mènera des études visant la réalisation de produits nouveaux. **(réf. 2200 M)**

Ces deux postes, largement évolutifs à moyen terme, conviendraient à de jeunes ingénieurs Arts & Métiers ou équivalent, soucieux d'élargir une expérience de 2 à 3 ans acquise en bureaux d'études, méthodes.

Merci d'adresser C.V. et photo, sous réf. correspondante à F. RAGOT.
Société BSL - 108, route de Reims - 02200 SOISSONS.

HAVAS CONTACT

INGENIEURS EXPERIMENTES

Formation Grandes Ecoles.

La SOCIETE NEU

1600 personnes, dont 400 ingénieurs et cadres,
Filiale du groupe Elf, mondialement connue pour la valeur de ses techniques en construction et en ingénierie d'équipements industriels aérauliques et thermiques
recherche

1 INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL — LILLE
- très compétent en mécanique, machines tournantes grande vitesse.
- bon négociateur interne et externe.
- anglais courant.

1 INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL — LILLE
- expérimenté en séchage industriel, de préférence dans l'industrie agro-alimentaire.
- bon sens commercial.
- anglais souhaité.

1 INGENIEUR DE RECHERCHE — LILLE
Très compétent dans le domaine du traitement des gaz et de la thermodynamique industrielle.
- compétence en informatique.
- bon négociateur interne et externe.
- anglais courant.

1 INGENIEUR COMMERCIAL — PARIS
- de préférence expérimenté dans les techniques aérauliques et thermiques et les relations avec les ingénieries.
- bon négociateur interne et externe.
- anglais courant.
- mobilité en région parisienne.

1 INGENIEUR BUREAU D'ETUDES — LILLE
- expérimenté en construction tôlerie fine et moyenne.
- sens de l'industrialisation et de la standardisation.
- commandement sur une petit équipe.

Les postes à pourvoir nécessitent des candidats dynamiques, possédant esprit d'initiative, imagination, bons contacts humains, sens de l'intérêt général.

Salaires suivant capacités et postes à pourvoir.

De larges possibilités d'avenir existent dans la société qui a toujours privilégié la promotion interne.

Adresser candidature manuscrite avec C.V. détaillé à :
ETS. NEU
Sac Postal 2028 - F 59013 LILLE CEDEX

Wang est l'un des groupes les plus dynamiques dans le secteur de l'informatique et de la bureautique. Son avance technologique, alliée à une stratégie commerciale performante, lui a permis de devenir le leader sur son marché.

Afin d'assurer son développement, Wang recherche aujourd'hui un :

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Outre l'animation des prestations informatiques existantes, il sera chargé de concevoir et développer les nouvelles applications. Possédant plus de 5 ans d'expérience en informatique de gestion, le candidat saura dialoguer avec les utilisateurs et possèdera de solides qualités d'analyse et d'organisation.

Ce poste requiert une bonne maîtrise du Cobol, une connaissance des techniques relatives aux bases de données, aux systèmes conversationnels et de transmission de données.

Rattaché directement au responsable informatique européen, il travaillera en liaison avec le Directeur Financier. Une bonne connaissance de l'anglais est impérative.

Si vous êtes prêt à joindre une société dynamique offrant d'excellentes perspectives de développement, veuillez transmettre curriculum vitae et prétentions, sous référence 864, à Monsieur V.W.H. Greenway, Partner, 523 Avenue Louise, Bte 30- B-1050 Bruxelles, Belgique

Discrétion totale assurée.
Les entretiens auront lieu à Paris.

WANG REND LE MONDE PLUS EFFICACE

L'ALPAVE

Important organisme de contrôle et de prévention rayonnant sur les régions **Rhône-Alpes, Auvergne, Bourgogne,** renforce la structure de son département
économies d'énergie
et recherche

2 ingénieurs

qui seront chargés de procéder au contrôle réglementaire et de jouer, en outre, un véritable rôle de conseil pour une meilleure utilisation de l'énergie dans les installations importantes industrielles ou tertiaires.

Leur action portera sur l'analyse des centres de consommation, l'établissement des bilans énergétiques, l'orientation de la gestion « Energie ».

Ces postes qui bénéficient d'une grande autonomie nécessitent la connaissance approfondie et une solide expérience pratique des installations thermiques.

La connaissance des techniques de construction serait également appréciée ainsi qu'une ouverture aux problèmes d'électricité.

Basés à Lyon pendant la période de formation, ils seront affectés ensuite à Lyon, Grenoble, Dijon, Clermont-Ferrand.

Les candidats retenus seront reçus à Paris ou à Lyon, après étude des dossiers, par

josette vanden borre
Recherche et sélection de personnel
Chamandre - 01340 FOISSIAT

média-system



THOMSON-CSF

DIVISION EQUIPEMENTS AVIONIQUES
Centre de BORDEAUX-PESSAC

ingénieurs électroniciens

ESE - ENSAE - ENSTA ou équivalent

Pour ETUDES D'INDUSTRIALISATION ET D'AUTOMATISATION D'ESSAIS de matériels aéroportés.

Débutants ou courte expérience (2 ans).

Adresser CV avec photo et prétentions au Service du Personnel - BP 94 - 33607 PESSAC.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Groupe MATRA
Branche communication
sa filiale **PICART-LEBAS**
(équipements téléphoniques et télématiques)
(C.A. : 210 MF) crée pour son centre industriel de **Châteaudun** (28)
1200 personnes - 130 kms Sud-Ouest de Paris, le poste de

Chef de Service Contrôle et Assurance Qualité

Le candidat idéal, âgé de 30 ans minimum, de formation ingénieur **(Arts et Métiers ou équivalent)**, possédera une expérience d'au moins 3 ans du contrôle qualité, acquise en milieu industriel grande série (si possible dans le domaine électronique).

A la tête d'une petite équipe, il aura, dans un premier temps, la responsabilité du Contrôle *Qualité, Réception, Fabrication* et *Produits Finis*, puis se verra confier progressivement la fonction globale de Contrôle et d'Assurance Qualité : définition des plans, mise en place des procédures de contrôle et suivi de leur application. Ce poste évolutif, rattaché à la Direction Industrielle, pourra convenir à un candidat homme de terrain et désireux d'entreprendre.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous *réf. M 28* à notre conseil qui garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants
57, Avenue de Suffren 75007 PARIS

MEDIA BA

LA VILLE DE GRENOBLE
(170.000 Habitants)
recrute

UN DIRECTEUR DU SERVICE ANIMATION

Fonctionnaire, chargé de la coordination des services et activités culturels, socio-éducatifs, d'éducation, de restauration scolaire, de santé, de sports et plein air.

Emploi spécifique correspondant à
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

RÉMUNÉRATION MENSUELLE NETTE DE DÉBUT : 8.995 FRANCS

Niveau de recrutement :
– diplôme de second cycle de l'enseignement supérieur.

L'emploi peut être pourvu par mutation ou détachement

Une solide expérience administrative et professionnelle de plusieurs années est nécessaire.

Candidature à adresser, avant le 31 mars 1981, à
M. LE MAIRE de Grenoble,
11, boulevard Jean-Pain, 38000 GRENOBLE.

SOGREAH
Ingénieurs Conseils

recherche pour son SERVICES D'ETUDES ECONOMIQUES

UN INGENIEUR ECONOMISTE

- Formation ENSAE ou Grande Ecole, complétée par diplôme Universitaire en Economie ou CEPE.
- Le candidat aura au moins 5 ans d'expérience en macro-Economie et la pratique des modèles Economiques et de la Comptabilité nationale et régionale.
- Il possédera une bonne maîtrise de la langue anglaise et une aptitude aux contacts avec des clients aux plus hauts niveaux.
- Ses activités impliqueront une grande disponibilité pour des missions fréquentes ou des détachements de longue durée à l'Etranger. *Elles couvriront un large éventail de responsabilités.*

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photographie récente, *prétentions et délai de disponibilité à :*
SOGREAH - Service du Personnel
BP 172 - 38042 GRENOBLE Cedex

groupe d'ingénierie

ENTREPRISE INDUSTRIELLE
(1.500.000 C.A.)

recherche

pour son activité **BATIMENTS CLES EN MAIN**

un RESPONSABLE Achats et Expéditions

pour consulter les fournisseurs et les transitaires, négocier et passer les marchés suivant la politique commerciale d'achats qu'il aura contribué à définir.

Montant des affaires traitées : 100 MF annuels.

- *Il aura une expérience d'une dizaine d'années dans au moins l'une des deux fonctions concernées (achat et/ou expédition).*
- *Il parlera anglais.*
- *Lieu de travail : SAINT-AMAND-LES-EAUX (59)*

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
N. 895 PUBLICITES REUNIES, 112, Bd Voltaire,
75011 PARIS qui transmettra

---

groupe **MATRA**
COMMUNICATION & TELEMATIQUE
Sa filiale PICART-LEBAS
Equipements téléphoniques et télématiques
centre industriel de 1200 personnes
situé à CHATEAUDUN (28)
propose à un

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

UNE MISSION IMMEDIATE : être l'homme de base - en support technique - de la mise en fabrication d'un matériel télématique.

UNE EVOLUTION INTERESSANTE : en fabrication, contrôle ou recherche - développement, en fonction de ses motivations.

Profil : 1ère expérience ou débutant de bon potentiel

Les candidats sont invités à faire parvenir : lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions et disponibilité à : *S.T.P.L. - Chef du Personnel - B.P. 89*
28200 CHATEAUDUN
Une discrétion totale est assurée.

MATERIEL T.P. *BOURGOGNE*

La Direction de Production de la filiale d'un puissant groupe industriel fabriquant du gros matériel de Travaux Publics recherche

jeunes ingénieurs
organisation industrielle

diplômés Grande Ecole (A.M., ou équivalent), débutants ou ayant une première expérience acquise si possible dans une fonction METHODES ou ORGANISATION DE PRODUCTION. Entièrement responsables de projets d'organisation industrielle (implantation d'ateliers, de postes de montage, de magasins de pièces détachées, etc . . .), ils devront assurer les études préliminaires et la mise en route de ces implantations dans le cadre de budgets, de délais et de procédures d'équipements, qu'ils auront préalablement conçus et présentés.
Ces premières missions ouvriront la voie vers une responsabilité opérationnelle au sein de l'entreprise ou du Groupe.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 865 M (à préciser sur l'enveloppe) au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS



responsable du département alimentation animale

La COOPERATIVE DES AGRICULTEURS DE LA MAYENNE
Coopérative polyvalente - 800 millions de C.A. - 500 personnes
recherche le Responsable du Département Alimentation Animale

Ce département, qui réalise un C.A. de 150 millions de francs, concerne : • les aliments composés fabriqués par la Coopérative • les aliments et matières premières revendues en l'état.

Intégré à l'équipe de Direction le candidat retenu prendra en charge, après une *période d'adaptation, l'ensemble des aspects de la fonction : • développement commercial* en liaison avec les autres Départements de la Coopérative • achats Matières Premières • fabrication • organisation et gestion du Département.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation AGRO ayant acquis une expérience lui permettant d'être rapidement opérationnel et de conduire l'expansion de ce Département.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. 8153-M en indiquant vos prétentions à

ouest recrutement *Le Tertre au Jau - Route de Cantenay Epinard -* 49000 Angers qui le traitera confidentiellement.

---

3 Jeunes Ingénieurs
Pays de Loire

Etablissement technique de la Défense Nationale conduisant d'importantes études, nous renforçons nos structures et offrons plusieurs postes à de jeunes diplômés.

1) Il conduira des études de composants pour suspensions de véhicules et saura acquérir une compétence technique dans ce domaine. **(Réf. 6678 A)**

2) Responsable d'études et de travaux de fiabilité concernant chenilles et structures de véhicules blindés. (Connaissance de l'Allemand indispensable). ***(Réf. 6678 B)***

3) Sera chargé d'études sur moteurs thermiques, turbines à gaz et moteurs adiabatiques. **(Réf. 6678 C)**

Ces postes nécessitent de solides bases Mécanique, dynamique vibratoire. Ils impliquent une grande curiosité intellectuelle et un esprit ouvert et méthodique.

Leurs titulaires appelés à se déplacer auront une bonne aptitude aux relations internes et externes, dans le cadre d'une ambiance très formatrice.

Adresser lettre de candidature, *sous référence choisie*, à CAPFOR, BP 846 - 44020 NANTES Cedex.

CAPFOR
NANTES - PARIS - LYON - MARSEILLE

MEDIA BA



elf aquitaine
recherche pour

SON DEPARTEMENT EXPLOITATION, SECTION MAINTENANCE SOUS-MARINE à PAU

UN INGENIEUR DIPLOME

SPECIALISTE OPERATIONS OFFSHORE
(travaux et inspection, structure, pipe-line, etc..),

ayant au moins 5 années d'expérience :
- devra coordonner, organiser et superviser les travaux d'inspection et d'entretien des équipements immergés dans les différentes filiales du Groupe.
- Fréquents voyages à Paris et à l'étranger.
- Aptitude à la plongée sous-marine.
- Anglais écrit et parlé couramment.

Ecrire avec C.V. et prétentions à No 90122
SNEAP - DC Recrutement - 26, avenue des Lilas
64018 PAU Cedex.

CADRE
gestion, comptabilité

IMPORTANT GROUPE MÉTALLURGIQUE *offre au sein des services Finances,* Gestion et Comptabilité d'une de ses unités de production (3.000 personnes, CA 1 milliard 1/2 de nouveaux francs) une réelle opportunité de développement de carrière à un **Cadre Gestion Comptabilité.**

Le titulaire du poste EDHEC, ESC *et si possible* DECS devra disposer :
- *d'une solide expérience comptable acquise dans* l'industrie,
- d'une réelle ouverture aux techniques modernes de gestion, d'organisation et d'informatique.

Une réussite à ce poste permettra d'accéder, après quelques années, à la responsabilité d'un service de 30 personnes.
Poste région Nord.

Ecrire sous référ. WM 372 CM

efap
4, rue Massenet 75016 Paris

Association privée vocation sanitaire et sociale, région Midi, recherche
INGENIEUR BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
30 ans environ
pour conduire travaux d'entretien et d'investissement en liaison avec cabinet d'architectes.
Faire offre
s/nº 8.020 *le Monde Pub.*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra.

MAIRIE DE POITIERS
recrute par voie de concours sur titres et sur épreuves
UN PROFESSEUR
à temps complet
pour l'École régionale des Beaux-Arts.
Pr ts renseignements complém. s'adresser à la Mairie de Poitiers
Bureau du personnel
Téléph. : 88-82-07, poste 361.
Clôt. inscript. : 15 avril 1981.

Organisme Départemental chargé du Développement économique (Région CENTRE)
CHERCHE
COLLABORATEUR (trice)
Personne de contacts.
Expérience souhaitée.
Env. C.V. s/nº 8.009 *le Monde Publicité, 5, rue des Italiens,* 75009 Paris., qui transmettra.

SAFARE CROUZET
Domaine électronique marine militaire recherche pour son Service d'Etudes à
NICE
1° *Ingénieur expérimenté* : analogique, radioélectricité test automatique ; 2° Ingénieur expérimenté ou débutant : numérique, microprocesseur.
Adresser C.V. et prétentions à SAFARE-CROUZET, B.P. 171, 06005 NICE Cedex.

DECOBECO
Assistance technique
recrute pour Cannes
2 INGÉNIEURS MECANICIENS
Étude et conception.
INGÉNIEUR DE PRODUCTION
Formation A. & M. ou INSA.
Débutants acceptés.
Env. C.V., quartier des Cavaliers, 06270 Villeneuve-Loubet.

IMPORTANT B.E.T. MARSEILLE
recherche
pour diriger son service infrastructure

UN INGÉNIEUR
GRANDES ÉCOLES

35 ans environ, expérience VRD 5 ans mini.
Poste à responsabilités demandant un candidat dynamique ayant le sens commercial et la volonté de réussir.
Envoyer C.V. sous nº T 025876 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

LA SOCIÉTÉ DOC FRANÇOIS
Filiale du Groupe DOCKS DE FRANCE
réalise un chiffre d'affaires proche de 2 milliards de francs grâce à ses
SUPERMARCHÉS SUMA
et
HYPERMARCHÉS MAMMOUTH
dans le Grand Sud-Ouest
elle recrute son

RESPONSABLE
ORGANISATION-MÉTHODES

Relié au Directeur de Gestion, il devra être :
- *Agé de 30 ans minimum.*
- *Diplômé de l'enseignement supérieur (Grande école).*
- *3 à 5 ans d'expérience minimum.*

Ses principales qualités seront :
- *Capacités à l'analyse et à la synthèse de données chiffrées.*
- *Aptitude à la conception de procédures et à la rédaction de rapports.*
- *Aisance dans les contacts humains, notamment au niveau des relations fonctionnelles.*
- *Bonnes connaissances comptables.*

La rémunération (13 mois garantis + intéressement aux résultats) sera fonction de l'expérience acquise.
Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à SDF, Division Affaires Sociales, B.P. 32 - 33401 TALENCE Cedex.

Les entretiens se dérouleront à Bordeaux.

SOCIETE DE CONSEILS JURIDIQUES
recherche
JURISTE ou FISCALISTE
ayant expérience
droit des sociétés
Bonne rémunération
et situation d'avenir
Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :
M.P. SANS, 7 bis, rue du Général-Cérez, 87000 LIMOGES.

VILLE D'AUBAGNE
Recherche
pour centre culturel communal.
- Un animateur culturel polyvalent.
  - Bonnes études générales.
  - Expérience et formation exigées.
  - Connaissances secteur Arts plastiques souhaitées.

Adresser curriculum vitae à : Monsieur le député, maire, mairie d'AUBAGNE, *13677 AUBAGNE.*

Entreprise spécialisée dans les infrastructures de télécommunications recherche
TECHNICIEN
pour son département
ANTENNES
HYPER-FRÉQUENCE
Connaissances en mesures de *rayonnement, mécanique de précision appréciées.* Lieu de travail : SAINT-NAZAIRE. Envoyer C.V., photo, *prétentions* à C.G.T.L., rue Marcel – 44570 TRIGNAC

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



THOMSON-CSF

Centre de CAGNES-SUR-MER
recherche pour CONDUITE D'AFFAIRES

1 - DES INGÉNIEURS

Pour assurer, en collaboration avec les *services techniques* et le bureau d'études, le développement d'équipements électroniques et d'antennes acoustiques. Connaissances en mécanique, en thermique et en technologies de construction.

2 - DES INGÉNIEURS D'AFFAIRE DE PRODUCTION

Pour animer les études d'industrialisation et prendre la responsabilité de la production d'affaires importantes à dossier stabilisé.

POUR CES DEUX POSTES :
- 3 à 6 ans d'expérience industrielle acquise, si possible, dans l'électronique professionnelle.
- Formation ARTS et MÉTIERS - CENTRALE ou équivalent.
- Anglais exigé.

Adresser C.V. et photo détaillé à THOMSON-CSF
Service du Personnel B.P. 53 - 06802 CAGNES-SUR-MER.

Nous sommes une Mutuelle d'Assurances,
dynamiques, compétitifs, intelligents
Nous aimez convaincre et vendre.
Vous voulez réussir votre carrière.
Vous aimez travailler sur le terrain en indépendant.

Nous recherchons 10 hommes et *femmes* d'un excellent niveau universitaire ou professionnel âgés de plus de 24 ans que nous *formerons* pour créer et développer des Agences régionales dans la MARNE, le NORD, le PAS-DE-CALAIS et l'OISE.

Écrire Agence HAVAS Boîte Postale 35 59005 LILLE Cedex sous référence 29578, qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,60	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ EN EXPANSION
réalisant plus de la moitié de son CA à l'exportation
recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT

PROFIL :
formation A.M. centrale ou équivalente
très bonne connaissance de l'anglais
et de l'allemand
expérience de quelques années dans l'indust.

FONCTIONS :
le candidat retenu sera resp. des ventes de la société sur les marchés d'exportation qu'il contribuera à renforcer.
Le poste, basé à Paris, implique des déplacements généralement de courte durée dans de nombreux pays étrangers.

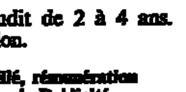
Adresser C. V. sous référence 8002 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES PRIVÉ
recherche un candidat pour son service

AUDIT INTERNE

- Diplômé grande école de commerce ou équivalent.
- Ayant une expérience d'Audit de 2 à 4 ans.
- Larges possibilités d'évolution.

Adresser candidature, C.V. détaillé, rémunération souhaitée sous n° 8.021 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



afnor
Association Française de Normalisation

recherche

UN INGENIEUR

MISSION :
il sera chargé de la gestion de travaux de normalisation et d'enquêtes de faisabilité dans les secteurs d'activités suivants :
- Economie d'Energie,
- Génie Industriel.

PROFIL :
Ingénieur AM, INSA ou universitaire avec une expérience de quelques années.
Connaissance de l'anglais.

Ce poste est à pourvoir rapidement.

Adresser c.v., photo et rémunération actuelle sous référence *7003* à AFNOR Direction du Personnel - Tour Europe 92080 Paris La Défense.

THOMSON-CSF

Département des activités péri-informatiques

Dans le cadre du développement de la gamme de terminaux programmables et de systèmes transactionnels, le département des activités péri-informatiques de THOMSON CSF recrute :

■ 2 Responsables Affaires Systèmes

Ingénieurs confirmés de bonne technicité informatique plus formation complémentaire type IAE ou ICG.

Expérience conception et mise en place de systèmes télé-informatiques.

Ils seront chargés :
- d'élaborer et préparer les réponses techniques et commerciales aux appels d'offres de grands projets de systèmes télé-informatiques,
- de défendre les projets et de participer à la négociation des contrats,
- de coordonner la réalisation des marchés. (Réf. M 100)

■ 2 Ingénieurs Technico-Commerciaux Position II

Ingénieurs confirmés de bonne technicité informatique.

Expérience indispensable acquise chez constructeur informatique en :
- logiciel de base et application gestion,
- terminaux intelligents ou mini-ordinateurs,
- télé-informatique.

Ils seront chargés :
du soutien technique aux équipes de vente (présentation technique des produits, formation clients, installation en clientèle, après-vente, suivi technique des clients).
(Réf. M 101)

■ 2 Ingénieurs Marketing Produit Terminaux et Bureautique Position II

Ingénieurs confirmés, de bonne technicité électronique et informatique plus formation complémentaire type IAE ou ICG.

Expérience constructeur informatique et bonne connaissance de l'anglais nécessaires.

Ils seront chargés :
- de la participation à la définition du Plan Produit,
- de l'élaboration des spécifications fonctionnelles des produits,
- du contrôle de l'exécution du Plan Produit. (Réf. M 102)

*****

Ces postes sont à pourvoir en proche banlieue sud *dans une petite* unité à dimension humaine (200 personnes).

Pour des candidats de valeur, notre forte expansion autorise de bonnes perspectives d'avenir au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée) en précisant bien la référence du poste choisi à Michel GILBERT - THOMSON CSF D.A.P. - RN 186 La Boursidière (porte E) 92357 Le Plessis Robinson

THOMSON-CSF

MEDIA PA

ASERTEC

Prestataire de Services pour maintenance technique et gestion budgétaire d'immeubles de bureaux
PARIS

Directeur administratif et Financier

Rattaché au Directeur Général pour

Superviser le fonctionnement des services - comptabilité générale - clients et fournisseurs - enregistrement et répartition des sommes budgetées - paie.
Prévoir l'adaptation informatique de la comptabilité.

Diriger le service administratif notamment juridique et gestion du personnel.

Expérience similaire réussie de 5 ans minimum à justifier.

Bonnes connaissances du secteur Bâtiment très appréciées.

Formation supérieure Sup de Co, HEC, ESSEC Option Finance-Comptabilité + DECS exigée.

35 ans minimum, homme de réflexion, méthodique, rigoureux.

Rémunération motivante liée à l'acquis professionnel du candidat. Poste évolutif par accès à des tâches de Direction.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, salaire actuel, téléphone privé sous réf. 19624 à :

MRI conseil
Danièle Chapuis
13 rue Madeleine Michelis - 92522 Neuilly
Discrétion assurée.

PARIS - GENEVE - LONDRES - MADRID - MILAN

Etablissement financier
Filiale d'un important groupe américain
recherche un

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

qui aura pour mission d'assister le Directeur financier pour l'ensemble des opérations financières et comptables, notamment la préparation et le suivi des budgets et du plan. Il sera également chargé de la mise en place d'une réorganisation des services comptables actuellement à l'étude.

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur (formation complétée si possible par un D.E.C.S.) devra :

- bien maîtriser les techniques comptables françaises et américaines,
- posséder une expérience préalable de 4 à 5 années dans un établissement bancaire,
- avoir déjà travaillé en liaison étroite avec un service informatique.

Il est souhaitable que la personne ait une bonne connaissance de l'Anglais.

Le groupe très bien implanté sur le plan international offre des perspectives de carrière très intéressantes pour un candidat de valeur.

Le poste est basé à Paris.

Salaire annuel : 200.000 F

Adresser lettre manuscrite, C.V., s/ réf. 8264 à P. LICHAU SA - BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

GROUPE **SG2**

SOCIETE GENERALE DE SERVICE ET DE GESTION
5000 personnes, 36 Agences en France, 16 Filiales à l'étranger.

Recherche pour accroître ses activités en informatique bancaire

Ingénieurs

Débutants ou expérimentés,

diplômés des Grandes Écoles ou de l'Université

Analystes-programmeurs

titulaires d'un DUT ou d'un BTS

Une formation technique et bancaire leur sera dispensée. Ils concevront et réaliseront d'importantes applications batch ou temps réel mettant en œuvre dans certains cas des bases de données. Ils acquerront aussi une solide spécialisation en informatique bancaire.

Écrire, sous référence LCA, à SG2 - 12/14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
Secteur des organisations laïques
(45 salariés et 30 M. de C.A.)
recherche
pour son siège à PARIS

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

(HOMME ou FEMME)

Salaire 100.000 +

Responsable de :

- La gestion financière et de la supervision du service comptable,
- L'organisation administrative et commerciale,
- La négociation de certains contrats d'achat,
- La direction du personnel.

- Expérience PME et informatique nécessaire.
- Disponible rapidement.

Envoyer C.V. à Mme FERRASSON 11/15, rue Erard, 75012 PARIS.



elf aquitaine

recherche des CADRES pour postes :

- **COMPTABILITE** (opérationnels, études et méthodes)
- **CONSOLIDATION**
- **AUDIT**
- **TRESORERIE**

— Vous êtes jeune, sans expérience professionnelle mais possédant une formation supérieure (Grandes Ecoles Commerciales Option Finances// Comptabilité, Institut d'Etudes Politiques, Maitrise Sciences Economiques ou de Gestion + DECS...).

— Vous avez quelques années d'expérience professionnelle dans des cabinets d'expertise comptable, d'audit ou dans des Services bancaires ou financiers.

— Vous êtes expert comptable .

VOTRE CANDIDATURE NOUS INTERESSE.

Après une période d'adaptation dans les services centraux, vous serez amené à exercer vos responsabilités, alternativement en France et dans les filiales étrangères du Groupe. L'anglais est indispensable, l'espagnol, le portugais ou l'allemand seraient appréciés.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
Société Nationale ELF AQUITAINE
Direction du Personnel - réf. DP-FA2 — 7, rue Nélaton
75739 PARIS Cedex 15.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
TRANSFORMATION MATIÈRES PLASTIQUES PARIS
Produits industriels et de second œuvre
(C.A. 200 M.F. dont 30% à l'exportation)
Filiale d'un grand groupe industriel
recherche

CHEF SERVICE EXPORTATION

Ce cadre sera chargé de restructurer, de développer et d'animer des réseaux d'agents et de distributeurs.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'Études Commerciales Supérieures âgé de 35 ans minimum, parlant couramment anglais et allemand et possédant déjà une bonne expérience des problèmes de l'exportation.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous référence 12738 M à BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel 94300 VINCENNES (Discrétion absolue assurée)

Ingénieur d'application

LA COMPAGNIE : filiale d'une importante multinationale spécialisée dans la régulation.

LES CLIENTS : industriels du chauffage, de la réfrigération, du conditionnement d'air et du bâtiment.

LES PRODUITS : large gamme de matériels particulièrement compétitive et un réseau bien implanté en France.

NOTRE AMBITION : - continuer notre progression et notre pénétration du marché. - rester à l'écoute des besoins de nos clients.

Nous recherchons un **INGENIEUR D'APPLICATION** pour la recherche et la mise en œuvre de tous les moyens destinés à améliorer la commercialisation des produits.

De formation frigoriste ou électromécanique le candidat devra posséder un sens commercial.

La connaissance de l'anglais constituerait un atout supplémentaire.

REMUNERATION : ± 110 000 F suivant formation et expérience.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions en indiquant la réf. *M S.03* **JOHNSON CONTROLS** 357, rue d'Estienne d'Orves 92700 COLOMBES.

JOHNSON CONTROLS

MEDIA PA

Groupe International appartenant à un Groupe Multinational
recherche un

RESPONSABLE CRÉDIT CLIENTS

sous la direction du Trésorier, il maintiendra et développera l'assistance apportée aux Divisions opérationnelles, pour tout ce qui concerne leurs risques commerciaux.
- analyse des risques clients, pays,
- mise en place de financements export,
- recherche d'assurance crédit,
- suivi des retards.

Ce poste s'adresse à un cadre diplômé de l'enseignement supérieur qui devra faire preuve d'une grande aisance dans les contacts.
Une bonne expérience similaire auprès d'une banque ou d'une entreprise industrielle internationale est indispensable.
La maîtrise de la langue anglaise est nécessaire. (une deuxième langue serait appréciée).
Le Groupe (15 000 personnes environ), implanté dans de nombreux pays étrangers, et la fonction offrent de réelles possibilités d'évolution.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence EGRET. (mentionnée sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet. 75008 PARIS

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE INTERNATIONAL - ENTREPRISES FRANCAISES
CONSTRUCTION ELECTRIQUE

Directeur général

X - Mines - Centrale - Supélec — 450.000+

Capable d'apporter au plus haut niveau une collaboration active pour l'animation des structures de commandement, d'information et de contrôle des différentes sociétés françaises du Groupe. Une évolution rapide vers la Présidence de l'une d'elles est souhaitée.

Nous proposons cette fonction à des meneurs d'hommes, 40 ans minimum, justifiant d'une compétence à la fois industrielle et de management, exercée au niveau d'une Direction Générale et acquise de préférence dans la branche d'activité de la construction électrique.

Une expérience internationale serait appréciée. Langue anglaise nécessaire.
La fonction est à pourvoir au siège social du groupe, à Paris.

Les dossiers de candidature seront traités avec la plus stricte discrétion sous la réf. 363 A. par

claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres - 75739 PARIS Cédex 15

KONE

Ingénieur grande école
Futur manager nouvelles activités

Industriels en ascenseurs, en manutention et stockage, en électronique médicale, nous sommes *aussi des spécialistes de la maintenance : systèmes de télésurveillance des équipements techniques*, en particulier. La maîtrise des technologies nouvelles restera le levier de notre développement.

Nous engageons dès maintenant un ingénieur grande école (ECP, ESE, AM, ENSEEIHT, etc), 3 années minimum d'expérience industrielle. D'une bonne culture générale en automatisme et électronique, il est attiré par les responsabilités techniques en contact direct avec le terrain et par l'animation des hommes ; il a une bonne sensibilité aux problèmes commerciaux. Il prendra, selon des étapes prévues, des responsabilités opérationnelles de plus en plus larges, au sein de la Division Paris (600 personnes). A terme, sa carrière doit évoluer vers un poste de Direction.

sélé CEGOS

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous *référence* 23578/M à *Marie-José FOURNIAT qui étudiera votre dossier en toute discrétion.*
Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux,
204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis.

Membre de SYNTEC

LE CHEF DU SERVICE JURIDIQUE
Bâtiment France

BOUYGUES

recherche son

ADJOINT

De formation supérieure (Maîtrise en Droit), il a une première expérience professionnelle qui lui a permis de maîtriser :
- le Droit des Affaires,
- *le Droit Administratif.*

Il assure le suivi des contentieux, les relations avec les différents services de l'Entreprise et notre Cabinet d'Avocats.

Sa réussite lui ouvrira des possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
M. François Jacquel - Direction du Personnel - BOUYGUES - B.P. 204
92142 CLAMART CEDEX

Création de poste

Jeune ingénieur
Futur chef de projet

Important organisme professionnel - 4 000 adhérents - recherche un jeune ingénieur, qui, après une période de formation, pourra assumer très rapidement des responsabilités de conduite de projet, au sein d'une petite équipe.
Dans le cadre de sa mission, il participera activement à la mise en place du nouveau plan informatique et aura l'occasion de mettre en œuvre les techniques les plus récentes : création de bases de données, d'un important système de documentation générale qui sous-tendra *toute l'activité de l'organisme. Il participera également* à la réorganisation des applications existantes - passage au temps réel.
Ce poste convient à un débutant, libéré des obligations militaires, une première expérience informatique acquise au cours de stages, du service national, sera appréciée ainsi qu'un complément de formation en gestion. Lieu de travail : Porte Maillot.

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73547/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis.

Membre de SYNTEC

Chef
de produit
secteur industriel

L'offre : développer l'implantation d'une gamme de produits destinés à des industries très diverses : faïence, céramique, mécanique, bâtiment... et arriver à une parfaite maîtrise de ces marchés.

Vous serez rattaché à la Direction Technico-Commerciale et vous aurez à animer une petite équipe dynamique de 3 personnes spécialistes *dans leur métier.*

Le poste est basé à Paris.

Vous avez : une formation scientifique ou commerciale et avant tout une expérience réussie *d'au moins 2 ans* de la vente de produits techniques *aux industriels.* Vos qualités d'animation, votre combativité, votre esprit curieux et novateur et votre disponibilité doivent vous permettre de réussir dans la fonction.

L'anglais est un atout supplémentaire.

Nous sommes : la filiale autonome d'un groupe français important (C.A. : 5 milliards Frs). Dans notre profession, nous sommes leader. Grâce aux investissements que *nous avons réalisés, nous* disposons d'une gamme de produits fiables et appréciés par nos clients.

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 102120 M (à mentionner sur l'enveloppe) au Département « Industrie ».
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06



600 Millions de C.A. - 1800 personnes
Filiale d'un leader mondial de
l'Agro-alimentaire recherche

FUTUR CONTROLEUR INTERNE

Agé de 28 ans - diplômé études supérieures ou équivalent, il sera chargé :
- d'analyser les procédures et méthodes administratives de la société afin de formuler et de mettre en œuvre des procédures nouvelles avec les divers services concernés,
- *de mettre en place dans la société une fonction* d'auditeur interne opérationnel.

Ce poste s'adresse à des candidats ayant une première expérience de quelques années en contrôle de gestion, audit anglo-saxon ou conseil en organisation et parlant anglais.

Il existe dans la société de réelles perspectives d'évolution ultérieures.

Envoyer CV + photo + prétentions à
BISCUITS BELIN Service Emploi Formation
Courrier d'Entreprise 1113 - 91015 EVRY.



INGENIEURS COMMERCIAUX
EN INFORMATIQUE

Notre division progiciel est une réussite. Elle a beaucoup d'ambition et recherche les moyens nécessaires pour atteindre un nouvel objectif : le doublement de son chiffre d'affaires dès cette année.

Cette nouvelle politique nous conduit à recruter des

INGENIEURS COMMERCIAUX,

fortement motivés par les réalités de l'entreprise et ayant une expérience réussie de la négociation avec les décisionnaires (dans le domaine du service informatique). Nos produits sont compétitifs, nos équipes techniques vous assureront un appui à la hauteur de nos ambitions.

Nous vous proposons une formation adaptée et une rémunération fixe très motivante.

Adressez votre candidature à :
SPI - *Service des Affaires Sociales*
98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY

PECHINEY UGINE KUHLMANN

GRAND GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE
recherche

UN CHEF DE PROJET

PARIS

Au sein de l'équipe chargée de développer les projets d'organisation et d'informatique, il sera responsable de la conception et de la mise en place de projets importants mettant en œuvre des techniques avancées.
Le candidat retenu, *ingénieur diplômé d'une Grande École* scientifique ou universitaire, aura une expérience d'au moins 3 ans dans la conduite de projets informatiques.
Avoir une expérience du télétraitement et des bases de données seront des atouts appréciés.

Écrire sous référence 183 M à A.L. CONSEIL.
24, rue Murillo, 75008 PARIS,
qui garanti discrétion et réponse.

AL conseil

EQUIPEMENTS MECANIQUES

INGENIEUR LOGISTIQUE

Nous sommes un très puissant groupe de sociétés, spécialisé dans la distribution d'engins de travaux publics de renommée mondiale.
Particulièrement attachés au potentiel des hommes de notre entreprise, nous mettons tout en œuvre pour leur permettre un véritable développement de carrière.
Dans cette optique, le titulaire actuel du poste est appelé à d'autres fonctions au sein du groupe, il faut assurer sa succession.
Rattaché au Chef du Département logistique, cet *ingénieur* conçoit et propose des méthodes de travail, assiste les ateliers dans leur mise en œuvre, étudie la rentabilité des moyens (locaux, postes de travail, outillage...) et participe à l'étude de standards de temps et de qualité.
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un ingénieur de 28 ans environ, diplômé d'une grande école (Centrale, Mines, Ponts...), justifiant d'une première *expérience d'environ 4 ans dans des fonctions* méthodes ou contrôles, acquise en production ou travaux neufs.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 10418 B à

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

Patron du personnel

Vous êtes un homme du terrain et vous aimez sentir vivre «Votre» Usine. Avec ses problèmes de tous les jours : les difficultés de la hiérarchie, les problèmes de la main-d'œuvre immigrée, les tensions syndicales, etc, etc... Depuis une dizaine d'années, vous partagez avec vos collègues des services techniques et de gestion, la responsabilité d'une unité très importante, 2-3000 personnes dans la métallurgie et vous souhaitez développer votre carrière dans ce sens, parce qu'il vous faut le contact et que la «paperasse» n'est pas votre domaine.

Conditions de travail, rémunérations, études de postes, sécurité, gardiennage, administration, relations avec l'environnement, les syndicats. Ce ne sont pas, pour vous, des concepts théoriques mais des actions à mener, à coordonner en optimisant les ressources humaines d'une communauté à finalité économique. Vous savez utiliser les compétences des spécialistes du siège et les traduire localement. Vous décidez en sachant que vos initiatives ont toujours des conséquences dans les autres unités du groupe.

Mais vous voulez travailler dans une société qui sait où elle va, qui est capable d'inventer son futur en taillant sa place sur un marché difficile. Vous saurez succéder à un prédécesseur qui part en retraite et dont la forte personnalité a marqué le poste. Vous écrivez une première lettre à un consultant de Sirca qui a fait votre métier et qui n'a donc aucune difficulté à vous garantir la confidentialité de votre démarche et... un examen attentif de votre dossier. Référence 814 544M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

NOUS SOMMES LA FILIALE DE L'UN DES PLUS PUISSANTS GROUPES BANCAIRES EUROPÉENS

- Vous êtes EXPERT COMPTABLE.
- Vous avez une dizaine d'années d'expérience dans un Cabinet international confortée par quelques années passées dans une banque.
- Vous avez de solides connaissances en informatique et vous maîtrisez bien la langue anglaise.
- L'expérience de l'immobilier serait un plus.

Nous vous proposons de prendre la Direction de

L'INSPECTION INTERNE DE LA BANQUE

La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat mais ne saurait être inférieure à 200.000 francs

Adresser curriculum vitae, photo et rémunération actuelle sous le n° 2.576 à
PUBLIFOP 29, RUE BLEUE, 75009 PARIS, qui transmettra.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

2 à 5 ANS D'EXPÉRIENCE

- Logiciel de base et temps réel.
- Télétraitement.
- Micro-mini ou grand systèmes.

Souhaitant s'associer à la croissance d'une jeune société de service spécialisée dans la domaine de la téléphonie des télécommunications et de la télématique.

Les candidatures seront reçues par Mme BERTAUX

COGINTEL 2, avenue de Ségur 75007 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

IMPORTANTE
SOCIETE FRANCAISE
en expansion continue à forte vocation exportatrice
intervenant dans le domaine
d'équipements électroniques
recherche pour SES VENTES A L'ETRANGER

1 CHEF DE ZONE EXPORT AFRIQUE

RESPONSABLE DE LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS auprès des agents, des distributeurs et d'une clientèle déjà existante, il sera chargé sur place de la recherche de nouveaux débouchés, de la sélection et du suivi de nouveaux agents.

Si une formation de base technique alliée à une expérience commerciale tournée vers l'export est souhaitable, la connaissance de l'Afrique sera un atout considérable pour réussir à ce poste.

Anglais indispensable.
Basé proche banlieue Paris
(déplacements 50% du temps).

Envoyer C.V. et salaire actuel à No 90.404, CONTESSE & Cie
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

ENTREPRISE
A COUVERTURE NATIONALE
travaux electrification MT/BT, V.R.D.,
électricité industrielle
IMPLANTEE REGIONALEMENT ET DECENTRALISEE
cherche
POUR DIRECTION DE CHANTIERS

jeunes ingénieurs

(debutants et jusqu'à 3 années d'experience)
souhaitant :
- traiter des problemes de TERRAIN.
- avoir une activité à base de CONTACTS HUMAINS.
- être responsables de leur GESTION DE CHANTIER.

Adresser C.V. et pretentions s/réf. 7597 à P. LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

NON ! NOUS N'AVONS PAS DIT NOTRE DERNIER MOT !

Aujourd'hui affrontée à la crise mondiale, la SIDERURGIE déjà engagée dans la voie du PROGRES, a intensifié ses efforts.

Depuis peu en tête sur le plan européen, elle est en marche vers les premières places mondiales :
— Productivité et économies d'énergie.
— Qualité et fiabilité des alliages.
— Performances accrues de produits nouveaux.

OUI ! L'ACIER FRANCAIS PEUT RELEVER ENCORE BIEN DES DEFIS !

Pour contribuer à la réalisation de ces objectifs

l'INSTITUT de RECHERCHES de la SIDERURGIE FRANCAISE

recherche

jeunes ingénieurs

hommes et femmes d'imagination, d'initiative, de méthode ayant l'esprit d'équipe et un fort potentiel scientifique et technique : thermiciens, physiciens, électroniciens, métallurgistes, automaticiens, mécaniciens...

Vous avancerez dans la connaissance de ces matériaux aux cent visages que sont les fontes et les aciers.

Vous contribuerez à la mise au point d'outils nouveaux et à l'optimisation des procédés en utilisant les techniques les plus modernes.

Vous aurez à votre disposition des moyens puissants d'investigation et de traitement de l'information.

Vous serez en relation avec l'industrie et les laboratoires français et étrangers.

Vous participerez à des échanges internationaux : CECA, USA, Japon.

Vous pourrez après quelques années dans la RECHERCHE APPLIQUEE rejoindre l'INDUSTRIE afin d'y assurer d'importantes responsabilités techniques et humaines.

Sans repasser par le marché du travail.

Ecrire (lettre manuscrite, C.V., photo) à : l'IRSID, 185, rue du Président Roosevelt
78105 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE CEDEX.

Filiale informatique d'un groupe d'assurances recherche

ingénieurs informaticiens

(Grandes Ecoles. DEA. maîtrise ...)

pour s'intégrer dans des équipes de haut niveau, qui mettent en place d'importants systèmes de gestion en temps réel.
- Formation complémentaire assurée.
- Evolution possible au sein d'une entreprise en constant développement.
- Lieu de travail : La Défense

Envoyer C.V., photo et prétentions à GIE, sous référence 3268 Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11. 92081 PARIS La Défense.

GIE

média system



Les Fromageries BEL

recherchent

un ASSISTANT CHEF de PRODUIT

- Diplômé d'une école supérieure de commerce.
- Débutant ou ayant déjà une première expérience de marketing opérationnel.
- Il assistera un Chef de Produit sur une ou plusieurs marques de la Société.
- Après une première période opérationnelle sur les marques, il recevra une formation terrain au sein de notre équipe de vente.

La fonction doit le conduire à terme à des responsabilités complètes de Chef de Produit.

Adresser C.V. et rémunération souhaitée à Fromageries Bel - Service du Recrutement
4, rue d'Anjou - 75008 PARIS.

SINTRA
Alcatel

ingénieur électronicien ET ingénieur informaticien

Notre département systèmes informatiques vous propose de participer à l'étude et à la réalisation de systèmes informatiques en temps réels hautes performances appliquées au traitement de SIGNAL SONAR.

Jeunes ingénieurs diplômés ou universitaires 3e cycle.

Adresser votre CV et prétentions à J.F. SILVESTRE - SINTRA ALCATEL
1, Avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL, sous référence A.L R 10.

Importante société d'ingéniérie recherche

I INGENIEUR INFORMATICIEN réf.A

pour assistance informatique à programmes de développement de systèmes d'équipement.
Formation ingénieur. 2 à 10 ans d'expérience.
Connaissance des banques de données (gestion) appréciées.

2 INGENIEURS Grande Ecole & PLANIFICATEURS réf.B

pour développement d'équipements.
Maîtrise d'œuvre de systèmes d'équipements (civils ou militaires).
Anglais souhaité.

Lieu de travail : proche banlieue sud-ouest.

Merci d'adresser dossier de candidature (CV + photo) mentionnant la référence du poste choisi à rscg carrières -64, rue la boëtie 75008 PARIS, sous n° 4074.

Vendre un nouvel engrais

L'offre : promouvoir la vente d'un nouvel engrais et assurer le suivi de la clientèle existante.

Rattaché à la direction d'un de nos départements vous serez très autonome dans votre activité. Le poste est basé à Paris et nécessite de fréquents déplacements. La rémunération est stimulante (fixe + intéressement).

Vous avez : un diplôme d'ingénieur agronome et vous connaissez bien le domaine des grandes cultures industrielles (betteraves, blé, pommes de terre...).

Le monde agricole vous intéresse, vos connaissances techniques et votre tempérament de commercial doivent vous permettre de réussir dans les contacts avec les négociants, les coopératives et les agriculteurs.

Nous sommes : une société française de premier plan appartenant à un important groupe français (C.A. 5 milliards de francs) soucieux de notre expansion, nous avons lancé un nouvel engrais dont les premiers résultats s'avèrent prometteurs.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 011033 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche
pour son siège à PARIS

ASSISTANT DU CONTROLEUR DE GESTION CENTRAL

Diplômé d'une Grande Ecole Commerciale
(H.E.C., ESSEC, Sup. de CO).
Ayant une expérience de 1 à 2 ans dans cette fonction ou débutant.
Il participera avec l'aide de moyens informatiques :
— à l'élaboration et au suivi des budgets ;
— à l'analyse des résultats ;
— à la tenue du tableau de bord de la Direction générale ;
— à l'amélioration des outils de gestion ;
— à la réalisation d'études ponctuelles.

L'expansion actuelle du groupe offre des possibilités d'évolution de carrière particulièrement intéressantes.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à n° 90.159 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cédex-01.

La bureautique, vous y croyez ?

- Vous possédez en plus l'esprit d'entreprendre ?
- Vous êtes diplômé d'Etudes Supérieures (grande école si possible).
- Votre cheminement professionnel vous a permis d'acquérir ou de solidifier des compétences informatiques et commerciales.
- Vous avez une expérience d'organisateur en entreprise.

Votre profil correspond déjà bien au poste de

directeur général

que nous avons à pourvoir dans le cadre de la création de notre filiale d'Organisation en Bureautique.

Nous vous offrons une opportunité de tout premier ordre où vos qualités de chef d'entreprise pourront s'épanouir.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous référence 33.61/DG/370 à notre Conseil en Recrutement ADEQUATION 62/64 av. Emile Zola 75015 Paris (discrétion et réponse assurées).

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE

recherche

INGENIEURS DEBUTANTS

en MECANIQUE, CHAUDRONNERIE, TUYAUTERIE

pour affectation :
- soit en agences comme responsable de secteur ou d'affaires (prospection, sélection des offres, devis, études, fabrication, montage).
- soit sur chantier à différents postes (logistique, ordonnancement- lancement, encadrement d'équipes de montage).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
N. 894 PUBLICITES REUNIES, 112, Bd Voltaire,
75011 PARIS qui transmettra

BANQUE PRIVÉE

recherche pour sa

DIRECTION ORGANISATION ET INFORMATIQUE
(IBM 4341 DOS VSE)

1 PROGRAMMEUR SYSTÈME

D.U.T.
COBOL ASSEMBLEUR (réf. 301)

2 PROGRAMMEURS D'APPLICATION

D.U.T.
COBOL (réf. 302)

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant la référence du poste, à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS

Gestion-organisation challenge pour un produit nouveau

Nous sommes une des toutes premières Société Française de Services. Notre métier est d'offrir à notre clientèle des prestations techniques dans le domaine du contrôle.

Nous créons aujourd'hui une activité de «contrôle des systèmes d'information». Il s'agit de proposer aux Chefs d'entreprise des interventions visant à vérifier la sécurité de leur système de gestion, de leurs procédures administratives et de leurs moyens informatiques (protection du site, du hardware et du software) ou à mettre en place l'ensemble de ces systèmes.

Vous assurerez la promotion commerciale de ce produit et gèrerez vos interventions ainsi que celles des techniciens que l'on mettra à votre disposition. Agé de 35 ans minimum, diplômé H.E.C, Sciences Po ou de formation équivalente, nous vous imaginons gestionnaire et organisateur : c'est à dire, qu'après avoir maîtrisé l'outil informatique, vous vous êtes orienté vers la gestion en moyenne ou grande entreprise. Votre expérience à ce poste vous a donné une vision «top-niveau» de votre fonction.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 01 à A. LABUSSIÈRE - rscg carrières - 64 rue La Boëtie - 75008 PARIS.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

afnor

Association Française de Normalisation

recherche

UN CHEF DE PRODUIT base de données

LA FONCTION :
- Elaborer et mettre en oeuvre une politique commerciale des produits documentaires (bases de données NORIANE NORMATERM, etc...) dans le cadre d'une stratégie nationale et internationale (actions de promotion, suivi de la clientèle, prospection, etc...).
- Assurer les adaptations des produits actuels et du développement de nouveaux produits, dans le cadre du plan directeur du traitement informatique des données documentaires.

Le Chef de Produit base de données, disposera des moyens matériels et humains nécessaires à sa mission.

L'HOMME :
- Ingénieur ou *Cadre de formation supérieure*
- Expérience 2 à 5 ans dans SSCI ou entreprise (fonction commerciale liée à l'informatique et documentation).
- Anglais parlé et écrit courant.

Adresser c.v., photo et rémunération actuelle s/réf. 6925 à AFNOR - Direction du Personnel - Tour Europe - *Cedex 07 - 92080 Paris La Défense.*

responsable informatique
160 000 F/an +

Une affaire de distribution (électronique grand public) de renom, installée à Paris banlieue ouest, filiale d'un groupe allemand, vient de se doter d'un 4331 et installe un progiciel conversationnel de comptabilité pour accompagner le développement de ses ventes en France (C.A. 600 MF, 450 p.).
Vous arrivez en fin de conversion et votre mission est de consolider l'équipe (10 p.) et d'achever de fiabiliser les traitements pour relancer sur une base saine, en liaison avec la maison mère, le dialogue avec les utilisateurs.
Vous avez une formation supérieure, de préférence, et êtes pour le moins chef de projet. Vous maîtrisez la mise en œuvre d'applications financières et comptables dans un environnement IBM/DOS et vous sentez de taille à gérer la fonction informatique d'une entreprise moyenne. Bien sûr, la connaissance de l'allemand est appréciée.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3958 LM) à **« Carrières de l'informatique ».**

ingénieur commercial export
équipements off-shore et on-shore

Nous sommes l'un des principaux fournisseurs mondiaux d'équipements pour la recherche pétrolière off et on-shore.
A 30 ans minimum, vous avez déjà mené à bien la négociation à l'export d'importants contrats (2 à 3 M$) d'équipements pétroliers ou éventuellement *de gros matériels de TP.*
Basé à Paris, vous développez notre C.A. sur une zone géographique dont vous êtes responsable (d'abord en Europe, plus tard en Amérique du Sud ou en Extrême-Orient) et menez, seul, des négociations de longue haleine auprès de clients difficiles. Vous êtes autonome, mais savez rendre compte de votre action et communiquer toutes les informations utiles à nos services techniques.
Bien sûr, vous maîtrisez parfaitement l'anglais (et peut-être une autre langue) et êtes prêt à voyager.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 3955 LM).

analyste, assurez votre carrière.

Voici trois ans, après l'obtention de la MIAGE, vous êtes entré dans la vie active avec pour objectif d'acquérir une bonne dimension technique ; aujourd'hui vous « parlez » couramment le COBOL (voire l'Assembleur), pratiquez CICS (sinon DL1) et souhaitez rejoindre un important utilisateur de l'informatique.
Etant l'un des grands de l'Assurance (Paris - St-Lazare), nous sommes gros consommateur d'informatique. Nous disposons d'un 3031/DOS-VSE *supportant un réseau* **en forte croissance et vous proposons dès maintenant d'assister le chef de projet qui pilote la réalisation en transactionnel d'une application ambitieuse destinée à gérer sous DL1 nos gros contrats d'assurances automobiles.**

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3912 LM) à **« Carrières de l'informatique ».**

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

UNE IMPORTANTE SOCIETE DU SECTEUR TERTIAIRE

recherche pour sa
DIRECTION ORGANISATION ET INFORMATIQUE

UN INGENIEUR METHODES INFORMATIQUE

Il participera, au sein d'une équipe jeune et pourvue de moyens modernes *(3032 370/158 réseau télétraitement* national, 250 terminaux) aux études générales nécessitées par la diversification des matériels et logiciels (bureautique).

Ce poste évolutif implique un niveau d'études supérieures et une bonne expérience dans la conduite de projets.

Lieu de travail : Paris puis ST-QUENTIN en Yvelines à partir du printemps 1982.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à No 90.055, CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Notre Entreprise (Ingénierie. Fabrication. Entreprise générale) développe ses activités en France et à l'exportation.
Les affaires qui lui sont confiées dans le domaine des ensembles industriels, clés en mains, correspondent à des investissements considérables.
Le long cycle de réalisation des projets (5 à 6 ans) pose des problèmes spécifiques de gestion.
Nous souhaitons recruter pour notre Direction des Études

LE RESPONSABLE DU CONTRÔLE DE GESTION
de l'activité Ingénierie des Divisions de cette Direction (1000 personnes).

C'est une création de poste. Il devra:
— Concevoir des méthodes et des procédures et mettre en place des outils de contrôle des budgets d'études, avec l'assistance de la Direction fonctionnelle (plans budgets) de l'Entreprise.
— Fournir des informations élaborées utilisables directement pour une optimisation de la gestion des budgets et une maîtrise accrue des opérations confiées aux Divisions d'études.

Une longue expérience du contrôle de gestion en grande entreprise industrielle, ou de préférence en ingénierie est indispensable.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous référence 71072 M, à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT



Cii Honeywell Bull

Département Marketing et Réseau International, recherche des

INGENIEURS

Pour participer au DEVELOPPEMENT *du logiciel de gestion* de Banques de Données Documentaires MISTRAL, largement diffusé sur le marché international.
Une expérience de quelques années, en particulier sur les bases de données, la connaissance du Fortran, du matériel *CII-HB* 66 et une bonne pratique de l'anglais seront les atouts de votre candidature.
Lieu de travail : LOUVECIENNES (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 405 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull PC 1F103H - 61/63, rue d'Avron 75980 PARIS CEDEX 20

BANQUE
DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ
recherche pour son
SERVICE ORGANISATION et INFORMATIQUE

un organisateur

Il sera chargé de l'assistance à ses succursales et filiales à l'étranger.

Le candidat retenu devra :
- être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur, appuyé si possible par de bonnes connaissances en informatique, afin de pouvoir soutenir le dialogue avec les informaticiens.
- avoir une expérience approfondie des techniques bancaires, acquise au cours d'au moins 5 ans d'activité dans la profession.
- maîtriser parfaitement la langue anglaise.
- être totalement disponible pour des déplacements de courte et moyenne durée à l'étranger.

En contrepartie, nous offrons :
- une situation très active et dynamique, comportant 3 à 4 mois par an de mission à l'étranger.
- de réelles possibilités d'évolution de carrière.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo sous référence 21400 S à :
BANQUE de L'INDOCHINE et de SUEZ
Service RECRUTEMENT - CARRIERES - FORMATION
44 rue de Courcelles - 75008 PARIS

INDOSUEZ

Importante Société Aérospatiale située en région parisienne recrute un

Ingénieur
Mécanicien de préférence

Son activité sera particulièrement orientée vers l'analyse de dossiers divers (projets, réalisations, installations, essais ...) pour détecter les risques et proposer des solutions, l'élaboration et le suivi du dossier de sécurité de l'établissement, la formation à la sécurité des collaborateurs, enfin les relations extérieures ayant trait à nos réalisations dans ce domaine.

Il aura le titre d'INGÉNIEUR SÉCURITÉ ADJOINT.

La connaissance de l'Anglais est nécessaire.

Candidature et C.V. sont à adresser sous la référence 269/40153 M à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

VARIAN, pour faire face à l'expansion de sa *DIVISION «EQUIPEMENTS INDUSTRIELS»* recherche :

un ingénieur ou technicien

POUR SERVICE APRES-VENTE D'IMPLANTATION IONIQUE.

Le candidat retenu devra :
- *avoir une formation de base en électronique*
- pouvoir s'exprimer en anglais
- une expérience préalable sur matériel de production du vide sera appréciée.

Déplacements fréquents, éventuellement à l'Etranger.

Voiture de fonction fournie.

Adresser lettre manuscrite et C.V., sous référence IEO/EXTRION



VARIAN S.A.
B.P. 12
Z.I. DE COURTABOEUF
91941 LES ULIS CEDEX

Groupe d'Assurance nationalisé recherche pour son siège à Paris

ingénieurs diplômés

ayant quelques années d'expérience industrielle ou assurances

pour des postes de

chargés d'affaires risques industriels

Ces postes comportent en particulier : inspection, souscription et suivi d'affaires françaises ou internationales, avec déplacements fréquents de courte durée.

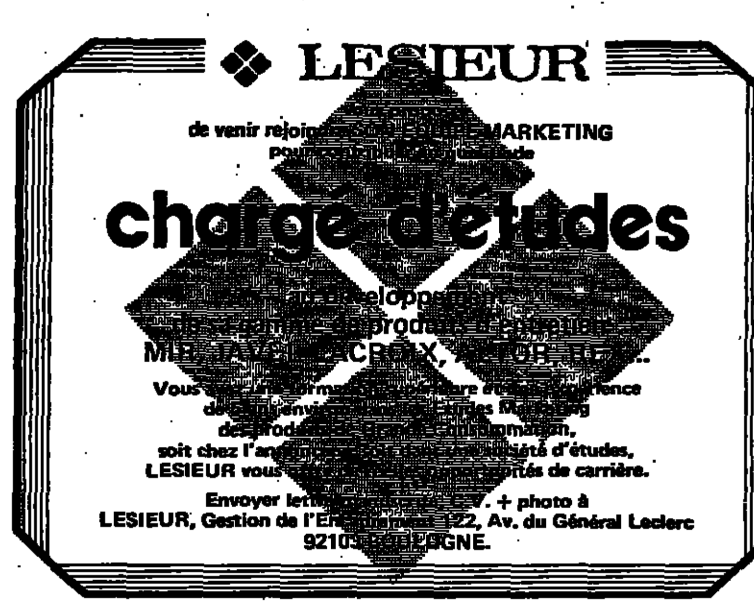
Bonne maîtrise de la langue anglaise indispensable.

Perspectives d'avenir pour candidats à fort *potentiel.*

Adresser lettre manuscrite + CV et photo sous réf. 3473 à MEDIA SYSTEM 104, rue Réaumur - 75002 PARIS qui transmettra.

média-system

◆ LESIEUR



de venir rejoi[illegible] MARKETING

charge d'études

[illegible] MIL, JAVEL LACROIX, [illegible]

Vous [illegible]
soit chez l'an[illegible] d'études,
LESIEUR vous [illegible] de carrière.

Envoyer le[illegible] + photo à
LESIEUR, Gestion de l'E[illegible] 122, Av. du Général Leclerc
9210[illegible]GNE.

PARKER PEN FRANCE

recherche pour son service informatique équipé d'un HP 3000

1) UN ANALYSTE CONFIRMÉ

3 à 5 ans d'expérience
Expérience souhaitée temps réel et bases de données

2) UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience

Pour ces deux postes il est demandé une formation école d'ingénieurs scientifique ou commerciale MIAGE ou équivalent.
Connaissances COBOL souhaitées

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions, au Chef du Personnel PARKER PEN FRANCE, 96, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.

DIEBOLD FRANCE
recherche

INGENIEURS CONSEILS

pour son département

informatique et gestion

Désireux de rejoindre une équipe de professionnels appelés à traiter pour nos clients des interventions de haut niveau impliquant évaluation de *systèmes et études stratégiques.*
La préférence sera donnée à des Ingénieurs, Grandes Ecoles, pouvant justifier d'une réelle expérience dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques, utilisant bases de données, télétraitement, minis ...
Une expérience de conseil sera appréciée.
Envoyer C.V., photo et prétentions à Madame AICH-DIEBOLD FRANCE 63, rue la Boétie - 75008 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



Directeur Export

Un très important groupe d'édition recherche un homme capable de développer son chiffre d'affaires à l'étranger.

Il aura pour mission de concevoir une politique commerciale adaptée à chacun des marchés, de définir les objectifs, d'animer une équipe de représentants, d'assurer personnellement certaines négociations.

Son activité s'étendra sur l'Europe, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient. Il consacrera environ 30 % de son temps aux voyages.

Le candidat joint à une formation Grande Ecole de Commerce environ 5 ans de pratique à une responsabilité commerciale dans l'exportation.

La connaissance du milieu de l'édition constituera un atout.

Il est indispensable d'avoir une excellente maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1118 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département **« Recherche de dirigeants ».**

Le secret absolu des candidatures est garanti par :



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

Aux financiers bien nés...

Une à trois années d'expérience, même pour un(e) brillant(e) diplômé(e) HEC, ESC, Sciences-Po, Sciences-Eco, etc... c'est bien sûr un peu juste pour assumer des responsabilités globales au niveau d'un service financier. Et pourtant, quand on a une âme de généraliste, il est parfois dur de faire ses classes en bout de chaîne, dans un poste que l'on juge sinon étriqué, en tout cas trop spécialisé.

Aussi vif que rigoureux, vous souhaitez disposer sans attendre d'une large palette d'activités. Ce poste de chargé d'études, au sein de la direction financière d'une compagnie d'assurances, est peut-être fait pour vous. Attaché polyvalent auprès du directeur financier, qui anime des départements regroupant 130 personnes, vous l'assisterez dans l'ensemble de ses tâches : gestion du portefeuille bien sûr (qui est de l'ordre du milliard de francs en actions et obligations) mais aussi relations avec les banques, trésorerie, gestion des immeubles et des participations, rapports avec les organismes professionnels, etc...

Les consultants du cabinet Sirca, qui nous connaissent bien, étudieront avec vous votre adéquation à ce poste. Merci de leur écrire sous référence 815 543M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

PROFESSIONNELS de la VENTE INFORMATIQUE, nous désirons vous rencontrer et travailler avec vous, car nous aimons le même métier. Ne cherchez pas, nous sommes **UN des GRANDS EUROPEENS** dans cette activité.

Vous vendrez alors des solutions informatiques, c'est-à-dire la réponse complète au problème posé par votre client (Conseil sur l'organisation, formation du Personnel, logiciels d'applications, unités de gestion...). Vous commercialiserez aussi les nouveaux produits.

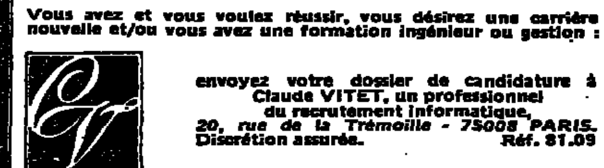
Soucieux de notre avenir, nous avons décidé d'engager également des VENDEURS PERFORMANTS venant d'autres secteurs d'activité.

SI VOUS VENDEZ de la BUREAUTIQUE (Reproductions de documents, traitement de textes), **SI VOUS EVOLUEZ** dans le monde du **TRAITEMENT DE L'INFORMATION, SI L'INFORMATIQUE VOUS ATTIRE** (mais vous pensez ne pas être assez «Techniciens»), vous nous intéressez et vous **FORMER** est alors notre objectif.

Une formation à l'informatique et à nos produits, une expérience «Terrains» parrainée par un Responsable Commercial vous rendront opérationnels.

Le salaire est motivant (fixe important + commissions garanties pendant 6 mois). Votre terrain sera la Région Parisienne.

Vous avez et vous voulez réussir, vous désirez une carrière nouvelle et/ou vous avez une formation ingénieur ou gestion :



envoyez votre dossier de candidature à
Claude VITET, un professionnel
du recrutement informatique,
20, rue de la Trémoille - 75008 PARIS.
Discrétion assurée. Réf. 81.09

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Responsable administratif et financier

Une des plus importantes Sociétés américaines dans le domaine de l'électronique, crée en France une filiale de fabrication. Elle recherche son responsable administratif et financier.

Dépendant directement du Directeur Général, il aura la responsabilité des fonctions de gestion financière, comptabilité générale et analytique, fiscalité, présentation et suivi budgétaire à la maison mère, administration du personnel ...

Ce poste convient à un candidat âgé de 30 ans minimum, de préférence diplômé d'une grande école commerciale, possédant une formation complémentaire comptable, ayant une très bonne connaissance de l'anglais. Une expérience réussie, soit auditeur dans un cabinet anglo-saxon, soit à un poste similaire dans un groupe américain, serait un bon atout.

Cette offre est une réelle opportunité de carrière pour un jeune candidat souhaitant prendre des responsabilités dans une société excerçant dans un domaine de haute technologie.

Lieu de travail PARIS sud.

**Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à No 15712 - COFAP
40, rue de Chabrol - 75010 Paris qui transmettra.**



THOMSON-CSF

Groupe ACTIVITÉS MÉDICALES
Département Etudes et Développement Imagerie Nouvelle
recherche
pour son Service de Tomodensitomètres situé à STAINS (93)

ingénieurs

de formation E.S.E. - ENST - ECP - MINES - ESPCI

1 poste - Fonctions :
- Chef de projet du scannographe à rotation continue
- Responsabilité technique sur la physique, l'électronique, l'informatique et la mécanique de la machine.

Profil :
plusieurs années d'expérience de laboratoire en physique et/ou électronique-traitement du signal par des techniques numériques.

1 poste - Fonctions :
- Responsable de la section électronique.
- Responsabilité études et développement et bureau d'études sur des projets de conduite de process par microprocesseur et de systèmes d'acquisition de mesures (instrumentation fine).

Profil :
plusieurs années d'expérience en techniques numériques et mesures électroniques.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 29553 M à THOMSON - CSF Département EDIN - 48 rue Camille Desmoulins - Service du Personnel 92130 ISSY LES MOULINEAUX.



CITIBANK

recherche un
analyste-programmeur
statut cadre

Il possèdera 2 à 3 ans d'expérience et sera intéressé par une orientation « audit » bancaire dans un environnement informatisé, au développement duquel il contribuera activement dans sa discipline de base. L'expérience bancaire serait très appréciée, quoiqu'il en soit une formation pratique à *nos procédures* sera assurée. Une bonne maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à
**CITIBANK B.P. 738-08
75361 Paris Cedex 08**

Création d'une direction du personnel

140.000 F+

Société de distribution de pièces détachées pour l'automobile, le poids-lourd, l'industrie et l'agriculture, leader sur son marché, renforce ses structures en créant une Direction du Personnel LA PROMOTION, LA FORMATION, LE RECRUTEMENT, LE SUIVI ADMINISTRATIF: sont les quatre fonctions clés du poste :
- Assurer la promotion hiérarchique des meilleurs éléments
- Mettre au point des plans de formation à tous les niveaux
- Conseiller les Directeurs de Région pour conduire leurs recrutements (Définition de poste, sélection, etc...)
- Assurer l'application des règlements en matière de législation sociale et les réunions avec les partenaires sociaux.

Nous demandons :
- Une formation supérieure, Ecole de Commerce, Droit, ou équivalent.
- Bilingue ANGLAIS
- D'avoir au moins 5 ans d'expérience dans une fonction identique, acquise, de préférence, dans une Société de Distribution.

Des notions de Comptabilité et d'Informatique seront appréciées.

Ce poste est à pourvoir dans la proche banlieue Sud-Est de Paris.

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (retournée) S. Réf. 203RC
39, rue Etienne Marcel 75001 PARIS
RATIO CONSEILS

Recherche
INGÉNIEUR DIPLOMÉ POLYVALENT

Dominante mécanique pour analyser la conformité de produits industriels voués à des exigeances techniques étrangères (en langues allemande et anglaise).

Expérience minimum de 10 ans en bureau d'études, ingénierie, service technique.

Poste stable à PARIS (Sud)

*Envoyer C.V., photo et prétentions sous le nº T025841M, à RÉGIE-PRESSE
85bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.*

Directeur de Filiale
90 km au Nord de Paris

Notre société connaît, depuis plusieurs années, un fort développement (supérieur à 30 % l'an)

Afin d'aller plus loin dans le développement des produits, notre activité bâtiment (briques et tuiles de verre, profilés, panneaux...) devient une filiale à part entière.

Le futur Directeur de cette petite unité de négoce (20 personnes) assurera complètement, mais avec l'appui de la société mère, les responsabilités :

- ★ **commerciales** : négociations en clientèle, animation des vendeurs.
- ★ **marketing** : recherche de nouveaux créneaux et produits, actions publicitaires et promotionnelles.
- ★ **de gestion** : fonctionnement, objectifs, budget, stock.
- ★ **de personnel** : recrutement, formation, contrôle.

Ce poste s'adresse à un diplômé d'école de commerce maîtrisant l'allemand et, si possible, l'anglais et ayant déjà eu une responsabilité d'encadrement dans un cadre très opérationnel.

La rémunération, liée au potentiel et à l'acquis des candidats, ne sera pas inférieure à 150.000 F. par an.

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel, photo (retournée) sous réf. 483 P
39, RUE ÉTIENNE MARCEL 75081 PARIS



FRANCE MARKETING



LA SOCIETE DES CENTRES COMMERCIAUX
1ère entreprise de promotion et de gestion de centres commerciaux
recherche son

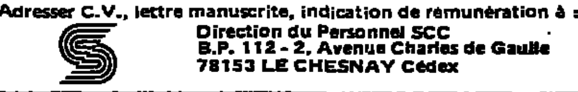
DIRECTEUR DE GESTION IMMOBILIERE

L'ECHELLE DU POSTE :
800.000 m2 dans 20 centres, + de 100.000.000 F de charges.

LES MISSIONS :
Collaborer à l'élaboration des politiques de gestion immobilière en véritable économiste, les faire appliquer, assurer la coordination de tous les services qui concourent à la gestion des budgets de charges de copropriété, promouvoir une réflexion d'ensemble sur cette activité pour en améliorer l'organisation et les procédures.

L'HOMME :
De formation supérieure (I.E.P., H.E.C....) l'envergure d'un grand gestionnaire, rompu aux techniques comptables, averti des problèmes juridiques de copropriété, n'en méconnaissant pas les aspects techniques. Interlocuteur des grands copropriétaires exploitants ou des sociétés bailleresses, il sait à la fois négocier et s'imposer.
Une expérience professionnelle d'une dizaine d'années par exemple dans la gestion d'un patrimoine immobilier important, constituerait un atout sérieux de réussite.

Adresser C.V., lettre manuscrite, indication de rémunération à :



Direction du Personnel SCC
B.P. 112 - 2, Avenue Charles de Gaulle
78153 LE CHESNAY Cédex



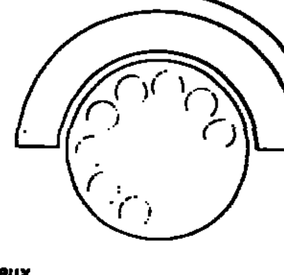
recherche
ingénieur responsable de projets

Il sera chargé de l'élaboration de projets concernant les études prospectives et les matériels nouveaux de la Société dans le domaine des radio-communications, principalement dans les gammes VHF/UHF.

Lieu de travail : MONTROUGE.

*Ecrivez-nous avec C.V. détaillé à SINTRA ALCATEL
J.F. SILVESTRE, sous référence M.BP 11
1, avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL.*





LE CENTRE NATIONAL D'ETUDE des TELECOMMUNICATIONS

recherche deux

INGENIEURS ELECTRONICIENS

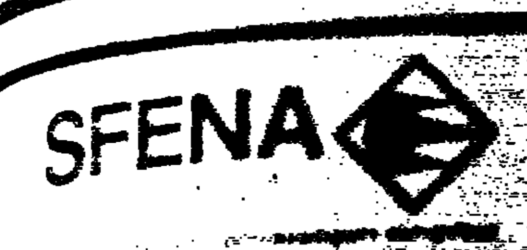
INGENIEUR CONFIRME

(5 ans d'expérience minimum) pour assurer la responsabilité de l'étude et de la définition de sous-systèmes de charges utiles de télécommunication. Il devra maîtriser les méthodes de traitement du signal pour les télécommunications et les techniques avancées en logique rapide.

INGENIEUR

(débutant à 2 ans d'expérience) pour participer à l'étude et à la réalisation d'ensembles numériques pour satellites de télécommunication. Des connaissances en logique rapide, et éventuellement en techniques hyperfréquences et en technologie spatiale sont souhaitées.

Adresser lettre de candidature manuscrite,
C.V. détaillé et prétentions à : CNET - PA.B/RPE
38, avenue du Général Leclerc
92131 ISSY les MOULINEAUX



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE SG2

SOCIETE GENERALE DE SERVICE ET DE GESTION

3000 personnes, 56 Agences en France, 16 Filiales à l'étranger.

Dans le cadre de ses activités d'informatique de gestion bancaire, recherche pour développer et maintenir des applications sur IBM 3033 et IBM 34

4 Analystes Programmeurs

2 à 3 ans d'expérience

Écrire sous référence AC — 12, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT

Société de Constructions Mécaniques
PARIS SUD
filiale groupe multinational
recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR COBOL

EXPERIMENTE EN TEMPS REEL

(expérience du matériel 64 C II HB appréciée)

La connaissance des progiciels IMS, COGEB et l'expérience de l'exploitation serait un atout supplémentaire.
Le candidat devra rapidement s'adapter au contexte particulier d'un service en plein démarrage.
Sa formation sur matériel 64 C II HB sera assurée si nécessaire.
Sa mission :
participer au développement, à la maintenance et l'optimisation de nouvelles applications en temps réel et occasionnellement contribuer à la bonne marche de l'exploitation.

Adresser CV, photo, lettre manuscrite sous Nº 7872 à
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

ECONOMISTE D'ENTREPRISE

Vous êtes Ingénieur de formation ou diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce.

Votre expérience de quelques années en entreprise vous a rôdé aux études économiques, à l'approche marketing et à l'animation de groupes de travail.

Vous savez analyser, préparer et exposer de bonnes synthèses, et vous avez l'esprit juridique.

Vous avez envie de faire «bouger les choses».

Notre Organisme Régional de Développement Industriel au service des PMI vous offre cette chance... à 150 km de Paris.

Nous avons chargé le Cabinet

jacques r.e. poirier

38, rue de Lisbonne 75008 Paris.
de traiter confidentiellement votre candidature.
Ecrire sous référence 9101 M.

SFENA
DIVISION PILOTAGE ET SYSTEMES

Leader des équipements aéronautiques européens

recherche

chef de projet C.A.O.

FORMATION GRANDE ECOLE

Après formation préalable, il sera chargé, en liaison avec le Responsable informatisation des méthodes, d'assurer :

- la mise en place et le suivi du système C.A.O. électronique retenu,
- la bonne coordination entre les différents services concernés,
- l'évolution du système.

PROFIL SOUHAITE :

- Expérience professionnelle 3 ans minimum,
- Expérience gros systèmes informatique (*IBM, Digital...*)
- Bonnes connaissances générales en électronique,
- Anglais courant.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. I/077 à SFENA, Gestion des Cadres, BP 59 - 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex

média-system



THOMSON-CSF

INGÉNIEURS PROJETS

CONFIRMÉS

3 à 5 ans d'expérience dans domaine

TÉLÉCOMMUNICATIONS

par faisceaux hertziens et liaisons spatiales

- Activité exportation ;
- Contacts techniques internationaux ;
- Anglais.

Écr. avec C.V. détaillé, photo, prétentions (ss réf. I.P.) à THOMSON C.S.F.
Division Faisceaux hertziens-Liaisons spatiales,
Service recrutement, 53, rue Greffulhe, 92300 Levallois.



1er constructeur européen de systèmes de navigation inertielle
2ème constructeur mondial de terminaux telex
OSCAR DE L'EXPORTATION 1980
recherche pour ses
CENTRES D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT
de la Région Parisienne (Argenteuil-Eragny-Pontoise)

Ingénieurs Haut Niveau Grandes Ecoles

(Sup-Aéro-Supélec-Sup-Telecom, Arts et Métiers-ENSEA-INPG, N7...)

débutants ou expérimentés
pour études systèmes télématiques et systèmes avioniques

Adresser CV manuscrit et photo à
SAGEM, Direction du Personnel et des Relations Sociales
6 avenue d'Iéna 75783 PARIS

MEDIA BA

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE

recherche

RESPONSABLE QUALITE

SUR SITE

MISSION :
Faire respecter les exigences de la qualité et s'assurer du bon déroulement des activités de contrôle en coordination avec le montage.

PROFIL :
Ingénieur soudeur de préférence, ayant l'expérience de la fabrication ou du chantier, et qui soit nécessairement un homme de contact et de dialogue.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
N. 896 PUBLICITES REUNIES, 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS
qui transmettra

SOCIÉTÉ PRESTATAIRE DE SERVICES
(Maîtrise d'ouvrage Société d'économie mixte)
Banlieue proche de PARIS
recherche

1) **CADRES OPÉRATIONNELS**
Connaissances P.A.P.-P.L.A. montage et conduite d'opérations.

2) **SECRÉTAIRE DE COORDINATION**
rattaché (e) à la Direction générale.

Adress. C.V. et lettre manuscrite s/nº T 025.793 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Des armes solides en informatique

Des talents de négociateur pour la réalisation de contrats importants. Une formation supérieure en gestion ou en sciences. Une bonne introduction en milieu informatique ou électronique.

Des armes qui vous permettant d'accéder aux postes suivants :

Ingénieurs Commerciaux

Paris - Région

Nous sommes un important constructeur en informatique et nous mettons à votre disposition une société dont le taux de progression est significatif sur le marché de l'informatique. Notre désir est de créer et de vendre un matériel performant (systèmes de moyenne puissance), alliant la technologie de pointe au service rendu.

Nous vous offrons un stage de formation à nos techniques, une rémunération motivante (fixe + commissions), vous permettant d'atteindre un salaire de *160-180 000 F/an.*

Nous souhaitons recruter et intégrer des collaborateurs d'un haut niveau de compétence.

Si vous cadrez avec ce profil, envoyez-nous votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions) sous réf. M 1023 en précisant sur l'enveloppe les sociétés avec lesquelles vous ne désirez pas entrer en contact à :

Communiqué
9, Bd des Italiens. 75002 PARIS
qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE

recherche

EXPLOITANT

(Classe IV ou V)

De formation minimum BP, pour prospection commerciale. Une clientèle de PME en qualité d'Adjoint d'un Exploitant Principal.

Ce poste susceptible d'évoluer vers des responsabilités plus étendues, nécessite une bonne connaissance des opérations de banque (5 ans minimum) et une expérience réussie de prospection (3 ans minimum).

Envoyer photo, C.V. et prétentions sous réf. 13134 M à BLEU publicité
17, rue du Docteur Lebel
94300 VINCENNES

Entreprise recherche

CADRE RESPONSABLE

POUR GESTION DE DOSSIERS ÉCONOMIQUES et FINANCIERS

- Aptitude confirmée à l'encadrement.
- Niveau licence.
- Age 35 ans minimum.

Envoyer C.V. + photo à :
RÉGIE-PRESSE, s/nº T025871M
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Entreprise recherche

RESPONSABLE

avec expérience professionnelle pour gestion administrative du personnel.
40 ans minimum.

Envoyer C.V. + photo à :
RÉGIE-PRESSE, s/nº T025649M
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

LA FILIALE DE L'UN DES PLUS GRANDS GROUPES BANCAIRES EUROPÉENS

Propose à

UN SPÉCIALISTE DE LA BUREAUTIQUE

- De concevoir et de mettre en place l'organisation optimale de notre banque en y intégrant les impératifs bureautiques et les exigences de la distribution rationnelle d'un nouvel immeuble.
- Le candidat devra posséder, en plus des connaissances informatiques approfondies, une solide formation d'*INGÉNIEUR EN ORGANISATION ADMINISTRATIVE* confortée par une expérience réussie d'au moins 5 ans dans plusieurs chantiers de rationalisation de la gestion administrative.
- Une bonne maîtrise de l'anglais est souhaitable.
- La rémunération sera fonction de la qualité et de l'expérience du candidat, mais ne saurait être inférieure à 175.000 F.

Adresser C.V., photo et rémunération actuelle sous nº 2.584

PUBLIFOP 29, rue Bleue, 75009 PARIS, qui transmettra.

TRT

recherche pour ses
DÉPARTEMENTS APRÈS-VENTE
AÉRONAUTIQUE et TÉLÉINFORMATIQUE

ÉLECTRONICIENS

TECHNICIENS PRINCIPAUX

Expérience service technique et service après-vente matériels professionnels indispensable. Connaissance matériel avionique ou téléinformatique appréciée. Anglais indispensable. Déplacements courte durée dans le cadre du support technique et de la formation clients.

Adresser curric. vitae sous la référence 28-56 à T.R.T., 5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

Jeunes ingénieurs commerciaux

Vous avez un diplôme d'ingénieur en électronique ou équivalent.
Une expérience de une à deux années dans la vente de composants ou petits systèmes électronique, sera vivement appréciée.
Nous sommes une société Multinationale en pleine expansion, spécialisée dans la fabrication et la vente de périphériques d'ordinateur.
Nous offrons à Paris :
— des postes dans un secteur à fort potentiel
— une clientèle déjà acquise et de larges possibilités de développement :
une rémunération motivante (fixe + primes)
le remboursement des frais professionnels
une évolution rapide vers un poste à responsabilités.

Notre Conseil vous remercie de lui faire parvenir lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. M118 à
JEAN PIERRE TRICARD SELECTION
37/39 avenue de Clichy 75017 Paris

JPTS
Jean Pierre Tricard Sélection

Centrale d'Achats Hyper et Super
située en Région Parisienne
recherche

RESPONSABLE D'ACHATS

Electroménager, Radio, Hi-Fi, Enregistrement, TV

Il élabore la politique des rayons avec la Direction des Réseaux, suit la mise en place *des collections* et des ventes dans les points de ventes, négocie avec les fournisseurs.
Ce collaborateur de bon niveau doit être un professionnel *de ces rayons, avec obligation* d'une expérience d'achats des mêmes produits, soit en magasin, soit dans une centrale.
Adresser CV manuscrit, photo et prétentions sous référence 1169M à :

SOURCES

16 Rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris
(discrétion absolue assurée)

Société leader sur le marché français dans le *domaine du matériel d'équipement de bureaux* crée le poste de

Assistant administratif

HF 150 000 F

Le poste : Assister le Directeur Commercial dans l'exploitation des données d'un système informatique performant, dans la simplification des procédures et des structures de l'organisation commerciale.
Le profil : Le candidat idéal pour ce poste est âgé d'au minimum 28 ans, diplômé d'une Grande École Commerciale (ESC, HEC, ESSEC...), pratique l'anglais et bénéficie d'une expérience d'au moins deux ans au sein d'un département Contrôle de Gestion, ou Secrétariat Général. Il est parfaitement rôdé à l'exploitation des données informatiques, a le *sens de la* méthode, de l'organisation, et du maniement des chiffres.
Des connaissances en matière Juridique et Relations Humaines seraient appréciées.
Ce poste basé à PARIS, peut déboucher ultérieurement vers un élargissement des fonctions.

Adresser lettre manuscrite, C.V et photo sous la réf. A 505 M à
Yves BARUCHEL - I.M.S
3, rue de Penthièvre 75008 PARIS.



international management selection

racg carrières

---

hutchinson-mapa

15.000 personnes - 2,5 MILLIARDS F/an
UNE DES DIVISIONS DU GROUPE
(Produits pour clientèles industrielles)
rech. pour base à LEVALLOIS (92)
et 50 % sur le terrain

2 INGÉNIEURS COMMERCIAUX EXPORT

A - PAYS DE L'EST
B - ESPAGNE - PORTUGAL
AMÉRIQUE CENT. /SUD

RESPONSABILITÉ TOTALE DES VENTES (les développer + nouveaux distributeurs) ET DE LA MARGE BRUTE dégagée dans leur Zone.

— INDISPENSABLE —

- *FORMATION INGÉNIEUR de préf.* ou COMMERCIALE si expérience requise.
- A : ALLEMAND absol. COURANT
  Anglais si poss. Russe apprécié
  B : ESPAGNOL COURANT
  Portugais et/ou Anglais si poss.
- EXPÉRIENCE (3 à 7 ans) de la VENTE EXPORT. DE PRODUITS INDUSTRIELS, de préf. dans les Pays concernés.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunération et photo ss réf. 4622 à



SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

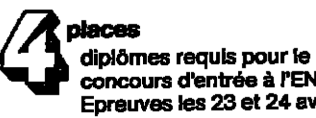
ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES PTT



ENS.PTT

46, rue Barrault, 75634 PARIS CEDEX 13

4 places
diplômes requis pour le concours d'entrée à l'ENA
Epreuves les 23 et 24 avril 1981

7 places
Polytechnique, ENSAE (div. 1), Centrale, HEC, ESSEC, INSEAD, Normales Sup. (Ulm, Sèvres, St-Cloud, Fontenay, Cachan)

Épreuves le 23 avril 1981

Études rémunérées :
trois ans dont 17 mois à l'ENA

VOUS SEREZ ADMINISTRATEUR
- au Secrétariat d'État aux PTT
- dans les Directions importantes de Paris ou de Province

VOUS ACCÉDEREZ AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS
Directeur à l'Administration Centrale, Inspecteur général, Chef de service régional et départemental, Directeur d'établissement

RENSEIGNEMENTS : (1) 566.10.24
(1) 566.24.76

INSCRIPTIONS JUSQU'AU 23 MARS 1981



SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX PTT
Direction du Personnel
et des Affaires Sociales - Bureau B 2
B.P. 300 75624 Paris Cedex 13

ENTREPRISE
recherche pour
DIRECTION DU PERSONNEL
et ordonnancement des dépenses de matériel

RESPONSABLE

ayant expérience professionnelle
CONNAISSANCES FINANCIÈRE ET JURIDIQUE
indispensables

Age minimum 40 ans.

Env. C.V. + photo à RÉGIE-PRESSE s/n° T025870M, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.



HOMME DE PERSONNEL

TECHNICIEN CERTES, PAS TECHNOCRATE

4 ou 5 ans d'expérience au sein d'une Direction du Personnel, une formation supérieure : vous êtes notre homme.
Loin de regretter votre passage en entreprise, vous aimeriez investir cet acquis dans un Cabinet de Recrutement et de Gestion des ressources humaines.
Consultant au CNPG, un job tout en finesse : écouter d'abord, agir ensuite.
Ecrire avec CV et prétentions à Bertram DURAND,
CNPG 105 avenue Victor Hugo 75116 PARIS

SOCIETE BIENS D'EQUIPEMENTS

recherche

CHEF B.E. Tuyauterie

pour diriger un B.E. de 50 personnes.

le candidat sera un ingénieur confirmé, d'au moins 35 ans, ayant fait ses preuves tant dans le domaine technique que dans celui de l'organisation et de la direction des hommes.

Lieu de travail : PARIS

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 897 PUBLICITES REUNIES, 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS qui transmettra

---

Cii Honeywell Bull

Dans le cadre de démarrages informatiques en clientèle, recherche des

INGENIEURS D'APPLICATION

De formation Grandes Ecoles ou Maîtrise Option Informatique, ils seront capables de prendre la responsabilité de projets. Postes à pourvoir à Paris et en province, ces derniers nécessitant une grande mobilité.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 204 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull PC 1F103H - 61/63, rue d'Avron 75980 PARIS CEDEX 20

Leo Thomey Pub

AUDITEUR CONFIRME

L'ENTREPRISE : emploie 11.000 personnes dans 26 pays avec un chiffre d'affaires de plus d'un milliard de francs.

VOUS : formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...) + DECS et 3 ans minimum d'expérience dans un cabinet d'audit international. Anglais courant.

VOTRE MISSION : l'audit opérationnel et financier de nos filiales étrangères.

Ecrire avec CV photo et prétentions à n° D 191 TELEX PA - 34, Bd Haussmann - 75009 PARIS

LA BANQUE ROTHSCHILD
recherche pour sa succursale
de VERSAILLES

Exploitants (es)

rompus (es) à la démarche Particuliers et Entreprises.
Adresser lettre manuscrite photo, CV, prétentions sous référence 300 à :

Jean GAUSSIN 104 rue de Richelieu PARIS 2e

BANQUE ÉTRANGÈRE
quartier OPÉRA
recherche pour son
DÉPARTEMENT INTERNATIONAL

CAMBISTE

niveau classe IV/V

Expérience arbitrage euromarché
Langue anglaise obligatoire

Envoyer curriculum vitae, photo, prétentions à T D, Port de la Conférence, 75008 PARIS.

LE GROUPE SCAC
(4 milliards de C.A. annuels, 13.500 personnes) disposant de nombreuses filiales et agences en France et à l'étranger recherche :

JEUNES INSPECTEURS COMPTABLES

Après formation, leurs attributions seront les suivantes :
- contrôler les procédures et mettre en place des organisations comptables
- assurer l'audit des comptabilités générales et analytiques
- assumer le contrôle de gestion
- conseiller les filiales et agences sur les plans comptable, juridique et fiscal.

Diplomés ESSEC - ESCP - ESC options finances/comptabilité et/ou DECS et basés à Paris, ils se déplaceront à raison de 50 % de leur temps en missions en France ou à l'étranger.

Un début d'expérience comptable ou audit et la pratique de l'anglais sont appréciés.

Adresser CV détaillé et photo à J. TERRAZ 30 quai De Dion Bouton 92806 PUTEAUX cédex

---

LABORATOIRES DEBAT
recherchent

MÉDECIN

- Pour plusieurs vacations d'une demi-journée par semaine.
- Avec possibilités de déplacements en province de 24 heures.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photos aux :
LABORATOIRES DEBAT
Service médical
60, rue de Monceau 75008 PARIS

---

secteur en expansion

Une Société de Services dans le domaine du **forage pétrolier**, actuellement en forte expansion, recherche de jeunes

INGENIEURS D'ETUDES de formation électronique

pour conduire des projets de nature variée dans les domaines de l'acquisition et du traitement de données, des asservissements, des télé-transmissions.
Ces postes conviennent à des ingénieurs de grande école spécialisés et motivés en matière de mesures physiques et d'informatique scientifique et possédant une certaine pratique des microprocesseurs.
Une rémunération de 120.000 F peut être offerte à des ingénieurs ayant 1 à 2 ans d'expérience professionnelle, mais les candidatures de débutants seront également examinées.
Adr. lettre manuscrite, CV, photo s/réf. 367 à
A.S. CARME CONSEILS
6, rue Thiers 75116 PARIS

Emplois et Entreprises

IMPORTANT ORGANISME ASSURANCE VIE
recherche d'urgence

UN CADRE de haut niveau

pour diriger son SERVICE ETUDES
Parfaite connaissance Assurance-Vie exigée. Diplôme d'Actuaire indispensable.

JURISTE

Connaissance particulière du droit des assurances (DES, Droit des Assurances ou école nationale des assurances). Quelques années d'expérience souhaitées.

Adresser CV détaillé, photo (retournée) et prét. à no 89876 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.
Réponse assurée.

SOCIÉTÉ EN EXPANSION
recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

haut niveau ou équivalent
(chimie de Paris, doctorat, etc.)
Pour développement et mise au point sur pilote de nouveaux procédés de traitement d'eaux usées industrielles.
Expérience pratique dans le domaine nécessaire (3 ans minimum).
Poste à pourvoir en région parisienne.
Écrire sous n° T 025741 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

THOMSON-CSF
recherche

INGÉNIEUR D'APPLICATION (BUREAU D'ÉTUDES) POSITION I ou II

Pour études d'ensembles et sous-ensembles mécaniques destinés à l'électronique.

Formation A.M. ou équivalent.
Quelques années d'expérience B.E.
et de responsabilités d'encadrement souhaitées.

Env. C.V. et prét. s/n° 89.784 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDE DU RADANT recherche pour son laboratoire d'ORSAY (91)

AGENTS TECHNIQUES-ELECTRONICIENS

1) Etude et mise au point d'équipements logiques et analogiques. Expérience microprocesseurs et/ou logique rapide appréciée.
2) Etude et mise au point de circuits hyperfréquences.

Envoyer C.V. à : S.E.R., B.P. 39
91942 LES ULIS Cedex

ENTREPRISE
recherche

PERSONNEL

POUR INSTRUCTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE DE DOSSIERS

– Formation de base juridique ou comptable.
– Niveau bac.

Envoyer carric. vitae + photo à RÉGIE-PRESSE sous le n° T O25.872 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

LE DIRECTEUR FINANCIER
d'un important groupe pharmaceutique diversifié (500 000 000 C.A. hors taxes 1980) en forte expansion
recherche

1 ADJOINT

POUR LUI CONFIER :
- La responsabilité des différents services comptables.
- L'harmonisation des procédures comptables du groupe tant en France qu'à l'étranger.
- La consolidation des comptes du groupe.
- Evolution du poste possible vers les problèmes de trésorerie, de financement, de gestion.

Le poste à pourvoir se situe dans une importante et agréable ville universitaire de province, proche de Paris.

Pour postuler, le candidat devra justifier :
- d'une formation supérieure comptable.
- d'une solide expérience dans les domaines cités.

Rémunération en rapport avec l'expérience et la formation.

Envoyer C.V. détaillé, prétentions et photo (retournée) n° 2.740 sur enveloppe à Jean Régnier Publicité, 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS qui transmettra.
Discrétion et réponse assurées.

P.M. Labinal

Equipements électromécaniques et électroniques pour l'industrie
7.200 personnes - C.A. 1,2 milliard
recherche pour son Siège Social

UN ORGANISATEUR

Ce jeune cadre d'environ 25 ans et de préférence de formation economique (ESC, EDHEC, ICN, ISG, MAITRISE DE GESTION...) aura acquis

UNE PREMIERE EXPERIENCE EN ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Au sein d'une petite équipe, il sera chargé de l'étude et de la mise en place de procédures administratives touchant différents secteurs de l'entreprise. Rattache au Responsable du Service Organisation, il travaillera d'une manière autonome et aura la responsabilité effective de la conduite de son travail.

La connaissance du milieu industriel est vivement souhaitée.

Lieu de travail : Saint-Quentin en Yvelines (78)

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à P.M. LABINAL - Direction des Relations Sociales 5, avenue Newton - BP 64 - 78390 BOIS D'ARCY

CLUB MEDITERRANEE
recherche
pour s'integrer à l'equipe de sa DIRECTION JURIDIQUE

JEUNE JURISTE

Niveau maîtrise D.E.A. , Droit privé, pouvant justifier d'une formation et d'une expérience de quelques annees, plus particulièrement orientées vers les problèmes
FONCIERS
IMMOBILIERS
DROIT DE LA CONSTRUCTION

Poste à pourvoir dans l'immediat pour le siège.
Adresser C.V., lettre manuscrite avec photo et pretentions à :
CLUB MEDITERRANEE
DIRECTION JURIDIQUE
25, rue Vivienne - 75002 PARIS

DÉSIRONS ENGAGER

POUR ACTIVITÉ TECHNICO COMMERCIALE

AVEC DÉPLACEMENTS

PHARMACIEN

Formation : BIOLOGIE ou INDUSTRIE

LABO-INDUSTRIE, 1, rue Lavoisier
92000 NANTERRE CEDEX
TEL. 725-90-50.

IMPORTANTE Société d'expertise comptable et de Commissariat aux comptes
recherche

2 STAGIAIRES EXPÉRIMENTÉS

– Formation sup. de co. souhaitée ;
– 2 à 3 ans d'expérience ;
– DECS exigé. Certificats supérieurs en cours

pour
ses bureaux de Saint-Quentin (Aisne) et de Paris (société filiale).
Situation d'avenir pour candidat de valeur.
Association possible à moyen terme.
Adresser C.V. manuscrit avec photo à :
SECA, 87, rue Pierre-Brossolette
02100 SAINT-QUENTIN

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE LE BOURGET
recherche

UN PUPITREUR

NIVEAU BAC H
Matériels 61/60 - 64 DPS CII-HB
Horaire décalé

Téléphoner pour rendez-vous au 862-51-39

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

TRT

offre des postes dans les laboratoires de son Centre Technique du PLESSIS-ROBINSON, à des

INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS

Débutant ou ayant quelques années d'expérience et intéressés par l'étude de matériels dans les domaines aéronautique, radiocommunications, transmissions par faisceaux hertziens, télématique, transmission et commutation de données, optronique, systèmes radar ou par la rédaction technique.

Ces études avancées en télécommunications offrent un choix d'orientations centrées sur le traitement signal, filtrage numérique, techniques numériques, microprocesseurs, logiciel, mini micro-ordinateur, circuits analogiques.

En précisant les options recherchées, adr. C.V. à T.R.T., 5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

ENTREPRISE

recrute pour

TRAITEMENT PROBLÈMES CONSOMMATION

CADRE RESPONSABLE

- Formation économique et biologique.
- Expérience professionnelle.
- Age minimum : 35 ans.

Envoyer C.V. + photo à RÉGIE-PRESSE sous le n° T025874M 85bis, rue Réaumur - 75002 PARIS

Important Etablissement Bancaire recherche PLUSIEURS

Chargés de Clientèle Grandes Entreprises

Leur rôle sera d'apporter l'ensemble des services bancaires, domestiques et internationaux à de grandes sociétés françaises.
Une double expérience d'exploitation bancaire domestique (ligne entreprises) et de financement d'opérations de commerce international est nécessaire.
Anglais courant.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, salaire et prétentions sous référence 8187 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02

COLLABORATEUR haut niveau. Ecr. M. LAMARQUE, 149, rue St-Honoré, Paris-1er, qui transm.

PUBLIC RELATION, standing. Ecrire M. DONJIN, 149, rue Saint-Honoré (1er) qui transm.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
recherche

ANALYSTES et ANALYSTES PROGRAMMEURS

POUR conception et réalisation d'applications de GESTION utilisant télétraitement et bases de données sur matériels Cii HB 64 et SEMS MITRA.

Ecrire DTCA, Bureau G 8, 26, boulevard Victor, 75015 PARIS.

LABORATOIRE ENTREPRISE NATIONALISÉE
recherche

LICENCIÉ EN CHIMIE

pour poste de responsable des essais pétroliers. Age environ 25 ans. Envoyer C.V. détaillé, photo et prét. sous n° 880471 à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

EUROPTRONIC recrute

AT 3
BTS ou DUT
Expérience en circuits logiques et microprocesseurs

AT 2
BTS ou DUT
HYPERFRÉQUENCES

AT 3 - AT P
BTS ou DUT
MICROPROCESSEUR

AT 3
électronique informaticien maintenance imprimantes et terminaux

29, rue Bergère PARIS-IXe
Mo Montmartre - 246-93-08

Société en expansion recherche

SON JURISTE EN ENTREPRISE

Formation licence DES ou maîtrise droit des affaires.

Pour constitution de dossiers envoyer C.V. + photocopies des diplômes et prétentions sous réf. A 419 à Monsieur de la VIGERIE, 24 bis, rue Pierre-Leroux, 75007 PARIS.

GESTION 2000 pour ENGENEERING PÉTROCHIMIE
recherche pour

DIRECTION PROCES INGENIEUR
importantes responsabilités
Tél. 246-42-01

HERLICO
RECRUTE

Géomètre-topographe
Niveau minimum échelon 2
France et Etranger. Ecr. av. C.V. et prétentions à HERLICO, 35 r. Bassano, 75008 PARIS.

Société recrute

HUISSIER CHAUFFEUR COURSIER

45 ans minimum de préférence gendarme en retraite, qualité de discrétion et de sérieux indispensable.

Envoyer C.V. + photo à : RÉGIE-PRESSE s/n° T025875M 8 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Société filiale groupe industriel spécialisée dans le domaine de la prestation de services informatiques, recherche un

ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE CLIENTS

d'un niveau DUT finances et comptabilité et/ou expérience dans un service similaire.

Env. C.V. en indiquant prét. et délai de disponibilité s/réf. 3562 à I.C.A., 3, rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

Sté exportatrice Rosny-sous-Bois (93) recherche

GESTIONNAIRE DE TRÉSORERIE

Hme 30 ans min. Expér. : 3 à 4 ans min. pour travailler en contact étroit avec le chef comptable. Il sera responsable de la tenue de l'ensemble des comptes de trésorerie. Contacts avec les banques, l'utilisation des moyens de financement, établir des situations de trésorerie quotidienne. Disponible immédiatement, rémunération annuelle : 85.000 minimum ou + selon expér. *Tél. 855-21-58 M. JACOBS.*

Pr IMPORTANTE ENTREPRISE SEC.-ŒUVRE PARIS OUEST

ADJOINT

au DIRECTEUR COMPTABLE 30 ans minimum, bonne formation de base, de préférence bonne expér. comptabilité de chantiers de bâtiment. Conn. *informatique* appréciée. Adres. C.V. + prétentions à A.M.P., sous réf. n° 2410/MS 40, rue Olivier-de-Serres PARIS (15e) qui transmettra.

CENTRE D'INFORMATION ÉQUIPEMENT DU FOYER
recherche

- **UN COLLABORATEUR**
service presse
pour contact et rédaction

- **UN SECRÉTAIRE DE RÉDACTION**
pour revue professionnelle

Poste disponible de suite 4.000 × 13 + avantages sociaux

Envoyer C.V. à SEPL 39, avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16.

ENTREPRISE RECHERCHE

CADRE
RESPONSABLE D'UNE CELLULE D'ETUDES ET DE PROSPECTION

- formation économique,
- âge 35 ans minimum.

Envoyer C.V. + photo sous n° T 025847 M à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANT ORGANISME DE RECHERCHE
Porte de Versailles
recrute

INFORMATICIEN

justifiant maîtrise informatique pour travaux Chef de projets, de documentation automatique et autres tâches dans services informatiques.

Expérience professionnelle en qualité d'ANALYSTE-CONCEPTEUR et dans le domaine des bases de données ainsi que connaissance IRIS 80 appréciées
Anglais parlé nécessaire

Poste stable - Horaire 5 × 8
Cantine - Avantages sociaux

Ecrire avec C.V., prétent. à n° 90.208 CONTESSE Publ. 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

GROUPE SOCIETES
recherche
EXPERT COMPTABLE DIPLOME
pour collaboration.
Ecrire avec référence à EDITECO Réf. PA 6, rue du Gal-de-Larminat, 75015 PARIS, qui transmettra.

OPÉRATION 2000 INFORMATICIENS

propose emplois à

- ANALYSTES TPS REEL.
- FORMATEURS LANGAGES.
- INGENIEURS LOGICIELS.
- ELECTRONICIENS MICRO.

Citi — Centre International de Traitement Informatique
285.24.63 + — 281.83.83 +
118, rue de Crimée, 75019 Paris.

URGENT
Ecole secondaire privée
recherche
1° PROF. DE SCIENCES ECO. pour seconde et première.
2° SECRETAIRE DE DIRECT. DACTYLO (sténo souhaitée).
Tél. pour R.V. 281-26-30.

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE-DE-FRANCE
recherche
pour Service prévention des accidents du travail

UN INGÉNIEUR
titulaire d'un diplôme reconnu par l'Etat.

- 25 ans minimum.
- 5 années de références professionnelles en mécanique, électricité ou métallurgie.
- Permis de conduite VL, véhicule personnel (indemnités kilométriques accordées).

Résidence administrative à Paris.

Adr. lettre et C.V. très détaillé avec copie du diplôme et des justificatifs professionnels à : Mme le Chef du Personnel, 17-19, rue de Flandre, 75935 Paris Cedex 19, avant le 30 mars 1981. DISCRETION ASSURÉE.

Lycée technique privé recherche pour enseignement de 20 heures de Dessin en classe BEP et CAP Electromécanicien
Professeur titulaire BTn F 3 + BTS électrotechnique ou BTS FM ou BE.
Téléphone : 222-83-60.

SOCIÉTÉ T.P.
banlieue ouest R.E.R.
recherche pour siège social

INGÉNIEUR
confirmé
(10 à 15 ans de pratique)
pour études de prix en vue soumissions chantiers étrangers.
Missions éventuelles à l'étranger.
Anglais indispensable.
Disponible rapidement.

Env. C.V., photo s/n° 40201 à Havas Contact 156, bd Haussmann Paris-VIIIe

---

Organisme de formation en langues
recherche
ATTACHÉ COMMERCIAL (E)
Envoyer C.V. + photo à SECI, 20, rue de l'ARCADE *75008 PARIS.*

ADMINISTRATEUR IMMEUBLES
NEUILLY-sur-SEINE. Me Sablons
recherche

COLLABORATEUR
licence droit ICH ou équivalent. Adres. C.V., photo et prétentions C.I.V. G.I., 8, place du Marché, *92200 Neuilly-sur-Seine.*

HOLOGRAPHIE
Société d'Holographie recherche
COMMERCIAL EFFICACE
- Sens de l'organisation et du dynamisme.
- Anglais courant.

Env. C.V. et prét. à Holotronics 25, rue Michel-Le-Comte, (3e).

CENTRE HOSPITALIER
91290 ARPAJON
recrute d'urgence
poste fixe
1) ASSISTANTE SOCIALE
temps plein
2) I.D.E. manipulatrice E.E.G.
5 matinées par semaine.
Ecrire ou téléphoner.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Expérience minimum de 5 ans, courant fort en électronique et commutation.
Connaissance des microprocesseurs et automatismes. Anglais souhaitable. Formation ingénieur, école d'électricité ou électronique.

150.000 F +

Ecr. C.V. s/réf. 298 à SWEERTS, B.P. 298, 75424 Paris, Cedex 09.

Rech. pour IMPORTANTE STÉ

CHEF de PROJET
pour *développer* des produits nouveaux pouvant effectuer des *fréquents* déplacements dans toute L'EUROPE.
Envoyer C.V. - Société D.G. Mme Dominique GERARD 56, rue J.-J.-Rousseau Paris-1er

---

Société de promotion immobilière (PARIS) spécialisée dans les opérations groupées de logements sociaux (P.L.A., P.A.P.) *recherche un :*

CADRE
CHARGE D'ETUDES IMMOBILIERES

Sa formation supérieure de base éventuellement complétée aura été confirmée par une double *expérience foncière et opérationnelle* en région parisienne de préférence.
Envoyer C.V., prétentions et photo en précisant sur l'enveloppe la réf. 648/M à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

INGÉNIEURS
DIPLOMES
mécaniciens tuyauterie pour essais-mise en route, exp. pétrole nucléaire.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES
génie climatique, pour calculs définition matériel, appel d'offres.

INGÉNIEURS
MECANICIENS
exp. compresseurs, turbines off-shore pour mise en route chantier *en Amérique du Sud.*
Pour tous ces postes anglais courant souhaité.

INGÉNIEURS
CALCULATEURS
Structures off-shore.

DESSINATEURS E II
P 1 P 2
structure et tuyauterie off-shore.

A.T. ou P 2
génie civil V.R.D., exp. des réseaux effluents actifs 5 ans nucléaire souhaité.

INGÉNIEUR OU A.T.P.
pour service marche de travaux. Appel d'offres, génie civil, charpente, tuyauterie, électricité.
C.V. à D.B.M.
9, rue Denton
94270 LE KREMLIN-BICETRE.

JEUNE FEMME

30 ans minimum, sachant rédiger, bonne dactylo, bonne culture générale, aisance contacts haut niveau, pour association loi 1901, centre Paris.

Adresser C.V. et photo sous réf. 880.541, à RÉGIE-PRESSE *le Monde*, 85 bis, rue Réaumur, *75002 Paris, qui transmettra.*

INGÉNIEURS
TECHNIC. ÉLECTRONIQUES
pour rédaction de notices.

SATELEC Tél. 296-38-12.

École au centre de Paris
recherche

PROFESSEURS DE FRANÇAIS LANGUE ÉTRANGÈRE

de nationalité et langue maternelle française, mini. lic. ou équival., dipl. et exp. en Franç. Langue étrangère. (audiovisuel, etc...) à tous niveaux pour adultes. Au courant recherche méthodologique.
Adresser C.V. et photo à Régie-Presse, n° T 025877 M 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
recrute

DES INGÉNIEURS
ELECTRONICIENS
INFORMATICIENS
DIPLOMES
GRANDES ECOLES

Pour les divisions suivantes :

- LOGICIEL,
- MATERIEL,
- SYSTEME,
- MICRO ELECTRONIQUE,
- EXPORT,
- MAINTENANCE,
- SUPPORT.

2 A 5 ANS D'EXPERIENCE.
APTES A DIRIGER EQUIPE.
PROMOTION ASSUREE.
REMUNERATION AU-DESSUS DE LA MOYENNE.

Envoyer C.V. détaillé + salaire actuel SOUS REFERENCE N° 4241 à PRO MULTIS 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.

Société recrute pour instruction administrative et

COMPTABLE
De dossiers, niveau BAC minimum, exp. dactylographique.

Envoyer C.V. + photo sous n° T 025873 M à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Société recherche

RESPONSABLE
POUR GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE DU PERSONNEL

- esprit organisé,
- méthodique,
- niveau DES comptabilité,
- expérience professionnelle.

Envoyer C.V. + photo sous n° T 025848 M à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

les entreprises cherchent de nouveaux vendeurs. Ils sont dans le Monde du Vendredi *(daté samedi)*

Les « nouveaux vendeurs » sont arrivés.
Ils n'ont ni le même profil ni les mêmes exigences que les représentants traditionnels, ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises et n'ont pas la même conception de leur activité.
Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer les mêmes listes interminables d'annonces, conçues de manière identique pour l'un ou l'autre type commercial, souvent dans les mêmes journaux.

Le Monde compte parmi ses lecteurs de nombreux ***« nouveaux vendeurs »****. C'est normal, ils sont ouverts, curieux, exigeants, ont le* ***« niveau Monde »****. Ils en ont fait leur quotidien habituel, souvent depuis longtemps. Pour beaucoup d'entre eux, depuis le temps où ils faisaient leurs études supérieures (plus de 20 % des étudiants de toutes disciplines et de tous niveaux lisent Le Monde régulièrement).*

Ces nouveaux vendeurs, lecteurs du Monde, disposent de leur rubrique d'offres d'emploi, dans leur journal.
Son nom ?
FONCTIONS COMMERCIALES
Ses annonceurs ? *Les nombreuses entreprises qui ont un besoin impératif de recruter ce nouveau type de commerciaux, et qui rencontrent souvent de grandes difficultés pour disposer de candidatures satisfaisantes.*

Ses résultats ? *Certainement des curriculum vitæ et des recrutements d'une qualité rarement obtenue ailleurs.*

TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde
(daté samedi)
DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.

secrétaires

Importante société d'informatique
PARIS LA DEFENSE
recherche

UNE SECRETAIRE
sténodactylo
BTSS

pour renforcer le secrétariat de direction de la société.
Le salaire sera fonction des compétences.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 3480 à MEDIA SYSTEM, 104 rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

SOCIÉTÉ NEUILLY-SUR-SEINE
(Pont de Neuilly)
recherche

SECRÉTAIRE de DIRECTION
Bilingue FRANÇAIS-ANGLAIS

Excellente sténo-dactylo

Envoyer C.V. photo et prétentions à n° 90.158 CONTESSE Publicité 20, avenue Opéra 75040 Paris Cédex-01.

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE situé à 40 km OUEST PARIS recherche pour sa DIRECTION EXPORTATION

SECRÉTAIRE COMMERCIALE

trilingue anglais-allemand, sténodactylo

Ce poste nécessite le B.T.S. de secrétariat trilingue, une expérience professionnelle réussie de 5 ans minimum.
La complète maîtrise de la langue anglaise et le sens des relations commerciales.

Tous avantages sociaux.

Envoyer C.V. détaillé, photo, prétentions à J.G.M. - CONSEIL. 2, avenue du Maréchal-Foch, 92260 FONTENAY-AUX-ROSES.

---

assistante du P.D.G.

GROUPE INDUSTRIEL créant en France une nouvelle activité d'études économiques et industrielles recherche une Assistante du P.D.G.

Après une bonne formation économique, elle aura démontré sa volonté et sa capacité de créer un secrétariat efficace afin de seconder son patron dans le suivi de ses activités professionnelles.
Anglais indispensable et si possible allemand.

Envoyer C.V. avec photo sous référence 3541-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

Etablissement Financier
recherche

SECRÉTAIRE
BILINGUE ANGLAIS

30 ans environ
Niveau BAC minimum.
Fortement motivée et grande expérience.
Excellente DACTYLO (sténo non indispensable).
Horaires 9 h - 18 h.
Quartier Champs-Elysées.

Envoyer C.V. manuscrit + photo (retournée) M. NAKAGAWA, 6, rue de Berri, 75008 PARIS.

Grossiste importateur de textiles
recherche

JEUNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

brillante, possédant l'anglais parfaitement, sténo, dactylo, télex, aimant les voyages, sachant utiliser les contacts téléphoniques, pressentant les problèmes en amont et non en aval, caractère de décision, ambitieuse, capable et dévouée.
PHOTO SOUHAITÉE
RÉPONSE ASSURÉE

Ecrire ss la référence n° 0156 à P.M.P., 39, rue de l'Arcade, Paris-8e, qui transmettra.

POUR PARIS-11e
recherchons

SECRÉTAIRE COMMERCIALE

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
BILINGUE ANGLAIS

SALAIRES EN RAPPORT
TÉL. : 807-83-74.

Société appartenant à un holding de dimension européenne recherche pour Puteaux

SECRÉTAIRE

possédant parfaitement sténo et dactylographie, forte expérience, 35 ans environ, pour département des ventes et exportation. Bonne rémunération, avantages sociaux.
Téléphoner pour rendez-vous au 772-50-09 (poste 119).

Importante société pétrochimique
COURBEVOIE
recherche

SECRÉTAIRE-STÉNO-DACTYLO
expérimentée. Bonnes notions d'anglais exigées
Adresser C.V., photo et prét. s/n° 904 à Publicités Réunies 112, bd Voltaire 75011 Paris

REPRODUCTION INTERDITE



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

formation professionnelle formation professionnelle

I.F.A.C.E.
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
PROPOSE UN STAGE à plein temps, du 24 Mars au 10 Juillet 1981 pour CADRES confirmés demandeurs d'emploi :
Techniques de Gestion et Traitement de l'Information
Renseignements : I.F.A.C.E. - 79, avenue de la République 75011 Paris
Tél. 355.39.08 poste 1209

STAGE REMUNERE
INGÉNIEURS COMMERCIAUX
en systèmes informatiques
Formation pratique et théorique (720 heures) pour demandeurs d'emploi H., F., 28 ans, diplômés enseignement supérieur (sciences, gestion, commercial, etc.)
INSCRIPTION IMMEDIATE
GROUPE FORMATION NOUVELLE
14, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.
Téléphone : 296-12-68.

DEMANDES D'EMPLOIS

AUJOURD'HUI
Votre ambition sociale, vos objectifs pour le développement HUMAIN et INDUSTRIEL
C'est INVESTIR dans les hommes
INGÉNIEUR « ERGONOMIE » Sécurité
voilà ma formation complémentaire de DIRECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES
Saint-Cyr - Licence droit - E.S.C.
VOTRE EXPANSION VOTRE RENTABILITÉ C'est : HOMME, TRAVAIL, SÉCURITÉ
Sociétés nationales, multinationales « France, étranger, Afrique », je peux, avec vous, remplir ce contrat.
Pour tous contacts, écrire sous le n° 15701, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transm.

CADRE COMMERCIAL
haut niveau
formation supérieure
Expérience de l'organisation de la programmation et du contrôle des agents commerciaux.
Très bonne connaissance clientèle industrielle et administrative, sens du contact et de la négociation.
Gestionnaire rigoureux.
Cherche poste direction ventes ou P.M.E.
Ecrire sous le n° 3.128 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ÉNERGIES NOUVELLES
INGÉNIEUR THERMICIEN FRIGORISTE
Assurant MANAGEMENT d'un centre de profit techniques tous fluides, souhaite s'intégrer dans système porteur pour développer produit économies d'énergies.
Ecrire sous la référence n° 1.572 à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

CADRE BANCAIRE CLASSE VII diplômé I.T.B., I.C.G., grande expérience direction, cherche poste de responsabilité et de décision Paris-province.
Ecr. s/n° T025838M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre électromécan., diplômé CNAM, 31 ans, exper. entretien-matér. imprimerie dont 22 ans chef serv., ch. situation équival. Ecrire n° 1000, Publifop, 29, rue Bleue, Paris 9e, qui transmettra.

Jeune diplômé Université Dauphine, maîtrise économie, option finance, goût du contact, entreprenant, étudie toutes propositions en finance ou gestion. Ecrire s/n° 3.207 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE COMMERCIAL EN AMÉRIQUE DU NORD
Nationalité FRANÇAISE et CANADIENNE
« rodé aux méthodes de vente où les ratios de rentabilité sont les uniques critères de performance », ch. poste commercial au CANADA ou aux U.S.A.
Ecrire à M. Gérard COQUARD, 10, boulevard de la République, 95290 l'Isle-Adam.
Téléphone (3) 469-11-17.

JURISTE
27 ans, licence, maîtrise de droit des affaires, dess. de juriste d'affaires internationales, 2 ans d'expérience (Chambre de commerce et d'industrie de Paris et syndicat d'employés) recherche poste à responsabilités cabinet international entreprises. Ecrire BOUTIN, 78, av. des Champs-Elysées, app. 482 bis, 75008 PARIS.

Jeune homme 26 ans
ELECTRICIEN QUALIFIE
recherche
Chantier à l'étranger
étudierait toutes propositions
Tél. 333-66-21
de 12 h 30 à 13 h 45.

M. 39 ans, conn. allem., étudier. ttes propos. TPS. Part. ou dom. Ecr. s/n° 7.985 *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

Recherche poste de confiance, travail de nuit, disponible rapidement, hautes références.
LABIE, 72, quai de Loire, 75019 PARIS.

EXPORT ... MARKETING
cadre allemand de haut niveau formation supérieure, 33 ans, anglais-français réellement parfaits, grande expérience internationale (industrie-conseil) esprit entrepreneur.
Ecrire s/n° 3.216 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H., 25 ans, agrégé d'Anglais, cherche poste mi-temps ou heures complém., école privée second. ou sup., rentrée 1981.
Ecr. s/n° 025749 M. R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Secrétaire de direction, 41 ans, grande expérience recherche début avril poste actif et à responsabilités dans société dynamique.
Ecr. s/n° 3.209 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

EXPORTEZ
Choisissez votre agent au
BRÉSIL
Ecr. s/n° 3.224 *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

Ingénieur, 28 ans, recherche en région paris. emploi responsable technico-commercial ou achats avec possibilités évolution. Ecr. se le n° 3.223, *Le Monde* Publ., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

Secrét. direct. expér. 49 ans, g. cult. gén., angl. courant. conn. allemand cherche Paris poste collab. de préfér. petite équipe. Ecrire s/n° 3.222 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Si vous avez besoin de main-d'œuvre disponible à tt moment, adressez-vous à l'Association Protestante Interuniversitaire : Tél. : 326-77-51.

CHEFS D'ENTREPRISE
vous recherchez débutants ou confirmés
HEC - ESCP
IEP, SC. ÉCO, IAE, DECS
rigoureusement sélectionnés
AFIPEC : 281-13-44.

Docteur 3e cycle, Sciences Eco. français, anglais, arabe, cherche emploi dans organisme financier ou entreprise industrielle.
Ecrire s/n° 7.910 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Spécialiste marketing dispose 30 h par mois étudie ttes prop. P.M.E.-P.M.I. Paris pr. banlieue Ouest
Ecr. s/n° 3.209 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Dame soixantaine
Excellente présentation
Très bonne orthographe
Sachant rédiger, bonne dactylo
Habitude téléphone
rech. emploi mi-temps, de préf. Colombes ou envir. ou proxim. gare Saint-Lazare.
Ecr. s/n° 471 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune juriste 24 ans, licenciée en droit, maîtrise en droit privé, droit du travail, droit commercial, ch. situation dans service juridique, contentieux ou autre. Ecr. à Mme Christine Creuset, chez M. Gonzales, 48, rue de Varennes, 94100 SAINT-MAUR

H. 30 ans. Physico-chimiste, docteur 3e cycle.
Traducteur dipl. russe-français. Notions d'anglais.
Etudie toutes propositions.
Ecr. s/n° 6084, *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H., 33 ans, personnalité grde envergure, ancien fonctionnaire, niveau ENA, formation ingénieur pluridisciplinaire construction T.P., urbanisme, architecture, chef d'entreprise commercial, très hautes relations, recherche fonction France, Algérie, Maroc et Canada.
Ecr. s/n° T025782M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

POSTE A L'ÉTRANGER
Français, 33 ans, célibataire, D.E.C.S., cadre comptable juridique et financier, 10 ans expérience, allemand/espagnol. Etudie toutes propositions AU MEXIQUE
Ecr. s/n° 7.836 *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

ANGLAISE, 36 ans
Etudes sup. B.T.S. secrétaire de direction, sténo française, professeur d'anglais agréée. Formation continue, ch. poste secrétaire/professeur Paris.
Ecr. s/n° 3.218 *le Monde* Publ., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

JEUNE HOMME D.E.A. en PHILOSOPHIE expérience enseignement cherche emploi divers. Ecrire M. Pallard, 12, rue Péclet 75015 Paris.

Commerçants-Artisans
Un comptable très qualifié 30 ans, 12 ans expérience, quelques heures par mois chez vous pour la tenue de votre comptabilité, toutes vos déclarations fiscales et sociales.
Ecrire s/n° 6.092 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

33 ans, FORMATEUR expérimenté. Diplômé de l'enseignement supérieur, recherche poste stable ou vacations (comptabilité, économie, stat., inform.).
Téléphoner au 628-59-26.

BILINGUE ITALIEN
Secrétaire comptable commerciale dactylo, expérimentée et compétente, notions d'anglais, très bonne présentation, contacts aisés.
Ecr. n° T 025716M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Diplômée universités, 40 ans, expér. internationale, trilingue français, anglais, espagnol, rech. position relations publ., tourisme, édit., arts, poste sédent. ou non.
Ecr. s n° T025862 à Régie Presse 85 bis, r. Réaumur 75002 Paris.

COMPTABLE moyenne. Entrep. 30 ans exp. recherche fonction similaire. Tél. 070-05-73.

DIPLOMÉ C.N.A.M. + M.B.A. BUSINESS SCHOOL U.S.A., 31 a., ayant 10 a. d'expér. d'informatique de gest. (niv. chef de projet) sur moyen et gros systèmes de plusieurs gds groupes français et américains, rech. propositions soit INFORMATIQUES (chef de projet responsable de service) soit GESTION (contrôle de gestion, responsable d'un centre de profit...).
Ec. s/n° T025861 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JEUNE FEMME D.E.C.S.
1 an expérience cherche stage expertise comptable.
Ecr. s/n° 1.561M R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE COMMERCIAL
32 ans diplômé E.S.C.
7 a. expér. vente, promotion études cciales, animation en second-œuvre bâtiment et biens d'équip. automobile recherche pour Paris et sa région poste VENTE MARKETING, bon niveau de responsabilité, disponibilité immédiate.
Ecr. s/n° 1.502M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

F., 40 ans, exp. enseignement et presse, cherche place.
Henriette MOREAU, la Bastide, avenue des Poilus, Sanary (Var).

J.F. documentaliste expérimentée cherche poste stable, Paris ou Province. Tél. (3) 414-70-38.

VOUS ÊTES UNE P.M.I.
Vous fabriquez un produit pour Bati-Centers.
Vous cherchez un représentant pour l'Allemagne.
JE SUIS VOTRE HOMME
Ecr. s/n° T025863M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CHEF DE SERVICE
COMMUNICATION
SPÉCIALISTE CONFIRMÉ
AUDIOVISUEL
information et animation, 15 ans expér., ch. poste intégré dans entreprise ou organisme public.
Ecrire n° 460, AGENCE MAXIME DUFOUR, 6, rue de Lisbonne, Paris 8e.

JURISTE DROIT DES AFAIRES
Docteur en droit, 45 ans,
– Expérience professionnelle, 15 ans dans la Banque, le notariat, l'industrie et le Conseil en Sociétés.
– Rédaction des contrats, droit des Sociétés, Brevets et Licence Know-how, droit du travail-Contentieux,
recherche poste de
JURISTE D'ENTREPRISE PARIS ou BANLIEUE
Disponible régulièrement jusqu'à 3 jours par semaine.
Possibilité déplacements France-étranger.
Ecrire n° 65524 Havas Contact, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

J. F. ch. emploi, ayant gde exp. profess., étude méth. CARL ORFF Salzbourg, cours flûte à bec en group., part. 589-63-10 ch 415.

J. F. ch. emploi, ayant gde exp. prof., improvisation, école danse, ballet mod. 589-63-10 ch. 415.

occasions

A VENDRE A D'EXCELLENTES CONDITIONS CHAPITAUX EN CONSTRUCTION LEGERE D'OCCASION, ETAT IMPECCABLE, AVEC REVETEMENT DE SOL, ENCORBELLES.
POSSIBILITE DE VISITER.
OFFRES SOUS N° 20383 A SOPIC, B.P. 31, 67001 STRASBOURG.

propositions diverses

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Afrique, Amériques, Asie) demandez la revue spécial. MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon, 75429 Paris Cedex 09.

C.V.?
LE GUIDE DU CURRICULUM VITAE
320 pages 73 de modèles
En LIBRAIRIE

travaux à façon

ENTREPRISE
Sérieuses références effectue rapidement travaux peinture, menuiserie. Décor. coordination ts corps d'état. Devis gratuits. Tél. 368-47-84 et 893-30-03.

ENTREPRISE PEINTURE 15 ans ancienneté exécute tous travaux bureau, appartement. Travail rapide et soigné. Coordination. Devis gratuit. 885-14-38.

enseignement

Apprendre l'américain à L'AMERICAN CENTER
261, bd Raspail, PARIS (14e)
TÉL. 633-67-28
Cours de conversation dans la journée et le soir
Lycéens à partir de 15 ans.
Inscription immédiate.
Début 30 mars.
Cours privés, préparation au TOEFL - Cours pour enfants.

capitaux propositions commerciales

PARIS, affaire de premier ordre objets publicitaires, C.A. 2.500.000 F avec 2 personnes pour 1er contact : 727-01-61.

LIBRAIRIE VUIBERT
éditeur spécialisé en ouvrages scientifiques (niveaux scolaire et universitaire)
recherche fabricant confirmé.
Tél. P. BONNEFOND 326-61-00.

information divers

POUR **TROUVER** UN **EMPLOI**

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) :
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Les bnes réponses aux tests.
- La graphologie et ses pièges.
- Les trois types de curriculum vitae, etc.

Pour informations, écrire CIDEM, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

automobiles

ventes

moins de 5 C.V.

Vends R5 TL blanche, 3 portes, modèle 1981, 0 km.
Tarif 31.800 F, cédée 29.000 F.
Tél. après 20 h : 581-46-37.

achats

PAIE CHER ET COMPTANT
R-5, GOLF, 104, BMW
BAYARD, AUTO - 341-44-44.
21, rue de Toul, Paris (12e).

divers

NEUBAUER PEUGEOT-TALBOT
EN MARS !
1 MOIS EXCEPTIONNEL !
pour tout achat de PEUGEOT ou de TALBOT.
M. Gérard : 821-60-21.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

PALAIS ROYAL
Restauration petit imm., asc., apparts 2, 3, 4 pièces duplex, aménagés charme - 261-27-46.

FONTAINE DES INNOCENTS rue piétonne, superbe 2 P. 65 m² dans rénovation grand standing
Prix : 740.000 F. Tél. : 278-29-20.

HALLES Imm. XVIIe rénové. Gd liv., 2 chres, cft, 100 m². Prix : 1.070.000 F. Parking en locat. 272-40-19.

2e arrdt

OPÉRA MONSIGNY
Studios 2 et 3 p. aménagés ds bel im. rest., calm., soleil, asc. 261-27-46.

4e arrdt

ILE DE LA CITÉ
QUAI AUX FLEURS
Pptaire vend direct. 200 m² à aménager, r.-d.-c., sur Seine, imm. superbe. Prix 1.700.000 F. Tél. 887-08-21.

ILE SAINT LOUIS
VUE SUR SEINE
Beaux apparts 150 à 190 m². 633-29-17 - 577-38-38.

6e arrdt

PARC ROYAL - T. 354-95-10
DUPLEX 100 m², gd standing, **TERRASSE** sur jardin.

7e arrdt

38, RUE VANEAU
RESTE A VENDRE
36 m² sur jardin, calme, neuf, ouest.
S/place tous les jours 14-18 h.
NEVEU 550-48-83 743-96-96

CHAMP-DE-MARS
luxueux 3 pces, 2.362.000 F.
Téléphone : 705-61-81.

DUROC, 74, rue de Sèvres, ét. élevé sur jardin, refait neuf, superbe séjour + chambre 420.000 F. Sur place demain, de 14 h 30 à 16 h 30.

STE-CLOTILDE, VERDURE dans hôtel part. 1830 magnif. ESCALIER d'HONNEUR PRIVATIF Récept. dignes d'Ambassade au 1er + 5 chbres au 2e, 360 m². 5.000.000. Doressay. 548-43-94.

8e arrdt

PRÈS **PARC MONCEAU**
26, rue de Lisbonne (8e)
6 p., 2 bns, 165 m², 2e ét. Tt cft. Sur place mardi de 14 h. à 17 h. MICHEL & REYL - 265-90-05.

9e arrdt

Près square Berlioz, bel imm., propriétaire vend appartement 150 m², triple récept., 3 chbres, 2 bns, 2 W.-C., ch. cent., 2 ser., 2 caves, 4e étage, asc. prévu. 975.000 F à déb. - 224-18-42.

11e arrdt

« LE PANAME »
3 P., 74 m², 3e étage
5 P., 98 m², 5e étage,
s/place, mardi 14/18 h., 69, bd R. Lenoir, face Mo R. Lenoir. SERIMA. 562-35-05.

12e arrdt

DAUMESNIL
PLEIN SOLEIL
2 p., 40 m² + balc, 10e étage, tt cft. 270.000 F. 229-52-98.

RUE DES MEUNIERS, récent grand 2 p. cuis., tt cft, 54 m² 1er étage, sur rue, PARKING. 460.000 F. Tél. 346-74-42.

13e arrdt

BOULEVARD ARAGO
Grand standing, 5 p., 132 m², séj. 42 m² + 4 chbres, balc/terr. 38 m², vue sur tout Paris, verdure, garage, piscines. A.E.I. - 267-58-24.

MARCHÉ DES NOTAIRES
Av. de Choisy, immeub. 1968, 12e étage, confort, 4 pièces, 82 m², parking et cave.
Tél. notaire 555-07-64.

13e - Près AUGUSTE-BLANQUI
Splendide volume de 180 m². PROFESSION bnt de béton. Prix 1.300.000 F. Sans frais d'enregistr. Tél. 272-40-19.

14e arrdt

PORTE d'Orléans, 4 p., Sud 75 m², 8e sans asc. SACRIFIÉ. 274-23-23.

Porte Orléans, près facultés, pptaire vend appart 2 p., entrée, cuisine, bains, W.-C., 265.000 F. Plusieurs studios tout confort, à partir 90.000 F - 520-13-67 ou 16 h-18 h, sam., dim., lundi, 14, rue Radiguey, Montrouge.

15e arrdt

BIR HAKEIM
5 P. chbres sur jard., imm. récent, stand., parking
633-29-17 - 577-38-38.

BD LEFEBVRE-PLAINE
4 P. 75 m² CONFORT ASC., cave
Parkg. 420.000 F - 577-86-85.

16e arrdt

A 300 mètres **ÉTOILE** près av. V.-Hugo sur de calmes jardins intérieurs, restaur. luxueuse de 16 appts du studio au 5 pièces DUPLEX et TRIPLEX
Tél. 261-27-46.

MARCHÉ DES NOTAIRES
Rue Marbeau, immeuble pierre de taille, 5e étage, ascenceur, tout confort, 104 m² + service 19 m².
Tél. NOTAIRE 555-07-64.

HENRI-MARTIN 250 m²
Vaste séjour, salle à manger, 3 chambres, 3 bains, 2 chambres de service, 4e ét.immeuble grand standing.
GARBI - 567-22-88.

Foch (même) 6 portes **260m²**
FENÊTRES SUR AVENUE. Etage élevé, parking. Tél. : 266-92-15.

MUETTE - 6 Pièces
Très bel imm. gd standg. 4 chambres + 2 s. d'eau + 2 chbres service réunies, cour privée, agréable. Prix 1.870.000 F. PROF. LIBÉRALE - 505-62-82.

PASSY 2 P. 1er ét. cour, clair, débarras, bains. 340.000 F. TEL. 225-65-82.

18e arrdt

POUR INVESTISSEUR :
Studette kitchenet. aménagée, w.-c., bains. 110.000. Refait neuf. Excell. rapport. LOCATION et GESTION ASSURÉES - 322-70-12.

GD 2 P. cuis., bains, w.-c. ss vis-à-vis, peinture moquette neuves. Propriétaire : 280-26-93.

19e arrdt

Quartier Buttes-Chaumont, soleil, calme, 28, rue Ourcq, pptaire vend appt, 2 p., entrée, cuis., bains, W.-C., 43 m² + cave 195.000 F. Voir 13 h-15 h, sam., dim., lundi ou 224-02-86.

DEVANT PARC des BUTTES-CHAUMONT, beau 2 p. conft. 4e asc. Urgent 563-83-55.

Petit immeuble récent, 10, rue du Hainaut
IMPECCABLE 3 P.
70 m², 4e Ouest.
488.000 F. parking compris.
SERIMA. Tél. : 562-35-05.

20e arrdt

73, RUE SAINT-BLAISE
Imm. récent, grand séjour, 2 chbres 70 m², balc. dernier ét. Prix : 450.000 F. Lundi, mardi 15 h. - 19 h. ou 586-00-75.

Belle réalisation récente
141, rue des Pyrénées
sur 8.000 m² espaces verts.
TROIS 4 P. 84 m², 5e, 7e 11e étage à partir de 600.000 F.
M. Rigaux, sur place, mardi, mercredi, 10/17 h, loge gardien.
SERIMA. Tél. : 562-35-05.

78 - Yvelines

ST-GERMAIN CENTRE PRÈS RER
Studio 20 m², calme, conf., 170 à 205.000 F. Baux en cours. Investiss. global. 1.250.000. Sté Immobilière. T. 557-73-48.

VERSAILLES Grand Siècle
Magnifique duplex 185 m², séjour, atelier + 4 chambres, 2 bains, parking.
GARBI - 567-22-88.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY SABLONS
Luxueux 6 Pces., 2 bs, 200 m², 5e étage, s/verdure, soleil.
MICHEL & REYL. 265.90.05.

NEUILLY-ST-JAMES
14, rue du Centre
Immeuble St-James Parc, superbe appt 70 m², living. dble, 1 ch., s. de bains, cuis. équipée, 2 balc. ensoleillés Est-Ouest, sur parc + parking. Px 1.300.000 F.
Visite sur place tous les jours, de 18 à 20 h.
500-77-88 - 747-53-28.

94 Val-de-Marne

Bois de Vincennes, belle surface à revoir dans hôtel particulier. LERMS. 355-58-88.

locations non meublées offres

Paris

16e ALMA - Rue Léonce-Reynaud **5 P.**
130 m² environ, refait neuf, tél., 7.500 F + charges.
John Arthur & **TIFFEN**
174, bd Haussmann
562-04-66

PARIS 19e
Métro : Place des Fêtes
SANS COMMISSION
Immeuble tout confort
2 PIECES 45 m², loyers de 1.380 F à 1.484 F.
Charges : 404 F. Parking : 177 F.
3 PIECES 62 m², loyer 1.724 F.
Charges : 556 F. Parking : 177 F.
S'adresser au Régisseur, 25-29, rue des Lilas, Paris.
Téléphone : 202-06-88, de 9 à 12 h. et de 14 h. à 17 h.

locations non meublées demandes

Région parisienne

Étude cherche pour CADRES villas, pavil., ttes banl. Loyer garanti 5.000 max. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL HOUSE
LOYERS GARANTIS
rech. 1 à 6 pièces pour banques et ambassades - 705-54-78.

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appartem. de standing 4 pièces et plus - 285-11-08.

appartements achats

ACHÈTE comptant chez notaire
3/4 p., Paris, bon quartier
Mme LEULIER, 261-39-78 ou le soir, 900-84-25.

RECHERCHE appts 1 à 3 pièces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, av. ou sans trav. PAIEM. CPT CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873-23-55, même le soir.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet 15e - 566-00-75 recherche Paris 15e et 7e pour bons clients appts ttes surf. et immeub. Paiement comptant.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, Paris (8e)
recherche pour clientèle étrangère et diplomates, APPARTS HOTELS PARTICUL. et VILLAS
ACHAT OU LOCATION **562-02-37**

AGENCE DE L'ÉTOILE
764-03-17
rech. appts stand. et villas.
CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE

locaux commerciaux

PARIS-12e PORTE DORÉE
cède droit au bail
Exceptionnel
Façade 60 m. 2.000 m² sur 2 niveaux. Quai couvert, pont roulant. Monte-charge 1,5 tonne. chauff. Air comprimé, force. Bur. 300 m². Standard téléphonique 4 lignes, 15 postes.
Aménagement décoration 3 ans.
Logement gardien 3 pièces.
Ecr. s/n° T025708M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

fonds de commerce

Murs et Agencement en parfait état.
Rapport annuel + 10 %
Région DRAGUIGNAN (83).
Prix : 4.200.000 F. - Ecrire HAVAS DRAGUIGNAN n° 687.

COMMERCE DE PRODUITS FRAIS AU DÉTAIL
Matériel et agencement neuf.
Prix 900.000 F.
Région Avignon.
Possibilité achat murs.
Ecr. Havas Draguignan N° 689.

PRODUITS CARNÉS ET SURGELÉS
C.A. 13 M de F
70 % détail, 30 % 1/2 gros, amortis. moins de 3 ans, matériel et agenc. en parfait état, poss. achat murs, région Sud-Est.
Ecr. Havas Draguignan N° 688.

immeubles

ROCHEFORT-S/MER (17)
Imm. 4 étages, 1962. 16 appts. Rapport 8%. Prix : 2.000.000 F.
Téléphone : 222-18-49.

villas

A 3 KM R.E.R. **SAINT-GERMAIN**
Très exceptionnel, 180 m²
Neuf : 4 chambres, 2 bains
jardin 750 m². 850.000 F
Ag. Rhodes Vésinet. 071-33-84.

PLAISIR
10 KM VERSAILLES
DOMAINE RÉSIDENTIEL
Tennis, piscines, belle maison récente, 8 p., jardin 1.465 m².
BORDURE LAC ET FORET
1.050.000 F - 296-64-30.

ATHIS-MONS R.E.R., 900 m², villa récente, séjour 40 m², cheminée, bibliothèque, 8 chbres, 3 s. bns, 2 w.-c., 120 m² au sol, 3 ou 4 niveaux, vue imprenable vallée de la Seine.
Px 1.500.000 F. Tél. 938-90-06
URGENT

fermettes

TOURAINE
Particulier vend fermette entièrement restaurée 3 ch., s. de bain, séjour salon 70 m², ch. central, poutres, cheminée.
Prix 370.000 F.
Téléphone (47) 96-83-73.

propriétés

RAMBOUILLET
Bordure forêt
dans parc clos de 8.300 m² demeure ancienne 430 m² (boiseries, poutres apparentes..)
Dépendances 345 m²
Tél. : 878-65-66 SPAG

TERRAIN 3.000 m², pptaire vend près **FONTAINEBLEAU**
BOIS-LE-ROI, 50 km Paris, vue sur Seine et parc, permis construire, une maison 240 m² utiles. Prix terrain 150 F le m² IMMOBILIER DAUPHINE 220, bd Raspail (14e) ou 069-61-78.

DISPOSONS
Domaines vocation agricole ou forestière, maisons de maître, châteaux.
Indiquez-nous le profil de ce que vous souhaitez, nous vous adresserons des dossiers correspondants.
S'adresser : Cabinet GRUAT, 30, rue Beaurepaire, 49400 Saumur.
Tél. (41) 51-04-65.

STE-MAXIME 800 m cent.-ville 200 m mer, belle maison anc., 11 p. principales, 8 ch. avec toil., salle de bains, biblioc. 50 m², 2 garages, gardien, sous-sols, v. baie St-Tropez, ter. 4.600 m². Prix 2.500.000 F à débattre.
Tél. (1) 544-25-72.

MARAIS VENDÉEN 10' auto des plages de l'Aiguillon, maison ancienne de 140 m² env., tout confort, beaucoup de charme, jardin 1.100 m². Prix 220.000 F.
Tél. le soir 293-68-36.

PORTETS 20 km de Bordeaux, très belle maison en pierre sur 4.500 m², 12 pièces + dépend. Travaux de finition.
Prix justifié 950.000 F.
Ag. CABISO (56) 28-24-99.

NORMANDIE « Pin au Haras » sur env. 3 ha prairies, JOLIE MAISON récemment restaurée, tout confort, 7 pièces princip. dépendances, écuries 4 boxes, possibl. aménagem. 8 autres.
Tél. (38) 91-60-62 - 91-54-67 (47) 05-35-56.

bureaux

BUREAUX MEUBLÉS OU SIÈGES DE SOCIÉTÉS
avec secrétariat téléphone, télex.
TOUTES DÉMARCHES POUR CRÉATION D'ENTREPRISES
ACTE S.A. - 261-80-88 +.

CONSTITUTION de S.A.R.L.
TELEX secrétariat téléphonique
Domiciliations artisanales et commerciales. Tous services. **355-17-50**

VOTRE SIÈGE A PARIS
VOTRE SIÈGE A LONDRES
de 80 à 300 F par mois.
CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS
G.E.I.C.A. - 296-41-12 +
56 bis, r. du Louvre, Paris (2e)

Loue bur., depuis 100 F/mois
SIÈGE S.A.R.L. ARTISANS
CONSTITUTION S.A.R.L.
Tous services - 296-35-74.

NORMANDIE « Pin au Haras »
Sur environ 3 hectares prairies, JOLIE MAISON récem. restaurée, tt confort, 7 pièces princ., dépendances, écuries 4 boxes possibilité augmt. 8 autres.
Tél. (38) 91-60-62 - 91-54-67 (47) 05-35-56.

DOMICILIATION 8e
RC-RM 150 à 300/MOIS
TELEX-SECRETARIAT
AGECO - 294-95-28

QUARTIER KLÉBER
reste à louer
500 m² DANS
HOTEL PARTICULIER
TÉL. 433-13-77

ILE DE LA CITÉ
QUAI AUX FLEURS
Pptaire vend direct. bur. libre en toute ppté, 9 pièces, 200 m², Situation exceptionnelle
Vue sur Seine
Prix 1.700.000 F.
Tél. 887-08-21.

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS télex-secrétariat tous services
ASPAC PARIS-8e 293-60-50 +
votre SIÈGE SOCIAL
délais rapides - prix compétitifs

DÉFENSE
– 370 m² neuf, 150.000 F/an
– 420 m² neuf, 170.000 F/an archives - parkings
– 275 m² ind. 10 parkings à rénover 80.000 F/an.
Michel Bernard 502-13-43.

PARIS GARE DE LYON
160 m² bureaux
70 m² réserves
3 parkings 200.000 F HT/an
Michel Bernard 502-13-43.

MÉTRO PORTE DE GENTILLY
3.000 m² bureaux - entrepôts
25 parkings - 6.000.000 F
Michel Bernard 502-13-43.

IMMEUBLE INDEPENDANT
16, RUE MONTCALM
500 m² BUREAUX.
170 m² de réserve
entièrement rénové.
400.000 F. HT annuels.
Michel Bernard. 502-13-43.

IMMEUBLE INDEPENDANT
500 m² bureaux.
Etat neuf. 3.000.000 F.
Michel Bernard. 502-13-43.

CLICHY près périphérique
285 m² BUREAUX
Immeuble récent
Michel Bernard. 502-13-43.

PIGALLE
Immeuble récent
230 m² BUREAUX
220 m² ENTREPOTS
à vendre ou à louer.
Michel Bernard. 502-13-43.

BD BESSIÈRES
Immeuble récent.
500 m² BUREAUX
330.000 F H.T. annuels.
Michel Bernard : 502-13-43.

domaines

GIENNOIS
agrément, chasse 90 HA
3/4 bois. Belle DEMEURE aménagement luxe, piscine, maison garde.

SOLOGNE 60 HA
1/3 bois, étang, 22 ha, parc.
MAISON MAITRE, commune garderie
CABINET LA SOLOGNE
41200 ROMORANTIN
Tél. (54) 76-02-92.

forêts

DISPONIBLES
Forêts de toutes superficies, toutes essences d'arbres, diverses régions.
Rentabilité et gestion assurées.
Doc. sur demande détaillée.
S'adresser : Cabinet GRUAT, 30, rue Beaurepaire, 49400 Saumur
Tél. (41) 51-04-65.

viagers

Étude Lodel, 35, bd Voltaire, Paris (11e). Tél. 355-61-58.
Spécialiste viager.
Expérience, discrétion, conseils.

Père Lachaise beau studio 30 m² imm. récent, loyer libre 1.400 Hme 76 ans 75.000 comptant + 1.500 rente Lodel 355-00-44.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'INDUSTRIE APRÈS LA CULTURE

Aix-en-Provence organise un Festival de l'innovation

Le Comité d'expansion du pays d'Aix organise, les 26, 27 et 28 mars prochains, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), le premier Festival de l'innovation. Durant ces trois jours, une trentaine d'entreprises et d'organismes divers exposeront leurs réalisations et leurs projets, une vingtaine de « tables rondes » seront organisées autour d'un spécialiste (universitaire, fonctionnaire, chef d'entreprise) de tel ou tel secteur où l'innovation est particulièrement appliquée, applicable ou souhaitable, par exemple pour la gestion de la circulation automobile, l'utilisation des banques de données, la promotion des industries agro-alimentaires (1)...

Il s'agit là d'une initiative essentiellement régionale et même locale, parallèle à celles qui ont déjà été prises par le ministère de l'industrie en particulier. Le sujet choisi est, il est vrai, d'actualité et rejoint les préoccupations de la nouvelle municipalité d'Aix-en-Provence qui soutient largement ce festival.

« Innovation », terme fourre-tout qui recouvre plutôt un ensemble de préoccupations que des interventions précises. Il ne se confond pas avec celui de « recherche » ou de « modernisation », mais exprime la démarche d'une entreprise — d'une administration pourquoi pas — qui cherche à tirer le meilleur parti de ses moyens pour s'adapter à l'évolution rapide des besoins de l'époque.

Les responsables aixois en trouvent deux illustrations — parmi d'autres — dans l'attitude de deux entreprises installées sur la zone industrielle des Milles.

La division « automatique » de la société Bertin travaille ainsi sur plusieurs contrats d'automatisation qui vont de la mise au point d'une prothèse auditive directe (des implants branchés sur l'oreille interne) jusqu'à la fabrication des nouvelles machines à trier les paquets postaux (six mille paquets triés à l'heure dans cent vingt directions) ou les agrumes (les oranges sont réparties suivant leur grosseur ou leur texture). « *Il s'agit pour nous*, disent les dirigeants de la société, *d'acquérir un savoir-faire dans un domaine et de l'appliquer dans d'autres.* »

Même préoccupation dans un tout autre secteur, chez le président-directeur général des Grandes Minoteries à fèves de France. Le traitement, purement mécanique, de la farine de fève permet de fabriquer des pastilles de protéines tout à fait utilisables dans l'alimentation humaine, incorporées ou non dans les produits traditionnels : viande hachée, pâtisserie, etc. La fève, dit-on ici, peut être, si on le veut, le soja français, c'est-à-dire le moyen d'acquérir une indépendance par rapport aux Etats-Unis et au Japon et de pallier cet « *impressionnant gaspillage* » que représente la transformation des protéines végétales en protéines animales.

Les chiffres sont connus ; il est toujours bon de les rappeler. Dans la viande de bœuf on ne retrouve que 4 % à 8 % des protéines contenues dans le fourrage que l'animal a avalé ; si un Français consomme, en moyenne, 100 kilogrammes de viande par an, un habitant du tiers-monde ne peut en consommer qu'un peu plus de 10 kilogrammes. *Il faudra faire preuve d'un grand esprit d'« innovation » pour combler ces différences et satisfaire convenablement les besoins alimentaires du monde, et, si rapidement qu'on aborde ces questions au festival d'Aix, ce ne sera pas inutile.*

La nouvelle municipalité d'Aix, dirigée par Alain Joissains (radical majorité), élu après toutes les péripéties que l'on sait, compte, quant à elle, sur des manifestations de ce genre pour « diversifier » la vocation de la cité. Le prestige historique et culturel de la ville (800 000 visiteurs par an) reste irremplaçable. On peut aussi tirer parti d'une situation géographique éminemment favorable, au carrefour des grandes dessertes du Sud-Ouest et du Sud-Est, à proximité de l'immense marché marseillais, pour en faire, par exemple, un centre ditributeur des produits agricoles et y attirer de nouvelles industries modernes et propres. Le prestige dont jouit la ville, son charme et son climat, ne peuvent, on s'en doute, que faciliter la réalisation d'ambitions si communément partagées aujourd'hui. — J.-P. S.

(1) Renseignements : à Aix, M. Chazal, tél. (42) 20-00-63 ; à Marseille, M. Pedinielli, tél. (91) 83-41-00 ; à Paris, M. Libman, tél. 542-09-58.

UNE NÉCROPOLE SOUS LA PRISON DE DRAGUIGNAN

Malgré la découverte d'une importante nécropole romaine, le chantier de la *nouvelle* maison d'arrêt de Draguignan (Var) n'a pas été interrompu par le directeur de l'équipement. *Un seul* emplacement a été préservé : celui où ont été trouvées une *dizaine d'urnes funéraires datant* du premier siècle avant J.-C., soigneusement alignées et renfermant des vases soufflés de couleur bleue.

Le ministère de la culture et de la communication a été averti, et ses services devront, après enquête, se prononcer sur une éventuelle campagne de fouilles.

Le terrain de 7,7 hectares, cédé à l'Etat par la municipalité pour y construire la prison, est situé sur la plaine de Saint-Hermentaire, site archéologique romain connu depuis cent cinquante ans. *D'importantes fouilles y ont été* conduites de 1950 à 1953 par l'abbé Boyer, directeur du centre archéo*logique du Var, et des procédures* ont été lancées pour conserver le patrimoine agricole dans un vaste périmètre, actuellement occupé par une zone industrielle et des installations militaires.

Ni la municipalité de Draguignan ni le ministère de la justice ne souhaitent l'arrêt des travaux. La découverte d'un four en céramique a été passée sous silence il y a quelques semaines. La décision appartient aux services de la culture. *Plusieurs* chantiers avaient déjà été arrêtés dans la vieille ville, lors de la mise au jour des anciens remparts — (*Corresp.*).

TRANSPORTS

La desserte de la Manche

PARIS DEMANDE A LONDRES L'EXTRADITION D'UN ARMATEUR DANOIS ACCUSÉ D'ESCROQUERIE

(De notre correspondante.)

Copenhague. — Selon des sources danoises, l'armateur Ole Lauritzen (quarante-sept ans), maintenu en garde à vue à Londres depuis le 18 février sur commission rogatoire des autorités françaises (il s'agit d'une accusation de fraude et escroquerie), pourrait être prochainement extradé. Les documents *fournis* par *les* services du garde des sceaux ont paru recevables aux tribunaux *britanniques, qui viennent cependant* de prolonger ladite garde à vue de cinq jours supplémentaires.

Au *même moment*, le tribunal de commerce de Copenhague, saisi au début de février par les trois cent cinquante créanciers danois de la compagnie d'armement Olau Line (société mère des compagnies françaises et anglaises contrôlées par Ole Lauritzen, qui, comme celles-ci, avait déposé son bilan), a fait savoir que le montant des dettes de cette *compagnie* s'élevait à 59 millions de couronnes (43 millions de francs) pour un actif de 400 000 couronnes (300 000 F).

Les trois cent cinquante créanciers, *s'ils* veulent récupérer *leur* argent, n'auront, semble-t-il, d'autre solution que de se retour*ner contre la ville britannique de* Ramsgate à laquelle Ole Lauritzen a réclamé une indemnité de 20 *millions* de couronnes (15 millions de francs) pour n'avoir pas achevé dans les délais prévus les installations portuaires qui devaient accueillir le car-ferry *Nuits-Saint-Georges* au printemps dernier. Ils devront aussi se retourner contre le gouvernement français auquel le même armateur danois demande 8 millions de couronnes de dommages et intérêts pour n'avoir pas assuré la liberté de navigation pendant les grèves des pêcheurs de l'été.

C. O.

EN BASSE-NORMANDIE

Les chantiers nucléaires devraient alléger sensiblement le chômage

De notre correspondant

Caen. — Avec 48 129 demandeurs d'emploi, la Basse-Normandie connaît un taux de chômage largement supérieur à la moyenne nationale. La « spécialisation nucléaire » du Nord-Cotentin va-t-elle permettre d'améliorer cette situation ? Durant dix ans doivent en effet être menés à bien deux chantiers qui vont boule*verser les données socio-économiques* de la région de Cherbourg : la construction de la centrale atomique *de Flamanville et* la seconde tranche de l'usine de retraitement des déchets nucléaires *de La Hague*, soit un programme de 27 milliards de francs qui nécessitera huit mille personnes. Un « pactole » dont la Basse-Normandie veut recevoir sa part, en contrepartie des inconvénients, qui ne manquent pas.

A la demande du préfet de région, M. Paul Feuilloley, des cellules techniques et économiques ont été créées pour associer au maximum les entreprises régionales à ces travaux. Surtout, les chantiers du Nord-Cotentin peuvent offrir du travail à certains chômeurs, au moins durant quelques années. Une enquête a été lancée en février auprès de 12 000 demandeurs d'em*ploi de moins de cinquante ans.* Les premiers résultats prouvent pour le moins que ceux qui n'ont *pas de travail sont prêts à quel*ques efforts pour en trouver : 6 472 personnes (50,61 %) ont répondu au questionnaire. 3 852 d'entre elles sont intéressées par les chantiers du Nord-Cotentin, 1 215 souhaitent y aller travailler, 2 637 sont même prêts à suivre une formation dans ce but. — D.M.

DANIEL MORNET.

P.T.T.

A Valenciennes

LES CABINES TÉLÉPHONIQUES SOUS SURVEILLANCE

De notre correspondant

Lille. — Les cabines téléphoniques se multiplient sur tout le territoire, c'est bien. On apprécierait *plus* encore si ces mêmes cabines ne subissaient, d'une manière systématique, l'assaut de certains vandales *qui sont* aussi des voleurs. A Lille, il ne se passe pas une semaine sans que plusieurs cabines soient détériorées. En général, le combiné est arraché et la caisse vidée.

Aux P.T.T., les fonctionnaires se déclarent navrés de tels incidents et déplorent — faute de matériel sophistiqué ou de personnel immédiatement disponible — de ne pouvoir rivaliser de rapidité avec les vandales.

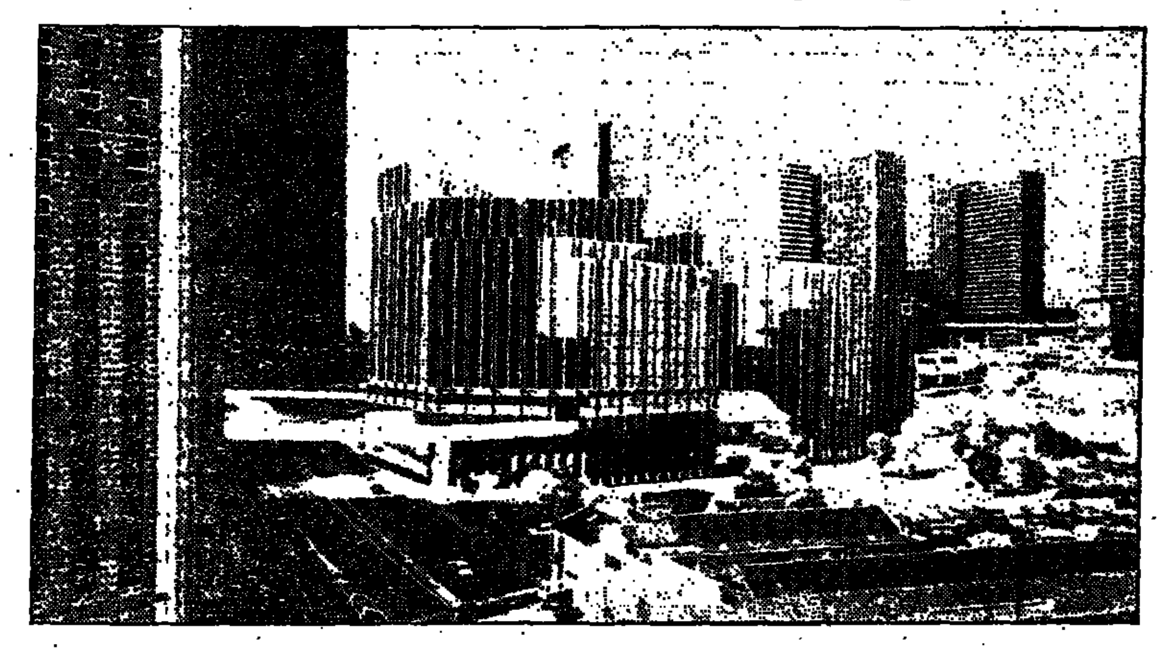
A-t-on trouvé, à *Valenciennes*, la parade à ces déprédations ?

La direction des télécommuni*cations de cette ville* et le commissariat de police, en tout cas, ont, après plusieurs séances de *travail*, établi *une stratégie* commune qui se révèle maintenant efficace. Les télécommunications comme *la police* se refusent à dévoiler le dispositif qui permet une intervention rapide en cas *de tentative* de vol sur une cabine publique. On précise seulement que cette stratégie peut protéger *n'importe quelle cabine*. — G. S.

● ***Manifestation de « cibistes » à Paris.*** — Des « cibistes » — deux mille selon les organisateurs, trois cents selon la police — ont manifesté le 8 mars sur l'esplanade du château de Vincennes pour obtenir la « libéralisation définitive de la citizen band ». Les participants, qui protestaient contre la réglementation limitant à 2 watts la puissance des « C.B. » et à vingt-deux le nombre des canaux disponibles, ont lancé un « appel solennel » au président de la République et aux parlementaires pour une « C.B. libre et utilisable *(quarante canaux,* 4 watts et tous types de modulations) »

Qui a réalisé la nouvelle implantation d'Atochimie ?

Sari 720 14.15





Le Conseil des Entreprises en Immobilier, 32, avenue d'Iéna, 75116 Paris - Téléphone : 720.14.15
Groupe Seeri, filiale des compagnies d'assurances du Groupe Drouot et du Groupe Worms.



régions

ILE-DE-FRANCE

Révolution dans les immeubles de bureaux

Paris réservé aux plus riches ?

En inaugurant, la semaine dernière, le centre commercial des « Quatre temps », sur le parvis de la Défense (« le Monde » du 3 mars), M. Raymond Barre a rendu une visite remarquée au stand de la SEERI. Cette filiale des compagnies d'assurances du groupe Drouot et du groupe Worms est devenue sur l'impulsion de son P.-D.G., M. Christian Pellerin, un des tout premiers spécialistes français de la construction de bureaux.

M. Pellerin a su — dès 1976 — s'apercevoir que la réalisation de ce nouveau quartier d'affaires était devenue indispensable étant donnée l'étroitesse du marché parisien. Cela lui permet d'être maintenant le principal promoteur privé intervenant à la Défense.

LA bureautique, la télématique, tous ces « tiques » qui commencent à chambouler les conditions de travail des cols blancs « *obligent à revoir de fond en comble les notions traditionnelles d'immeubles de bureaux* » explique M. Christian Pellerin. De même que bâtir une usine ne consiste pas simplement à élever un hangar sur une zone industrielle, « *il n'est plus possible d'enlever quelques cloisons dans un immeuble haussmannien pour en faire le siège social d'une entreprise* », affirme-t-il.

Le nouveau matériel de bureau qui commence à poindre — et qui va tout envahir — a besoin d'infrastructures importantes et spécialisées : câbles, arrivées de lignes téléphoniques, liaisons avec les ordinateurs... Bref, une nouvelle répartition de l'espace de travail. Toutes choses qu'il est difficile d'organiser dans un lieu qui n'a pas été conçu en conséquence. Le bureau deviendra de plus en plus une « *usine à cols blancs* ».

Parce qu'il avait vu cela bien avant d'autres, Christian Pellerin a parié sur la Défense en 1976, à une époque où les investisseurs la boudaient. Il lui a suffi de constater que les emplacements libres pour construire des bureaux allaient manquer à Paris (« *si l'on veut pouvoir bâtir à Paris des immeubles de bureaux de plus de 5 000 mètres carrés, il faut modifier le plan d'occupation des sols actuel* » dit-il) et de prévoir que les entreprises qui voudraient se développer, se restructurer, se préparer à la modernisation du matériel de bureau, ne pourraient plus se contenter de transformer vaille que vaille les immeubles d'habitation du dix-neuvième siècle qui occupent la plus grande partie des traditionnels quartiers d'affaires de la capitale. Connaissant aussi l'attrait de « l'Ouest » et la recherche d'une adresse « prestigieuse », il ne restait plus qu'à parier sur la Défense.

Pari gagné

Pari gagné d'autant plus facilement que M. Pellerin a su, en même temps, promouvoir une nouvelle génération d'immeubles plus proches des souhaits des réalisateurs : « *Des ensembles moins massifs, des bureaux cloisonnés et non plus paysagers, la lumière du jour qui pénètre partout, surtout des réalisations moins gourmandes en énergie.* » Cela permet, bien entendu, de sensibles économies. La SEERI a calculé qu'en 1980 il fallait compter 23 940 F par an et par poste de travail pour loger cinquante personnes dans un immeuble style Haussmann du centre de Paris, 17 390 F dans une des premières tours de la Défense, et 15 996 F dans une de ses réalisations.

Il reste qu'il manque, à l'heure actuelle, des surfaces de bureaux à Paris, même si les prochains départs de Saint-Gobain Pont-à-Mousson et de Rhône-Poulenc à la Défense, vont libérer près de 80 000 mètres carrés. Les grands ensembles ne pouvant être construits intra-muros c'est en banlieue qu'il faut les chercher. L'attrait de l'Ouest désavantage l'Est parisien alors même que l'on trouve à Montreuil ou à Pantin, en Seine-Saint-Denis, des bureaux moitié moins chers qu'à la Défense.

La nécessité de concevoir maintenant des espaces modernes oblige soit à détruire — ce que la protection du patrimoine architectural rend difficile — soit à faire du neuf derrière des façades conservées, — ce qui est fort onéreux. L'immeuble du rond-point des Champs-Elysées coûte deux fois plus cher que des bureaux à la Défense. Dans le secteur des bureaux comme dans celui du logement, la capitale sera réservée à des sociétés riches et n'ayant pas besoin de grandes surfaces. Les autres, si elles veulent pouvoir utiliser le matériel de bureau moderne, devront aller soit en banlieue, soit en province.

A moins que la bureautique et la Défense permettent — peut-être — aux immeubles anciens de retrouver leur vocation première : le logement. Mais à quel prix ?

THIERRY BRÉHIER.

LA GRÈVE DES « PERVENCHES »

Pour la première fois depuis 1971, date à laquelle leur corps a été créé spécialement pour surveiller le stationnement payant dans la capitale, les « agents de bureau option voie publique », plus connues des Parisiens sous le nom de « pervenches », feront grève le mardi 10 mars, à l'appel des syndicats C.G.T.

Cette action a été décidée, comme l'ont indiqué, lors d'une conférence de presse, Mme Michel Neute, secrétaire générale du syndicat C.G.T. des personnels de surveillance du stationnement, et M. Gérard Gatineau, secrétaire fédéral de la Fédération des syndicats C.G.T. de la police nationale, en vue d'obtenir le classement dans le groupe 3 de la catégorie C de la fonction publique de ces mille cent quatre-vingts fonctionnaires qui, jusqu'ici, restent inscrites dans le groupe 2 de la catégorie D, avec un salaire de départ de 2 815 F net par mois (*le Monde* du 13 janvier).

Jusqu'à présent, le ministère de l'intérieur n'a pas agréé les différentes propositions qui lui avaient été présentées dans ce sens, notamment en 1976, où le comité technique paritaire l'avait saisi du dossier, avec l'aval du préfet de police et de la Ville de Paris.

LISEZ

Le Monde des PHILATÉLISTES

L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Pas d'accord

Les hauteurs de la Défense

M. Henri Fabre-Luce, avocat à la Cour, nous écrit :

Robert Lion a raison de souligner que la « tête Défense » (quel vilain mot) avait vocation à être le lieu d'un grand geste architectural de notre époque (*le Monde* du 17 février). Celui-ci était envisagé dans le plan initial, qui avait retenu l'hypothèse d'une construction très haute (face au C.N.I.T., mais éloignée de la perspective axiale). Mais ce plan prévoyait aussi qu'aucun autre bâtiment ne devait dépasser un plafond commun exprimé par rapport au sol naturel (inégalement élevé sur la pente qui va de la Seine au C.N.I.T.) et correspondant au maximum à 100 mètres de hauteur construite.

Seulement voilà : l'Etat a renoncé à faire respecter cette règle, et les « gestes architecturaux » se sont multipliés au gré des offres de promoteurs jusqu'au double de la hauteur prévue. Le résultat, c'est qu'il y aura des tours monumentales partout à la Défense, sauf à l'endroit où, en effet, une telle construction se concevait. A qui la faute ? Il est trop facile de critiquer le goût du public sans se demander qui l'a gâté.

DANS LE BOIS DE VINCENNES

Un nouveau Fort-Neuf

La commission des sites, présidée par M. Lucien Lanier, préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, vient, à l'unanimité, de donner un avis favorable au projet présenté par l'armée de réaménager le Fort-Neuf du bois de Vincennes. Les bâtiments vétustes seront démolis et de nouvelles installations construites pour loger les hommes et abriter le matériel.

LE Fort-Neuf, qui s'étend sur 5,5 hectares, est situé aux abords du château de Vincennes, et donc dans son champ de visibilité. Il est actuellement occupé par un régiment d'infanterie qui stationne dans la partie ouest du fort, le reste des bâtiments étant réservé au service de sélection des nouvelles recrues. Son utilisation par l'armée date de 1840. Il est entouré d'une vaste enceinte rectangulaire avec deux bastions aux angles nord-est et sud-est, et fut séparé du Fort-Vieux en 1931 par le percement du cours des Maréchaux.

L'opération projetée, et qui est l'œuvre du lieutenant-colonel Devaux, architecte, prévoit la construction de nouveaux bâtiments dont la hauteur ne dépassera pas quatre étages. L'aspect extérieur du fort ne sera donc pas modifié. Ces bâtiments, entourant une place d'armes sous laquelle se trouve un parc de stationnement pour les véhicules, seront situés en retrait du mur d'enceinte, de façon à mettre en valeur les fortifications et plus particulièrement le chemin de ronde. Un témoin du passé échappera aux bulldozers, c'est la Poudrière, datant de 1842, et qui gardera sa vocation initiale. L'allée centrale, qui traverse de part en part le fort, sera reconstituée en pavés anciens. Enfin, des espaces verts et des arbres sépareront les différents casernements et les terrains de sport.

Certains membres de la commission des sites ont fait remarquer que le plan établi après la guerre de 1939, par M. Trouvelot, inspecteur général des monuments historiques, pour « restaurer » le bois de Vincennes et les abords du château, prévoyait de réaliser des jardins à l'intérieur du Fort-Neuf, en conservant le mur d'enceinte. A ces remarques, il a été répondu que ce projet n'a jamais été sanctionné par un document juridique. Il s'agissait donc plus d'une intention que d'une volonté clairement exprimée. Mais le lieutenant-colonel Devaux a souligné à cette occasion que « *le Fort-Neuf de Vincennes se situe en marge de la composition d'ensemble étudiée par M. Trouvelot* ».

En fait, ce débat pose la question de savoir si, « *dans le contexte général d'aménagement du bois de Vincennes par la Ville de Paris* », celle-ci pourra ou non récupérer les terrains du Fort-Neuf. Les élus parisiens membres de la commission n'ont pas manqué de poser la question. L'armée a naturellement fait valoir ses droits. Sa présence dans le Fort-Neuf, ont expliqué ses représentants, ne peut être remise en cause puisque c'est la vocation même du fort, prévue dans le senatus-consulte de Napoléon III, par lequel il donnait à la Ville le bois de Vincennes, excepté les installations militaires. Après la décision de la commission des sites, on voit mal comment l'armée pourrait désormais rendre des terrains qu'elle envisage de réaménager. Les travaux qu'elle va entreprendre ne devraient d'ailleurs pas dégrader le site classé. Le temps n'est plus, en effet, où les riverains du bois, assistant impuissants à l'arrachage des arbres et à l'élévation des buttes de tir, avaient surnommé Vincennes « Canonville »...

JEAN PERRIN.

Les bois mités du Val-d'Oise

Des forêts laissées à l'abandon, des propriétaires de trop petites parcelles qui se désintéressent de leur bien... les bois de la vallée de l'Oise se dégradent. M. Gérard Claudel, conseiller général (U.D.F.) du canton de la vallée du Sausseron, auquel sont rattachés certains de ces bois, et M. Jean Lebard, directeur départemental de l'agriculture, ont décidé d'employer les grands moyens : une étude sur la propriété forestière de cinq communes concernées (Auvers-sur-Oise, Ennery, Nesles-la-Vallée, Parmain et Valmondois), mais surtout des réunions d'incitation au remembrement qui est indispensable pour que puissent être réalisés les travaux d'entretien.

UNE première réunion rassemblait récemment près de 200 propriétaires forestiers sur les 800 qui avaient été convoqués dans les secteurs d'Auvers-sur-Oise et d'Ennery. Mais c'est au total 1 392 propriétaires se partageant 5 617 parcelles boisées sur 447 hectares qui seront peu à peu sollicités. Car ce morcellement excessif de terrains explique le désintérêt des propriétaires de ces parcelles de bois dont certains ne connaissent même pas l'emplacement exact. « *Autrefois, on utilisait le bois pour se chauffer et les propriétaires étaient donc obligés de procéder à des coupes tous les vingt ans*, explique M. Claudel. *Depuis la fin de la guerre, les bois ne sont plus exploités. Aujourd'hui, plus de la moitié des arbres sont morts. Si on n'agit pas, il n'y en aura plus d'ici cinq ou six ans* ». M. Jean Lebard fait remarquer que la France est obligée d'importer du bois en raison de cette importante détérioration des forêts. Ainsi, le boisement du Val-d'Oise, tout en ne représentant que 16,5 % du territoire (la moyenne nationale est de 25 %), compte quelque 20 000 hectares dont 16 000 appartiennent à des particuliers. Les espèces le plus souvent rencontrées sont les chênes, les hêtres, les ormes ou encore les acacias.

Il est maintenant urgent de faire prendre conscience aux propriétaires de l'utilité du remembrement, pour mettre fin au morcellement des parcelles, à la destruction des bois, et de l'intérêt d'une production sylvicole ou d'une utilisation des forêts pour les loisirs. L'Etat est prêt à prendre en charge la totalité du coût du remembrement (mille francs l'hectare) et à accorder des subventions à tout propriétaire cherchant à reboiser. Ainsi, le Fonds forestier national a permis depuis sa création en 1946 le remembrement de 2 millions d'hectares de forêt, assurant aux propriétaires une plus-value importante.

Ceux de la vallée de l'Oise ne manquaient pas toutefois de contre-arguments, lors de cette première réunion : « *Ça va être bien entretenu mais les enfants ne pourront plus s'y promener* » ; « *On nous défendra d'aller dans nos bois* », entendait-on ici et là. Et encore : « *Nous sommes capables d'entretenir nous-mêmes nos bois, mais donnez-nous les moyens de les rentabiliser.* » « *Les relations de bon voisinage sont difficiles en agglomération, elles le sont encore plus dans les champs et les bois* ». Charbonnier veut rester maître chez lui...

JACQUELINE MEILLON.

QUAND CHÉNIER BLOQUE LE POS D'ANTONY

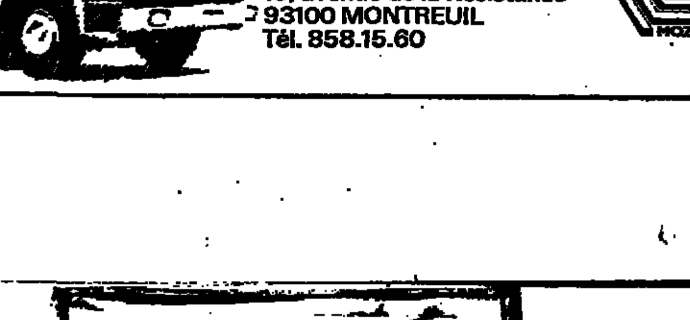
VOILA bientôt un an que la publication par le préfet des Hauts-de-Seine du plan d'occupation des sols de la commune d'Antony se fait attendre. Le conseil général du département a, pendant cette période, opposé successivement à ce POS un certain nombre d'objections portant le plus souvent sur des points mineurs, ce qui fait dire à M. André Aubry, maire communiste d'Antony, « *qu'il s'agit là de prétextes et de manœuvres politiques* » destinés à entraver son action municipale et « *qui ont déjà coûté à la commune, en raison des retards accumulés, plus de 1 milliard de centimes* ».

Quoi qu'il en soit, l'une des objections retenues reposait sur le fait que l'élargissement prévu du C.D. 67, à Antony, entraînerait la démolition d'une maison ancienne classée à l'inventaire des sites sous le nom de maison d'André Chénier. Or au cours des débats du conseil général sur cette question, M. Roger Prévot, président de la commission départementale, a révélé que, selon ses informations, « *la maison en question avait été construite en 1802, soit un an après que le poète eut été décapité* » ! A en perdre la tête...

FRANÇOIS ROLLIN.

l'ensemble industriel confortable en service aux portes de Paris

Nous avons construit MOZINOR, une zone industrielle en étages, avec une autoroute intérieure en prise directe avec la A3.
MOZINOR est une solution rationnelle et confortable pour vous, vos collaborateurs, clients et fournisseurs. Des aires de stationnement P.L.-V.L. à tous les étages / 42.000 m² de surface utile pour usines ou entreprises / l'eau, l'électricité, l'air comprimé, les fluides primaires pour le chauffage / des systèmes de sécurité de haut de gamme / 2,5 hectares d'espace vert / la propriété ou le bail classique avec des formules de location ponctuelle (de 400 à 2.700 m²) / une hauteur de plafond permettant de doubler votre surface...



MOZINOR
l'efficacité
pour votre expansion

Toutes informations :
Monsieur ANCEAU à SADEMO
15, avenue de la Résistance
93100 MONTREUIL
Tél. 858.15.60

MOZINOR

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

2e cycle

Gestion de Personnel

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise

l'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT ou BTS

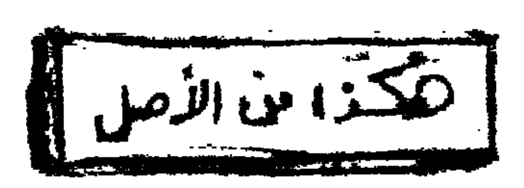
prochaine session de recrutement : 28 mars 1981
date limite de dépôt des dossiers : 21 mars 1981

dossiers de candidatures et brochures détaillées
IGS, 25, rue François-Ier 75008 Paris

établissement privé d'enseignement supérieur



هكذا من الأصل



Logabax: la volonté plus les moyens.

Depuis de nombreuses années, à la pointe de la mini et de la péri-informatique, Logabax a grandi très vite, trop vite peut-être, et cette expansion ne s'est pas faite sans heurts.

Ces difficultés conjoncturelles ont mis en lumière la valeur du capital humain de Logabax et permis d'apprécier la confiance en l'avenir de nos actionnaires, de nos clients, des Pouvoirs Publics. Des apports financiers très importants ont été récemment consentis en faveur de Logabax – 155 millions de Francs –. Ils s'ajoutent au capital technico-commercial, constitué ces dernières années grâce à une constante volonté d'innovation technique et à un souci d'offrir un service complet de qualité.

En France, 5000 clients PME-PMI, des dizaines de grandes entreprises (près de 12000 sites au total) utilisent Logabax. En 1981, 4000 sites supplémentaires seront équipés, de nombreux grands contrats se poursuivant jusqu'en 1984.

Disposant d'une très large gamme de systèmes tout particulièrement adaptés aux besoins des PME, présente sur les marchés de l'informatique répartie et de la micro-informatique, riche également d'un réseau d'avant et d'après-vente très dense, Logabax possède ainsi de nombreux atouts pour affirmer sa position dans le domaine de l'informatique.

Ces atouts, Logabax les conserve. Dotée aujourd'hui de tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de ses engagements – près de 700 MF de prise de commandes en 1981 – Logabax a la volonté et les moyens de faire encore mieux.

Logabax. 79, av. Aristide Briand 94110 Arcueil. Tél. 664.11.30.

Synergie. K.E.

Logabax

Directions régionales: Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Paris, Perpignan, Rouen, Strasbourg.
30 agences. 70 centres de maintenance.

Le Monde

économie

Libres opinions

Symbole et réalité

par JACQUES PETITMENGIN (*)

M. JEAN-PIERRE CHABROL (1) vient de mettre tout son talent d'écrivain au service d'une cause dont ses origines et son tempérament cévenols le poussent à se sentir solidaire. Ce faisant, il traduit sans doute un sentiment assez partagé dans la région. Car, il est vrai qu'il est plus facile d'adhérer aux élans du cœur que de prendre en compte les réalités économiques. Quels sont, en l'occurrence, les faits ?

Depuis le 5 mai 1980, les exploitations du fond du Gard, dans les Houillères des Cévennes, sont en grève.

Des mineurs occupent le puits Destival à Alès et y poursuivent une exploitation sauvage, au mépris des décisions de justice. Ils s'efforcent par des actions diverses souvent en marge de la légalité, d'attirer l'attention sur un conflit qu'ils présentent comme exemplaire dans la défense des richesses nationales, de la profession minière et de la région.

Une vaste campagne de sensibilisation, pour ne pas dire d'intoxication de l'opinion, s'est développée sur la base d'informations et de chiffres délibérément faussés.

Cette campagne essaie d'accréditer l'idée que, d'une part, le gisement dit de Ladrecht, au voisinage du puits Destival, serait une énorme réserve d'anthracite immédiatement exploitable dans des conditions rentables et que, d'autre part, en refusant cette exploitation, les Houillères vont arrêter l'exploitation du charbon des Cévennes et réduire au chômage les mineurs concernés, ce qui aurait pour double conséquence de condamner la région à dépérir et de porter atteinte à l'indépendance énergétique de la France.

Contrairement à ce qui est affirmé, il n'y a pas 8 millions de tonnes de charbon à Ladrecht, mais plusieurs panneaux de charbon, sans doute de bonne qualité, mais dans un gisement difficile et même dangereux — c'est bien pourquoi il n'a pas été exploité jusqu'ici, — dont un seul, de moins de 2 millions de tonnes, serait exploitable à partir du puits Destival, sous réserve de très coûteux investissements.

Les études menées par les experts concluent à un investissement de 65 millions de francs, sans commune mesure avec le crédit de 11 millions de francs voté par l'établissement public régional pour la mise en exploitation de ce seul petit panneau. Dans les hypothèses les plus optimistes, le déficit d'exploitation serait de 168 francs à la tonne, soit de l'ordre de 50 millions de francs par an. Il convient à ce propos de rappeler que le prix de revient des exploitations du fond des Cévennes, le plus élevé de toutes les mines françaises, était en 1979, dernière année avant la grève, de 858 francs la tonne pour un prix de vente moyen de 392 francs, soit un déficit de 466 francs pour chaque tonne produite. L'aide moyenne de l'Etat, qui s'élève actuellement à quelque 100 francs par tonne, est loin de couvrir ce déficit.

La sympathique verve cévenole de M. Jean-Pierre Chabrol ne peut rien contre les impératifs économiques, peu souriants, certes, mais tangibles, dont une entreprise responsable ne peut faire abstraction.

Qu'ont proposé précisément les Houillères du Centre et du Midi face à cette situation ? Arrêter ou réduire la production de charbon cévenol ? Non. Licencier les mineurs ? Non.

Le programme des Houillères consiste à reporter la production sur place dans d'autres gisements proches et combien plus faciles à exploiter, puisqu'il s'agit de mines à ciel ouvert. Des gisements de ce type existent en effet, et, dès maintenant, un total de réserves assurées de plus de 4 millions de tonnes a été inventorié, permettant une production de 350 000 tonnes par an pendant douze ans, dans une exploitation où sept cents mineurs travaillent déjà actuellement.

Cette exploitation ne présente que des avantages.

● Elle maintient et permet même de développer la production des Houillères des Cévennes et le niveau d'activité de l'entreprise, avec tout ce que cela implique pour l'économie régionale.

● Elle est rentable : les conditions d'exploitation sont telles que l'équilibre financier peut être atteint sans acune aide de l'Etat et que même un léger bénéfice peut être envisagé.

● Elle préserve le niveau de l'emploi, et tout mineur cévenol qui le désire se trouve assuré de conserver un emploi dans les Houillères des Cévennes pendant plus de dix ans.

● Elle permet aux mineurs du Gard d'échanger un travail au fond, pénible et dangereux, pour une activité à ciel ouvert, dans des conditions évidemment sans commune mesure, le mettant notamment à l'abri des risques de silicose.

On peut ainsi mieux comprendre notre volonté de développer, chaque fois que cela est possible, des exploitations à ciel ouvert dans le cadre de notre politique d'optimisation des ressources charbonnières françaises.

Quant au charbon laissé au fond, ce n'est pas une richesse perdue, il pourra toujours être exploité dans l'hypothèse de circonstances tout à fait exceptionnelles.

Ceux qui dramatisent un problème qui n'est pas sans solution, et tentent d'en faire un symbole national alors qu'il est tout au plus local, démontrent bien le fondement purement politique de leur action. Economiquement, socialement, la grève n'a aucune justification.

Elle ne peut avoir d'autre issue que celle proposée par l'entreprise. Car ce n'est pas en s'attachant à des symboles, aussi attrayants soient-ils, mais aux réalités économiques qu'on peut gérer une entreprise industrielle, fût-elle publique.

(*) Directeur général des Charbonnages de France.

(1) *Le Monde* daté 22-23 février 1981.

Dans le cadre de sa collection « ANALYSES DE SECTEURS »

DAFSA vient de publier un ouvrage intitulé :

LES ÉTABLISSEMENTS DE FINANCEMENT DES VENTES A CRÉDIT

Parmi les formes de crédit à la consommation, le financement des ventes à crédit de biens déterminés (automobiles, appareils électro-ménagers, meubles...) n'a pas connu ces dernières années, jusqu'en 1978, une évolution très favorable, à cause de la très forte concurrence des prêts personnels non affectés. En effet, la part du financement des ventes à crédit (F.V.C.) dans l'ensemble des crédits à la consommation est passée de 64,2 % en 1960 à 49,8 % en 1979, alors que la part des prêts personnels est passée de 11,1 % à 39,7 %. En 1979, grâce à l'assouplissement de la réglementation (allongement des durées de remboursement et suppression du versement initial), on a assisté à un développement du F.V.C. (+ 27,5 %/1978), mais, compte tenu du coût et des modalités comparés à ces deux formes de crédit à la consommation, on peut penser que la tendance observée antérieurement à 1979 se maintiendra, comme l'exemple allemand en témoigne.

Parallèlement à cette concurrence entre produits, on assiste à une déspécialisation de l'activité qui prend deux formes :
— l'entrée, sur le marché du F.V.C., des banques qui prennent une part de plus en plus importante de ce marché (en 1975 les banques ne distribuaient que 18 % des crédits de F.V.C. contre 26,2 % en 1979) au détriment des établissements financiers ;
— la tendance des établissements financiers à opter pour le statut de banque afin d'élargir la gamme de leurs services (prêts personnels et autres formes de crédit) et de pouvoir collecter des dépôts auprès de la clientèle.

C'est ainsi que le nombre d'établissements financiers spécialisés dans le F.V.C. tend à diminuer — 388 en 1979 contre 403 en 1975 et 421 en 1970 — soit par changement catégoriel (modification de la spécialisation en tant qu'établissement financier ou adoption du statut de banque), soit par disparition des petites sociétés dont la surface financière réduite ne permettait pas leur adaptation aux techniques modernes de gestion (informatisation).

Les principales sociétés de financement de ventes à crédit ont été présentées dans le cadre du Groupe auquel elles appartiennent. Les bilans et comptes de résultats des douze plus importantes ont été analysés sur une période de cinq années, de façon à dégager les agrégats les plus significatifs (encours de crédits, endettement, marge financière...).

Les ratios calculés permettent de comparer les sociétés entre elles et font ressortir le rendement des emplois, le coût de l'endettement, la marge financière, l'importance des frais de personnel et des autres frais généraux dans la marge, et la rémunération du capital.

Cette étude est disponible auprès du Bureau de vente DAFSA, 7, rue Bergère - 75009 PARIS.

ÉTRANGER

Les syndicats italiens infléchissent leur stratégie

Ils s'attacheront davantage à la défense des salaires

De notre correspondant

Rome. — L'assemblée des mille deux cents délégués des trois confédérations italiennes, C.G.I.L., C.I.S.L., U.I.L., en présence des trois secrétaires généraux, MM. Lama, Carniti et Benvenuto, s'est achevée, le 6 mars, à Montecatini, sur une légère correction de tir de la stratégie du syndicalisme italien plus que sur l'amorce d'un tournant.

Après trois jours de débats parfois houleux, les délégués ont voté une plate-forme plutôt modérée, dans la ligne de la « *svolta* » (tournant) de 1978, qui privilégiait l'importance des réformes de structures plus que la lutte à outrance pour les salaires. Reste néanmoins que les directions syndicales ont dû tenir compte des problèmes créés par la mauvaise humeur d'une partie de la « base », et du développement de « comités de lutte » ou de syndicats autonomes qui, notamment dans les transports et les services, ont animé des grèves sauvages très suivies sur les problèmes des salaires. En 1977, la fédération unitaire, qui regroupe les trois confédérations C.G.I.L., C.I.S.L. et U.I.L., avait accepté la non-indexation sur l'augmentation du coût de la vie des indemnités d'ancienneté versées lors du départ à la retraite. Pour abolir ce décret-loi, les syndicats autonomes d'une part, mais surtout un groupe d'extrême gauche Democrazia proletaria, avaient commencé de recueillir des signatures pour un référendum. De nombreux syndicalistes avaient signé. Les confédérations syndicales vont donc, après une ample consultation des assemblées de base dans les entreprises, commencer une négociation avec le patronat pour le réajustement de ces indemnités, « *entamées d'une façon anormale par l'inflation* ». D'autre part, si le pouvoir d'achat des bas revenus est resté intact, celui des moyennes et hautes rémunérations a été assez fortement entamé par l'inflation. Les syndicats insisteront donc désormais sur « *la reconnaissance salariale de la professionnalité* ».

La plate-forme des trois confédérations est restée en revanche assez floue sur le problème de la réduction des horaires de travail, d'autant que la C.G.I.L. (à dominante communiste) et l'U.I.L. (à dominante socialiste), contrairement à la C.I.S.L. (à dominante chrétienne), ne pensent pas qu'il s'agisse d'un moyen de créer de nouveaux emplois.

Ce « *cours nouveau* » du syndicalisme italien a suscité une dure réaction de la « *confindustria* » (organisation du patronat italien) qui juge que l'assemblée de Montecatini représente un nouveau tournant « *où réapparaissent les poussée corporatistes qui ont caractérisé ces dix dernières années et sont à l'origine de l'inflation* ».

Si les trois confédérations insistent plus désormais sur les revendications salariales, l'ampleur du changement stratégique semble limité. Dans son intervention, M. Luciano Lama, secrétaire de la C.G.I.L., avait déclaré : « *S'il était vrai que nous avions décidé de passer de la stratégie des réformes à une politique salariale d'assaut, cela signifierait que nous aurions décidé de nous replier sur nous-mêmes, mettant en avant une stratégie de répartition des miettes dans laquelle les travailleurs seraient perdants.* »

MARC SÉMO.

En Grande-Bretagne

Mme Thatcher est décidée à ne pas reculer devant la grève des fonctionnaires

De notre correspondant

Londres. — L'ordre de grève de vingt-quatre heures, lancé pour ce lundi 9 mars dans les services publics britanniques, devrait être suivi à 90 %, selon les syndicats. Il aura notamment pour effet la fermeture de tous les aéroports britanniques, privés des contrôleurs du ciel, ainsi que des services de contrôle de l'immigration et des douanes, qui ont également entraîné la paralysie des ports.

Cet arrêt de travail de vingt-quatre heures n'est, selon les syndicats, que le prélude à un mouvement important et concerté de grèves tournantes qui affectera la défense nationale ainsi que la perception des impôts.

La grève des services informatiques risque, en effet, d'affecter gravement le système secret de surveillance des communications militaires, ainsi que le centre de repérage des mouvements des navires soviétiques. La livraison de pièces d'armements et de pièces détachées à la marine sera également retardée. Enfin, la manœuvre de l'OTAN « Wintex », prévue pour cette semaine, sera sérieusement compromise par l'arrêt de travail.

Les arrêts sélectifs de travail entraîneront aussi de sérieuses difficultés dans la perception des impôts, et plus particulièrement de la T.V.A. Les syndicats prévoient qu'un mouvement prolongé privera l'Etat d'environ 1 milliard de livres de revenus par semaine, ce qui l'obligera à emprunter encore davantage pour faire face à ses obligations.

En tout cas, la grève des fonctionnaires a été bien préparée. Avec un fonds de grève de 3 millions de livres, les syndicats sont en mesure de dépenser 250 000 livres par semaine afin d'assurer à chaque gréviste 80 % environ de son traitement. En outre, les syndicats ont délibérément choisi de déclencher leur mouvement à la veille de la présentation du nouveau budget devant la Chambre des communes. Ils escomptent que le gouvernement sera obligé de retarder de plusieurs jours le tour de vis fiscal annoncé et, plus particulièrement, l'augmentation des impôts sur l'alcool, le tabac, le pétrole, spécialement impopulaires.

De toute évidence, ceux qu'on appelle souvent par dérision « *la brigade des parapluies* » (le parapluie, s'ajoutant au chapeau melon et au pantalon rayé, complète l'image stéréotypée des serviteurs de l'Etat) entendent démontrer qu'un arrêt de travail dans les services publics peut avoir des effets aussi désastreux pour le public qu'une grève des mineurs ou des travailleurs des eaux et des égouts. Mais, bien qu'exceptionnellement l'action de grève soit soutenue par tous les syndicats de la fonction publique, il faut s'attendre à certaines défections dues au sentiment de loyalisme envers la souveraine.

Le gouvernement et Mme Thatcher sont, en tout cas, fermement décidés cette fois à ne pas reculer. Les milieux officiels rappellent que les travailleurs des administrations locales ont accepté 7,5 % d'augmentation, ainsi que les enseignants. Mais les syndicats de la fonction publique ne présentent pas seulement des revendications salariales (ils réclament 15 % d'augmentation contre 7 % offerts par le gouvernement). Ils demandent également que les traitements de la fonction publique soient calculés sur la base d'une comparaison avec ceux du secteur privé.

HENRI PIERRE.

AUTOMOBILE

British Leyland dément qu'une prise de participation de Honda dans son capital soit envisagée

Honda envisagerait de prendre une participation dans le capital de British Leyland, à la demande du gouvernement britannique, a annoncé, à Tokyo, un porte-parole du constructeur japonais. Un groupe de travail serait chargé d'étudier la forme que pourrait prendre cette participation dans le groupe britannique, contrôlé à 86 % par l'Etat.

A Londres cependant, les responsables de British Leyland démentent cette information et déclarent ne pas en comprendre l'origine : « *Il n'y a aucun accord avec Honda sur une extension de la coopération* », dit-on.

En décembre 1979, Honda avait accordé à British Leyland la licence de fabrication d'une voiture qui sera commercialisée sous la marque Triumph Acclaim et dont la production doit démarrer en juin 1981.

Il est vrai cependant que les difficultés de British Leyland sont loin d'être terminées, puisque, malgré le soutien financier du gouvernement britannique, les pertes ont atteint, en 1980, le chiffre record de 400 millions de livres (4,4 milliards de francs) et qu'un redressement éventuel n'est envisagé que pour 1983 ou 1984.

En France

LES VENTES D'AUTOMOBILES NEUVES ONT CONTINUÉ A DÉCROITRE EN FÉVRIER

En février le niveau des immatriculations en France de voitures neuves n'a pas été meilleur qu'en janvier, indiquent les chiffres provisoires publiés par la Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles. Globalement, on a immatriculé 134 353 automobiles contre 163 137 en février 1980, soit une baisse de 17,6 %. Encore ce total cache-t-il une baisse de 23,6 % des ventes de voitures françaises (100 147 contre 131 057) et une légère progression (6,6 %) des importations de voitures étrangères (34 206 contre 32 080 un an plus tôt).

En deux mois, le recul des immatriculations totales est de 15,5 % par rapport aux deux premiers mois de 1980 (269 421 contre 318 645), celui des voitures françaises de 22,5 % (197 700 contre 254 972), tandis que la progression des automobiles étrangères est de 12,6 % (71 721 contre 63 673).

La Chambre syndicale, sans nier la médiocrité du marché, fait cependant remarquer que les résultats de 1980 étaient particulièrement élevés et que l'évolution en pourcentage en est aggravée.

● *La British Steel*, société sidérurgique britannique nationalisée, souhaite accroître sa collaboration technique avec la Nippon Steel, l'un des plus puissants producteurs d'acier au monde. Cette information, donnée par la presse londonienne, a été confirmée par la société japonaise.

ECONOMIE POLITIQUE CONTEMPORAINE
Jean-Pierre LORRIAUX

POUR MIEUX COMPRENDRE L'ECONOMIE
LE SEUL OUVRAGE QUI TRAITE INTEGRALEMENT LE PROBLEME D'ECONOMIE DU PROBATOIRE AU D.E.C.S.

« *Ce livre deviendra vite un ouvrage de références.* » « L'usine nouvelle »

« *Clarté d'expression et souci de pédagogie.* » « Valeurs actuelles »

LE SEUL LIVRE PREPARANT A L'EPREUVE D'ECONOMIE AU PROBATOIRE DU D.E.C.S.

Chez votre libraire ou à ECONOMICA (65 F).



isa
INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 JOUY-EN-JOSAS – TÉL. LIGNE DIRECTE (3) 956.43.61 OU (3) 956.80.00 POSTES 430, 434, 488, 476, 482.
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (HEC-ISA-CFC).

En vue de la rentrée de septembre 1981 date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la 2e session : lundi 16 mars 1981.

AGRICULTURE

Prix agricoles

« Usque non descendam »

Georges, lundi ; Michel, mardi ; Jacques, mercredi ; François, jeudi. Et pourquoi pas Valéry dimanche ? Le Salon de l'agriculture (ou plutôt le monde agricole qu'il est censé représenter) est très sollicité par les candidats à l'élection présidentielle ; qui le visiteront donc, M. Marchais dès ce lundi 9 mars ; M. Chirac, mercredi avec les enfants des écoles ; M. Mitterrand viendra jeudi et M. Michel Crépeau, samedi, la veille de la fermeture. M. Debatisse a annoncé sa visite pour mardi, mais lui n'est pas candidat. Il est secrétaire d'Etat aux industries agricoles et alimentaires.

M. Méhaignerie, Pierre, était là dimanche. C'est normal puisque le ministre de l'agriculture inaugurait le Salon de l'agriculture. « Celle-ci, *a-t-il déclaré,* est un atout pour la France de demain », « mais, *a-t-il ajouté,* elle doit mieux maîtriser ses coûts de production pour accéder au marché national ». *Le ministre a dressé un* « très bon bilan pour 1980 », *puisque* « les exportations agro-alimentaires ont augmenté » *et que* « la France est devenue le deuxième exportateur mondial en ce domaine », *tandis que* « les consommateurs étaient gagnants ». *Si l'agriculture a été gagnante en 1980,* « elle doit l'être en 1981, mais les agriculteurs aussi », *a dit le ministre. C'est là, en effet, que le bilan n'est plus aussi rose : la chute du revenu qui a affecté les agriculteurs rend ces derniers perplexes sur la reconduction du sortant. D'où l'intérêt des candidats pour les vaches, les cochons et les couvées.*

Pour résoudre ce problème de revenu, M. Méhaignerie estime qu'il faut obtenir d'abord de Bruxelles une hausse de prix de 10 % à 11 %, « qui serait certainement un minimum ». *Souhaitons pour les agriculteurs que M. Méhaignerie ne discoure pas trop avant le 1er avril, date officielle de l'entrée en vigueur des nouveaux prix agricoles, car le 26 février, lors du congrès de la F.N.S.E.A., il avait déclaré qu'il se battrait pour une augmentation aussi proche que possible du chiffre réclamé par les organisations agricoles. Celles-ci veulent 15,3 %. Le 6 mars, il précisait qu'un relèvement de 12 % serait une* « bonne chose ». *Dimanche 8 mars, 10-11 % serait un minimum.* Usque non descendam ? — *J. G.*

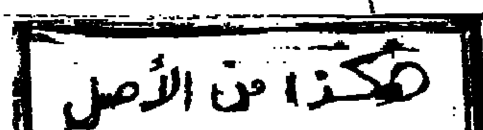
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou Dép. —		DEUX MOIS Rep. + ou Dép. —		SIX MOIS Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	5,0150	5,0200	— 220	— 180	— 350	— 315	— 900	— 770
$ can.	4,1850	4,1890	— 215	— 160	— 370	— 310	— 750	— 610
Yen (100)	2,4215	2,4260	+ 35	+ 70	+ 140	+ 180	+ 520	+ 610
DM	2,3560	2,3600	— 60	— 30	— 75	— 45	— 75	+ 5
Florin	2,1300	2,1340	— 5	+ 15	+ 15	+ 45	+ 100	+ 170
F.B. (100)	14,3680	14,3845	— 215	— 90	— 370	— 240	— 875	— 350
F.S.	2,5740	2,5790	+ 50	+ 90	+ 120	+ 160	+ 420	+ 580
L. (1 000)	4,8690	4,8775	— 350	— 270	— 550	— 460	—1400	—1200
£	10,9680	10,8790	— 150	— 60	— 120	— 10	+ 350	+ 670

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	10 3/4	11 1/4	13 3/4	14 1/8	13 3/4	14 1/8	13 1/4	13 1/2
$ E.-U.	15 3/4	16 1/4	16 1/8	16 5/8	16 1/4	16 1/2	16 3/8	16 7/8
Florin	11	11 3/8	11 1/4	11 5/8	11 3/8	11 7/8	11 1/2	11 7/8
F.B. (100)	9	10	12 1/4	12 3/4	13 1/4	13 3/4	13 3/4	14 1/4
F.S.	1	2	9	9 3/8	9	9 3/8	9 1/8	9 1/2
L. (1 000)	15	16	17 1/2	19	17 3/4	19	18	19 1/2
£	15 1/2	16	13 1/8	13 5/8	12 5/8	13	12	12 3/8
Fr. franc	11 1/4	11 1/2	11 3/4	12	12 1/8	12 3/8	13 1/8	13 3/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



هكذا من الأصل

CONJONCTURE

Une enquête de l'INSEE

Les Français n'ont jamais été aussi pessimistes depuis le début de la crise

Les Français sont pessimistes comme jamais ils ne l'ont été. Leur moral est au plus bas si l'on en croit l'enquête effectuée par l'INSEE auprès des ménages, et publiée le 5 mars. Depuis 1958, l'Institut national de la statistique et des études économiques se livre à ces enquêtes, qui, d'abord bi-annuelles, sont devenues tri-annuelles à partir de 1964. Un peu plus de huit mille ménages y expriment *leurs sentiments* sur la situation économique du moment et font part de leurs intentions d'achat. On est donc plus près du sondage que des données statistiques.

Reste que, sur le plan politique, ce baromètre a son utilité à l'approche des échéances électorales. D'aucuns n'hésitent pas à affirmer qu'il vaut intention de de voter. Eliane Mossé (1) prétend qu'*« une étude attentive des résultats de l'enquête de janvier 1968 aurait, peut-être, permis de prévoir les événements de mai »*. Elle résume ainsi la situation révélée à cette époque par l'INSEE : *« Inquiétude croissante pour l'avenir, désir d'accéder à de nouveaux biens de consommations ; mais impossibilité matérielle de satisfaire ces désirs. Cette conjonction était, on l'avouera, explosive »*.

Dix ans plus tard, à la veille d'élections législatives que l'on pouvait croire favorable à la gauche, n'aurait-on pas dû, au contraire, pronostiquer une stabilité parlementaire ? Pourquoi donc les Français auraient-ils aspiré au changement alors que l'opinion, tant en ce qui concerne l'emploi que les prix ou le niveau de vie, faisait preuve d'un certain optimisme ? Ainsi, 40,5 % des ménages interrogés, contre 54 % un an auparavant, estimaient que le niveau de vie des Français s'était dégradé depuis six mois ; 39,5 % (contre 30 %) qu'il était resté stationnaire et 20 % (contre 16 %) qu'il s'était amélioré ; 77,5 % (contre 58 %) pensaient qu'il allait rester ce qu'il était, voire s'améliorer. Quant à l'emploi, seulement 32,5 % des ménages étaient persuadés que, dans les prochains mois, le nombre de chômeurs allait augmenter, alors que 50 % le croyaient un an auparavant *et que 65 % le croiraient un an* après.

Au mois de janvier 1981 on est loin de voir la vie sous cet aspect. Jamais les ménages n'ont été aussi pessimistes à propos de la situation de l'emploi qui, pour 76,5 % d'entre eux, ira en empirant. Il n'y a guère que 3,5 % des personnes interrogées à imaginer une diminution du chômage (contre 15 % en janvier 1978) ; 63,5 % pensent que le niveau de vie s'est dégradé et 56 % qu'il se dégradera encore (contre 22,5 % en 1978). Enfin, alors que 65,5 % (contre 38 % en 1978) déclarent que les prix ont beaucoup augmenté, 76 % pensent que la hausse sera aussi rapide ou même plus rapide au cours des prochains mois (contre 51,5 % en 1978).

La morosité s'étend aux comportements de consommation : ce n'est pas le moment favorable pour faire des achats importants ; mieux vaut mettre de côté le peu d'argent que l'on a, disent les *ménages. Indépendamment des* facteurs purement politiques — l'opposition rend les indicateurs de prévisions plus ou moins opérants selon qu'elle est unie ou qu'elle ne l'est pas — l'enquête de l'INSEE doit rendre fébrile plus d'un conseiller des candidats à l'élection présidentielle.

« La satisfaction que traduisait l'enquête auprès des ménages de janvier 1973 aurait dû conduire l'opposition de gauche à une prudence à laquelle les sondages victorieux des instituts d'opinion ne l'incitaient guère », rappelle Eliane Mossé. Le compliment vaut peut-être pour la majorité aujourd'hui.

Tout porte à croire que les mentalités ont changé. Le sentiment d'une inéluctable dégradation s'inscrit dans les courbes depuis janvier 1980, comme si, à partir de ce moment, ressentant les effets de la crise, les Français s'étaient résignés à l'accepter et s'organisaient en conséquence. En pareille circonstance, le risque de change rien s'accepte mieux aussi.

FRANÇOIS SIMON.

(1) Eliane Mossé : *Comprendre l'économie*, Le Seuil.

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

● *Le groupement d'intérêt économique ovin du Centre-Ouest*, qui réunit neuf associations de producteurs de la Haute-Vienne, de la Vienne, des Charentes, de l'Indre, vient de lancé sur le marché l'« agneau *Limousin-Poitou* ». Le groupement représente, à partir de huit abattoirs, une production annuelle d'un million cinq cent mille agneaux qui *ont* en commun d'être des animaux « d'herbe ».

● *Quatre cas de fièvre aphteuse ont été enregistrés dans les Côtes-du-Nord.* — Les foyers de la maladie se trouvent à Henansal et à Henanbihen, une région de grande production porcine qui, par décision préfectorale, est coupée du monde depuis dimanche soir 8 mars afin d'éviter le retour d'une épizootie comme en 1974.

Le cheptel des quatre exploitations, soit au total 4 000 porcs et 140 bovins, est en cours d'abattage. Dans un rayon de 12 kilomètres autour des foyers d'infection, tous les animaux d'élevage, soit environ 500 000 bêtes, devront être vaccinés. — *(Corresp.)*

Energie

● *Un milliard de francs seront consacrés à l'exploration en France en 1981.* — Plus de 1 milliard de francs seront consacrés cette année à la recherche d'hydrocarbures *sur le territoire français*, estime M. Capron, le directeur des hydrocarbures du ministère de l'Industrie dans un *entretien accordé à la revue Pétrole information*. Déjà l'activité des opérateurs pétroliers s'est fortement accrue (+ 43 %) avec *161 084 mètres carrés forés, dont* les deux tiers par Elf-Aquitaine.

● *Cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, dément toute réduction de production de pétrole.* — Cheikh Yamani a démenti, le 8 mars, à Bahrein, que les membres de l'OPEP, réunis à Genève le mois dernier, aient décidé d'une réduction programmée de leurs productions *(le Monde* daté 1er et 2 mars). *« Nous n'avons pas envisagé de programme de réduction, et ce qui a été écrit est faux »*, a-t-il précisé à l'agence Reuter, tout en refusant de parler des projets de l'Arabie Saoudite quant à son niveau de production.

Social

● *Chômage technique chez Usinor, à Neuves-Maisons* (Meurthe-et-Moselle). — Les trois mille ouvriers ne travailleront pas, du 28 mars au 4 avril, en raison d'un *fléchissement important* des commandes.

● *Ouverture de négociations chez Corning-France.* — La direction des usines Corning-France (verrerie et fabrique de tubes de T.V. couleur), situées à Bagneaux-sur-Loing (Seine-et-Marne), et les représentants syndicaux C.G.T. et C.F.D.T. ont entamé des négociations, ce lundi 9 mars, pour tenter de résoudre le conflit qui les oppose depuis plusieurs semaines et qui porte, en particulier, sur les contrats de travail temporaire. — *(Corresp.)*

● *Les fonctionnaires C.F.T.C. et l'assurance-chômage.* — Hostile à l'idée d'une éventuelle cotisation de chômage acquittée par les agents de l'Etat, la fédération des fonctionnaires C.F.T.C. estime que *« si le gouvernement désire imposer une cotisation exceptionnelle, celle-ci doit être soit fiscalisée, c'est-à-dire mise à la charge de tous les contribuables, soit être prélevée sous forme de cotisation nouvelle et, à ce titre, mise à la charge de tous les salariés et des entreprises »*.

● *Poursuite de la grève dans une usine de Pont-à-Mousson.* — Près de 75 % des deux mille deux cents salariés de l'usine Pont-à-Mousson de Fumel (Lot-et-Garonne) continuent la grève qu'ils ont déclenchée, il y a une semaine, à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., pour appuyer des revendications relatives au déroulement des carrières. Cette usine est spécialisée dans la fabrication de canalisation de freins pour la S.N.C.F. et des constructeurs automobiles.

(Publicité)

AVIS DE CONCOURS

Titulaires d'une licence de sciences, sciences économiques, sciences de gestion ou d'un titre équivalent.

Un concours est ouvert, en vue de recruter des intendants militaires, aux candidats et candidates âgés de moins de 25 ans.

Il comporte :

- — Des épreuves de culture générale (écrit et oral) ;
- — Une épreuve de contraction de texte (écrit) ;
- — *Une épreuve à option : sciences économiques, mathématiques, physique, chimie (écrit) ;*
- — Une épreuve « débat-discussion » (oral) ;
- — Une épreuve de langue vivante (oral) ;
- — Des épreuves facultatives : recherche opérationnelle, informatique, gestion, biochimie (écrit) ;
- — Des épreuves sportives.

En 1981 le concours aura lieu à PARIS dans les conditions suivantes :

- — Epreuves écrites : du 11 au 13 mai ;
- — Epreuves orales : du 1er au 4 juillet.

Date limite de dépôt des candidatures : le 30 MARS dernier délai.

Pour tous renseignements, écrire ou téléphoner à :
Ecole supérieure de l'intendance — 1, place Joffre, 75700 PARIS
Téléphone : 550-32-80 - Poste 33 194

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINIÈRE

A l'issue de négociations, dont il a été fait état à l'occasion de la récente augmentation de capital, la Compagnie métallurgique et minière (C.M.M.) vient d'acquérir une participation majoritaire dans le capital de la société des Ateliers de Glos (A.T.G.) qui exploite dans la région de Lisieux (Calvados) deux usines *produisant, notamment sous* la marque commerciale Tolkit, des éléments de tôlerie fine destinés aux industries électroniques et informatiques.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale de A.T.G., convoquée pour le 20 mars, de compléter *le conseil afin de tenir compte de* cette participation et il sera également proposé au nouveau conseil de nommer M. Pierre Collantier président *de A.T.G., M. Jean Sevestre* conservant les fonctions de directeur général.

sdr CENTREST

Société de développement régional
Bourgogne, Franche-Comté, Nivernais

Les comptes de la société qui seront présentés à l'assemblée générale du 19 juin prochain font ressortir, *après dotation* aux amortissements, provisions et impôts pour un montant global de 12 819 000 francs, un bénéfice net de 7 690 000 francs, en progression de 25 % sur 1979. Sera *proposée* à l'assemblée, la distribution d'un dividende net de 10,50 F par action, assorti d'un crédit d'impôt de 5,25 F.

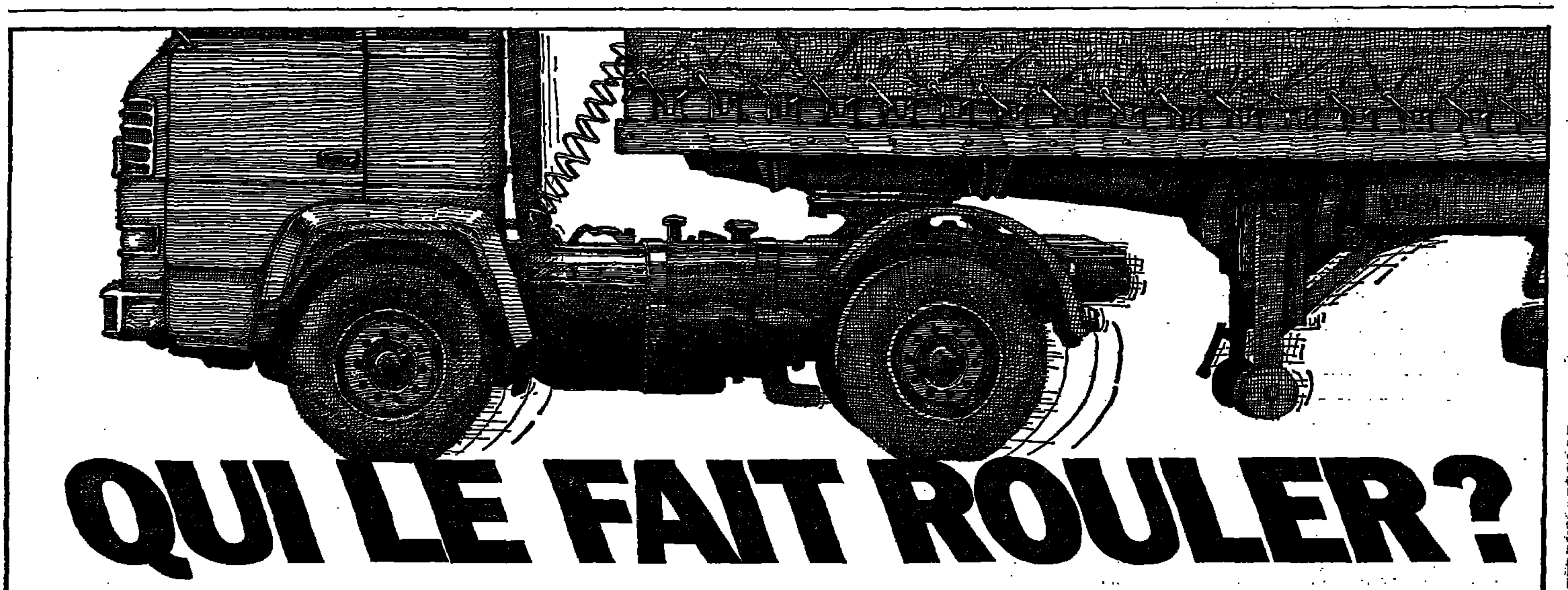
Plus de 360 millions de francs de *concours ont été décidés en* 1980 au profit de 386 entreprises régionales, sous forme de prises de participation et de prêts à long et moyen terme. Huit interventions ont été pratiquées sous forme de prêts participatifs pour un montant de 9 millions 400 000 francs.

BANQUE PRIVÉE DE GESTION FINANCIÈRE - B.P.G.F.

Dans le cadre d'une rationalisation de ses participations, la Société générale a cédé les actions qu'elle détenait dans le capital de la Banque privée *de* gestion financière. Celles-ci ont été acquises par le Crédit lyonnais — qui est désormais actionnaire de cette banque à hauteur de 5 % du capital — par le groupe de la Société générale de Belgique et la Banque J. Henry Schroder Wagg and Co Limited, qui ont, à cette occasion, renforcé leur participation dans le capital.

Le Crédit lyonnais sera prochainement coopté, en qualité d'administrateur *de la B.P.G.F. et* représenté au conseil d'administration par M. David Dautresme, directeur général adjoint.

Ces acquisitions sont actuellement soumises à l'approbation des autorités de tutelle.



Un transporteur diligent.

Un 38 tonnes qui roule, c'est un transporteur *qui fait son métier. Un transporteur* qui, en chef d'entreprise responsable, a su investir pour s'équiper. Investir pour réussir.

En financant pendant 4 ans le tracteur et sa semi-remorque, UFB-Locabail fait, elle aussi, son métier. Et elle continuera à le faire en financant, *tôt ou tard, pour ce même* transporteur, un chariot élévateur. Ou un hangar. Ou un ordinateur.

Crédit ou crédit-bail? Quelle durée? *Remboursements égaux ou inégaux?* Avec aide fiscale?

UFB-Locabail répond immédiatement *et clairement à ces questions. Et, surtout,* elle vous apporte le financement qui convient aussi bien à votre projet d'inves*tissement qu'à votre trésorerie. Vite.* En 24 heures s'il le faut.

Créée spécialement pour faciliter l'équipement des PME et des PMI, depuis plus *de 30 ans, UFB-Locabail s'y consacre dans* tous les secteurs d'activité, dans tous les coins de France. En s'appuyant sur la connais*sance que ses équipes spécialisées par* catégorie de biens d'équipement ont de l'économie des matériels, de l'évolution des *techniques, des fluctuations des marchés.*

En s'appuyant aussi sur l'expérience que ses Conseillers en financement tirent des milliers de visites rendues chaque *année aux chefs d'entreprise à partir de* ses 64 Bureaux Régionaux.

UFB-Locabail, c'est en France le premier *établissement spécialisé dans le financement* des équipements des PME-PMI.

1 tracteur routier sur 5 est financé par UFB-Locabail. Ce n'est pas un hasard.

La banque de l'équipement. UFB LOCABAIL

43, Quai de Grenelle. Paris 15e. Tél : 571.60.60.

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euromarché

Les émissions en sterling et en yens, les seules attrayantes

DEUX *marchés obligataires* vont actuellement à contre-courant de la hausse généralisée des taux d'intérêt : ceux qui sont libellés en sterling et en yens. Partout ailleurs, les taux d'intérêt poursuivent une ascension qui, en Europe, a été provoquée il y a deux semaines par l'Allemagne. Aux Pays-Bas, l'État a lancé un emprunt intérieur d'une échéance de dix ans avec un coupon de 12 %, le taux d'intérêt le plus haut que le gouvernement de ce pays ait jamais proposé. Ce coupon a fait énormément de tort à l'émission sur le *marché intérieur de 200* millions de florins, également sur dix ans, que la Banque mondiale avait lancée une semaine plus tôt sur la base d'un coupon de 11,25 % seulement. L'emprunt de la Banque mondiale émis à 99 pour donner un rendement de 11,45 % n'a pu être entièrement souscrit. En revanche, l'emprunt de l'État néerlandais, destiné en partie aux investisseurs étrangers connaît un grand succès.

L'augmentation du taux d'intérêt sur les obligations de caisse d'une durée de trois à six ans, émises par les grandes banques helvétiques, même si elle avait été largement anticipée, aura vraisemblablement pour effet d'entraîner une augmentation des coupons de 5,50 % dont les emprunts des grands débiteurs du pays bénéficiaient jusqu'à ce jour.

Dans l'envolée générale des taux d'intérêt en Europe, Vienne la belle et l'insouciante a elle-même été à son tour contrainte de se plier à la règle, et ce d'autant plus que l'économie autrichienne est en étroite symbiose avec tout à la fois celle des Germains et celle des Helvètes.

C'est donc, tout compte fait, le marché euro-obligataire libellé en sterling qui devrait retenir la vedette cette semaine. En effet, le budget que le chancelier de l'échiquier de Sa Gracieuse Majesté, sir Geoffrey Howe, va détailler ce mardi aux Communes devrait entre autres mesures comprendre une diminution de 2 à 4 % du taux de base bancaire au Royaume-Uni. Le premier de ces pourcentages apparaissait en fin de semaine comme plus vraisemblable parce qu'une réduction de 4 % serait un virage à 180 degrés de la politique monétaire jusqu'à ce jour suivie et réaffirmée par Mrs Thatcher, le premier ministre. Comme la « dame de fer » ne peut se permettre une flexibilité qui reviendrait à sérieusement mettre en doute la dureté du métal auquel son caractère est associé, il faut donc plutôt s'attendre à une baisse de seulement 2 % du taux de base bancaire en Grande-Bretagne. Une telle décision serait toutefois encore suffisante, compte tenu de la hausse simultanée des taux d'intérêt dans pratiquement tous les autres pays du monde, à mettre le sterling non pas peut-être à la portée de toutes les bourses mais tout au moins à celle d'un grand nombre d'emprunteurs internationaux. Qui, il y a seulement trois mois, aurait jamais pu penser qu'un jour viendrait où il serait plus économique, plus simple et plus sûr d'emprunter en sterling qu'en mark allemand ?

Les eurocouronnes

Le yen est avec la livre sterling la seule autre devise internationale attrayante pour les débiteurs internationaux parce que les taux d'intérêt sont en principe orientés à la baisse au Japon, où l'on attend depuis déjà un certain temps une diminution de 0,75 % à 1 % du taux d'escompte.

Il faut également mentionner, malgré sa modestie, un autre secteur du marché euro-obligataire où le gain de l'argent est encore relativement avantageux pour les emprunteurs. C'est celui de l'eurocouronne norvégienne. A ce jour seulement cinq euro-emprunts ont été émis dans cette pétrodevise condamnée à se revaloriser sous l'influence de son or noir. Une sixième émission d'un montant de 100 millions d'eurocouronnes devrait être lancée ce lundi par la Banque Nordique d'Investissements. D'une durée de cinq ans, cet emprunt devrait être assorti d'un rendement de 10,25 %. C'est là actuellement, si l'on fait exception de la Suisse, l'un des taux d'intérêt les plus bas qu'on puisse trouver en Europe. Le marché des emprunts en eurocouronnes norvégiennes est étroit et les transactions secondaires y sont peu nombreuses. La question pour les investisseurs est de savoir si sur cinq ans la devise norvégienne est susceptible de se revaloriser suffisamment pour espérer un gain sur le change.

En Allemagne, la Banque européenne d'investissements offre, actuellement, 200 millions de DM. Les obligations, d'une durée de dix ans, sont proposées au pair avec un coupon de 10,50 %. L'emprunt a été très bien accueilli, mais essentiellement souscrit par les investisseurs allemands. Il semble, en revanche, que les étrangers continuaient de rester sur la réserve à l'égard du papier libellé en marks, tant à cause de la devise elle-même — dont l'avenir leur paraît incertain, — que des taux d'intérêt, dont les niveaux sont encore bien inférieurs à ceux sur l'eurodollar.

La situation sur le marché de l'eurofranc français est apparemment paradoxale. L'augmentation du taux de base bancaire n'a pas influencé défavorablement, ainsi qu'on aurait pu s'y attendre, le marché secondaire de l'eurofranc. Bien au contraire, celui-ci a enregistré des hausses sensibles la semaine dernière. En fait, cette amélioration est un réajustement consécutif à la trop forte baisse de la semaine précédente. La diminution des rendements provoquée par la hausse des cours a ramené aux alentours de 14,50 % les rendements des euro-emprunts de débiteurs du secteur public bénéficiant de la garantie de la République française. En conséquence, l'émission de 400 millions d'eurofrancs de la Banque française pour le commerce extérieur (B.F.C.E.) se place bien et était déjà « sursouscrite » à la veille du week-end. L'emprunt à cinq ans de la Swedish Export Credit, appelé à succéder à celui de la B.F.C.E., devrait, si les conditions du marché demeurent inchangées, voir le jour avec un coupon de 14,75 %. Le montant de l'emprunt suédois ne devrait pas dépasser 200 millions d'eurofrancs.

Action juridique

Dans le cas de la Suède, le problème est néanmoins compliqué par le fait qu'un euro-crédit pour un autre débiteur du secteur public est actuellement en question. En février 1980, Norrlands Skogsagares Celluolsa AB (N.C.B.) avait emprunté 46,5 millions de dollars auprès d'un certain nombre de banques internationales. N.C.B., dont l'activité s'étend à un grand nombre de produits forestiers, est une société détenue pour 73,4 % par le gouvernement suédois. Celui-ci, lors de la mise en place de l'eurocrédit, avait permis aux banques de restructurer la société parce que beaucoup de ses unités de production sont déficitaires, et en tout état de cause avait garanti ses engagements au cas où N.C.B. ne pourrait les assumer. Or il se trouve que cette dernière est pratiquement en cessation de paiments et ne survit que grâce à l'apport de prêts divers distribués à la petite semaine. Ces concours ont déjà permis à N.C.B. d'acquitter les intérêts de son euro-crédit, mais le problème fondamental demeure. La société n'est pas viable et ne peut, sous sa forme actuelle, honorer sa dette. Malgré ses promesses, le gouvernement suédois n'est toujours pas intervenu, et certains établissements bancaires étudient la possibilité d'une action juridique. La matérialisation d'une telle éventualité jetterait évidemment le discrédit sur la Suède tout entière en tant qu'emprunteur international. En attendant, beaucoup de banquiers s'inquiètent. Si l'État suédois ne daigne pas intervenir dans le cas d'une entité dans laquelle il détient près des trois quarts des actions, que ferait-il alors pour une société comme la Swedish Export Credit, où sa participation n'est que de 50 % ?

La Swedish Export Credit ne suscite pour l'instant aucune inquiétude. Mais il s'agit d'une question de principe et en cette matière, les eurobanquiers ne plaisantent pas.

CHRISTOPHER HUGHES.

Le marché monétaire

Flottement et incertitudes

Où allons-nous et comment ? *C'était ce que se demandaient* les opérateurs sur les marchés financiers européens au terme d'une semaine fort éprouvante pour les nerfs. Tous avaient les yeux fixés sur les places d'Allemagne fédérale, où les taux d'intérêt ont effectué de véritables cabrioles avant de paraître se stabiliser à la veille du week-end.

Lundi, par exemple, le loyer de l'argent au jour le jour montait brutalement outre-Rhin, dépassant 20 % et atteignant même, un moment, 30 %. La Bundesbank, qui, la semaine précédente, avait ouvert pendant deux jours puis refermé son Lombard spécial à 12 %, fut contrainte de l'ouvrir à nouveau mardi pour éviter un étranglement des établissements et une nouvelle flambée des taux à très court terme. Le résultat est que, vendredi 6 mars, le taux de l'argent au jour le jour, à Francfort, était retombé un peu au-dessous de 12 %. A un mois et trois mois, néanmoins, il reste fixé aux environs de 14 %, ce qui correspond aux objectifs de la Bundesbank, à savoir le maintien de taux élevés pour défendre le mark. Son président, M. Farlotto *Poehl, tout en réaffirmant que* l'institut d'émission était prêt à fournir aux établissements les liquidités indispensables, mais que *« des taux temporairement élevés étaient inévitables »*.

Jeudi, le conseil d'administration de la banque centrale allemande n'a pris aucune décision, alors que les opérateurs attendaient, par exemple, le relèvement du taux du Lombard spécial.

A cette occasion, des rumeurs non contrôlées ont couru sur les marchés à propos d'interventions concertées des autorités monétaires ouest-allemandes et helvétiques ; elles ont contribué à faire baisser la tension.

Il semble toutefois qu'une coordination des efforts des banques centrales pour stabiliser et les taux et les monnaies doive être étudiée lundi 9 mars lors de la réunion de leur gouverneur à Bâle. Leur tâche serait facilitée par la lente décrue des taux d'intérêt aux États-Unis, marquée, cette semaine, par la généralisation de l'abaissement du taux de *base des banques à 18 %* contre 19 %. M. Kaufman, chef économiste de la maison de courtage new-yorkaise Salomon Brothers et « gourou » de Wall Street, estime que le loyer de l'argent aux États-Unis pourrait encore baisser quelque temps, mais sa thèse favorite est, on le sait, qu'il pourrait remonter ultérieurement au-dessus des 21,5 % atteints en décembre 1980.

En France, un phénomène très curieux, le premier à notre connaissance, a été enregistré la semaine dernière. A la veille du *week-end précédent, les banques* privées françaises, notamment le C.I.C., avaient relevé de 0,75 % leur taux de base, le portant à 13 %. Lundi 2 et mardi 3 mars, les banques nationalisées prenaient la même décision. Pour la justifier, les établissements bancaires mettaient en avant la hausse générale des taux sur le marché monétaire, qui, en une dizaine de jours, s'étaient élevés de près de 2 %, passant de 11 % à 13 %, à un mois et de 12 % à 13 3/4 % à trois mois par effet de contagion avec les taux ouest-allemands.

En haut lieu, on jugea « prématuré » ce relèvement, la tension des taux au-delà du Rhin pouvant n'être que provisoire, ce dont doutaient les établissements (*le Monde* du 4 mars 1981). Eh bien, les taux ont fléchi la semaine dernière de près de 1 % sur le marché monétaire de Paris, revenant à 11 3/4 % - 12 % à un mois et à 12 3/4 % à trois mois. Motif ? D'abondantes liquidités, un marché creux, et une certaine hésitation sur l'évolution de la situation en Allemagne fédérale. Conséquence : vendredi 6 mars, trois banques : la Société générale, le Crédit commercial de France et le C.I.C. « en raison de l'évolution du marché monétaire » ramenaient leur taux de base à 12,75 %, ayant, sans doute, fait leur *« examen de conscience »*. Sans doute, les établissements sont désormais parfaitement libres dans la fixation de leurs tarifs, et souhaitent-ils « coller à la tendance », mais leur clientèle sera peut-être, disons, désorientée, par cette volte-face unique dans les annales de la banque française.

A long terme, la hausse continue inexorablement. Selon les indices Paribas, les taux de rendement sur le marché secondaire sont passés de 14,28 % à 14,45 % pour les emprunts d'État, de 15,02 % à 15,20 % (et même 15,24 % jeudi) pour le secteur public, et de 15,30 % à 16 % pour le secteur privé, tous les records étant battus.

Au calendrier des émissions, la cadence s'est nettement ralentie, avec un emprunt Renault assez original : 750 millions de francs sur quinze ans, à taux révisable *tous les trois ans, déterminé* en fonction du rendement à l'émission des emprunts garantis plus 0,15 %, le taux pour les trois premières années étant fixé à 15,10 %. Citons également un emprunt Valeo de 160 millions de francs à taux variable indexé sur le taux du marché secondaire tous les semestres, avec un minimum de 10,75 %, et un Crédit lyonnais immobilier de 350 millions de francs à dix ans et 15,40 %, niveau record.

FRANÇOIS RENARD.

Les matières premières

Baisse des métaux précieux et du sucre

LA sensible baisse enregistrée par la famille des métaux précieux a constitué la caractéristique dominante de la semaine sur les places commerciales. Les « sautes d'humeur » du dollar et du loyer de l'argent n'ont exercé qu'une influence limitée...

En revanche, la perspective de la mise en pratique d'une politique visant à accroître la part de certains postes, tant pour le stock stratégique américain que pour le stock français de sécurité, apportera un réconfort certain, en attendant la reprise de l'économie prévue dans le courant du second trimestre.

METAUX. — *La chute de l'or, revenu à son niveau le plus bas depuis quinze mois, a entraîné dans son sillage les « satellites », l'argent et le platine.*

Les cours de l'argent ont fléchi de 5 % à Londres en dépit de la sensible baisse des stocks britanniques. Les perspectives offertes à ce métal semblent peu favorables. Les disponibilités seront excédentaires au cours des prochaines années. Quant aux réserves de métal possédées par les particuliers, elles couvrent et au-delà les besoins industriels, ceux de la bijouterie et de la frappe des monnaies. Enfin, autre facteur rendant peu probable une hausse des cours, l'éventualité de la mise à la disposition du marché de 30 millions d'onces provenant des stocks stratégiques américains considérées comme excédentaires.

Les cours du platine reviennent à 440 dollars l'once sur le marché libre de Londres contre 464 dollars. En l'espace d'un an, la baisse atteint 50 %.

Les producteurs de cobalt se sont soumis à la loi du marché. Ils ont réduit leurs prix de 20 % en le ramenant à 20 dollars la livre. Le mouvement de repli s'est poursuivi sur le marché libre, où le métal se traite à 18 dollars (—3 dollars)

Un seul métal a évolué à contre-courants : le plomb, qui retrouve à Londres ses plus hauts niveaux depuis novembre 1980. Plusieurs producteurs américains ont relevé leurs prix de 2 cents pour le porter à 34 cents. La grève se poursuit dans certaines mines australiennes, d'où l'apparition d'achats de couverture de la part des utilisateurs de métal.

Avant la reprise, à Genève, des négociations pour la conclusion d'un accord de stabilisation des prix, les cours de l'étain ont été moins soutenus sur les différents marchés. La Malaisie, principal producteur mondial, demande une augmentation substantielle des prix plancher et plafond de l'accord. Les niveaux actuels de prix, s'ils se maintenaient, pourraient entraîner la fermeture de nombreuses mines dans ce pays. Représentants des pays producteurs et consommateurs se mettront-ils d'accord sur la constitution d'un stock régulateur de 50 000 tonnes ?

DENREES. — *Exception faite du sucre, qui, après une courte pause, a repris son mouvement de repli, les variations de cours ont été peu importantes.*

L'U.R.S.S. a fait le plein de ses achats de sucre sur le marché mondial. Autre facteur peu encourageant pour le marché, les superficies consacrées à la culture de la betterave en Europe seraient en augmentation de 6 % selon les premières estimations faites par une firme privée.

CEREALES. — *Les cours du blé se sont repliés sur le marché aux grains de Chicago. La recolte mondiale s'annonce plus importante que prévu. L'accord international du blé qui venait à expiration à la fin du mois de juin vient d'être prorogé de deux ans.*

Les cours du 6 mars 1981

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant 803 (808), à trois mois 824 (830,50); étain comptant 6 045 (6 175), à trois mois 6 169 (6 290); plomb 385,50 (321); zinc 338 (337); argent (en pence par once troy) 539,50 (568); aluminium 662 (658); nickel 2 860 (2 850). — New York (en cents par livre) : cuivre (premier terme) 79,05 (80,55); argent 11,56 (12,28); platine (en dollars par once) 442,50 (470); ferraille, cours moyen (en dollars par tonne) 103,50 (98,50); mercure (par bouteille de 76 lbs) : 390-400 (385-395). — Penang (en ringgit par kilo) : 30,30 (30,59).

TEXTILES. — New York (en cents par livre) : coton mai 87,97 (90,60), juillet 87,80 (89,95). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec) mai 358 (356); jute (en livres par tonne) : Pakistan, White C grade inch. (219). — Roubaix (en francs par kilo) : laine mai 36,40 (35,70)

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) R.S.S comptant 61,10-61,20 (60,40-60,50). — Penang (en cents des Détroits par kilo) : 299-299,5 (295-296,25).

DENREES. — New York (en cents par lb, sauf pour le cacao en dollars par tonne) : cacao mai 19,63 (20,00), juillet 20,10 (20,36); sucre mai 23,70 (24,30), juillet 22,80 (24,30); café mai 123 (122,10), juillet 124,50 (126,30). — Londres (en livres par tonne) : sucre mai 247 (264), août 246,20 (261,50) ; café mai 1 039 (1 043), juillet 1 050 (11 042); cacao mai 940 (931), juillet 945 (952). — Paris (en francs par quintal) : cacao mai inch. (1 005), juillet 1 015 (1 010); café mai 1 164 (1 162); juillet 1 183 (1 183); sucre (en francs par tonne) mai 3 001 (3 135), août 2 905 (3 145); tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne) mai 209 (217,80); juillet 215 (222,50); Londres (en livres par tonne) : avril 125,50 (123,90), juin 127,50 (127,70).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé mai 438 1/2 (466); juillet 436 (461 1/2); maïs mai 367 3/4 (370 1/4); [illegible] 383 (375 1/4).

INDICES : Moody's 1 123,20 (1 133,40). — Reuter 1 724,3 (1 742).

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3è CYCLE MANAGEMENT AVANCÉ

8 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à des jeunes cadres.

prochaine session de recrutement : 28 mars 1981
date limite de dépôt des dossiers : 21 mars 1981
dossiers de candidatures et brochures détaillées

I.G.S.-PROGRAMME MANAGEMENT AVANCÉ
établissement privé d'enseignement supérieur 25, rue François-Ier 75008 Paris

Les devises et l'or

Fermeté du dollar

LE dollar s'est montré ferme la semaine dernière sur le marché des changes, mais ses cours ont évolué en dents de scie, en fonction des taux d'intérêt. L'or s'est nettement affaibli sous l'effet des ventes de lassitude.

En début de semaine, la hausse de la monnaie américaine, amorcée les jours précédents, se poursuivait, l'annonce du premier déficit de la balance commerciale de la R.F.A. depuis trente ans contribuant à déprimer le mark.

Cette hausse s'accélérait le lendemain (5,12 F à Paris et 2,17 DM à Francfort) pour faire place à un brutal repli mercredi, à la suite de la généralisation de l'abaissement du taux de base des banques américaines, ramené de 19 % à 18 1/2 %. Une petite panique se produisait même aux États-Unis, sur des rumeurs incontrôlées faisant état des difficultés de « gros établissements financiers » et d'interventions concertées des banques centrales : le dollar chutait de 2 %, revenait à 4,98 F et 2,1150 DM. Après une courte pause, il se raffermissait à la veille du week-end.

Ce qui frappe les observateurs, c'est que, en dépit de la forte remontée des taux outre-Rhin, le mark n'arrive pas à se raffermir franchement par rapport au dollar. *Certes, on n'en est plus* à coter 2,25 DM pour un dollar, comme il y a quelque temps, mais il n'est pas possible de descendre en dessous de 2,10 DM.

Les sorties de capitaux semblent toutefois s'être ralenties, 700 millions de marks « seulement » pour la dernière semaine de février, grâce aux mesures prises. Mais, en quatorze mois, la Bundesbank a perdu plus du tiers de ses réserves en devises, soit l'équivalent de 15 milliards de dollars.

Au sein du système monétaire européen, en revanche, où l'« effet de taux » a joué à plein, le mark s'inscrit désormais en tête, suivi de très près, pratiquement au même niveau, par le florin et le franc français. A Paris, le mark s'est stabilisé à son cours médian, 2,3550 F, la Banque de France étant intervenue très modestement pour l'empêcher de monter davantage : en fin de semaine, elle n'avait plus à le faire.

Le franc belge est toujours mal en point, ce qui a obligé la Banque nationale de Belgique à relever ses taux. Quant à la livre sterling, après sa forte baisse de la semaine précédente, qui anticipait une réduction prochaine du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre, elle est restée stable.

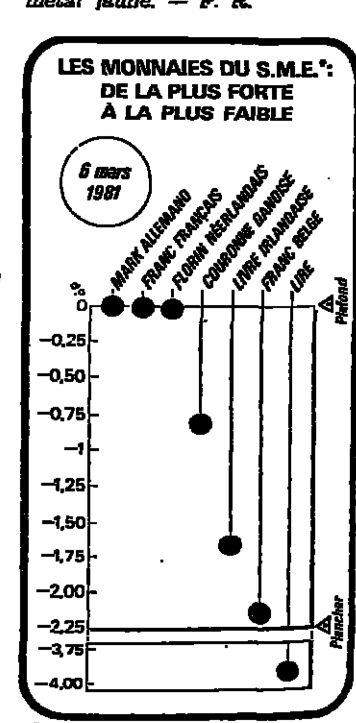
Sur le marché de l'or, l'événement a été l'accentuation du glissement du cours de l'once au-dessous de 500 dollars, jusqu'à moins de 460 dollars, pour remonter un peu au-dessus en fin de semaine. Visiblement, la persistance de la tension sur les taux d'intérêt et la fermeté du dollar découragent la spéculation, qui pour l'instant, se détourne du *métal jaune*. — F. R.

Cours moyens de clôture comparés du 27 février au 6 mars

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

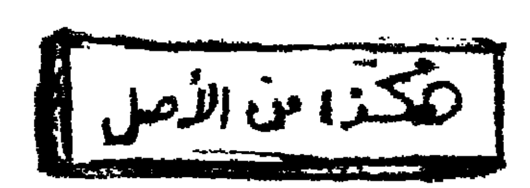
PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York.	2,1950 2,2000	— —	19,8412 19,9283	50,9434 50,8259	46,7289 46,8165	2,8490 2,8653	42,1940 42,3728	0,096[illegible] 0,0971
Paris.....	11,0628 11,0449	5,0400 5,0200	— —	256,75 255,14	235,51 235,02	14,3680 [illegible]	212,65 212,71	4,8695 4,8827
Zurich....	4,3887 4,3285	1,9630 1,9675	38,9484 39,1941	— —	91,7289 92,1114	5,5925 5,6375	82,8270 83,3686	1,8966 1,9176
Francfort.	4,6973 4,6992	2,1400 2,1360	42,4610 42,5495	109,0168 108,5641	— —	6,0968 6,1203	90,2953 90,5084	2,0676 2,0618
Bruxelles.	77,0445 76,7800	35,10 34,90	6,9599 6,9522	17,8807 17,7382	16,4018 16,3389	— —	14,8101 14,7881	3,3913 3,4015
Amsterdam	5,2021 5,1920	2,3700 2,3600	47,0256 47,0123	120,73 119,94	110,7476 110,4868	6,7521 6,7621	— —	2,2898 2,3001
Milan....	2271,82 2257,20	1035 1026	205,3598 204,3861	527,25 521,47	483,64 480,33	29,4871 29,3982	4,3670 4,3474	— —
Tokyo....	458,31 461,45	208,80 209,75	41,4284 41,7833	106,3678 106,6873	98,0373 98,1975	5,9487 6,0100	88,1012 88,8771	0,2017 0,2044

(*) A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 6 mars, 2,401 francs contre 2,89 francs le 7 février.



*Système monétaire européen

هكذا من الأصل



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

9 MARS

Marché toujours bien orienté

Amorcé voici maintenant près de quinze jours, le mouvement de hausse s'est poursuivi lundi à la Bourse de Paris. Un peu ralenti quand même, il n'a pas cependant été négligeable puisque, à la clôture, l'indicateur instantané enregistrait encore une avance de 0,6 % environ, ce qui porte sa progression à près de 3 % depuis la dernière liquidation.

L'intérêt des opérateurs s'est une fois de plus concentré sur le Suez. La cotation du titre a été longue. Une fois terminée, l'action avait encore monté de 8,3 %, sa hausse en trois séances avoisinant 23 % maintenant.

D'autres points de fermeté ont émaillé la cote, tels C.F.D.E. (+ 4,4 %), Jeumont (+ 4,1 %), Penarroya (+ 4 %), Michelin (+ 3,9 %), S.C.O.A. (+ 3,8 %), Galeries Lafayette (+ 3,6 %) et Signaux (+ 3,5 %).

De l'avis des professionnels, toutes les opérations ponctuelles rélisées sur quelques points particuliers de la cote contribuent à fortifier la Bourse, qui, à l'évidence, continue d'autre part à jouer la victoire du président Valéry Giscard d'Estaing. Mais aux yeux de certains, tout cela n'est pas très sain parce qu'un peu trop artificiel, quelques gros détenteurs de capitaux imposant leur loi au marché.

Aux valeurs étrangères, Amax, qui avait aussi défrayé la chronique ces derniers jours, après l'O.P.A. lancée par la Standard Oil of California, a seulement progressé de 1 %.

Sur le marché de l'or, le lingot s'est redressé, gagnant 800 F à 84 300 F. Il a entraîné le napoléon dans son sillage, qui est passé de 865 F à 870 F. A Londres, l'once de métal a été cotée 473,25 dollars contre 467 dollars.

Le volume des transactions, cependant, s'est fortement contracté, tombant de 21,10 à 11,89 millions de francs.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SIPAREX ENTRE DANS LE CAPITAL DE L'AMY. — Cette société de participations dans les entreprises régionales en expansion vient, en effet, de prendre une participation minoritaire d'un montant de 4 millions de francs dans cette entreprise parisienne de lunetterie, qui, dans son domaine d'activité et avec 100 millions de francs de chiffre d'affaires, se classe parmi les premières en Europe. Cette injection de capitaux permettra à L'Amy de poursuivre son expansion rapide. En 1980, la société a produit 1,8 million de paires de lunettes, dont 65 % ont été exportées. C'est la seconde intervention de Siparex en Franche-Comté depuis sa création, dont les principaux actionnaires sont la Dresdner Bank, l'Union de Banques suisses, Finance for Industry et l'Emirat du Koweït (8 %).

BANQUE SCALBERT DUPONT. — Bénéfice net pour 1980 : 24,48 millions de francs, contre 18,44 millions de francs. Dividende global : 12 F (+ 18,50 %).

BANQUE DE BRETAGNE. — Dividende global pour 1980 : 11,25 F, contre 9,75 F.

RÉGIE RENAULT. — Emission d'un emprunt de 750 millions, représenté par 150.000 obligations de 5.000 F à intérêt fixe, révisé tous les trois ans et égal à la moyenne, majorée de 0,15 %, des taux moyens mensuels de rendement à l'émission des emprunts garantis et assimilés ; pour les trois premières années, le taux sera de 15,30 %. Amortissement en cinq tranches, de 1984 à 1996.

CRÉDIT LYONNAIS IMMOBILIER. — Emission d'un emprunt de 350 millions de francs, en 175.000 obligations de 2.000 F portant intérêt de 15,40 %.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	5 mars	6 mars
Valeurs françaises	99,2	99,9
Valeurs étrangères	103,5	104,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	110,2	110,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 9 mars ...... 11 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	6/3	9/3
1 dollar (en yens)	208,90	207,35

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

	27 févr.	6 mars
Valeurs franç. à revenu variable	904	919,6
Valeurs étrangères	1340	1345,9
Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	130,4	132,7
Assurances	223,2	221
Banques et soc. fin.	94,4	94,3
Sociétés foncières	147,2	148,1
Soc. investissem. portef.	116,5	122
Agriculture	156,6	158,3
Alimentat., brasser., distill.	157,3	160
Automob., cycles et leurs équipem.	48,5	53,3
Bâtim., mat. constr., trav. publics	184,2	187,6
Caoutchouc (industr. et comm.)	49,3	50,5
Carrièr. salin., charb.	122,6	120,6
Construct. mécan. et naval.	131	133,5
Hôtels, casinos, thermal.	163,2	165,1
Imprimeries, papiers, cartons	129,5	128
Magasins, comptoirs d'exportation	102,1	103,5
Matériel électrique	138	140,4
Métallurgie cons. des prod. métal.	37,3	36,7
Mines métalliques	118,6	118,9
Pétroles et carburants	158,3	162,8
Produits chim. et électro-métall.	157,2	160,9
Services publics et transp.	123,2	123,1
Textiles	102,2	102,2
Divers	155,3	157,2
Valeurs étrangères	181,3	182,1
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	86,8	86,1
Sociétés	93,7	92,7
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	97,5	96,5
Emprunts d'Etat	98,2	97,9
Emprunts garantis et assimilés	97,2	96,6
Sociétés	97,2	96,2
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 29 décembre 1961		
Indice général	108,5	110,8
Produits de base	92,5	96,3
Construction	165,2	167,7
Biens d'équipement	109,7	112,6
Biens de consomm. durables	83,2	86,1
Biens de consomm. non durables	86,6	89,2
Biens de consomm. alimentaires	122,5	123,7
Services	180,8	181,9
Sociétés financières	114,8	117,5
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	220,1	223,7
Valeurs industrielles	98,8	99,2
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	134,4	134,7

BOURSE DE PARIS 9 MARS COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	....	1 315
6 %	41 30	0 507
3 % amort. 46-54	71	1 816
4 1/4 % 1963	95	2 082
Emp. N. Eq. 6 % 66	....	2 630
Emp. N. Eq. 6 % 67	98 40	4 636
Emp. 7 % 1973	7590	..
Emp. 8,80 % 77	98 60	7 016
Emp. 9,80 % 78	81 25	6 471
E.D.F. 7,8 % 61	115	0 940
E.D.F. 14,5 % 80-92	96	10 190
Ch. France 3 %	197	..

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.F. (Sté Cent.)	770	770
Ass. Groupe Paris-Vie	2000	2000
Concorde	337	346
Epargne de France	383	380
Financ. Victoire	295	285
France I.A.R.D.	145	148
GAN (Sté Centr.)	741	745

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
S.P.E.G.	174	175 60	Immobail B.I.P.	221	217	(M) S.O.F.I.P.	90 30	90 30
U.A.P.	566	565	Immobanque	295 10	298	Fonc. Lyonnaise	1265	1255
Actibail	140 10	142	Immofice	280	283 50	Immob. Marseille	1750	1799
— (oblig. conv.)	184 20	....	Interbail	240	240	Louvre	280	280
Alsacienne Banque	405	402	— (obl. conv.)	240	....	Simvim	156	164
Banque Hervet	203 20	200	Laffitte-Bail	185 10	185 20	Cogifi	202	202
Bque. Hypoth. Eur.	328	328	Locabail Immob.	325	325	Foncina	155 20	155 30
Bque. Nat. Paris	280	280	Loca-Expansion	135 50	136	Gr. Fin. Constr.	195 10	199 90
B.O.I.C.	27 10	27 10	Locafinancière	168 60	168 10	Immindo	170	177 d
(U) B. Scalb Dup.	142	144	Marseille Créd.	280	280	Immoinvest	151	150
Banque Worms	208 50	210	Paris-Réescompte	487	470	Cie Lyon. Imm.	137 50	137 50
C.G.I.B.	30 10	30 95	Séquanaise Banq.	261 50	261 50	Ufimeg	96	96
Cie Crédit Univ.	365	368	Sicotel	139 50	140	Ugimo	161 10	....
C.A.M.E.	94	94 50	Sliminco	289	299 20	Union Habit.	270	270
Crédital	105	107	Sté Cent. Banq.	75	77	Un. Imm. France	250	250
Créd. Gén. Ind.	250	242 50	Société Générale	264	284	Sofragi	300	280
Crédit Lyonnais	284	284	Soficomi	250	245 10	Applic. Hydraul.	228 20	227
Electro-Banque	171 10	175	Sovabail	300	315	Artois	320	320
Eurobail	148	145 50	Unibail	305	310	Centen. Blanzy	392	390
Financière Sofal	364	364 80	Un. Ind. Crédit	228	226 40	(NY) Centrest	105	108
Fr. Cr. et B. (Cie)	145 10	145 10	Cie Foncière	165	158 40	(NY) Champex	130	....
France Bail	321	334	C.G.V.	210	215	Comindus	407 50	405 10
Hydro-Energie	20	20 80	Fonc. Ch.-d'Eau	970	970	Cie Industrielle	315	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Shell fr. (port.)	45 10	....
S.K.F. Aktiebolag	120 10	....
Sperry Rand	281	272 20
Steel Cy of Can.	148 20	148
Stilfontein	89	91 20
Suéd. Allumettes	115 50	....
Tenneco	247	....
Thorn EMI	30	....
Thyssen c. 1 000	145	....
Val Reefs	382 50	388 50
Vieille Montagne	136	....
Wagons-Lits	137	145
West Rand	19	....

HORS-COTE

Compartiment spécial

Entreposé	167 50	167 50
Sicomur	179	179
Solibus	221	....
Rodamco	244 30	244 80

Autres valeurs hors cote

Alser	128	....
Cellulose du Pin	34	....
Coparex	610	600
Mar Industries	13	....
La Mure	88	90
Métallurgique Minière	165	164
Océanic	25 60	14 90 o
Pétrofigaz	410	410
Promoptic	279	....
Sabl. Moulins Conv.	120	....
Total C.F.N.	90	89
Ufinex	220	223
Voyer S.A.	1 45	....
Rorento NV	266 30	266 50

SICAV

6/3	Emission Frais inclus	Rachat net
Multirendement	120 65	116 16
Mondial Investiss.	232 20	221 67
Natio-Inter.	527 06	503 16
Natio-Valeurs	388 16	370 56
Oblisem	123 45	117 85
Paribas Gestion	296 76	283 30
Pierre Investiss.	301 81	288 12
Rothschild Expans.	460 91	440 01
Sécur. Mobilière	333 75	318 62
Sélec. Mobil. Div.	228 30	217 95
S.P.I. Privinter	151 68	144 81
Sélection-Rendem.	141 19	134 79
Sélect. Val. Franç.	160 33	153 06
S.F.I. fr. et étr.	264 85	252 84
Sicavimmo	375 14	358 13
Sicav 5000	152 02	145 13
S.I. Est	631 91	603 26
Sivafrance	246 54	235 36
Sivam	180 04	171 88
Siverente	164 99	157 51
Sivinter	185 18	176 78
S.I.G.	447 79	427
S.N.I.	685 28	654 21
Sogepargne	268 57	256 39
Sogevar	526 31	502 44
Sogiter	598 14	571 02
Soleil Investiss.	297 11	283 64
U.A.P. Investiss.	204 85	195 56
Unifrance	183 38	175,06
Unifoncier	462 73	441 75
Unigestion	355 69	339 47
Uni-Japon	494 19	471 78
Unirente	1250 58	1209 46
Valorem	244 19	233 12
Worms Investiss.	411 60	392 94

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2460	4,5 % 1973	2399 50	2470	2470	2445
3100	C.N.E. 3 %	3053	3060	3050	3015
475	Afrique Occ.	483	480	480	480 20
495	Air Liquide	498	501	500	498
111	Als. Part. Ind.	117	119 50	119 90	119 50
380	Als. Superm.	380	382	382	380
118	Alsthom-Atl.	127	128	129 30	128
260	Applic. gaz	260	273	275	268
117	Arjom. Prioux	125 60	126 50	129	126 50
640	Ass. Entrepr.	625	621	621	610
240	E.-J. Lefebvre	238 10	240 10	240 10	240
130	E. Saux.-Dov.	129 50	129 80	129 80	127 30
540	Essilor	559	558	559	547
245	Esso S.A.F.	253 50	258	251 50	255
335	Eurafrance	338 30	341 10	341	341 10
1050	Europe nº 1	1035	1050	1050	1035
475	Facom	528	525	526	525
56	Fin. Dév. Ent.	56 50	59	59	58 20
230	Fin. Paris P.B.	236 50	238	238 50	235
255	— (obl. conv.)	265	265	255	285
70	Nouvelles Gal.	75 40	75 60	75 60	74 20
290	Olida-Caby	325	329 70	329 50	328
101	Opfi-Paribas	104	104	104	103 50
104	Paper. Gascogne	100 50	99 90	99 90	99 90
119	Paris-France	120 60	120 60	120 60	120
107	Pechelbronn	104 20	104 90	104 90	104
82	PUK	97 50	98 20	98	96 30
115	— (obl.)	117 50	120 10	120 10	118
75	Penarroya	67	69 90	69 90	69 10
285	Penhoet	291	293 50	293 50	288
300	U.I.S.	296	298	296	293
161	U.C.B.	159 40	159 40	159 40	159 40
160	Un. Fr. Banque	172	173	173	171
165	U.T.A.	166	165	165	166 90
7 50	Usinor	8 40	8 50	8 60	8 56
93	— (obl.)	94 20	94 20	94 20	94 20
265	Valeo	282	287	285	281 30
370	— (obl. conv.)	375	375	375	371
47	Vallourec	50	50	50	48
950	V. Clicquot-P.	960	960	960	942
245	Gen. Motors	256	258 80	256	251 70
49	Goldfields	47	47 20	48 50	46 40
87	Harmony	87 10	89 90	90	88 90
8	Hitachi	8 10	8 20	8 15	8 10
265	Hoechst Akt.	270 50	267 80	267 80	265 10
33	Imp. Chemical	28 80	28 55	28 55	28 70
98	Inco Limited	100	100	100	99 10
310	I.B.M.	315 60	315 20	315	312 50
146	I.T.T.	145 80	145 10	145 10	144 10
410	Merck	433	434 80	434 80	426
93	East Rand	90 10	94	94 80	93
147	Ericsson	144	143	145 50	141
375	Exxon Corp.	381 50	369 50	359 50	368 30
105	Ford Motor	103	106	106	103 90
230	Free State	209	215	214 50	218 50
88	Gencor	87 50	88	88	87 90
320	Gen. Electr.	330	335	334 50	335
97	Un. Min. 1/10	98 50	96 50	96 50	96 50
270	Unit. Techn.	277 80	277	277 10	281 90
360	West Driel.	361	358	358	352
260	West Deep	249	256 80	256 80	....
366	West Hold.	319 80	330 10	330 10	330 10
286	Xerox Corp.	281	280 10	280	283 70
2 70	Zambia Corp.	2 98	2 98	2 98	3

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 9/3	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 068	5 026	5 160	5 180
Allemagne (100 DM)	235 840	235 730	229	241
Belgique (100 F)	14 368	14 378	13 850	14 250
Pays-Bas (100 fl.)	212 970	213 240	206	217
Danemark (100 krd)	75 110	75 100	72 500	77 500
Norvège (100 k)	92 460	92 440	90	95
Grande-Bretagne (£ 1)	11 045	10 992	10 700	11 300
Grèce (100 drachmes)	9 710	9 652	....	....
Italie (1 000 lires)	4 876	4 872	4 600	5
Suisse (100 fr.)	257 250	257 620	252	265
Suède (100 krs)	108 340	107 850	105	110 500
Autriche (100 sch)	33 290	33 320	32 300	33 900
Espagne (100 pes.)	5 793	5 784	5 500	5 900
Portugal (100 esc.)	8 850	8 820	8 300	9 200
Canada ($ can 1)	4 205	4 194	4 080	4 310
Japon (100 yens)	2 420	2 425	2 320	2 450

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 9/3
Or fin (kilo en barre)	83800	84250
Or fin (en lingot)	83500	84300
Pièce française (20 fr)	865	870
Pièce française (10 fr)	494 50	475
Pièce suisse (20 fr)	598 90	600
Pièce latine (20 fr)	581	582
Souverain	750	744
Pièce de 20 dollars	3300 40	3300
Pièce de 10 dollars	1565	1580
Pièce de 5 dollars	775	.....
Pièce de 50 pesos	3300 50	3350
Pièce de 10 florins	600 10	600

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. ENSEIGNEMENT ET FONCTION PUBLIQUE : « Le modernisme, cette maladie », par Claude Prot ; « Pas d'école au rabais », par Jean Petite ; « Un service à sauver », par Bernard Derosier.

ÉTRANGER

3. AFRIQUE
— TUNISIE : Les aléas de la démocratisation.
3-4. AMÉRIQUES
— COLOMBIE : Le linguiste américain Chester Bitterman a été assassiné.
6. PROCHE-ORIENT
— IRAN : L'ayatollah Kalkhali demande la « mise en jugement » du président Bani Sadr.
8. EUROPE
— U.R.S.S. : Le Bureau international du travail invite Moscou à respecter la création de syndicats indépendants.
9. PACIFIQUE
— ILES SALOMON : L'archipel aux quatre-vingt-sept langues à l'heure du nationalisme indolent.
10. DIPLOMATIE
11. ASIE

POLITIQUE

12-13. La préparation de l'élection présidentielle.
14. Les élections cantonales et municipales.

SOCIÉTÉ

15-16. La lutte antidrogue et la campagne des communistes.
16-17. EDUCATION : Le congrès des proviseurs.

CULTURE

18. MUSIQUE : Lucio Silla à Zurich. DANSE : Don Quichotte à l'Opéra. THEATRE : les Fiancés de la banlieue ouest.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

21 à 25 DOSSIER : Actif et passif d'un septennat (V).
— BUDGET ET IMPOTS : Rigueur, mais réformes fiscales malheureuses.
— INDUSTRIE : Le marché mondial comme objectif.
— CRÉDIT : Un encadrement sclérosant.
— EUROPE : Une politique en porte à faux.
— LE FRANC : L'opiniâtre construction du S.M.E.
— ÉNERGIE : Une moindre dépendance.
— LOGEMENT : Une priorité oubliée.
— BOURSE : Un effort en faveur des marchés financiers.

SPORTS

26-27. RUGBY : Vainqueur du Pays-de-Galles (19-15), le XV de France gagne le Tournoi.

ÉQUIPEMENT

41. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : Aix-en-Provence organise un Festival de l'innovation.

RÉGIONS

42. ILE-DE-FRANCE : Paris réservé aux plus riches ? ; un nouveau Fort-Neuf dans le bois de Vincennes ; les bois mités du Val-d'Oise ; quand Chénier bloque le POS d'Antony.

ÉCONOMIE

44. LIBRES OPINIONS : « Symbole et réalité » ; par Jacques Petitmengin.
45. CONJONCTURE : Une enquête de l'INSEE : les Français n'ont jamais été aussi pessimistes.

RADIO-TELEVISION (20)
INFORMATIONS « SERVICES » (27)

Troisième âge ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».

Annonces classées (28 à 40) ; Carnet (17) ; Programmes spectacles (19-20) ; Bourse (47).

LE DÉTOURNEMENT DE L'AVION PAKISTANAIS

Les négociations entre Islamabad et les pirates de l'air se poursuivent à Damas où s'est posé l'appareil

Après l'arrivée, dimanche 8 mars dans la soirée, à Damas, de l'avion pakistanais, détourné, lundi 2 mars, par trois pirates de l'air, venant de Kaboul avec à son bord, pense-t-on, cent onze passagers et six membres de l'équipage, le chef du commando a réaffirmé qu'il « prendrait des mesures très sévères » si ces exigences ne sont pas satisfaites. Il demande la libération, au Pakistan, de tous les membres arrêtés de l'organisation dont il se réclame — Al Zulfikar — dont ceux appartenant « aux familles Allah Khan et Nasser Jamal » et « l'arrêt de la campagne de propagande menée par le gouvernement pakistanais » contre leur groupe. Le Pakistan avait indiqué, dimanche, que les pirates de l'air avaient accepté de réduire leurs exigences mais il ne s'était apparemment engagé à libérer qu'une vingtaine de prisonniers politiques sans préciser leur appartenance. Les négociations amorcées à Kaboul se poursuivront à Damas, indique-t-on de source syréenne.

La détermination des auteurs du détournement a servi de prétexte au gouvernement du général Zia Ul Haq pour frapper une opposition qui, commençant à relever la tête, a lancé depuis plusieurs semaines un Mouvement pour la restauration de la démocratie destiné à mettre fin au régime militaire. Un porte-parole d'Islamabad a d'ailleurs reconnu que ces arrestations — non seulement des responsables des formations de l'opposition encore en liberté mais aussi d'intellectuels comme le grand poète Faiz Ahmed Faiz et M. Mazhar Ali Khan, directeur de l'hebdomadaire progressiste et pro-soviétique *Viewpoint*, et ses principaux collaborateurs — n'étaient pas liées au détournement.

Mais il va de soi qu'elles n'y sont pas complètement étrangères ne serait-ce que parce que les pirates de l'air appartiennent à un groupe Al Zulfikar (Zulfikar était le prénom le plus utilisé du « leader du peuple » exécuté en 1977, Zulfikar Ali Bhutto) se réclamant de la mémoire de l'ancien premier ministre et qui serait dirigé par le fils de celui-ci, Murtaza, si l'on en croit les porte-parole pakistanais. Qu'il s'agisse de la branche militaire de l'ancienne formation gouvernementale, le parti populaire pakistanais — dont Mme Bhutto et sa fille Benazir (aujourd'hui encore parmi les premiers arrêtés) ont repris le flambeau, — ou d'une autre organisation marginale, le fait est que la répression des forces politiques traditionnelles favorise les activités clandestines et le terrorisme.

Certains membres de l'entourage du général Zia étant passés maîtres dans l'action psychologique, il y a néanmoins peut-être lieu d'accueillir avec prudence les déclarations prêtant au mystérieux « Carlos » un rôle dans le *détournement*, dont s'est désolidarisé le P.P.P.

Le général Zia Ul Haq, s'il promet de libérer quelques détenus en réponse aux exigences des terroristes, remplit par ailleurs les prisons de vrais démocrates. Et cela se produit au moment où il avait promis de faire entrer au gouvernement quelques personnalités civiles...

Cette affaire n'aura guère amélioré les relations entre Islamabad et Kaboul. Ces relations ne sont pas rompues sur le plan diplomatique, mais sont particulièrement tendues depuis l'invasion de l'Afghanistan par l'U.R.S.S. La lenteur des négociations peut, en partie, s'expliquer par le fait qu'après le détournement ni le président Karmal ni le général Ul Haq ne se trouvaient dans leur capitale respective, où ils ne sont rentrés qu'au milieu de la semaine. Si Kaboul dément toute collusion avec le commando, il n'en reste pas moins que si le détournement n'avait pas eu lieu en Afghanistan, les spécialistes pakistanais seraient peut-être déjà intervenus pour sauver les otages. Et, d'évidence, l'U.R.S.S. a soutenu entièrement Kaboul dans l'affaire et l'a sans doute encouragé à laisser partir l'avion pour éviter, notamment, que cette affaire ne tende davantage les relations américano-soviétiques. — G. V.

C.G.T. et C.F.D.T. organisent séparément des actions en faveur des retraités

Séparément, la C.G.T. et la C.F.D.T. organisent, cette semaine, des actions pour la défense et l'amélioration du sort des personnes âgées.

Selon une orientation tracée à son conseil d'octobre 1980, *« l'Union confédérale des retraités C.F.D.T. appelle toutes ses organisations à agir, au cours de la semaine du 9 au 13 mars 1981, pour l'aboutissement de deux revendications qui, avec le montant des ressources, sont essentielles pour les retraités et personnes âgées :*

— Amélioration de l'accès aux soins, permettant une véritable protection de la santé ;

— Maintien à domicile pour vieillir chez soi, par la création et le développement des équipements collectifs et des services nécessaires ».

En outre la C.F.D.T. réclame la création de 100 000 emplois nouveaux dans les services sociaux et le secteur santé.

Cette semaine d'action cédétiste sera essentiellement marquée par des délégations, démarches auprès des municipalités, conseils généraux, parlementaires et autorités administratives.

La C.G.T. organise, mardi 10 mars après-midi, un grand rassemblement national des retraités à Paris avec un défilé de la place de la République à la Bastille après une intervention de M. Georges Séguy. Selon les organisateurs, plusieurs dizaines de milliers de retraités sont attendus, venant de province, des cars et des trains spéciaux ayant été réservés.

La C.G.T. entend protester contre l'insuffisance des retraites, contre la création de cotisations d'assurance-maladie à la charge des personnes âgées et contre la création d'une franchise de 80 F par mois en cas de maladie longue et coûteuse, dite la 26ᵉ maladie parce que ne figurant pas dans la liste des « 25 » maladies.

Pour la C.G.T. la journée du 10 mars doit être *« un grand moment pour la bataille, pour le changement »*. Les retraités manifesteront clairement leur volonté d'en finir avec la politique actuelle.

● *Autobus : grève peu suivie à la R.A.T.P.* — La circulation des autobus de la R.A.T.P n'a été que légèrement perturbée ce lundi 9 mars. Dans la matinée le trafic était assuré à 90 % à Paris et à 85 % en banlieue.

La C.G.T., qui recueille 48 % des voix aux élections professionnelles chez les conducteurs d'autobus, leur avait demandé d'arrêter le travail pour vingt-quatre heures pour exiger une amélioration des conditions de sécurité. Se plaignant d'une augmentation des agressions contre les machinistes, la C.G.T demande, notamment, la présence de deux agents par voitures après 21 heures.

A Cachan (Val-de-Marne)

UN BIJOUTIER ET UN CLIENT TUÉS LORS D'UN HOLD-UP

Un hold-up qui a eu lieu le samedi 7 mars en fin de matinée dans une bijouterie de Cachan (Val-de-Marne) a causé la mort de deux personnes : le bijoutier, M. Rassoul Soltani, quarante-cinq ans, atteint d'une balle en plein cœur, et un client, M. Patrick Corniet, vingt-cinq ans, seul témoin direct du meurtre. Les malfaiteurs, qui ont immédiatement pris la fuite à bord d'un véhicule, n'ont pas été retrouvés. Le montant du vol n'a pu être établi avec exactitude.

FAISANT SUITE AU SÉISME DU 24 FÉVRIER

D'innombrables secousses continuent de se produire en Grèce

Athènes *(A.F.P., U.P.I.)*. — Les Grecs des régions d'Athènes, Thèbes et Corinthe ont encore ressenti, au cours des quatre derniers jours, d'innombrables répliques du violent tremblement du 24 février dernier. Une de ces secousses aurait tué un fermier qui habitait près de Thèbes. Ce qui porte à dix-huit le nombre total des morts depuis le 24 février. En outre, plusieurs maisons se seraient écroulées. En tout, on a dénombré cinq cents bâtiments détruits, quinze mille constructions endommagées et soixante mille sans-abri. Les tentes fournies par l'armée et des pays de l'OTAN (notamment par la Turquie, les Etats-Unis et la France), ont été installées pour abriter les sinistrés et permettre la réouverture des écoles. Des hôtels ont aussi été ouverts aux sans-abri.

La vie est toujours très ralentie à Athènes. Même la fin du carnaval, au cours du dernier week-end, n'a guère animé la capitale grecque désertée par beaucoup de ses habitants. Des poursuites ont d'ailleurs été engagées contre des fonctionnaires qui ne se sont pas présentés à leur travail depuis le 5 mars. D'autre part, le gouvernement doit annoncer un train de mesures en faveur des sinistrés. Des prêts à faible intérêt seront consentis à ceux qui ont perdu leurs maisons ou dont les habitations ont été endommagées.

[Selon les dépêches de l'agence U.P.I., on a dénombré cent soixante-huit secousses, le 5 mars, de 7 heures à 19 heures, et cent quarante-cinq du 5 mars, à 19 heures, au 6 mars, à 7 heures. Heureusement, la plupart de ces répliques, si éprouvantes soient-elles pour la population, sont d'assez faible magnitude. Cependant, le Centre sismologique européo-méditerranéen de Strasbourg a déterminé plusieurs répliques plus importantes après la secousse principale du 24 février (22 h. 53, magnitude 6,7) ; le 25 février, quatre répliques, à 0 h. 39, magnitude 5 ; à 4 h. 35, magnitude 6,4 ; à 6 h. 30, magnitude 4,6 ; à 7 h. 8, magnitude 5,1. Le 28 février, à 19 h. 6, magnitude 4,7. Le 4 mars, à 23 h. 58, magnitude 6,5, et le 5 mars, à 8 h. 59, magnitude 5,2. Le 7 mars, à 13 h. 35, magnitude 5,5.

Comme après les séismes d'El Asnam et de la région de Naples, l'Institut national d'astronomie et de géophysique (INAG) a envoyé en Grèce des spécialistes français de sismologie et de néo-tectonique. Notons que le réseau français télémétré de huit stations sismologiques installé depuis le 1ᵉʳ novembre 1980 dans la région d'El Asnam a été maintenu après le 15 février pour quelques semaines supplémentaires, à la demande des autorités algériennes. La présence de ce réseau a un effet psychologique certain sur la population, qui, ainsi, ne se sent pas abandonnée. Il a eu aussi, à deux reprises au moins, un effet pratique indiscutable : il a permis de dire aux responsables algériens de la sécurité, quelques minutes après deux répliques plus importantes, où étaient situés les épicentres. Ce qui a permis de secourir très rapidement blessés ou sinistrés.]

MORT DU CHEF D'ORCHESTRE KYRILL KONDRACHINE

Kyrill Kondrachine, un des chefs d'orchestre soviétiques les plus célèbres, qui était passé à l'Ouest en 1978, est mort, vraisemblablement d'une crise cardiaque, dans la nuit du 7 au 8 janvier à Amsterdam. Il était âgé de soixante-sept ans.

Né en 1914 à Moscou dans une famille de musiciens, Kyrill Kondrachine était entré à dix-sept ans comme pianiste au Conservatoire d'Etat de la capitale soviétique. Trois ans plus tard, il faisait ses débuts de chef d'orchestre. D'abord engagé par le théâtre Maly de Leningrad, il entra ensuite au Bolchoï dont il fut directeur musical de 1943 à 1956. Abandonnant alors l'opéra pour se consacrer à la musique symphonique, il fut nommé directeur de l'Orchestre philharmonique de Moscou de 1960 à 1975. Il fait alors beaucoup pour la musique contemporaine, soviétique surtout, et en premier lieu pour son ami Chostakovitch dont il a largement contribué à assurer la célébrité.

Kyrill Kondrachine avait pu faire de nombreux voyages hors d'Union soviétique pour y diriger différents orchestres de classe internationale. En 1978, enfin, il avait pris la décision de demander l'asile politique aux Pays-Bas, « pour des raisons de liberté artistique », *et il était devenu deuxième dirigeant de la plus célèbre formation de ce pays, le Concertgebouw d'Amsterdam.*

Après le départ de Rostropovitch, celui de ce musicien à l'allure nerveuse, sèche, mais à la sensibilité exceptionnelle aura été sans doute ressenti comme une lourde perte dans son pays d'origine où son renom était considérable. Souffrant de longue date de troubles cardiaques, il n'aura guère eu le temps dans le « monde libre » que de confirmer son talent. Il y a tout juste un an, il avait fait découvrir, salle Pleyel où il dirigeait l'Orchestre de Paris, la 4ᵉ Symphonie *de Chostakovitch, œuvre à travers laquelle le compositeur avait tenté de surmonter l'interdiction en U.R.S.S. de son opéra* Lady Macbeth, *et que Kondrachine, après quarante ans de silence, avait fait redécouvrir en 1960.*

Kyrill Kondrachine laisse une femme et trois enfants qui sont restés en Union soviétique.

(1) Kondrachine a enregistré l'intégrale des quinze symphonies de Chostakovitch (14 d. Chant du Monde, LDX 78621/34).

AUX ÉTATS-UNIS, APRÈS L'EXÉCUTION DE STEVEN JUDY

732 condamnés à mort attendent une décision

Steven Judy, condamné à mort pour le meurtre d'une jeune femme et de ses trois enfants, a été exécuté par électrocution à l'aube du 9 mars à la prison de Michigan-City, dans l'Etat d'Indiana. Comme Gary Gilmore et d'autres condamnés à mort, Judy avait refusé de faire appel, préférant l'exécution à des dizaines d'années derrière les barreaux. Ses avocats avaient plaidé l'irresponsabilité de leur client, familier, à vingt-quatre ans, de la prison et des hôpitaux psychiatriques. Judy, lui-même, qui, par ailleurs, n'exprimait ni remords ni regret, se considérait comme un *« individu dangereux »* et reprochait à la société de *« n'avoir rien fait »* pour l'empêcher de nuire.

A l'heure actuelle, sept cent trente-deux condamnés à mort, dont la moitié sont des Noirs ou des Hispaniques, attendent aux Etats-Unis qu'il soit statué définitivement sur leur sort. Trois Etats, la Floride, le Texas et la Georgie, en comptent une centaine et plus. On estime qu'une douzaine de condamnations à mort sont prononcées chaque mois, et que leur nombre total a augmenté de 20 % en un an. La Cour suprême des Etats-Unis, qui contrairement à une opinion répandue, n'a jamais déclaré la peine de mort contraire à la Constitution, est intervenue à plusieurs reprises pour faire modifier les clauses concernant la peine de mort dans le code pénal des Etats. Elle a aussi sauvé indirectement la tête de centaines de condamnés au châtiment suprême, mais il est significatif de l'incertitude morale qui plane sur l'application de celui-ci, que les trois Etats qui détiennent le record des condamnés à mort soient ceux-là mêmes dont la Cour a validé en juillet 1976 les textes légaux concernant la peine de mort.

Aucune exécution n'eut lieu entre juin 1967 et janvier 1977, date à laquelle, dans l'Etat de l'Utah, Gary Gilmore périt sous les balles d'un peloton d'exécution. Depuis lors, il n'a été procédé qu'à deux autres exécutions capitales, la dernière étant celle de John Spekenlink, le 25 mai 1979. La peine de mort a, aux Etats-Unis comme ailleurs, ses adversaires et ses partisans convaincus (ces derniers sont en majorité), mais il serait exagéré de dire qu'un débat d'ampleur nationale est engagé sur le sujet.

Cependant la peine de mort n'existe que dans trente-trois Etats sur les cinquante de la fédération.

Les prix agricoles

L'ITALIE ENTEND FAIRE MODIFIER RADICALEMENT LE PROJET DE LA COMMISSION

(De notre envoyé spécial.)

Vérone. — Les autorités italiennes sont décidées à durcir la négociation sur les prix agricoles européens 1981-1982. A l'occasion du colloque sur l'agriculture de l'Europe méditerranéenne qui s'est tenu en marge de la foire agricole de Vérone, les 6 et 7 mars, M. Bartolomei, ministre italien, a déclaré que son pays n'accepterait pas un compromis entre les Dix sur la base des propositions présentées le mois dernier par la Commission européenne.

Dénonçant la bureaucratie de Bruxelles, il a demandé aux instances communautaires de *« réfléchir sérieusement à une autre politique »*.

L'Italie a déjà refusé, le 24 février, de donner son accord au projet accepté par tous les autres Etats membres sur la nouvelle organisation du Marché commun du sucre.

S'agissant des négociations sur les prix et les mesures de gestion des marchés pour la nouvelle campagne, le gouvernement italien n'accepte pas la limitation des subventions communautaires à des contingents d'huile d'olive, de fruits et de légumes transformés (5 milliards de francs ont été versés à ce titre à l'Italie en 1980) fixés en début d'année.

L'attitude des responsables italiens va plus loin, semble-t-il, que la simple position tactique. M. Bartolomei a pris publiquement l'engagement devant toutes les organisations professionnelles de la péninsule de faire modifier radicalement le projet actuellement sur la table du conseil de la C.E.E., *« dans lequel il n'y a rien pour l'Italie »*. Il est prévu que le gouvernement de M. Forlani consacre une réunion de cabinet — avant la reprise de la négociation agricole entre les 10 et 16 mars à Bruxelles — spécialement destinée à arrêter la position de l'Italie. — M. S.

● *Les quarante mille exemplaires de « Minute »* qui, la semaine dernière, s'étaient trouvés bloqués par les services de distribution pour protester contre un article de l'hebdomadaire, ont été finalement *« plus ou moins bien vendus »*, selon le service des ventes de *Minute*, grâce à un nouveau colportage effectué en fin de semaine.

LE NOUVEAU CHIC : TISSUS "COUTURE" A DES PRIX DE REVE !
L'ELITE PAS CHERE DES ETOFFES
LES ECONOMIES "SUPER-CHICS"
LES BONNES AFFAIRES ELEGANTES
PLUS DE GOUT POUR MOINS D'ARGENT
LE "LUXE EN TROUVAILLES"
LES "MEILLEUR MARCHE" EN VOGUE
LAINAGES DE PRINTEMPS
SOIES EXCLUSIVES
IMPRIMÉS DE CHARME
(depuis 18,50 F le mètre)
COTONS SUISSES
TISSUS HABILLÉS
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS



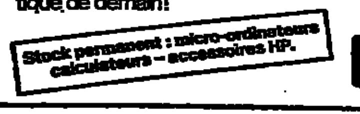
destination ISLANDE
l'Islande au gré de votre fantaisie
avion + voiture
• Lada Sport 4.880 F
• Land Rover 5.640 F
(base 4 pers./2 semaines)
Votre agent de voyages ou
ALANT'S TOURS 296.59.78
17, rue Molière 75001 Paris

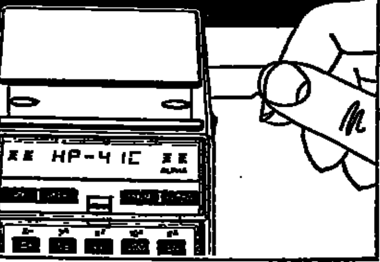
Le numéro du « Monde » daté 8-9 mars 1981 a été tiré à 542 454 exemplaires.

CRÉATEURS D'ENTREPRISE et EXPORTATEURS
Votre siège à Paris ou à Londres
de 80 à 300 F par mois
Constitution de Sociétés
G.E.I.C.A. 56 bis, rue du Louvre, 75002 PARIS
Tél. 296-41-12 +

la Règle à Calcul
8 HEURES D'INITIATION A LA PROGRAMMATION SUR CALCULATEURS HEWLETT-PACKARD.

8 heures pouvant être capitales pour maîtriser votre approche de la micro-informatique.
Aujourd'hui, la Règle à Calcul vous offre la possibilité de suivre un cours gratuit d'initiation à la programmation, pour tout achat d'un système personnel HP-41. Chaque cours, regroupant 12 participants, sera assuré par "INTRALUDE", organisme spécialisé, agréé par l'Etat, pour la formation continue en informatique.
A la Règle à Calcul, l'équipe de vente se charge de vous expliquer le fonctionnement de votre système HP-41. Vous êtes alors en mesure de profiter pleinement de votre initiation à la programmation.
Pourquoi attendre plus longtemps pour aborder l'informatique de demain !
La Règle à Calcul
1ᵉʳ distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP.
65-67, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris, tél. : 325.68.88, télex : ETRAV 220064F/1303 RAC.
Stock permanent : micro-ordinateurs calculateurs - accessoires HP.





A B C D E F G

هكذا من الأصل